

MONCEF MARZOUKI

QU'EST-CE QUE LE POUVOIR ?

TEMOIGNAGE ET REFLEXIONS D'UN ANCIEN PRESIDENT

صدر للمؤلف - Du même auteur

الكتابات الطبية

- المدخل إلى الطب المندمج: الدار التونسية للنشر ومؤسسة البحث العلمي - 1995 -
للأطباء والطلبة
دليل المربي في لتتقيف الصّحيّ؛ الدار الجزائرية للنشر 1986
سلسلة كتب التتقيف الصحيّ - الدار العربية - تونس 1984
تاريخ الطب للأطفال - دار أليف للنشر-تونس 1982

الكتابات السياسية

- لماذا ستطأ الأقدام العربية ارض المريخ: دار الرأي -تونس 1982
دع وطني يستيقظ: دار المغرب العربي -تونس سنة
الاستقلال الثاني-دار الكنوز الأدبية. بيروت 1996
هل نحن أهل للديمقراطية؟ - دار الأهالي - دمشق 2001-
من الخراب إلى التأسيس - المركز المغاربي -لندن 2003
عن أية ديمقراطية تتحدثون؟ - دار الأهالي - دمشق 2004
حتى يكون للأمة مكان في هذا الزمان - دار الأهالي دمشق -2006
إنها الثورة يا مولاي - الدار المتوسطية - تونس 2011
اختراع الديمقراطية - التجربة التونسية-شركة المطبوعات للنشر-بيروت 2014
ننتصر أو ننتصر - من أجل الربيع العربي-الدار المتوسطية - تونس 2014

الكتابات الفكرية والأدبية

- في سجن العقل -أقواس - تونس 1990
الرؤيا الجديدة -مركز القاهرة لدراسات حقوق الإنسان - القاهرة 1996
الإنسان الحرام - قراءة في الإعلان العالمي لتحقيق الإنسان- دمشق 2003
الطبيب والموت-الدار التونسية للنشر. تونس 1983
الرحلة -مذكرات آدمي - الدار المتوسطية للنشر -تونس 2015
شعراء بلا حدود - دار منوال للنشر-تونس 2018

En Français

L'arrache corps : Essai sur l'expérimentation humaine en médecine -
Éditions alternatives, Paris 1979. Traduction espagnole : El
experimentacion en el ombre. Ed Jugar Madrid, 1982

Arabes, si vous parliez, Éditions Lieu commun, Paris, 1987

La mort apprivoisée, Éditions du Méridien, Montréal, 1990

Le mal arabe, Éditions l'Harmattan, Paris, 2004

Dictateurs en Sursis, Éditions de L'atelier, Paris, 2009

L'invention d'une démocratie, Éditions Media plus, Paris, 2013

À Béa, Emna et Ella

Prologue

Les péripéties de la "révolution de jasmin" m'ont propulsé à la tête de l'État tunisien de décembre 2011 à décembre 2014.

Durant cette période, l'homme politique en moi était souvent à l'agonie, mais l'intellectuel, lui, était aussi comblé qu'un entomologiste soudain transporté par miracle dans la fourmilière, objet de ses recherches et qu'il observait jusque-là de l'extérieur, frustré de ne pouvoir en pénétrer les secrets.

Voilà pourquoi chaque soir, pendant les trois années passées aux affaires, je jetais pêle-mêle sur le papier des notes, parfois réduites à quelques mots-clés, pour fixer observations, sentiments et questionnements en rapport avec les personnes, événements et situations auxquels j'avais fait face durant la journée¹.

Je savais que ce serait là mon "butin de guerre", une fois parti, et que j'essaierai d'en faire le meilleur usage. Mais lequel ?

Des mémoires pour me présenter sous mes plus beaux atours ? À quoi bon ? Mes amis se chargeront de défendre mon bilan et mes ennemis de m'accabler. C'est la règle du jeu.

Une histoire de la révolution tunisienne ou du Printemps arabe ?

Certes, j'ai été acteur des événements extraordinaires qui ont secoué le pays et le reste du monde arabe avant et après les soubresauts sociaux et politiques de 2011. J'ai vécu aussi au jour le jour, surtout à partir de l'été de 2013, les affres de la liquidation de ses révolutions démocratiques par des contre-révolutions sans foi ni loi. Mais les acteurs n'ont pas vocation à être historiens. À chacun son métier.

¹ Il semble que ce soit là une attitude fréquente parmi les chefs d'État. Dans ses mémoires, Jimmy Carter écrit : "J'avais pris l'habitude, dès le début de mon mandat, de confier plusieurs fois par jour à un petit magnétophone mes impressions, mes doutes, mes espoirs, mes réactions devant les événements intéressants ou déconcertants dont j'étais le témoin."

(Jimmy Carter, *Mémoires d'un président*, Paris, Plon 1984).

L'intérêt de ces notes dépendait de ce que je pouvais en tirer pour avancer dans une réflexion personnelle sur un problème qui m'avait beaucoup obsédé durant le quart de siècle où j'ai dû faire face à la dictature : qu'est-ce que ce pouvoir-là ? Qu'est-ce que le pouvoir, de façon générale ?

Autour de la question, il y a un paradoxe, ou plus exactement un biais méthodologique.

Ceux qui ont connu le pouvoir pour l'avoir exercé, comme Jules César, de Gaulle, Churchill ou Vaclav Havel² ont rarement parlé de cette expérience en tant que telle. Ils ont décrit leur parcours mais peu analysé la question du pouvoir.

Par contre, ceux qui en parlent le plus, à savoir les spécialistes des sciences sociales, les politologues, les journalistes, les philosophes, les moralistes, les historiens, n'en ont eu, la plupart du temps, aucune expérience réelle.

Certes les plus perspicaces peuvent avoir de la question une compréhension intuitive alors que la plupart des politiques, le nez dans le guidon, peuvent n'en avoir aucune.

Mais combien en parlent réellement en toute ignorance de cause ? Les données sur lesquelles se fondent les spécialistes peuvent être partielles, partiales ou carrément fausses. N'étant ni dans le cœur ni dans l'esprit des décideurs, ils ignorent souvent tout de la dimension psychologique derrière les prises de décision. Or cette dimension, qui leur est toujours cachée, est fondamentale dans la genèse de la décision politique. Certains plaquent *a posteriori* une rationalité sur des événements qui n'étaient en réalité qu'une succession de hasards et d'accidents.

² Cf. Vaclav Havel, *À vrai dire - Livre de l'après pouvoir*, Paris, Éditions de l'aube, 2007

Plus comique est l'attitude de certains "analystes" de plateaux télévisés qui, sortant totalement de leur rôle, se mettent à juger et à donner des leçons sur ce qu'il aurait fallu faire et ne pas faire.

Dilemme ! Qui a donc la légitimité pour répondre à cette "simple" question : qu'est -ce que le pouvoir ?

Mao Tsé-toung disait : "toute théorie sans pratique est creuse, toute pratique sans théorie est aveugle".

S'agissant de théorie, comme tant d'autres intellectuels et hommes politiques, j'ai beaucoup lu, débattu, réfléchi et écrit sur la question. S'agissant de pratique, je peux me prévaloir d'une longue expérience de la chose. Le pouvoir, je l'ai combattu, conquis, exercé puis perdu.

Ceci donne-il plus de crédibilité à mon discours ? J'aimerais le croire, mais, là aussi, il y a un biais méthodologique : le témoignage d'un ancien chef d'État n'est jamais qu'un point de vue particulier sur le pouvoir. Tout aussi valables et nécessaires sont les points de vue du sujet-citoyen qui le subit, du chercheur qui l'analyse et de l'humoriste qui le pourfend.

Certes, ce témoignage peut être utile car lui seul nous permet d'accéder aux entrailles de la machine et à la subjectivité du machiniste. Il n'empêche. Il ne décrit qu'une expérience singulière inscrite dans un temps, un lieu et des circonstances particulières. Cette expérience, quelle que soit sa valeur intrinsèque, n'est jamais qu'une toute petite partie d'un ensemble d'expériences innombrables pouvant être similaires ou différentes. Toute généralisation est donc interdite.

Que faire alors ? S'en tenir à quelques règles de bon sens.

Le témoignage doit, pour sa crédibilité, être aussi précis et honnête que possible, mais surtout avancer à visage découvert : ceci est mon expérience personnelle et rien de plus.

Mais pour ne pas se cantonner à l'anecdote et au fait divers historique, le témoignage doit s'accompagner d'une réflexion sur le sens des événements qu'il décrit, donc déborder le cadre étroit de l'expérience singulière pour interroger le "fonds souverain" où se sont accumulées au long des siècles les riches connaissances humaines sur le sujet.

Le résultat d'un tel processus ne doit viser ni le statut d'une vérité scientifique ni celui d'une philosophie nouvelle espérant parachever le débat des grands maîtres sur la question. L'objectif de la réflexion est de construire une simple représentation.

La représentation est la façon dont nous ordonnons, à un moment particulier de notre existence, le désordre foisonnant et dynamique des informations dont nous sommes assaillis. Elle est configurée autant par ce que nous savons que par ce que nous ignorons. Voilà pourquoi elle doit rester modeste et prudente dans tout ce qu'elle avance. Même sous ces conditions drastiques, elle nous est nécessaire et utile à double titre.

Elle impose un ordre au chaos qui règne dans notre "bibliothèque interne" et cela ne peut que nous faire du bien, même si c'est illusoire.

Elle peut nous aider, dans certaines circonstances, à faire des choix plus raisonnés car nos comportements comme nos attitudes dérivent peu ou prou de nos croyances.

Au-delà de ces bénéfices d'ordre personnel, toute nouvelle représentation peut faire avancer, ne fût-ce que d'un petit pas,

la compréhension partagée voire la maîtrise d'un problème central dans la vie des hommes et des peuples.

Les événements du Printemps arabe et de la transition démocratique en Tunisie ainsi que les bribes de mon histoire personnelle, au-delà de leur intérêt historique ou de leur aspect anecdotique, m'ont donc servi de matériaux pour construire la représentation de ce pouvoir objet de tant de convoitises, sujet de tant de discours et victime de tant de préjugés et d'incompréhensions.

Au lecteur d'en faire l'usage qui lui conviendra le mieux. Puisse-t-elle l'aider à construire sa propre représentation et à trouver de meilleures réponses à notre "simple question" : qu'est-ce que le pouvoir ?

I - Petites et grandes histoires

De quoi parlons-nous ?

La question ne se pose même pas pour les hommes politiques tant la réponse leur semble évidente : le pouvoir est le pouvoir politique. Mais n'est-ce pas là aller trop vite en besogne ?

Pour certains grands patrons de l'industrie et de la finance, le pouvoir détenu par les hommes politiques n'est que le paravent et l'instrument servant le vrai pouvoir : le leur. Les ingénieurs, les scientifiques et les médecins ne seraient nullement dans l'erreur en rappelant tout ce que le pouvoir politique doit à celui de la technologie, de la science et de la médecine dont dépendent la santé et la vie de tous les grands de ce monde. Les intellectuels pourraient rappeler que tout pouvoir politique n'existe et ne se maintient que par le contrôle étroit des esprits, de tout temps domaine réservé des magiciens, des prophètes, des prêtres, des commissaires politiques et aujourd'hui des médias.

Ne parlons pas des chefs militaires et grands patrons des services secrets regardant avec dédain tous ces civils s'agiter sous la menace des fusils et des dossiers.

Oui mais !

Les hommes politiques peuvent faire remarquer à juste titre que sans Lénine, Mao, l'oncle Ho, etc. Marx n'aurait jamais pu être le père fondateur de tant d'États communistes. Einstein, Fermi et Oppenheimer sont certes à l'origine de la bombe nucléaire, mais c'est bien Harry Truman, ancien vendeur de cravates, qui a donné l'ordre de la larguer sur Hiroshima et Nagasaki. Von Braun et tous les ingénieurs du monde n'auraient pu envoyer des hommes sur la Lune sans la décision d'un homme politique, John F. Kennedy, en rivalité avec un autre homme politique, Nikita Khrouchtchev, qui l'avait provoqué en envoyant avant lui le premier terrien dans l'espace. Les requins de la finance internationale peuvent jouer le destin d'économies entières et éprouver du mépris pour les hommes politiques, mais ce sont ces derniers qui leur ont sauvé la mise après

les catastrophes qu'ils ont provoquées en 1929 et en 2008. Un magnat de la finance qui réussit s'empresse d'acheter un jet privé, privilège des chefs d'État. Mais, même s'il gagne mille fois leur salaire, aucun détachement militaire ne lui rendra les honneurs à sa descente d'avion.

Tim Berners-Lee, l'inventeur de l'internet, peut être à l'origine d'une formidable mutation technologique et sociale. Mais c'est le pouvoir politique qui a organisé l'invention et en est le maître principal. Enivrés un moment par leur toute-puissance, les empires de l'espace virtuel (GAFA) se retrouvent de plus en plus en butte aux lois et règlements édictés par les politiques³.

Les pyramides égyptiennes, la muraille de Chine, les cathédrales d'Europe, le Taj Mahal, les jardins de l'Alhambra, les rampes de lancement de Cap Canaveral ou de Baïkonour sont les œuvres de la volonté de princes ou dirigeants ambitieux, tous les autres acteurs n'étant que des maîtres d'œuvre et des exécutants.

Oui, mais !

Que serait le pouvoir politique sans l'économie, l'idéologie, la technologie et la communication ? Or, ils sont tous largement sous le contrôle d'autres acteurs que le Prince. Il arrive même que sa dépendance à ces pouvoirs soit si grande qu'il en devient parfois leur simple fondé de pouvoir.

D'accord, mais que seraient l'économie, la technologie, les médias etc., sans la stabilité, la sécurité et l'ordre que seul le pouvoir politique est en mesure d'assurer ? On tourne en rond.

Comment s'y retrouver dans toutes ces prétentions contradictoires ? En les ordonnant.

Imaginons que les hommes d'armes, de Foi, de loi, de plume, de science et d'argent sont les musiciens d'un orchestre, chacun devant donner le meilleur de lui-même. Tous rivalisent pour les honneurs et les cachets, mais tous sont obligés, pour les recevoir, de jouer

³ *Internet, reprendre le contrôle*, Courrier international, 12-18 avril 2018

ensemble et d'accepter la direction d'un chef d'orchestre imposant l'intégration, la discipline et donc l'efficacité de tous.

Dans les sociétés humaines complexes et conflictuelles, ce chef d'orchestre ne peut être que le pouvoir politique. Il est le seul à être généraliste alors que tous les autres sont spécialisés. Il est le seul à pouvoir coordonner leurs actions car lui seul a une vision globale des objectifs qui dépassent les intérêts étroits de tel ou tel groupe d'acteurs sociaux. Il est surtout le seul à disposer de la force nécessaire pour imposer l'ordre et la stabilité sans lesquels ils ne sauraient aller bien loin. Sans les instrumentistes, le chef d'orchestre n'est rien. Sans le chef d'orchestre, les instrumentistes ne sont pas grand-chose.

C'est donc du pouvoir politique, ce chef d'orchestre plus ou moins talentueux, à la fois maître et serviteur de tous les pouvoirs spécifiques, que nous parlerons tout au long de ce texte en l'appelant simplement le pouvoir.

Décrypter ses symboles, décrire ses instruments, démonter ses mécanismes, explorer sa dimension subjective, interroger ses obscures origines et imaginer son non moins obscur avenir, tels seront les défis à relever pour construire une représentation aussi féconde que possible.

La face sombre de la chose

Nul ne peut prétendre connaître le pouvoir s'il n'en a connu les culs-de-basse-fosse, là où se révèle brutalement et sans le moindre fard une partie de sa terrible nature. Or, on ne peut ni transmettre ni comprendre cet aspect du pouvoir par les idées et les concepts. Ici, la véritable connaissance ne passe pas par le cerveau mais par les viscères. Et pour cause. Elle est une profonde expérience subjective, rarement partagée, difficilement partageable, faite des sensations les plus brutes et des émotions les plus archaïques. Comment décrire avec des mots l'ineffable et l'indescriptible ? Essayons tout de même.

Un samedi après-midi de l'été 1998.

Marchant dans les rues encombrées du centre de Tunis, j'entends des pas précipités derrière moi. Brusquement, je me sens ceinturé et poussé sans ménagement dans une voiture à l'arrêt et qui démarre brutalement.

Le scénario de l'enlèvement et de l'assassinat de Ben Barka en octobre 1965 à Paris défile devant mes yeux. Vais-je me retrouver dans une villa isolée à la campagne où m'attend un égorgueur ? Pour la première fois de ma vie, je ressens la terreur de l'animal piégé voyant fondre sur lui la lame du boucher.

Quel soulagement de me retrouver après un angoissant suspense... au ministère de l'Intérieur ! Mais aussi quel étonnement !

Jusque-là, des policiers en civil à la mine patibulaire m'attendaient à la porte de la faculté ou à ma descente d'avion pour me demander sèchement mais poliment de les suivre.

Apparemment, on change de méthodes. J'ai dû franchir une ligne rouge.

Quand un gendarme vous arrête pour excès de vitesse, il vous salue poliment, examine vos papiers et vous donne en souriant votre bien méritée contravention. Il est là pour vous ramener à la dure réalité : vous ne faites pas ce que vous voulez mais ce que vous devez faire... et les moyens existent pour vous y contraindre. Le rappel à l'ordre

étant signifié, il passe au suivant. Tant de civilité est l'expression d'une tranquille assurance : nul besoin de vous violenter, vous ne représentez aucun danger. Mais essayez de vous faire menaçant ou de vous révolter et c'est la scène classique des films américains : plaquage au sol, menottes dans le dos voire pistolet sur la tempe.

Le pouvoir vient de me plaquer au sol car visiblement je deviens un danger pour lui. Flatteur mais inquiétant.

Je ne savais pas alors qu'il y aurait par la suite deux tentatives de sabotage de ma voiture pour faire passer un assassinat politique pour un accident de circulation. Je ne savais pas davantage qu'il y aurait bientôt un procès à mon encontre, avec à la clé une année de prison avec sursis, qu'un matin de juillet 2000, un huissier frapperait à ma porte pour m'annoncer mon renvoi de la faculté de médecine de Sousse, où j'enseignais depuis près de vingt ans et que je finirais par quitter le pays pour vivre neuf difficiles années d'exil à Paris.

Donc, long week-end dans une cellule grande comme trois placards : pour dormir, un matelas crasseux par terre, pour les besoins naturels, le trou dans un coin et pour boire, un tuyau crevé où l'on doit laper le précieux liquide, comme un animal.

Ma peau est en feu, mon corps est une carte des douleurs — une goutte dans l'océan de la souffrance universelle. Vers le milieu de la nuit, je tambourine sur la porte en hurlant au gardien : "Sortez-moi de là, les moustiques vont me dévorer vivant !" L'homme m'autorise à aller dans la courette sur laquelle donnent les quelques cellules de cette prison secrète, sise dans les bas-fonds du ministère de l'Intérieur, en plein centre de la capitale.

Impossible de dormir. L'esprit vagabonde.

Combien de millions d'humains, à travers les âges, ont connu et connaîtront de tels endroits, et pour de très longues périodes ?

Combien y ont connu et connaîtront humiliations et tortures ?
Combien de millions d'humains ont connu et connaîtront ainsi le visage d'un pouvoir effrayant de froideur, d'indifférence et de cruauté, réduit à sa composante de base : la brutalité ?

Dans l'expérience de l'arrestation musclée, du viol, de la torture ou du meurtre en déroulement, l'être humain mesure en creux la toute-puissance du pouvoir à l'aune de sa propre toute-impuissance.

Qu'est-ce que le pouvoir sinon cette force capable de disposer à sa guise de ce que nous croyons être notre propriété la plus sacrée et la plus inaliénable ? Qui d'autre peut, en toute impunité, entraver le corps, l'asservir, le torturer, le violer ou le pendre à un gibet ?

La quasi-totalité des dossiers que j'avais eu à traiter, en tant que président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) de 1989 à 1994, avait justement le corps pour enjeu : torture, enfermement, interdiction de voyager ou... de porter le voile – un mot sur cette question, prétendument une querelle idéologique. Elle est de fait une lutte de pouvoir autour de qui contrôle le corps des femmes musulmanes. Est-ce celui qui, comme dans l'Iran des Ayatollah, les oblige à mettre sur la tête ce bout de tissu devenu un vrai drapeau ou celui qui, comme dans la Tunisie de Ben Ali, les oblige à l'enlever, c'est-à-dire à baisser le pavillon trop visible de la contestation ?

Dès les premières lueurs de l'aube, le gardien m'ordonne de regagner ma cellule et d'y attendre mon énième comparution devant l'énième juge d'instruction pour la parodie d'un énième procès.

Il est alors de notoriété publique que les juges en charge des dossiers politiques sont choisis dans la liste des magistrats les plus corrompus, donc tenus en laisse. Leur rôle était de veiller au bon déroulement d'une pièce de théâtre parfaitement rôdée.

Face au fourbe fonctionnaire en robe noire, plus que face au grossier policier qui vous harcèle pendant des heures de ses questions stupides, vous réalisez ce qu'est le pouvoir libéré de tout contrôle. Avec lui, on ressent au plus profond de soi sa deuxième caractéristique : l'arbitraire. Vous voilà brusquement sans aucun recours, sans aucune protection hormis celle que votre maître du moment voudra bien vous concéder.

Dans le regard fuyant du "juge", vous comprenez que la raison, la justice, la loi ne sont ici que des mots vides de tout sens, de gros chèques sans provision.

Dites ce que vous voulez, la sentence est décidée, qui plus est ailleurs. Votre seule réalité, c'est cette force brutale dont on ne cache même plus la nudité froide sous le drapé habituel de la légalité. Fin de l'interrogatoire.

Le "juge" d'instruction me demande de signer mes "aveux". Je signe sans discuter. De toute façon, ce n'est qu'un torchon de plus qui ira remplir au ministère de l'Intérieur la pile de mes dossiers.

Voilà, la comédie est finie. Chacun de nous deux a joué son rôle du mieux qu'il pouvait. Vont-ils me remettre dans la même cellule où j'ai passé quatre mois en isolement total en 1994 ? À ma grande surprise, je suis libéré. Ma disparition ayant été très rapidement signalée et devant le tollé général, le dictateur avait reculé et le juge, ordonné la relaxe tout en maintenant l'interdiction de voyage.

De ce genre d'expériences, traumatisantes même pour les plus endurcis, on sort avec des conclusions pas toujours rassurantes et des perspectives pas toujours gaies. L'opprobre est toujours jeté sur les dictateurs mais on oublie que, sans une foule de serviteurs zélés, la dictature ne tiendrait pas plus longtemps qu'une longue nuit de putsch raté. Elle révèle une race d'hommes dont le fonctionnaire de la justice qui m'avait interrogé est une parfaite illustration : les serviles ayant troqué l'honneur pour les honneurs voire quelques miettes de pouvoir et de sordides privilèges. Ceux-là ne sont pas que juges corrompus et policiers ripoux ; ce sont aussi des journalistes, poètes, artistes voire des philosophes. Tous servent leurs maîtres avec bassesse et obséquiosité avant de tourner casaque dès que le vent tourne. La capacité de certains hommes, en apparence bien sous tous rapports, à servir avec zèle des individus manifestement corrompus, fous ou criminels de haut vol, est proprement consternante. Ils sont tous au service de cette face cachée du pouvoir dont les procédés sont partout et toujours les mêmes : intimider, menacer, humilier, punir, briser, dominer, écraser, normaliser, assujettir, c'est-à-dire

maintenir un ordre toujours favorable à celui qui juge et toujours défavorable à celui qui a le malheur d'être jugé.

Ce serait se rassurer à peu de frais que d'imaginer ce genre de pouvoir propre aux dictatures du tiers-monde : se souvenir que Guantanamo n'est pas une prison arabe ou africaine; se rappeler aussi qu'un dixième de la population masculine noire aux États-Unis a été envoyé derrière les barreaux par les mêmes fonctionnaires du pouvoir que ceux rencontrés sous n'importe quelle vulgaire dictature – simplement mieux formés, mieux payés et plus sophistiqués.

Rien d'étonnant à ce que les hommes réagissent partout et de tout temps avec passion à toutes les exactions du pouvoir et de ses représentants.

Dans le monde entier, la majorité des gens exècrent leurs leaders, ont peur des juges et détestent les policiers. Et, comme tous les opposants de tous temps et de tous lieux, j'ai été travaillé par des émotions aussi puissantes que la révolte, l'indignation, la colère, la peur, le ressentiment, la douleur et le désir de justice... Traduisez le désir de revanche voire de vengeance. Ce sont ces émotions puissantes qui ont poussé les hommes à inventer les révolutions, l'anarchisme, Amnesty International ou le Tribunal pénal international. Dans le domaine des idées, elles ont donné naissance à toutes les théories du pouvoir comme une machine à opprimer et à toutes les propositions pour guérir la société de ce mal hélas nécessaire. Le problème est que cette relation si répandue, qu'on pourrait qualifier de viscérale, ne nous aide pas à comprendre la "chose" mais en donne au contraire une vision tronquée et simpliste. Aussi paradoxal que cela puisse paraître et après tout ce qui a été dit, le pouvoir ne peut pas plus être réduit à sa face sombre qu'une maison à sa cave ou à ses toilettes.

L'antagoniste structurel

C'est une quasi-loi : tout pouvoir n'existe que dans la tension permanente contre ce qui le limite, le menace et s'oppose à son action.

En Tunisie, l'opposition, aussi bien à Ben Ali qu'à Bourguiba son prédécesseur, avait deux composantes l'une dite "moderniste", l'autre qualifiée d' "islamiste". La première regroupait des partis politiques, des ONG et des personnalités très largement occidentalisées, rejetant la dictature au nom de la valeur principale de l'Occident pris pour seul modèle : la liberté.

La seconde était représentée essentiellement par le groupe islamiste le plus nombreux, à savoir le parti "Ennahdha", revendiquant la fidélité à l'héritage arabo-musulman et à sa valeur première : la justice⁴.

Encore et toujours des divergences à propos de ce qu'est le pouvoir et de la façon dont il faut l'exercer. Les démocrates refusent que ce soit l'affaire d'un homme et de son parti unique. Les islamistes rejettent qu'il puisse être l'affaire de l'homme tout court, capable de tant d'erreurs et coupable de tant de péchés. Pour eux, le pouvoir n'appartient qu'à Dieu qui a énoncé, à travers sa parole consignée dans le Coran, les règles devant régir les rapports entre les humains. La *Charia*, somme des lois qu'il leur a données, doit s'imposer à tous ; le Prince n'a que le pouvoir d'exécution. Si lui ou la communauté des croyants doivent affronter des situations nouvelles, toutes leurs décisions doivent se prendre dans les étroites limites décidées par le pouvoir divin.

⁴ Il faut rappeler ici que l'islamisme occupe un large spectre comprenant un "centre" modéré adhérant à la démocratie (*Ennahdha* en Tunisie, les *Frères musulmans* en Égypte), une "droite" intégriste non violente et une extrême droite terroriste, divisée elle-même en organisations ennemies dont les plus connues sont *Al Qaïda* et *DAECH*. D'où l'absurdité de parler de l'islamisme, alors qu'il n'y a que des islamismes dont certains sont à couteaux tirés.

La querelle continue au sein de chaque mouvance. Chez les islamistes, elle tourne autour de la part de pouvoir allouée à l'homme par rapport à celle reconnue à Dieu. Pour les plus ouverts et les plus modérés, cette part doit être importante et évolutive ; de concessions en concessions, certains islamistes en sont arrivés à rejoindre le point de vue des démocrates⁵. Pour les extrémistes, il s'agit là d'une pure trahison : tout le pouvoir doit rester à Dieu, l'homme ne pouvant que se soumettre à Sa volonté exprimée une fois pour toutes dans la *Charia*.

Le problème de cette conception du pouvoir est que l'homme dont elle se méfie – sans doute à juste titre – ne peut pas être exclu quoiqu'on dise et quoiqu'on fasse.

Considérons par exemple la gravité comme l'une des lois de Dieu dans le monde physique: qu'ils soient croyants ou athées, blancs ou noirs, petits ou grands, pauvres ou riches, de sexe masculin ou féminin, la plupart des humains savent d'instinct que s'ils se jettent d'un dixième étage, ils risquent de se tuer ; c'est pourquoi la gravité n'a besoin de personne pour la prêcher, l'imposer ou punir ceux qui se refusent à lui obéir.

Il n'en va pas de même de la *Charia*. Cette loi, considérée comme divine, ne peut pourtant pas se passer d'hommes pour la représenter, l'expliquer, la défendre voire l'imposer par la plus grande des violences si cela est jugé nécessaire. Comment éviter, dès lors, de voir les humains se battre pour savoir qui a le mieux compris les intentions de Dieu, et par conséquent, qui est le mieux placé pour parler en Son nom et imposer Sa volonté ? Voilà donc réintroduits dans le circuit du pouvoir ces hommes dont on voulait tant se débarrasser, ne connaissant que trop bien leurs imperfections et surtout leurs

⁵ Peut-on être islamiste et démocrate ? Tel était le débat oiseux qui a traversé le champ politique tunisien et arabe durant toutes les années 90. Oui répondais-je sans hésitation, il le faut et on doit beaucoup y travailler. Non seulement nous ne devons pas rejeter les islamistes suspects d'entrisme mais nous devons faire comme eux : du prosélytisme pour "convertir" le maximum à la cause de la démocratie et aux valeurs des droits de l'homme.

penchants pour l'injustice et la domination. La solution de confier tout le pouvoir à Dieu apparaît donc comme une solution imparfaite : pas plus que celle de la dictature ou de la démocratie, elle ne peut faire l'économie des hommes tels qu'ils sont et tels qu'ils vont le rester. Mais d'un autre côté, confier le pouvoir aux hommes sans autre tuteur que leur conscience parfois vacillante et leur constante agressivité ne se révèle pas toujours la meilleure solution.

Voilà donc notre dictature face à une double menace, chacune se voyant l'alternative future au pouvoir en place. Et lorsque les frictions entre l'agoniste et l'antagoniste deviennent permanentes et dépassent un certain seuil, quand les équilibres fragiles sont maintenus à coups de répression et/ou d'accommodements divers et variés, leur rupture donne lieu à une explosion politique appelée révolution.

Quand le pouvoir change de mains

Ville de Sidi Bouzid, Tunisie, matinée du 17 décembre 2010.

Sur la place du marché, un jeune marchand ambulant du nom de Mohamed Bouazizi s'asperge le corps d'essence et y met le feu. Par ce geste dramatique, l'homme voulait protester contre le harcèlement de la police municipale qui lui interdisait de survivre en vendant à la sauvette quelques fruits et légumes. Il mourra quelques jours plus tard dans d'atroces souffrances au service de réanimation d'un hôpital de Tunis.

À Paris où je vis exilé depuis 2001, j'apprends la nouvelle le cœur serré mais sans y attacher trop d'importance. Les dix dernières années, neuf jeunes gens accablés par le chômage et la misère, s'étaient déjà suicidés de la même horrible façon. Cela n'avait ébranlé en rien un régime corrompu bien installé depuis plus de vingt ans et parti pour durer.

Mais cette fois-ci et à la surprise de tous, les choses allaient se dérouler autrement.

La Tunisie s'embrasa et, de plus, initia une réaction en chaîne. L'Égypte se souleva le 25 janvier. Le 11 février c'était au tour du Yémen de s'enflammer. Le 17 février, la Libye démarra sa propre révolution. Le 17 mars, la Syrie entra en désobéissance civile, d'abord pacifique, puis armée.

Surprise ô combien heureuse pour nous opposants, exilés, prisonniers politiques moisissant dans des geôles, parfois depuis des décennies. Ô combien désagréable pour des hommes ayant oublié – ou plus exactement refoulé – l'image du pouvoir dans l'imaginaire arabe : le prince chevauchant un lion. Tant qu'il se cramponne au dos de la bête, il est en sécurité et peut l'utiliser pour terroriser ses ennemis ; dès qu'il en tombe, il en devient le repas terrorisé.

C'est exactement ce qui allait se passer : le 14 janvier 2011, le dictateur tunisien prit ses jambes à son cou et s'enfuit en Arabie

Saoudite, lui et sa détestable femme⁶ ; le dictateur libyen fut lynché en octobre 2011 ; l'égyptien se retrouva en prison dès le mois d'avril 2011 ; le yéménite s'enfuit le même mois pour organiser la contre-révolution armée et finira, en novembre 2017, assassiné par ses propres alliés. Le syrien, retranché dans son bunker, n'en finit pas de faire couler le sang et les larmes d'un peuple martyrisé ; ses crimes de guerre en ont déjà fait le dictateur arabe le plus honni de notre histoire.

Comme beaucoup, j'ai été surpris par ces révolutions en cascade, de plus si atypiques car sans chefs, sans partis guidant le peuple et sans idéologie, islamiste ou autre. Depuis trois décennies, nous autres, opposants et militants arabes des droits de l'homme, étions convaincus que le niveau de corruption, de brutalité et d'incompétence de nos régimes allait, tôt ou tard, pousser nos peuples à la révolte. Nous avons imaginé tous les scénarios sauf ceux qui se sont joués sous nos yeux. En matière de prévision des révolutions, les politiques sont tout aussi démunis que les sismologues cherchant à prévoir les tremblements de terre. Comment aurions-nous pu prévoir que l'auto immolation d'un marchand ambulant dans une petite ville pauvre du centre de la Tunisie allait déclencher une révolution en Égypte et une guerre civile en Syrie ?

En 1972, Edward Lorenz posait une question-clé en climatologie : "le battement d'ailes d'un papillon au Brésil peut-il provoquer une tornade au Texas ?" L'effet papillon, s'il existe en politique, ne pourrait trouver de meilleur exemple que les révolutions arabes de 2011. Moins encore que les sismologues ou les climatologues ne comprennent les processus qui déclenchent un séisme ou un ouragan, nous ne pouvons comprendre la nature, le rôle et l'interaction complexe des facteurs déclenchant une révolution. Mais qu'est-ce qu'une révolution ?

⁶ J'avais publié en 2009 un livre d'entretiens avec V. Geisser sous le titre *Dictateurs en sursis*, Paris, les Éditions de l'Atelier.

Disons qu'elle est la plus grave crise que traverse un pouvoir dont l'histoire n'est qu'une succession de crises. Plus exactement, c'est la fin d'une série de crises... La crise de la fin.

— Oui, mais encore ?

— Elle est l'échec le plus cuisant d'un pouvoir rattrapé par ce réel qu'il a prétendu façonner, assujettir et qu'une fois découragé ou au contraire trop sûr de sa toute-puissance, il a fait mine d'ignorer.

— Oui, mais encore ?

— Elle est le point de départ d'un pouvoir nouveau ayant retrouvé la fougue de sa jeunesse... Et toutes ses illusions.

— Oui, mais encore ?

— La révolution est le cadre grandiose organisant les funérailles de l'ancien système et les réjouissances fêtant la naissance du nouveau.

— Oui, mais encore ?

— Considérons la situation la veille du grand soir, par exemple le 16 décembre au soir en Tunisie. Ben Ali continuait de croire qu'il était toujours capable, par sa seule volonté, d'imposer un certain ordre aux choses et une certaine dynamique aux événements. Il se pensait encore capable de poursuivre ses desseins en brisant toutes les résistances. En réalité, le dictateur ne possédait déjà plus la chose qu'il croyait posséder... L'avait-il d'ailleurs jamais réellement possédée ? Se doutait-il que son destin serait scellé par des individus dont il n'avait jamais entendu parler et qui n'existaient dans aucun fichier de sa police secrète ? Probablement pas. De l'autre côté, les centaines de jeunes, poussés à bout par le chômage et la pauvreté dont Bouazizi était le symbole, soupçonnaient-ils, eux, l'énorme pouvoir potentiel qu'ils possédaient ? Probablement pas davantage. Sur les dix millions de Tunisiens, moins de cent mille s'impliqueront d'une façon active dans la révolution. Cela signifie-t-il que tous les autres ne participaient pas à cette étrange économie du pouvoir ? Non, bien sûr. En laissant abattre l'ancien régime et en ne s'opposant pas à la naissance du nouveau, la majorité montrait, par cette "passivité active", toute l'étendue de son propre pouvoir : la force

d'inertie est aussi une force redoutable que tous les activistes ont sous-estimée à leurs risques et périls. Le réseau complexe dans lequel s'opérait le transfert silencieux de pouvoir ne se résume donc pas le moins du monde au dictateur et à ses opposants connus et inconnus.

La révolution est en réalité le moment de l'histoire d'un peuple où le pouvoir se redistribue brutalement dans le réseau invisible des relations complexes qui le charpente. Mais en changeant de mains, change-t-il de nature ?

De l'autre côté du miroir

Voilà qu'un certain 23 octobre 2011, un peuple, heureux et libre enfin, fait la queue devant les bureaux de vote des heures durant pour participer à la seule véritable élection démocratique de toute son histoire.

Les Tunisiens élisaient une Assemblée nationale constituante (ANC) qui devait diriger le pays pendant une phase de transition où serait rédigée une nouvelle constitution démocratique. J'ai d'abord été élu député dans la circonscription de Nabeul. Mon parti, Le Congrès pour la République (CPR), arrivant second en nombre de sièges après le parti islamiste Ennahdha, je suis élu par l'ANC, le 12 décembre suivant, à la magistrature suprême. J'étais fier d'être le premier président démocratiquement élu de l'histoire du pays. Fier aussi de l'être par une très large majorité (153 voix sur 217) transcendant les divisions idéologiques ; votèrent en effet pour moi aussi bien les députés islamistes d'Ennahdha que des laïques et des indépendants.

Le lendemain, cérémonie d'investiture. Tous les élus du peuple, les représentants des grandes organisations de la société, les ambassadeurs étrangers et les journalistes écoutent l'hymne national puis une longue lecture du Coran par un cheikh ému comme nous l'étions tous. Puis la prestation de serment, la main droite posée sur le Livre saint. Premier rituel et, derrière lui, le sacré invoqué pour légitimer, guider et protéger tout pouvoir. Premier discours au pays. Les larmes me submergent en évoquant le souvenir des hommes et des femmes torturés, assassinés, exilés, emprisonnés, dont les souffrances ont été le prix de notre libération.

Le cérémonial achevé, je quitte le siège de l'Assemblée dans une joyeuse cohue. Au pied des marches m'attend la Mercedes blindée de tous mes futurs déplacements. Les voitures de police précédées par des motards en tenue de parade se ruent sur le palais de Carthage à une dizaine de kilomètres, sirènes hurlantes et tous feux allumés. Assis dans l'immense voiture, j'ai l'impression d'être dans une capsule

spatiale tant il y a de boutons, de manettes à l'usage mystérieux et un écran, au cas où je m'ennuierais. Le chauffeur baisse la vitre teintée qui nous sépare pour me demander d'une voix onctueuse si je veux qu'il augmente le chauffage. Je pouffe de rire.

Flashback. En mars 1994, j'étais arrêté sur l'ordre personnel du dictateur pour un crime de lèse-majesté : ma candidature aux élections présidentielles. L'acte était une protestation symbolique contre les farces électorales où le chef se présente seul, et dont le pays était coutumier depuis Bourguiba, qui s'était lui-même sacré président à vie en 1974.

En juillet 1994, eut lieu la dernière confrontation, au palais de justice, avec le juge d'instruction chargé de mon dossier.

Dans le fourgon cellulaire qui me ramenait en prison avec la cargaison du jour, nous étions entassés comme des sardines, debout, par quarante degrés à l'ombre. Un malheureux au fort accent algérien criait aux gardiens tranquillement assis à l'avant du véhicule : "Par Allah, ouvrez les fenêtres, nous allons mourir étouffés !". À la descente du fourgon, j'étais au bord de l'évanouissement ; on m'enleva les menottes qui me faisaient si mal et on me poussa dans les sinistres couloirs. De retour dans ma cellule, je me déshabillai et me jetai sur la tête tout le seau d'eau qui devait pourvoir à mes besoins pour la journée entière. Sous la pression de l'opinion publique et grâce à l'intervention personnelle de Nelson Mandela, on finit par me relâcher sans procès. Passent les années et les épreuves... Et maintenant, on me demande si la température dans la voiture me convient !

Quel étrange destin ! J'étais convaincu que, comme mon père, lui aussi opposant politique, je mourrai en exil sans avoir la joie de voir finir la dictature. Elle paraissait invulnérable tant ses fondations semblaient solides : une population soumise, une police politique efficace, des réseaux mafieux prêts à tout pour défendre leurs rapines. À l'extérieur, le régime pouvait compter sur l'indéfectible soutien des grands États démocratiques occidentaux s'indignant de la violation des droits de quelques personnes ou groupes mais

protégeant activement tout dictateur capable de leur garantir les marchés et la stabilité sur le limès de l'empire. Et voilà que la citadelle imprenable s'écroulait brusquement comme un château de cartes, vérifiant la finesse ironique d'Hannah Arendt : "dans une dictature, tout va bien jusqu'au dernier quart d'heure." Et me voilà, moi, l'homme arrêté je ne sais combien de fois, traîné devant les tribunaux, chassé de l'université et finalement contraint à l'exil... à la tête de l'État.

Quelle chance incroyable j'ai eue dans ma vie ! Il s'agit non d'une belle "réussite", telle que la conçoivent les arrivistes, mais de l'occasion qui m'a été donnée d'explorer des zones du spectre de l'existence humaine fort éloignées les unes des autres et communiquant rarement : en général, ceux qui ont croupi dans les geôles ont peu de chances d'arpenter les allées du pouvoir. Connaître la pauvreté et l'aisance, les prisons et les palais, fonctionner dans sa culture et en explorer d'autres est aussi enrichissant et excitant que de connaître, pour un explorateur, les pôles et les tropiques, la vie parmi les Pygmées ou chez les Lapons. De ce point de vue, je ne pourrai jamais me montrer assez reconnaissant envers la Providence qui m'a permis, l'espace d'une vie, d'explorer tant d'aspects différents du monde des humains.

Mais le cortège arrive enfin au palais de Carthage. Les troupes rendent les honneurs. M. Mbazâa, l'ancien président du parlement de Ben Ali qui assurait l'intérim depuis la fuite du dictateur, me reçoit sur le perron et me conduit dans un bureau que je reconnais au premier coup d'œil : c'est celui du dictateur, que la télévision montrait presque chaque soir et d'où il s'adressait régulièrement au pays. La dernière fois, c'était la veille de sa fuite ; il suppliait le peuple de lui donner une dernière chance car il avait enfin "compris" la soif de justice et de démocratie des Tunisiens. Au bout de quelques minutes de bavardage protocolaire, je raccompagne poliment à la sortie l'homme qui avait occupé les lieux quelques mois en se faisant le plus discret possible. La cérémonie de passation du pouvoir est terminée. Je retourne dans le bureau supposé être le mien à partir de

maintenant. Comme tous les humains, j'ai des défauts, des qualités mais l'une de mes principales caractéristiques est la curiosité : n'importe quel lieu, musée, prison, palais, place ou ruelle est une occasion pour faire travailler mon sens de l'observation. Campé au milieu de l'espace, je scrute longuement l'endroit. Et cette inspection du bureau confirme le peu de considération que j'ai toujours eu pour l'homme qui l'avait occupé avant moi : des rangées de livres jamais ouverts, de vraies fausses mosaïques, des meubles d'arriviste pressé d'en mettre plein la vue. Aucune fenêtre. Un espace entièrement clos avec une seule porte vitrée donnant sur une cour elle-même entièrement close. Le bunker dans le bunker.

Je savais que jamais je ne travaillerai dans cet endroit. Mon bureau sera rempli de vrais livres. Sur les murs, il y aura le portrait de Mandela et celui de mes petites filles. Et en face d'un bureau sans ostentation, une immense baie vitrée pour regarder la mer, le ciel et les nuages.

Brusquement, je compris que peu importait l'endroit où je m'installerai. L'homme juché sur le dos du lion, c'était moi désormais. Et il ne fallait se faire aucune illusion sur l'humeur de la bête.

II - Apparat, signes et symboles

Lieux de pouvoir

Les paysages magnifiques sur notre planète sont légions mais en trouver qui soient à la fois sublimes et gorgés d'histoire est beaucoup plus rare. C'est justement dans ce genre de décor que s'élève le palais présidentiel. Il donne sur la baie de Tunis, face à une magnifique montagne - le "Boukornine" – avec une vue d'une beauté à couper le souffle. Cerise sur le gâteau, il est surplombé par les ruines de Carthage, l'ancienne capitale des Phéniciens bâtie au huitième siècle av. JC et détruite par les Romains en 146 avant notre ère. On trouve encore des pierres calcinées par le feu du gigantesque incendie qui a réduit en cendres la rivale de Rome. Parfois il me semble entendre les cris des fantômes des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants passés au fil de l'épée durant une semaine entière. Les lieux chargés d'histoire racontent rarement des histoires heureuses. Sous la dictature, le palais était un lieu dont les passants ne voyaient que les hauts murs et une rangée de policiers sur le qui-vive ne badinant pas avec les curieux.

Ma première décision fut donc d'ouvrir la citadelle, et d'abord aux enfants. Tous les dimanches, quand le palais se vidait de son personnel, des cohortes d'écoliers surexcités, encadrés par leurs enseignants, heureux et intimidés, se pressaient dans les couloirs feutrés, les salles fastueuses et les splendides jardins donnant directement sur la mer. La visite était assurée au début par la gouvernante du palais, plus tard par le directeur des Antiquités en personne, ravi de raconter à ces fiers gamins la longue et tumultueuse histoire de leur pays.

Lors d'une visite dans le grand sud, j'avais découvert un hameau isolé bâti autour d'une garnison surveillant la frontière avec la Libye, appelé Bordj El Khadra. Rien que pour rejoindre le chef-lieu du gouvernorat, ses habitants devaient emprunter trois cents kilomètres de pistes chaotiques à travers le désert. Tunis, pour eux, était un lieu mythique, presque d'une autre planète. Les enfants de ce lieu oublié de Dieu et

des hommes avaient eux aussi le droit de voir le palais où travaillait leur président. Une véritable opération militaire a été organisée. La vingtaine d'écoliers du hameau avec leurs instituteurs sont d'abord transportés par les camions de l'armée jusqu'à la base d'aviation la plus proche puis embarqués pour Tunis dans un cargo de transport de troupes. Nuit à l'hôtel et, le lendemain, enfin reçus par un président ravi et fier de leur servir de guide. Plus de vingt mille enfants de tous les coins du pays, y compris les plus reculés, visiteront le palais durant mes trois années à Carthage.

Les adultes ne furent pas oubliés. Tous les vendredis, une quinzaine de citoyens, le plus souvent d'origine modeste, étaient conviés à déjeuner pour parler de nos problèmes communs.

Le repas avait lieu dans la plus belle salle à manger du palais avec une immense baie vitrée donnant directement sur la mer. Mais nombre d'invités, intimidés par des mets sophistiqués et des plats inconnus, repartaient sans avoir rien mangé... Rapidement, un menu copieux, simple et bien de chez nous fut adopté et les rince-doigts enlevés.

Un jour, j'ai reçu une vingtaine de femmes entre quarante et cinquante ans, ouvrières agricoles d'une petite ville de l'intérieur appelée Gboulat. Toutes me rappelaient ma mère, elle aussi fille de paysans pauvres, et qui n'avait pas connu plus qu'elles le chemin de l'école. Au début du repas, on n'entendait que quelques bruits de cuillères. Puis il y eut des rires, des chuchotements et un début d'échanges. Seule ma voisine de droite restait bouche cousue. Je crus qu'elle était intimidée par ma présence. Elle était simplement fascinée par la mer qu'elle ne quittait pas des yeux, indifférente à ce qu'on mettait dans son assiette. "Monsieur le président, finit-elle par me dire, je vous remercie du fond du cœur de m'avoir permis de réaliser mon rêve le plus cher : voir la mer". Incrédule, je lui demande : "Vous ne l'aviez jamais vue ?" — "Non c'est la première fois de ma vie." Gboulat est à deux heures de voiture de la côte. Je n'ai pas osé demander combien d'autres femmes n'avaient jamais vu la mer. Je songeai à l'ex-première dame, Leila Ben Ali — qui exigeait d'être appelée Madame la Présidente — qui se pavanait en ces lieux,

organisant régulièrement des "shows" télévisés avec des femmes-alibi pour montrer son attachement à la cause féministe. Quel incroyable culot ! De tous les pays auprès desquels des démarches ont été entreprises pour récupérer les avoirs volés (estimés à quelques vingt milliards de dollars), seul le Liban nous a restitué vingt-sept millions de dollars d'un compte gelé de cette femme... Toutes mes invitées gagnaient en moyenne trois cents dinars par mois (cent trente euros environ). Avec leur salaire, elles auraient dû travailler environ quinze mille sept cents ans chacune pour avoir juste l'équivalent d'un des multiples comptes bancaires de "Madame la Présidente". À vingt, elles auraient pu gagner la petite somme en... sept cent quatre-vingt-six ans⁷. C'est cela aussi, le pouvoir : la capacité pour un individu, seul ou en groupe, de créer d'incroyables déséquilibres, de monstrueuses anomalies, d'effrayantes catastrophes. Quand on sait cela, ce qui est étonnant, en fin de compte, ce n'est pas qu'il y ait parfois des révolutions, mais qu'il n'y en ait pas plus souvent. À la fin du repas, j'ai proposé au groupe de faire un tour dans les magnifiques jardins en bord de mer. Nous nous sommes approchés de la grille qui ceinture le palais, où viennent se briser les vagues de la Méditerranée. Ma voisine de table prit les barreaux à pleines mains, comme si elle voulait les arracher et aller se jeter dans cette chose extraordinaire qui déployait devant ses yeux éberlués sa grandiose beauté. Brusquement, je suis redevenu l'enfant que son père a pris un jour par la main pour lui présenter la mer, pour le présenter à la mer. Deux êtres, une femme de cinquante ans, un enfant de cinq ans se réveillant dans un adulte fatigué, admiraient tous les deux bouche bée la beauté du monde comme si elle avait été révélée pour la première fois à l'une et à l'autre.

Quand mon successeur investira les lieux, fin décembre 2014, il mettra fin aux visites d'enfants le dimanche, aux déjeuners du vendredi et aux samedis de la culture où étaient invités des citoyens,

⁷ Ces chiffres correspondent au taux de change de cette période : 2,3 Dinars Tunisiens pour 1 € et 1,1 \$ pour 1 €.

surtout des jeunes, à venir écouter de grands conférenciers débattre des problèmes du pays. Son directeur de campagne prétendra plus tard que la nouvelle équipe avait trouvé le Palais dans un état lamentable. Hé oui, la populace avait sali les tapis de soie, peut-être s'était-elle mouchée dans les tentures dorées ! Les choses allaient reprendre leur cours normal : chacun chez soi, le seigneur dans son donjon, la plèbe dans ses masures. Pour lui, comme pour son maître, en ouvrant le palais aux citoyens, je n'avais pas seulement fait une faute de goût en mélangeant torchons et serviettes ; j'avais surtout commis une faute professionnelle : le pouvoir ne peut s'exercer que s'il est hautain, lointain, intimidant, inspirant une craintive admiration. Question d'écoles.

En réalité, le pouvoir, à l'instar d'un pendule, n'a cessé, tout au long de son histoire, d'osciller entre fermeture et ouverture, éloignement et proximité, personnalisation et institutionnalisation, règne de l'arbitraire ou de la loi. Et pour cause. Seuls les humains, ces êtres aux désirs compliqués sont capables d'expérimenter, concomitamment ou en alternance, une chose et son contraire.

Rituels et symboles

La plus grande et plus belle salle du palais de Carthage, celle des dîners officiels, est le lieu d'un cérémonial immuable : le chef de l'État, face aux plus hautes personnalités du pays, honore les brillants élèves, les mères de martyrs, les officiers de l'armée, de la police et de la douane, les diplomates, les sportifs, les ouvrières, les jeunes, les meilleurs récitants du Coran et j'en passe. Il fixe les médailles sur les poitrines, délivre les diplômes, offre les cadeaux, prend la pose pour la photo souvenir avec l'heureux élu. Telle est à la fois la manifestation la plus sympathique du pouvoir et une partie essentielle de sa boîte à outils. S'agit-il d'une forme subtile de corruption ? Oui, s'il s'agit, par la décoration et le titre, de s'assurer la fidélité de gens qui ne méritent aucun respect. Non, quand il s'agit d'honorer des mérites réels ; le geste peut avoir la signification la plus noble pour celui qui honore et celui qui est honoré.

Tout chef politique apprend vite qu'il n'est d'ordre plus stable que celui fondé sur la reconnaissance des gouvernants par les gouvernés et des gouvernés par les gouvernants. Moins le pouvoir comble le désir (insatiable) de valorisation et de reconnaissance chez les gouvernés, plus il risque d'être rejeté, ayant failli à cette partie fondamentale de sa mission. C'est la règle première que connaît instinctivement et que respecte scrupuleusement tout chef depuis la horde primitive, car son existence même en dépend : contrairement à ce qu'on croit, le pouvoir n'est pas là pour servir le narcissisme du chef mais bel et bien celui des sujets. Le "maître" n'est en fait que le serviteur de ses "sujets" qu'il doit perpétuellement craindre et flatter. L'autre devoir protocolaire important du chef de l'État est de recevoir les lettres de créance des ambassadeurs étrangers. En Tunisie, la coutume veut qu'à la fin de la cérémonie, la Garde présidentielle joue dans la cour d'honneur l'hymne national du pays (ou de la communauté d'États) en question. Ce jour-là, c'était le tour de l'ambassadrice de l'Union Européenne et par malheur, j'ai tout

entendu. Je ne suis pas musicien mais je vis et travaille en musique. La Neuvième de Beethoven est une de mes symphonies préférées. Je l'ai beaucoup écoutée dans la version majestueuse de Furtwängler, grandiose de von Karajan, et endiablée de Toscanini. Entendre l'orchestre de l'armée en massacrer son apothéose fut une vraie torture. Un instant, j'ai imaginé la tête de l'ambassadrice.

Ben Ali n'aimait ni l'armée ni la musique. Il se déplaçait rarement à l'intérieur du pays et recevait très peu d'hôtes étrangers. Un orchestre *de facto* mis au chômage technique, de plus mal équipé et mal motivé, ne pouvait que jouer comme la pire des fanfares municipales.

Tant que l'orchestre ne torturait que notre hymne national lors de cérémonies entre Tunisiens, je pouvais, en fonction de mon humeur, montrer ou cacher mon amusement ou mon agacement. Mais quid du risque pris avec les hymnes étrangers ? Un pays pourrait-il nous déclarer la guerre pour offense à son chant sacré ? Les humains se sont fait la guerre pour moins que cela. "Vous rendez-vous compte, lançai-je un jour au chef du protocole, qu'il faut aller en Allemagne pour écouter jouer correctement notre hymne national ?" C'est à Berlin, en effet, que, passant les troupes en revue avec le président Gauck, j'avais entendu sa plus belle et plus majestueuse version.

Réponse du chef du protocole : "Monsieur le président, si vous voulez un orchestre comme celui des Allemands, il nous faut plus de matériel et attendre au moins trois ans de mise à niveau." Le problème c'est qu'on n'a pas tout ce temps : pour fêter l'adoption de la première constitution libre de notre histoire (promulguée le 27 Janvier 2014), j'invite un certain nombre de chefs d'États des pays qui nous sont les plus proches géographiquement et politiquement.

Voilà le jour à la fois espéré et redouté. J'attends l'hôte illustre au pied de la passerelle, quelque peu tendu. La petite fille en costume folklorique avec son lourd bouquet de fleurs dans les bras, perdue entre les jambes, bâille discrètement. Toutes sortes d'individus plus ou moins identifiés s'agitent nerveusement autour de nous. Descente solennelle de l'invité et de sa cohorte. Prière silencieuse : "Seigneur, faites qu'il ne trébuche pas et ne me tombe dans les bras, c'est arrivé

plus d'une fois et les réseaux sociaux n'attendent que cela..." Prière entendue. C'est le moment des hymnes nationaux que les civils écoutent comme les militaires : au garde à vous.

C'est toujours avec la même émotion que j'entends ses plus beaux vers écrits par notre grand poète, Abu al Kassem Chabbi, mort à vingt-cinq ans, mais dont les poèmes sont célébrés depuis un siècle par toutes les générations arabes : quelle fierté, quand j'ai entendu les foules yéménites, syriennes ou égyptiennes entonner ses célèbres paroles sur la "nuit finissante, les chaînes qui finiront par se briser et le destin de l'homme par s'accomplir".

Après la cérémonie des hymnes, il y a celle du passage en revue des troupes. Les soldats des trois armes sont silencieux, figés dans une attitude guindée de respect agressif. Les fusils de la Garde d'honneur ne pointent que vers le ciel. Le message est clair : détendez-vous, nos armes ne sont là que pour le rituel.

Encore que... Rajiv Gandhi, premier ministre de l'Inde (1984-1989), en visite officielle au Sri-Lanka, passait en revue les troupes à sa descente d'avion. Brusquement, un soldat sortit du rang et le frappa avec la crosse de son fusil. L'auguste invité sursauta et détala devant des spectateurs pétrifiés. La scène en a fait rire plus d'un en aparté. Mais aucun de mes hôtes n'aura à subir un tel affront, il est vrai rarissime.

Le rituel-spectacle est encore inimaginable sans les drapeaux bariolés claquant au vent. Là encore, qui se souvient encore que ces bouts de tissus pour lesquels des humains sont prêts à mourir ne sont que les anciens chiffons aux couleurs criardes permettant aux guerriers, sur le champ de bataille, de se reconnaître dans la mêlée ? Observez les drapeaux de toutes les nations et voyez quelle est la couleur la plus utilisée : c'est le rouge, bien entendu. Sur les cent quatre-vingt-dix-huit drapeaux hissés au fronton du siège de l'ONU, la couleur du sang figure sur cent cinquante-trois. Et ce n'est pas un hasard si le rouge ne figure ni sur le drapeau de l'Union Européenne ni sur celui des Nations Unies. S'il ne tenait qu'à moi, je ne choiserais pour nos emblèmes nationaux que les symboles et les couleurs les plus apaisantes. Par exemple des arbres, des animaux ou les fleurs les plus spécifiques à

chaque pays... Attention, sinon je vois rouge : le jasmin est déjà réservé, sur fond vert prairie ou bleu de ciel et de mer !

À travers ses rituels, ses signes et symboles, le pouvoir dévoile son passé guerrier. Quel que soit son habillage, c'est d'abord une force encore profondément tributaire de la violence, rappelant en permanence qu'il en a toujours le monopole et qu'il n'hésiterait pas à en faire usage.

Magnificence, grandeur et messages codés

Matin du 11 septembre 2014.

À l'entrée du grandiose édifice, les Gardes suisses, armés de lances et accoutrés à la mode Renaissance, me rendent les honneurs. Une parodie d'armée pour rappeler qu'en ce lieu exceptionnel on est arrivé peut-être à trouver la solution tant convoitée : un pouvoir sans violence, du moins celle qui fait couler le sang et les larmes. Un cardinal fort courtois me fait patienter quelques minutes dans une petite salle richement décorée. Il fait partie de cette armée d'hommes aussi importants que discrets hantant depuis des siècles ce lieu où s'organise et se perpétue l'espace spirituel, psychologique voire physique d'une partie de l'humanité.

Voilà que se présente une poignée d'hommes d'un certain âge, vêtus de noir, bardés de décorations, tenant à la main un objet qui tient du sceptre et de la canne. Je me lève. Sans un mot, ils m'entourent des deux côtés et nous nous dirigeons vers le bureau du Saint-Père. J'avance, impressionné et quelque peu amusé. Interminables couloirs. Petites et grandes salles richement décorées. Escaliers pharaoniques. Les pas lents des chambellans et les coups de leurs sceptres-cannes sur le sol résonnent d'un bruit sourd et inquiétant. Ambiance procession.

Enfin arrivé à la porte du bureau du Pape. Un homme en soutane blanche, affable et simple, me tend la main avec un sourire amical. Avant d'être le Pape François, l'homme était Jorge Mario Bergoglio, prêtre des pauvres, un résistant à la dictature argentine des années 70, cachant ses victimes et organisant leur fuite à l'étranger. Voilà pourquoi j'aimais déjà la personne à qui j'allais serrer la main pour la première fois. Des trois missions fondamentales du pouvoir, à savoir la représentation, la gouvernance et l'intercession, c'est cette dernière qui fut, au départ, la plus importante. Dans le monde magique de nos ancêtres, le roi était avant tout un prêtre, c'est-à-dire l'interface entre les hommes et les dieux. Le prêtre-roi avait pour rôle premier

d'intercéder en permanence auprès de ces forces terribles et fantasques en faveur des pauvres humains. En transmettant aux dieux les désirs des hommes et aux hommes les ordres des dieux, il assurait le lien entre le ciel et la terre, le surnaturel et le naturel. Avec le désenchantement du monde, la fonction d'intercession allait plonger dans l'inconscient collectif au point de devenir indétectable. Aujourd'hui ne subsistent que trois prêtres-rois chez qui persiste la fonction archaïque : le Dalaï-lama des Tibétains, le Morchid (guide suprême) des Chiites et le Pape des catholiques.

Quelle chance, pour le chercheur en choses humaines que je suis, de rencontrer l'un d'entre eux !

Le bureau est d'une simplicité qui confine à l'austérité. Je m'assieds face au pape. Un prêtre égyptien assure la traduction. L'entrevue se passe sous le signe de la courtoisie, mais aussi d'un échange chaleureux. Nous parlons de ces temps troublés par le terrorisme, les conflits confessionnels, la montée des peurs, des préjugés et des amalgames. J'évoque en passant la célèbre image de Gandhi à propos des religions : elles sont, disait le Mahatma, les divers sentiers escaladant la même montagne mais l'abordant, qui de l'est, qui de l'ouest, qui du flanc nord, qui du flanc sud. Tous les hommes, quel que soit le chemin emprunté en grim pant vers son sommet, ne se rapprochent pas seulement de Dieu mais aussi et peut-être surtout les uns des autres.

Fin de l'entrevue privée. La délégation qui m'accompagne est introduite. Je présente au Saint-Père les benjamins : une fille et un garçon de dix-sept ans. Je lui dis que, dans tous mes déplacements officiels, j'emmène deux jeunes gens qui se sont distingués dans leurs études, à la fois pour récompenser les meilleurs et pour faire découvrir à la jeunesse la politique de leur pays et, qui sait, peut-être susciter des vocations. Sa Sainteté trouve l'idée originale et félicite chaleureusement les deux jeunes très intimidés. Puis il distribue en mains propres les cadeaux aux membres de la délégation.

Fin de l'entrevue publique. La procession repart en sens inverse. Cette fois-ci, je prends le temps de regarder autour de moi. Je me sens

subjugué, presque écrasé par la magnificence de l'architecture, la profusion des statues, des tableaux, la richesse des décorations des plafonds. Ici se matérialise, mieux que nulle part ailleurs, la règle de partout et de toujours : tout pouvoir doit projeter toute sa puissance vers l'extérieur, frapper le regard par une grandeur forçant la crainte et le respect. Il doit arborer les symboles de sa puissance, accomplir rites et cérémonies pour rappeler qu'il puise force et légitimité dans le sacré dont il se prétend le serviteur tout en étant le maître. Les dédales semi obscurs laissent entrevoir d'innombrables portes closes, lesquelles mènent aux fameuses archives du Vatican ! Comme j'aimerais m'y perdre et feuilleter quelques épais dossiers... Apparait ici l'autre technique incontournable du pouvoir. Quoi de mieux que le secret et le mystère, à la fois pour cacher ce qui doit l'être mais aussi pour soumettre les hommes par la plus subtile des menaces ? Les innombrables salles traversées me rappellent, par la pléthore de tableaux, celles où j'aime m'attarder dans les plus riches musées de Paris, Londres ou Amsterdam. Ici Art et pouvoir ne voisinent comme nulle part ailleurs. Quelle signification ?

Premier niveau de l'analyse. L'art est là pour cacher les laideurs du pouvoir, comme le parfum servait à masquer la puanteur des aristocrates avant l'ère de la douche et du savon.

— Oui, mais encore ?

— L'art est l'instrument par lequel le pouvoir signifie aux amis et aux ennemis sa toute-puissance, invitant les uns au respect, les autres à la soumission. Palais, sculptures et tableaux ne seraient que l'équivalent de la roue du paon ou de l'extravagante ramure d'un cervidé dans le règne animal ?

— Oui, mais encore ?

— En ces lieux, il y a deux pouvoirs à l'œuvre, et non un seul : celui du prêtre-roi et celui de l'artiste s'opposant en silence dans une sourde rivalité. Jules II instrumentalise Michel-Ange qui l'instrumentalise en retour, la chapelle Sixtine assurant la gloire de l'un et de l'autre.

— Oui, mais encore ?

— Nous nous soumettons à toutes les formes de contraintes qui font l'essence du pouvoir juste le temps de nous reprendre et de nous révolter. Mais, face à la beauté, notre soumission est immédiate, totale et sans conditions. L'instrumentalisation de l'art serait-elle une démarche magique par laquelle le pouvoir essaie de se saisir de ce qui fait l'ineffable force de la beauté et donc sa capacité de soumettre et de subjuguier ?

— Oui, mais encore ?

— Rien de plus sinon méditer sur l'insondable mystère de la beauté et en quoi elle pourrait être la seule véritable expression du sacré et la seule forme du pouvoir absolu.

— Oui, mais encore ?

— En dernière analyse, le prêtre-roi ne se conçoit que comme le plus haut fonctionnaire chez le Tout puissant. L'artiste, par contre, ne se voit pas en serviteur mais lui aussi en créateur. Au pire, il se prendra pour le bon apprenti peaufinant le projet du Grand maître ; au mieux il se considérera (et après lui, l'homme de science) comme le responsable d'un projet inachevé par le Grand patron. À travers ce double rapport du prêtre-roi et de l'artiste aux mystérieuses forces qui paraissent détenir le pouvoir suprême, apparaît *in fine* le double objectif (ou la double prétention) du pouvoir humain : administrer le monde et en parachever la création.

Post-scriptum

Le pouvoir du tout début de l'histoire est une interaction entre les dieux, les hommes et cet incontournable intermédiaire qu'est le prêtre-roi, jadis Pharaon aujourd'hui Pape ou Mochid.

Tout prêtre-roi sait au plus profond de lui-même que son pouvoir, aussi grand soit-il, lui est concédé à la fois par les dieux et par les hommes, et ce pour un temps donné et sous les plus terribles des conditions.

Les hommes, eux, bien que choisissant le prêtre-roi et le tenant en laisse, sont ceux qui doivent supporter longtemps les exactions d'un tyran ou la corruption d'un Pape vendeur d'indulgences.

Il en va de même pour les dieux. Leur pouvoir est immense puisque ce sont eux qui donnent au prêtre-roi sa légitimité et à toute une société sa cohésion. Mais ces dieux n'existent que comme créatures culturelles et n'exercent leur pouvoir que dans la mesure où leurs créateurs feignent d'en d'être les créatures. Que les hommes changent de croyances et les voilà, eux aussi, dessaisis de toute existence et donc de tout pouvoir !

Qu'est donc cette "chose" étrange que tous les acteurs possèdent et ne possèdent pas ?

Quand le Prince joue à Dieu

Le premier jour, au palais de Carthage, je me trouve confronté brutalement au plus archaïque privilège du pouvoir et à sa manifestation la plus terrible.

On me soumet le cas de plus de deux cents condamnés à mort attendant parfois depuis de nombreuses années d'être pendus ou de voir leur peine commuée en prison à vie.

Ben Ali, se faisant passer pour un démocrate sensible aux droits de l'homme, ne voulait pas faire exécuter les malheureux ; mais il était trop cynique pour se départir de cette carte ultime de tout pouvoir : le droit de vie et de mort. Qui peut imaginer ce qu'a été la "vie" de ces hommes et de ces femmes, interdits de visites et isolés dans le couloir des condamnés à la peine capitale, attendant toutes les aurores qu'on vienne les chercher ?

Le dictateur n'avait-il pas condamné tous ces gens à une épouvantable torture psychologique, alors que nul juge n'avait prononcé cette punition supplémentaire ? Une infamie de plus à mettre sur le compte de cet individu qui avait fait de la torture une institution tout en faisant afficher la Déclaration universelle des droits de l'homme dans les commissariats de police. C'est sans hésitation que j'ai mis fin par une simple signature au calvaire de ces gens. Une fois leur peine commuée en détention à vie, beaucoup pouvaient espérer rentrer dans le mécanisme des remises de peine et des grâces présidentielles prévues par la loi.

Abolitionniste convaincu, j'avais été envoyé en 1986 à l'île Maurice par Amnesty International pour plaider auprès des autorités la grâce de six personnes condamnées à mort en vertu d'une loi discutable instituant la peine capitale pour tout détenteur de la moindre quantité de drogue. Dans les années quatre-vingt-dix, j'avais fait campagne en Tunisie – en ma qualité de président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme – pour que notre pays soit le premier pays arabe à abolir la peine infamante. Pendant des années,

j'ai répété à satiété tous les arguments connus montrant son inefficacité, son inhumanité et surtout son rôle réel comme instrument d'intimidation et de domination politique et sociale. J'ai donc aussi voulu la voir interdite dans notre constitution en gestation. J'en fis la demande par lettre officielle à l'Assemblée constituante. Hélas, la majorité islamiste ne voulut rien entendre, arguant que la peine fait partie des lois prescrites par Dieu dans le Coran. Les partis laïques, eux, ignorèrent la proposition puisqu'elle venait d'un adversaire politique. Ne me restait que le droit de grâce figurant dans mes prérogatives.

À la veille de chaque fête nationale ou religieuse se tenait la même réunion avec les représentants du ministère de la Justice et mon conseiller juridique. Je validais et signais la liste des grâces établie par une commission spéciale sur la base de critères préétablis. C'était toujours une formalité rapidement expédiée... sauf dans le cas des condamnations à mort et il y en avait régulièrement quelques-unes.

— "Monsieur le président, me disait-on, avant de décider, permettez-nous de vous expliquer le cas". Impossible d'échapper à une histoire sordide de règlement de compte entre parents, voisins ou amis. J'écoutais, résigné, le représentant du ministère de la Justice raconter toute l'horreur d'un crime suintant la bêtise, la misère et l'ignorance. À la fin de la lecture, je signais la grâce sous le regard réprobateur des présents. Le droit de grâce est le signe le plus fort du pouvoir et le reliquat de sa forme la plus primitive. Tenir dans sa main la vie d'un être humain et en disposer à sa guise en toute impunité, n'est-ce pas là la prérogative de Dieu ? Dès lors, on comprend mieux les rituels de la sacralisation du pouvoir : le droit de disposer de la vie est ce qui donne aux dictateurs l'impression dangereuse que, s'ils sont moins que des dieux, ils sont plus que des hommes.

Le dictateur ne dispose pas seulement de la vie d'individus isolés. Il a malheureusement aussi la capacité de déclarer une guerre et d'aller se coucher tranquillement. Peut-on dire que la quantité de pouvoir possédée par un homme est directement proportionnelle à la quantité de gens qu'il a pu priver du droit à la vie ? Staline et Mao Tse

Toung, avec deux ou trois dizaines de millions de morts à leur actif chacun, seraient bien placés dans le palmarès des hommes les plus puissants qui aient jamais vécu. Mais selon ce critère, l'homme qui aurait eu le plus de pouvoir sur cette planète depuis les dix derniers millénaires serait Adolf Hitler, responsable de façon directe et indirecte de la mort d'au moins soixante millions d'êtres humains et de combien d'autres créatures vivantes jamais comptabilisées dans nos bilans macabres. Imaginons un brave professeur viennois, membre du jury de l'Académie des Beaux-arts, rejetant en 1907 la candidature d'un va-nu-pieds nommé Adolf Hitler. Comment aurait-il pu imaginer que cet individu aux allures louches pourrait un jour être responsable de la mort de tant d'humains ? Ce qui lui a échappé, c'est le formidable pouvoir maléfisant que recelait cet homme-là... En fait, que recèle l'homme dont cet individu n'était qu'une incarnation.

Dieu, dont le prince se prétend le représentant sur terre est aussi le maître de la vie. À ce titre, celui qui a possédé le plus de pouvoir depuis l'apparition de notre espèce sur Terre serait Jenner, le père de la vaccination. Et quelle brave fermière anglaise aurait pu, en 1796, croire que ce sympathique docteur Edward Jenner, si féru d'ornithologie et spécialement de coucous, allait sauver la santé et la vie de tant d'humains ? Ce qui lui a échappé c'est le formidable pouvoir bienfaisant que recelait cet homme-là... En fait, que recèle l'homme dont cet individu n'était qu'une incarnation.

III - Fonctions, obligations et raisons d'être

Naître par le forceps, survivre par l'épée

Peut-on remonter à l'origine du pouvoir, c'est-à-dire au noyau dur originel à partir duquel se sont ramifiés et complexifiés les aspects pratiques que nous lui connaissons de nos jours ?

Le plus grand de nos historiens, Ibn Khaldoun (1332-1406), identifie ce noyau originel comme étant ce qu'il appelle "*Al Assabia*". Pour rendre le concept accessible au lecteur français, il lui faut imaginer l'arrivée à l'Élysée, par la force, d'un président alsacien fonctionnant sur le modèle "*Al Assabia*". Ce président s'entourerait presque exclusivement d'Alsaciens en nommant aux meilleurs postes frères et cousins. L'Alsace deviendrait la région de France la plus choyée. Le président étant né à Wingen sur Moder, une faculté de médecine, un aéroport, une radio nationale seraient construits dans ce village perdu des Vosges du nord, les autres régions restant ignorées et livrées à tous les mécontentements. C'est ainsi que les choses se sont passées en Tunisie, sous un Bourguiba qui n'avait de "moderniste" que le nom. C'est ainsi que le pouvoir a été pratiqué et se pratique toujours dans le monde arabe.

Analysons le concept. En arabe, le terme *Al Assabia*⁸ évoque la solidarité brutale, inconditionnelle, de la horde primitive. C'est cette solidarité qui permet aux frères, cousins et proches parents de s'imposer au sein de leur clan. Le sang des ancêtres qui coule dans les veines des combattants issus du même clan sera le ciment du pouvoir qu'il imposera aux autres clans. Le pouvoir est donc toujours un butin de guerre aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du clan. Seule une solidarité sans faille entre ses membres en permettra la jouissance le plus longtemps possible. Quant au chef, sa fonction première est la redistribution aux siens en toute justice des richesses confisquées aux autres en toute injustice. Par cette politique, il ne récompense pas

8

ابن خلدون – المقدمة – دار الكتاب اللبناني – بيروت 1956

seulement ses braves, mais entretient surtout leur fidélité. Que serait-il sans leur indéfectible soutien ?

Le pouvoir fort est donc rarement absolu comme on le croit. Le chef, en apparence incontesté et incontestable, est un homme inquiet, attentif aux désirs de richesses et à la soif de reconnaissance de ses subordonnés proches et lointains. Tant qu'il est capable de combler d'abord ses proches et de jeter des miettes au reste du clan, il sera laissé tranquille tout à l'illusion de son pouvoir "absolu". Mais dès que la rareté des ressources ou la trop grande gourmandise du clan frustrera les cercles proches puis périphériques, les choses tourneront à l'aigre jusqu'à la nouvelle confrontation violente menant à une redistribution des richesses et statuts.

À l'origine de ce qu'on a appelé le printemps arabe, il y a pour l'essentiel le rejet de ce mode de gouvernement. *Al Assabia* a pris le masque du régionalisme en Tunisie et en Algérie, du confessionnalisme au Liban, en Syrie et en Irak ; dans les pays du Golfe ou au Maroc, elle est familiale et dynastique ; en Égypte, elle a pris le visage d'une caste militaire rapace.

Ibn Khaldoun a fait d'*Al Assabia* une caractéristique des royaumes bédouins, créés et dirigés par des tribus arabes guerrières ne vivant que par et pour la violence. Il aurait pu, sans se tromper, élargir le concept bien au-delà de ces ensembles simples. En Afrique subsaharienne, les diverses ethnies conquièrent et conservent le pouvoir selon les mêmes principes. Elles peuvent se livrer à d'effroyables violences, surtout au moment des élections. Au Kenya, on ne s'embarrasse pas de justifier de telles violences par de belles phrases. "It is our turn to eat" (C'est notre tour de manger)⁹ disent ceux qui ont été tenus loin du festin accaparé par tel ou tel groupe ethnique soudé par sa propre *Assabia*.

La chose est-elle absente des pays occidentaux ? Certes les présidents européens ou américains ne fonctionnent pas comme les présidents

⁹ "C'est notre tour de manger". Cf. Michela Wrong, "A murderer, an exodus and a vote", *The New-York Times*, 7 -8- 2017.

arabes ou africains. Mais en y regardant de plus près, on verra qu'eux aussi n'obtiennent et n'exercent le pouvoir qu'en passant par un parti qui n'est rien d'autre qu'une tribu idéologique. Ils doivent en permanence s'assurer la fidélité, même relative, des réseaux divers et variés dans les secteurs de l'économie, des médias, des églises ou dans la franc-maçonnerie. Or cette fidélité n'est jamais gratuite ; elle attend rétribution, sous une forme ou une autre, qui ne s'obtient, bien évidemment, qu'au détriment du peuple de la périphérie. Quels que soient l'époque et le lieu, le pouvoir a toujours besoin, pour exister et perdurer, d'un noyau dur de solidarité lui permettant de faire face aux menaces externes et internes. Que la violence utilisée soit grossière et affichée ou qu'elle soit subtile et cachée, l'objectif est toujours le même : maintenir une situation sans laquelle il ne saurait exister.

En somme, *Al Assabia* est le moteur de tout pouvoir. Elle est crue dans une tribu bédouine, arabe ou africaine. Elle est habilement cachée dans toutes les sociétés modernes, y compris les occidentales. Reste le grand casse-tête. Comment concilier une *Assabia* répartissant injustement honneurs et privilèges et maintenue par une forme ou une autre de violence, donc premier déterminant du conflit permanent, avec le maintien de la stabilité qui est la fonction première de tout pouvoir ?

Post-scriptum

Bourguiba, qui a présidé au destin de la Tunisie de 1956 à 1987, Nasser en Égypte ou Boumediène en Algérie sont ce qu'on pourrait appeler des "dictateurs de première génération". Ils ont en commun un idéal social et politique. Ils aiment leurs peuples et souffrent de les voir plongés dans la misère. Ils sont porteurs de convictions fortes. Pour eux, le pouvoir que le chef détient de par la volonté de la providence est un instrument de protection de la société et de rapide progrès.

Mais n'idéalisons pas trop ces "bons" dictateurs. Ils sont tenus eux aussi, malgré leur bonne volonté ou leur art consommé de la ruse, par le pacte premier. Le "combattant suprême" (titre

ridicule dont s'était affublé Bourguiba) n'était pas corrompu au sens vulgaire du terme, mais il s'est fait construire palais, résidences secondaires et un splendide mausolée de son vivant alors qu'une grande partie des Tunisiens vivaient dans des masures. Les régions de l'intérieur, où démarrera la révolution en 2010, ont été laissées à l'abandon durant son mandat (puis celui de son successeur) mais sa ville natale fut l'objet de tous ses soins.

Avec son successeur, le noyau primitif du pouvoir apparut sans masque ni fioritures. Ben Ali, sa famille, et surtout celle de sa seconde femme, organisèrent un système de prédation qui saigna le pays à blanc et poussa les jeunes à l'émigration, au terrorisme, au suicide puis à la révolution.

Il faut bien souligner ici que ce n'est pas la quantité, aussi importante soit-elle, d'argent volé par cette dictature de seconde génération qui a endommagé l'État et le peuple ; elle l'a détruit en sapant ses valeurs fondamentales. Un proverbe arabe dit que les hommes ont toujours la religion de leur roi. Quand le "roi" Ben Ali a menti, triché, volé, promu les siens au détriment d'autres plus méritants, toute une frange du peuple s'est mise à fonctionner de la même façon. L'État n'a plus été dès lors que la façade d'une société en décomposition où chacun n'a plus qu'une obsession : servir ses propres intérêts comme le "roi" et sa famille. L'enjeu pour tous, pour ne pas dire le jeu, devenait de savoir tirer le maximum de bénéfice pour soi en ne concédant à l'autre que ce qu'on n'a pas pu garder par la ruse ou par la force. Voilà comment Al Assabia fonde un État, et comment elle le détruit.

Moi ou le chaos

Combien de fois ai-je entendu les gens les mieux disposés vis-à-vis des révolutions démocratiques de 2011 me dire : "les Irakiens n'auraient-ils pas mieux fait de garder leur dictateur et les Syriens le leur ? Qu'ont gagné les Libyens ou les Yéménites à se révolter, sinon la destruction de leurs États voire de leurs sociétés ? Et si la corruption de quelques centaines de dirigeants était le prix, après tout dérisoire, pour que tout un peuple jouisse de la paix civile ?"

Aujourd'hui encore, une bonne partie de la bourgeoisie tunisienne, voire de ce qu'on appelle "le petit peuple", parle avec effroi d'une des révolutions les plus pacifiques de toute l'histoire humaine.

L'effondrement du pouvoir est une vieille terreur déjà connue de nos ancêtres qui, de génération en génération, se sont transmis un avertissement sous forme de proverbe : "Mille nuits sous la coupe d'un sultan injuste plutôt qu'une seule sans sultan". Et pour cause ! Les humains soudain libérés du joug de tout pouvoir, laissés à leurs comportements primaires, n'ont rien des bons sauvages du mythe rousseauiste¹⁰. La société est alors submergée par une violence qui surprend tout le monde et qui signe en fait ce qu'on appelle en psychanalyse "le retour du refoulé" : explosent brusquement les haines anciennes jamais cicatrisées, les revendications exigeant une immédiate réparation de toutes les frustrations tuées et accumulées depuis longtemps, sur fond de sentiment de toute puissance et d'impunité. S'installe alors un désordre non maîtrisé, mettant en grand danger les liens sociaux convenus et les structures qui organisaient jusqu'alors le quotidien. Beaucoup de gens vont

¹⁰ Même dans une société stable, Le danger du chaos guette et peut se matérialiser à tout moment. Il suffit de regarder les scènes de pillage à l'occasion d'une émeute ou lorsqu'un incendie éclate dans une boîte de nuit, ou lors d'une débandade dans un stade qui voit s'effondrer ses gradins pour comprendre pourquoi le pouvoir est nécessaire et pourquoi il est nécessairement violent.

brusquement devoir faire face à la perte de leurs repères, de leur tranquillité d'esprit et affronter un grave sentiment d'insécurité et de peur de l'avenir. D'où le débat classique : doit-on se révolter contre un pouvoir injuste, mais garant de l'ordre et de la stabilité, ou doit-on prendre le risque le plus terrible pour les hommes : le chaos ?

Martin Luther, le père de la réforme protestante, et Ibn Tamiyya, le maître à penser de tous les islamistes, ont une réponse identique : non. Qu'on l'aime ou qu'on le hâisse, le coût de la disparition du pouvoir, même momentanée, est toujours plus élevé que le coût de son existence, même insupportable par les victimes de ses erreurs et de ses dérives. L'injustice n'est-elle pas plus vivable que la violence et le délitement des liens sociaux de base qui assurent la survie de tous ? Soumettons-nous donc au Prince même s'il est injuste... Sauf s'il ne reconnaît pas Dieu ou s'oppose explicitement à ses commandements. On voit bien tout le bénéfice que le Prince peut tirer du discours des docteurs de la loi : c'est moi ou le chaos.

Mais le chantage est inutile. Face à un pouvoir injuste ou incompetent, les gens se soumettront tant qu'ils pourront le supporter, et ce malgré les cris indignés des révolutionnaires. Ils se révolteront malgré les exhortations des "sages" quand ils n'auront plus d'autre choix et que peu leur importera le prix — y compris le risque du chaos. De toutes les façons, le pouvoir ne disparaît jamais dans les soubresauts d'une révolution, du moins pas pour très longtemps. Lors des révolutions, ce qui disparaît momentanément, ce n'est pas le pouvoir, mais un pouvoir devenu indigne de gérer les tensions sociales, incapable de les maintenir dans les limites de sécurité nécessaires à la cohésion du système. Ce qu'on voit dans une révolution, même la plus radicale ou la plus longue, c'est une reconfiguration convulsive du pouvoir. La Terre qui tremble occasionne les pires dégâts mais l'énergie dégagée est celle-là même qui lui permet de trouver un nouvel équilibre et la stabilité pour un certain temps.

La phase délicate est celle qui sépare la mort de l'ancien et la naissance du nouveau pouvoir. Dans cette période où s'affrontent des

forces diverses et variées, le pouvoir paraît affaibli, fragmenté, contesté, dilué, désorganisé. Mais les morceaux du puzzle se remettent vite ensemble, changeant à peine de forme. Après le coup de vieux, voilà la jeunesse retrouvée. Le pouvoir retrouve vite ses couleurs, son énergie et sa morgue : la phase redoutée de désordre non maîtrisé n'aura été en fait qu'une cure de jouvence un peu brutale mais somme toute nécessaire pour retrouver la phase de désordre maîtrisé que nous considérons comme la normalité. Tout au long du processus, le pouvoir politique agissait sous le masque des révolutionnaires, détruisant l'ancien ordre, puis, sous celui de nouveaux représentants, mettant en place le nouveau. En somme, il a été en cette occasion très particulière de son devenir, tout à la fois la sage-femme, le forceps et le bébé.

C'est la règle de partout et de toujours : tout pouvoir doit maintenir le désordre ordonné et dynamique de la société dans des limites étroites l'empêchant de verser dans le chaos ou le désordre non maîtrisé ; toutes ses autres fonctions dépendent de sa capacité à maintenir cet équilibre instable et à le rétablir au plus vite quand il est rompu. Une fois cette condition *sine qua non* accomplie, le pouvoir peut s'épuiser à remplir ses autres missions vitales dans une société, cherchant, comme dans la marche, à maintenir un équilibre dynamique par la synthèse du mouvement et de la stabilité.

Post-scriptum

Au moment où j'écris ce livre, les révolutions du Printemps arabe semblent n'avoir eu pour tout résultat qu'une destruction massive des pays où elles ont éclaté. L'exception tunisienne est une illusion car c'est au prix d'une reddition honteuse à la contre-révolution que la violence a été évitée et peut-être simplement ajournée.

Mais là où les contre-révolutions ont rétabli l'ancien régime, comme en Égypte, ou empêché son effondrement par une guerre civile, comme en Syrie, les problèmes à l'origine des mouvements populaires n'ont fait que s'aggraver.

Voilà que le peuple algérien et le peuple soudanais remplissent les espaces publics clamant à l'unisson la même revendication : un nouveau système politique sur les décombres fumants de l'ancien. En fait, les volcans retournés au calme ne font que se charger en silence de nouvelles couches de "magma" et l'avenir ne présage rien de bon. Le monde arabe est entré dans une phase d'extrême instabilité qui pourrait durer des décennies. Se dirigerait-il à pas sûr vers le chaos généralisé ou pourrait-il sortir de sa mauvaise passe actuelle ?

L'histoire peut nous aider à élaborer des hypothèses. Faisons une expérience mentale. Considérons un chercheur étudiant l'histoire de la Chine, et imaginons-le regardant son flux à travers une lucarne qui ne lui montre que le segment temporel de 1840 à 1940. Que verrait-il ? La Guerre de l'opium, les traités inégaux, la famine, les seigneurs de la guerre, l'invasion étrangère et la guerre civile. Pourrait-il simplement imaginer que d'un tel chaos naîtrait un jour la Chine que nous connaissons ?

Faisons la même expérience en regardant l'histoire de l'Europe de 1914 à 1944. Qui aurait pu imaginer l'Union européenne émergeant des cataclysmes de deux guerres mondiales ?

Dans les deux cas, la lucarne a montré l'agonie d'un monde appelé à disparaître. Par contre, la gestation lente des alternatives, elle, était invisible mais n'en existait pas moins.

Oui mais l'agonie de l'empire aztèque en 1521, ou inca en 1533 n'a donné lieu à aucune résurrection, les forces de destruction n'ayant laissé aucune chance aux forces de reconstruction.

Quel sort connaîtra le monde arabe livré sous nos yeux à de terribles convulsions détruisant régimes politiques, États, idéologies, classes sociales et, hélas, des millions de personnes ? Quel nouvel ordre régional sortira de cette catastrophe ?

Nul ne le sait. Tout ce qu'on peut espérer est de voir le modèle chinois et européen se répéter et non le sort aztèque ou inca. Cela dépendra certes de la conjoncture internationale mais surtout des Arabes eux-mêmes. S'ils échouent, ils ne devront s'en prendre qu'à eux-mêmes. S'ils réussissent, ce ne sera que grâce à leurs sacrifices et à leur résilience.

L'invention d'un peuple

Les Tunisiens, comme la quasi-totalité des peuples, sont une invention de l'État national. Avant sa naissance, ils ont eu toutes sortes d'identités culturelles et juridiques. Comment s'appelleront-ils dans mille ans, c'est-à-dire sous quel type de pouvoir vivront-ils ? Nul ne peut le prévoir. Qu'est-ce que le peuple saoudien sans la mise en place en 1932 de l'État portant le nom de la famille qui l'a créé par la force des armes ? On peut multiplier les exemples à l'infini : seule varie la date où un pouvoir fort a imposé à un groupement humain une identité et un destin communs.

Quand un pouvoir politique prend en charge des groupes humains pour leur donner une identité, les organiser d'une certaine façon et leur assigner un objectif commun, il ne le fait pas à partir de rien ; ces mêmes groupes ont vécu sous la férule d'un précédent pouvoir qui les a profondément marqués de son sceau. Partout, le nouveau maître utilise toutes les ficelles et tous les moyens de la coercition et de la négociation pour parvenir à ses fins. On ne rappellera pas toutes les horreurs plus ou moins connues utilisées pour imposer les nouvelles identités à des groupements humains interdits de leur langue, histoire ou religion.

En ce qui concerne des techniques plus "douces", après la fin de l'apartheid par exemple, le nouveau pouvoir sud-africain s'est trouvé face à sa première mission, à son premier défi : comment faire de ce conglomérat de races, d'ethnies et de religions un peuple unifié ? Le nouveau drapeau, la nouvelle constitution, les accords sur le partage du pouvoir entre Africains et Afrikaans... Tout cela est connu. Ce qu'on connaît moins, c'est la façon dont le nouveau pouvoir s'est assuré la fidélité des chefferies traditionnelles qui avaient subsisté sous le joug implacable du pouvoir colonial et raciste. Pour dissoudre, digérer et intégrer ce pouvoir ancien donnant à ses subordonnés leurs identités de Venda, Zoulou ou Xhosa, le nouveau pouvoir fit preuve d'une grande habileté. Il a reconnu ces chefferies, ne s'est pas opposé

aux identités régionales et a passé avec eux des accords, grassement rétribués, superposant pouvoirs et identités, la couche supérieure étant l'autorité centrale et la citoyenneté sud-africaine.

Thabo Mbeki, l'ancien président sud-africain (1999-2008), m'a raconté une histoire montrant le type de rapport subtil liant le nouveau pouvoir à l'ancien, qu'on cajole en attendant sa tranquille extinction : un roitelet en zone rurale reculée l'invite à son mariage. Il s'excuse car il est en déplacement à l'étranger. "Sa Majesté" s'offusque, et, le jour de son mariage, crie en public son indignation parce que le président a refusé son invitation. Il exige en réparation... une vache. Le président de la république sud-africaine, heureux de s'en tirer à si bon compte, s'est alors empressé d'envoyer au "roi" une vache de bon poids et de la meilleure race.

Pourquoi le pouvoir doit-il se créer un peuple ? Parce qu'une myriade d'individus ne construit pas d'emblée un empire, les pyramides, les cathédrales, les usines ou les rampes de lancement des fusées. En se créant "son" peuple, le pouvoir politique n'additionne pas les énergies potentielles des individus, il les multiplie. Et bien évidemment, plus le peuple est nombreux, plus grande est la puissance multiplicatrice du pouvoir.

Reste maintenant à déployer l'effort nécessaire pour le maintenir en fonctionnement le plus longtemps possible — le "peuple" étant, sur le long terme, un corps fissile par excellence. Sous l'éphémère "identité commune" reste un ensemble de groupes aux intérêts divergents et enchevêtrés, aux égoïsmes exacerbés, toujours en coexistence difficile et en compétition d'autant plus féroce que les ressources sont rares. Le peuple n'a donc rien à voir avec l'image romantique qui en a été créée de toutes pièces par les intellectuels occidentaux. Ce n'est pas non plus la populace méprisée des soi-disant aristocraties.

Qu'est donc le peuple ? À première vue, il serait composé d'une élite et de ce que celle-ci appelle "le petit peuple". Mais la stratification est bien plus complexe. En Tunisie, l'élite est organisée en trois couches. La plus ancienne est la vieille bourgeoisie citadine, constituée depuis des siècles par les grandes familles de marchands et de lettrés. C'est

l'élite par la naissance. Après l'Indépendance en 1956, l'État et l'économie avaient un besoin insatiable de cadres qualifiés : toutes les opportunités étaient alors ouvertes aux enfants de pauvres, pourvu qu'ils travaillent bien à l'école. C'est ce qui a donné naissance à la deuxième couche : l'élite par le savoir. Je suis moi-même un pur produit du processus qui a fonctionné pendant les trois décennies suivant l'indépendance jusqu'à l'arrêt de cet ascenseur social à partir des années quatre-vingt-dix.

La période qui a vu le triomphe de la dictature et du libéralisme sauvage, à savoir les quatre dernières décennies, a vu se constituer tout naturellement la dernière couche : l'élite par la corruption. Toutes ces élites sont les purs produits du pouvoir. Leur composition, répartition, influence et pérennité découlent de lui en droite ligne. C'est aussi lui qui doit gérer leur difficile coexistence et leur rivalité chronique.

Au sein de cette triple élite, les haines les plus rancieuses s'en donnent à cœur joie. Les aristo-bourgeois affichent sans vergogne leur mépris pour tous les nouveaux venus leur disputant leur rang et leurs privilèges. Les vulgaires corrompus, enrichis sous Ben Ali par les plus viles combines, crachent sur ceux-là, le considérant comme d'incapables jaloux voire des "fins de race". L'élite par le savoir n'a pas de mots assez durs pour les uns et les autres, jaloux du pouvoir qu'ils accaparent et ne supportant pas le mépris à peine voilé dont ils se sentent l'objet. Quant au "petit peuple", il est composé de la majorité, des pauvres et des exclus qui se sentent triplement méprisés : par les aristo-bourgeois à cause de leurs "origines", par les élites du savoir à cause de leur "ignorance" et par les élites de l'argent à cause de leur pauvreté.

Pour se venger, le "petit peuple" fera de la résistance passive en travaillant peu ou mal — quand il a du travail. Il trichera, comme le font ceux qui lui donnent des leçons de morale. Il attendra l'occasion pour descendre dans la rue pour une nouvelle et vaine révolte. Il n'ira pas voter ou négociera ses voix. S'il vote, sa vengeance s'exprimera par la confiance qu'il accordera au premier populiste venu. L'élection

d'un Donald Trump et d'autres populistes à travers le monde signerait, ô surprise, la révolte de peuples méprisés contre leurs élites aveugles et arrogantes. La belle découverte !

Ce conflit est une constante à travers l'histoire, avec des hauts et des bas rythmant la vie de tout pays : il y a un temps où l'élite se prend d'amour pour le "petit peuple", qu'elle va enfin qualifier de peuple tout court. Elle espère qu'il sera son instrument pour transformer le monde... Puis arrive le temps de la désillusion et du mépris. Il y a aussi un temps où le "petit peuple" se range comme un seul homme derrière son élite qu'il voit comme son avant-garde sur le chemin du bonheur... Et arrive celui où il l'embarque sur les charrettes pour avoir trahi ses espérances. Puis on remet l'aiguille à zéro et on recommence depuis le début... *ad vitam aeternam*.

On voit bien ici quel est le rôle que joue le politique dans toute cette organisation du peuple : c'est lui qui l'institue en lui procurant un État, une identité juridique et une place dans le concert des nations. C'est lui qui consacre les divisions sociales quand il ne les crée pas lui-même. Ici aussi, le pouvoir fait face à un défi de taille : il vit des tensions et des conflits qu'il génère tout en devant maintenir une unité de façade jusqu'à ce qu'une guerre civile, une invasion étrangère ou la lente corrosion de l'histoire remodèle le peuple en un autre à l'identité différente mais avec les mêmes fractures et les mêmes tensions.

Post-scriptum

Entre autres fantasmes très largement partagés par les sujets-citoyens, l'existence d'une ligne rouge séparant deux entités antagonistes, presque d'essence différente. D'un côté, les méchants de toute bonne histoire à savoir les politiques, au pire corrompus, au mieux incompetents. De l'autre, le bon héros dont a besoin la fable pour fonctionner et qui est ici le peuple manipulé et exploité.

La réalité est toute autre. Une classe politique n'est jamais rien d'autre que l'image en miroir de la société. S'agissant de ses

défauts, elle en est la caricature. S'agissant de ses qualités, elle en est l'avant-garde et ce qu'elle a de meilleur.

La plupart du temps, elle est les deux à la fois.

Côté pouvoir, il n'y a que des humains : brillants et médiocres, bons et méchants, équilibrés et déséquilibrés, intelligents et stupides, bien et mal intentionnés, servant avec ferveur ou se servant avec rapacité, tous soumis à des pressions intolérables, tous empêtrés dans d'inextricables difficultés, tous se débattant avec des problèmes qui les dépassent, tous souffrant d'agressions permanentes, tous avides de reconnaissance et d'amour.

Côté peuple, il n'y a que des humains brillants et médiocres, bons et méchants, équilibrés et déséquilibrés, intelligents et stupides, bien et mal intentionnés, servant avec ferveur ou se servant avec rapacité, tous soumis à des pressions intolérables, tous empêtrés dans d'inextricables difficultés, tous se débattant avec des problèmes qui les dépassent, tous souffrant d'agressions permanentes, tous avides de reconnaissance et d'amour.

La situation est rendue encore plus complexe par l'instabilité permanente de toutes ces caractéristiques.

En fonction des difficultés rencontrées, des hasards voire de notre humeur du moment, nous pouvons fonctionner en êtres brillants ou médiocres, bons ou méchants, équilibrés ou déséquilibrés, intelligents ou stupides, bien ou mal intentionnés.

Voilà pourquoi nul ne peut aimer les hommes tout le temps surtout s'il les pratique depuis longtemps, tant ils peuvent se montrer détestables. Voilà pourquoi nul ne peut détester les hommes tout le temps surtout s'il les pratique depuis longtemps, tant ils peuvent se montrer les plus merveilleuses des créatures.

Promettre la justice, pérenniser l'injustice

De tous les problèmes que le pouvoir doit affronter, ceux liés à la répartition des ressources sont les plus chroniques et les plus difficiles à traiter.

Me voilà confronté à mon tour au plus redoutable défi que doit affronter tout nouveau pouvoir. Le bassin minier de Gafsa est une région située à trois cent cinquante kilomètres au sud-ouest de Tunis. C'est l'une des plus pauvres du pays alors qu'elle recèle ses plus riches gisements de phosphate. Depuis toujours, elle livre toute cette richesse presque sans contrepartie à un État qui l'a utilisée pour développer d'autres régions dont était issu le pouvoir politique. Elle fut tout naturellement le berceau du mouvement syndicaliste dès le début du siècle dernier. Elle fut aussi inéluctablement le point de départ d'innombrables grèves, dont celles de 2008, prélude à la révolution de 2011. Loin d'apaiser son irrédentisme, cette dernière encouragea des grèves en cascades durant toute la période transitoire, qui se poursuivront même après les élections de 2014, la dernière grève générale ayant eu lieu en mai 2015.

Le 4 juin 2012, les nouvelles en provenance de la région sont encore plus mauvaises que d'habitude. Selon les agences de presse, des violences ont éclaté entre "tribus" à Metlaoui, l'une des quatre villes du bassin minier, faisant 11 morts et 50 blessés. La raison ? Une féroce compétition pour les quelques postes de travail disponibles dans la région entre les locaux et les "immigrés" : des citoyens tunisiens venant d'une région située à peine à cent kilomètres à l'est de Gafsa, appelée Al Jerid. Sous Ben Ali, la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG) recrutait déjà à tour de bras pour calmer la population. Après la révolution, le processus s'emballa, toujours pour la même raison : les effectifs passèrent de neuf mille en 2010 à vingt-sept mille fin 2013. Mais, plus la CPG recrutait, plus les manifestations se multipliaient, exigeant encore plus de recrutements. L'entreprise nationale pouvait s'effondrer devant l'afflux de fonctionnaires inutiles

et la chute de la production : suicide programmé pour la CPG et pour la région mais nul n'en avait cure. En l'espace de deux ans, la chute de la production a coûté au pays deux milliards de dollars en perte sèche, alors que nous étions endettés jusqu'au cou et qu'aucun investissement interne ou externe ne se profilait à l'horizon.

Le gouvernement était dans une situation impossible : céder aux demandes de fonctionnariser tout le monde, et c'était l'effondrement de l'entreprise nationale. Réprimer, et c'était la révolution dans la révolution. Nous voilà donc face à la pauvreté, au chômage massif des jeunes, aux disparités entre classes sociales et régions laissés en héritage par l'ancien régime. La région semblait sortir lentement du giron de la République et d'aucuns suggéraient en plaisantant à peine de la "fourguer" à l'Algérie voisine ! Lors de leurs déplacements dans le pays, pendant les mois les plus chauds de la révolution, tous les responsables politiques ont vu des foules en colère brandir devant eux le slogan de la révolution : "Dégage !". Lors de telles visites, ces responsables ont cherché à signifier tout le respect et l'attention qu'ils portaient aux habitants de cette région. Ils ont tout autant cherché à être reconnus par ceux à qui ils prétendaient apporter la reconnaissance de l'État. Cela ne se passe pas toujours comme espéré tant les attentes des deux côtés peuvent être déçues.

Le 5 juin 2012, je décide quand même d'aller dans le gouvernorat en ébullition quasi-permanente. Le voyage est houleux, difficile et la police est sur les dents.

Partout des foules en colère rappellent qu'elles ont fait la révolution, mais n'ont encore rien vu venir. Partout s'élèvent les mêmes cris de détresse : "Mais que faites-vous à Tunis ? Où sont vos promesses ? Du travail, du travail ! Le peuple aurait-il fait la révolution pour que vous vous battiez pour les places !" etc.

À Redeyef, ville contestataire de tout temps, le cortège est pris dans une foule excitée. Je suis littéralement "kidnappé". On m'empêche de quitter la ville sans un meeting avec la population, non prévu par un programme très serré. La police débordée s'énervé. Un geste intempestif et mal interprété de part et d'autre et c'est la catastrophe.

Je demande aux policiers de redoubler de calme et au chauffeur de suivre la foule vers l'endroit qu'elle avait fixé pour que je prenne la parole et surtout pour l'écouter. Dans la voiture ballottée par la foule, je souris aux souvenirs des jours heureux. Le soir de mon élection, c'est l'une de mes sœurs préférées, vivant toujours dans notre village du bout du monde, qui est au téléphone. Depuis notre enfance nous nous taquinons mais je suis le seul à qui elle lit ses poèmes secrètement transcrits dans des cahiers d'écoliers.

— "Alors, frère, on me dit que tu as trouvé du travail enfin ! Félicitations. Tu auras un bon salaire au moins ?

— Probablement, en plus je vais être logé dans un palais... puis si tu voyais le nombre de chauffeurs et gardiens, tous payés par les employeurs.

— Magnifique ! J'espère que tu penseras à l'un de mes garçons pour un travail comme celui-là !

— Attends petite sœur, ne t'emballe pas trop vite. Tu connais le vers du poète andalou : "Toute chose aussi accomplie en apparence s'avère inachevée... Sur les plaisirs de la vie que nul ne s'illusionne."

— Ah oui ? Comment ça ?

— D'abord ce n'est que du travail temporaire. Les congés et le tarif des heures supplémentaires ? Il n'en est même pas question dans le contrat. Le pire, tiens-toi bien, c'est que même si tu te tues au travail, aucun avancement n'est possible !

— Mais c'est horrible ! J'espère que tu n'as pas encore signé !

— Hélas si, j'ai prêté serment ce matin devant l'ANC.

Feignant de se radoucir :

— Frère, écoute bien ta sœur qui t'a été toujours de bon conseil. Garde-le, ce travail, le temps de te refaire un peu. Avec mes prières et l'aide d'Allah, tu finiras bien par trouver un poste stable où ils reconnaîtront enfin ta valeur et te donneront tous les avancements que tu mérites".

Nous ne mesurons pas ce soir-là que le "travail" dont nous nous moquions gentiment allait révéler rapidement ce qu'il est : le plus

difficile, le plus complexe, le plus pénible, le plus frustrant et le plus dangereux "métier" qu'un homme puisse exercer.

Arrivé sur le lieu du meeting improvisé, j'avance l'idée de la régionalisation administrative et le droit de chaque région de disposer de dix à vingt pour cent des ressources tirées de son sous-sol pour financer des projets de développement locaux. Que la proposition ait été ensuite rejetée par le gouvernement ne m'a pas étonné : le bassin minier est riche en ressources mais pauvre en électeurs. Les régions pauvres en phosphate mais riches en électeurs pouvaient ne pas apprécier et le faire savoir le jour J dans les urnes... L'esprit colonial n'est pas l'apanage des colonialistes d'outre-mer. Ce qui me sidéra, par contre, c'est l'attitude des intéressés eux-mêmes. "Oui, m'a-t-on rétorqué par la suite, mais l'argent doit être réparti seulement entre les villes du bassin, nous ne voulons rien donner au reste du gouvernorat".

Quand il s'agit de partager des ressources rares, même avec les plus proches, n'espérez rien de bon des humains. N'est-il pas vrai que l'humain, aussi bien riche que pauvre, n'est la plupart du temps intolérant à l'injustice que lorsqu'elle le touche, lui ou ses proches, et qu'il se montre bien plus accommodant quand elle ne frappe que les autres ?

La rareté n'est donc pas seulement l'insuffisance de ressources par rapport aux besoins mais aussi l'insuffisance par rapport aux égoïsmes solidement ancrés dans ce génome et dans l'organisation sociale. Il y a d'abord l'égoïsme de la caste des "possédants" qui ne vivent que par et pour leurs privilèges. C'est cette caste que les révolutions pures et dures envoient à la guillotine mais qui renaît pour organiser la contre-révolution et préparer la restauration.

Encore une fois, au risque de heurter certains (ou d'enfoncer des portes ouvertes pour d'autres), il ne faut pas incriminer uniquement les privilégiés recroquevillés sur leurs passe-droits ; toutes les victimes de l'injustice ne sont pas des justes réclamant la fin de l'injustice, mais elles se contentent, le plus souvent, de réclamer une plus grande part des ressources disponibles, fût-ce aux dépens d'autres victimes de

l'injustice générale et chronique. Il faut rappeler ici que les attentes de tous ceux qui se trouvent à la périphérie du cercle des nantis se structurent toujours par rapport au plus haut niveau existant à leur connaissance, c'est-à-dire à celui atteint par ce qu'ils appellent l'élite.

Dans le riche Occident, la population ouvrière et paysanne voulait, et veut toujours, le même statut et les mêmes bénéfices que la bourgeoisie¹¹.

Les Tunisiens, coincés entre les riches européens et les pauvres subsahariens, ne se conçoivent pas comme plus chanceux que les Somaliens, mais comme "sous-développés", pauvres et humiliés, car ils n'ont pas le même niveau de vie que leurs voisins du Nord. Ils exigent le développement économique, c'est-à-dire le niveau de vie de l'Europe, et pourquoi pas de son élite.

Le grand défi de tout pouvoir politique est de trancher dans le conflit d'intérêt opposant les éternels protagonistes. Sa marge de manœuvre est étroite et toute ruse rapidement découverte : s'il prend fait et cause pour les pauvres, il s'aliène les riches ; s'il prend fait et cause pour les riches, il s'aliène les pauvres ; s'il biaise en essayant de ne fâcher personne, il fâche tout le monde. Pourtant, des générations de démagogues ont promis et promettent ce modèle chimérique de justice sociale car, quand bien même le niveau de vie général s'améliorerait dans ces conditions, le fossé entre les classes sociales ne disparaîtra jamais voire s'élargira comme on le vit aujourd'hui partout dans le monde. Quel régime politique, aussi compétent et bien intentionné soit-il, peut, dans une situation chronique de rareté, de stress et de conflits d'intérêts, répartir de façon égale les ressources matérielles, les honneurs et les charges parmi tous ceux qui, réclamant la justice à cor et à cris, pratiquent aussi l'injustice, le plus souvent en toute bonne conscience ?

¹¹ Yuval Noah Harari, *Sapiens, a brief History of Humankind*, London, Vintage books, 2011.

Post-scriptum

Toutes les tentatives historiques pour instaurer la justice sur les décombres fumants de l'injustice ont connu jusqu'à cette date de piteux échecs — la dernière étant celle de l'idéologie communiste du XXe siècle. Partout, les régimes nés de cette idéologie n'ont fait que remplacer une élite par une autre. Nicolae Ceausescu, le dictateur roumain, en construisant son château délirant sur les ruines des habitations modestes du petit peuple de Bucarest, n'a fait que ce qu'ont toujours fait ses prédécesseurs, rois, papes ou empereurs de l'antiquité. Les ressources nécessaires au programme spatial soviétique, permettant à l'État de plastronner et à une poignée d'hommes d'admirer la planète d'en haut, ont bien été prélevées sur les ressources qu'il aurait été plus juste d'investir dans l'amélioration de la vie de dizaines de millions d'hommes. On sait ce qu'a donné l'extrémisme justicialiste des Khmers rouges au Cambodge des années soixante-quinze : le cauchemar et l'apocalypse.

Le hiatus entre la réalité vécue et la réalité espérée semble structurel et impossible à combler, et ce quelle que soit la volonté et l'action des religions, idéologies ou régimes politiques.

Évidemment, cette béance, source de malheur individuel et collectif mais aussi de dynamisme et de créativité, ne peut être maintenue que par la coercition permanente dont seul est capable le pouvoir étatique. Mais la gestion de la chose n'est pas simple. Quand les effets pervers de l'injustice deviennent insupportables pour la majorité, c'est la révolution et le coup de barre à gauche : le système retrouve un instant un apparent équilibre entre le désir inassouvi de justice et la pratique généralisée de l'injustice. Hélas, cela ne dure que le temps d'une nouvelle déception, et voilà le fléau de la balance de nouveau revenu au déséquilibre initial. La justice pour une société est comme le bonheur pour une personne : toujours un horizon, jamais une destination — et encore moins un destin.

Négocier la paix des fauves

Les spécialistes de sciences naturelles affirment que nous sommes l'espèce vivante la plus meurtrière, la plus agressive et la plus cruelle. Même les fourmis, qui ont inventé bien avant nous l'esclavage et la guerre totale, n'ont pas inventé la torture et les fours crématoires.

Soit. Mais nous sommes aussi la seule espèce où les commandants en chef de toutes les armées de la dite espèce se rassemblent régulièrement pour apaiser les tensions, éviter les guerres voire s'entraider.

Les guêpes, les termites, les abeilles et les fourmis nous ressemblent en ce sens que ce sont des animaux sociaux, ne pouvant vivre que dans de grands groupes. Une différence de taille nous différencie cependant : les fourmis, du moins à ma connaissance, ne passent pas une partie de leur vie en symposiums, congrès, meetings, conférences, cercles d'études, réunions de service, de quartiers, de copropriété, de parents d'élèves et j'en passe. Justement, comme beaucoup d'humains de ma génération et de ma classe sociale, j'ai passé une partie de ma vie dans ces rassemblements éphémères et forts sympathiques par ailleurs.

J'étais donc très curieux de voir comment les choses se passent dans les réunions des clubs les plus fermés auxquels j'étais maintenant convié du fait de mon nouveau statut : les sommets de chefs d'États.

J'ai assisté à une dizaine de ces sommets : Union africaine, États de la Ligue arabe, Organisation de la conférence islamique, USA / Union africaine, Union européenne / Union africaine, Amérique latine / Monde arabe. J'avoue que je les ai abordés au début avec les solides préjugés issus de trente années dans l'opposition. Comment allais-je faire face à une telle concentration de psychopathes, de criminels, d'individus louches, me suis-je dit, en pénétrant dans les somptueux palais où ont lieu ce genre de rencontres ? Surprise ! L'atmosphère ne diffère en rien de celle des réunions internationales d'intellectuels, de médecins ou de défenseurs des droits de l'homme : toujours les

mêmes rassemblements de gens excités voire joyeux qui peuvent, l'espace de deux ou trois jours, changer d'air, échapper qui à sa femme qui à son mari, fuir des pressions intolérables, travailler certes, mais dans une atmosphère de vacances. Il est clair que pour tous ces hommes et ces femmes tourmentés par les agressions incessantes et accablés par les responsabilités les plus lourdes, ces réunions sont une véritable bouffée d'oxygène, hautement appréciée si l'on considère l'ambiance irrespirable qui constitue l'essentiel de leur quotidien. Tous ces hommes et ces quelques femmes sont là, bien sûr, pour être connus et reconnus, mais ils sont surtout là pour discuter, négocier, trouver les moins mauvais accords épousant leur point de vue et garantissant leurs intérêts. À l'échelle internationale comme à l'échelle nationale, un pouvoir qui ne sait pas négocier ne dure pas longtemps. La négociation, ce marchandage où tout se discute, est comme la loi : une solution provisoire à la violence. Comment ne deviendrait-il pas, sous le doux nom de diplomatie, une carte maîtresse aux mains de tout pouvoir... Une carte dans un jeu où il y a beaucoup de tricheurs

Hannah Arendt parle de la banalité du mal. Dans ce genre de circonstances, on fait connaissance avec la banalité du pouvoir, plus exactement avec la banalité de ceux qui l'exercent au plus haut niveau.

Ceux qui ont le pouvoir d'envoyer un criminel à l'échafaud ou de déclencher une guerre meurtrière ressemblent parfois à des fonctionnaires des services municipaux, à des ménagères sorties faire leur course. Quant aux comportements !

Lors de la rituelle photo de famille du Sommet africain de 2013, j'ai observé, amusé, le dictateur égyptien se faufiler pour être au premier rang et au centre alors que le protocole lui avait assigné une place derrière et en haut. Retrouver, dans ces circonstances et à ce niveau, les défauts humains les plus enfantins a quelque chose de sympathique. À la séance d'ouverture de l'Assemblée générale, le dictateur égyptien nous a assommés par un discours hautain et agressif, accusant l'Union africaine de n'avoir pas apprécié à sa juste

valeur son coup d'État contre le président Morsi, légalement élu et illégalement déposé. Agacé, je me suis plongé dans mes dossiers ; je ne savais pas que les caméras étaient braquées sur moi. Mais ce que ne montraient pas les caméras, c'est que je n'étais pas le seul à manquer de respect au maréchal putschiste : une grande partie de mes collègues se sont montrés tout aussi peu intéressés par l'insipide orateur, les uns occupés à tweeter, les autres à consulter leurs mails, sans parler de tous ceux qui dormaient paisiblement. Mais le soir, le buzz sur les réseaux sociaux des deux pays aggravant un peu plus des relations déjà très tendues entre la Tunisie et l'Égypte était bien entendu mon peu d'intérêt au discours du général putshiste.

Parmi les chefs d'État qui se succèdent sur le podium d'une grande conférence internationale ou à l'Assemblée générale annuelle de l'ONU, il y a d'immenses tribuns et des gens qui ont manifestement du mal à déchiffrer un discours écrit par un malheureux scribe. À table, vous pouvez être assis à côté de quelqu'un qui vous assomme ou de quelqu'un qui suscite en vous une réaction d'éveil et dont vous allez boire les paroles avec délectation. J'ai croisé dans ces sommets des êtres comme Mugabe, l'ancien président du Zimbabwe, que j'ai soigneusement évité. Quel plaisir de débattre avec José Mujica, alors président uruguayen, lors d'un sommet Monde arabe / Amérique latine tenu à Lima en octobre 2013 ! Avec quelqu'un comme lui s'effondrent tous les clichés sur les chefs d'État. L'homme, un ancien résistant à la dictature, est simple, humble et ne porte pas non plus cette maudite cravate. Car l'idée que le pouvoir est exercé par de dangereux psychopathes attirés par leur soif névrotique de domination est simplement fausse. Les chefs d'État sont des humains comme les autres. C'est justement là le problème.

Chaque année, la dernière semaine du mois de septembre voit se rassembler, au siège de l'ONU à New York, les chefs d'États ou de gouvernement du monde entier.

Quel spectacle ! Toutes les races, toutes les religions, toutes les classes d'âge, tous les costumes nationaux, dont ceux des premières

nations. Quelle joyeuse agitation dans les salles de réunion, les couloirs, les magnifiques jardins donnant sur la rivière Hudson !

Dans l'immense salle de l'Assemblée générale sont sagement assis, par ordre alphabétique, les représentants de ce qu'on appelle la communauté internationale. Ils sont tous là pour remplir une des missions de toujours du pouvoir : représenter leur clan et défendre leurs intérêts.

Nous écoutons l'énième discours du nième chef d'État ou de gouvernement.

C'est mon tour. Derrière moi, la fameuse plaque de marbre vert qui constitue l'arrière-fond montré par toutes les télévisions du monde. En introduction, je rappelle que le Printemps arabe n'est que la nième révolte de peuples soumis, de sociétés ruinées et d'hommes humiliés contre un système politique primitif fondé sur la brutalité et la coercition, déniait aux humains ce qu'ils ont de plus grand et de plus précieux: la dignité et la liberté. La dictature, martelai-je, doit être déclarée par l'ONU fléau social et politique universel, tout comme l'Organisation mondiale de la santé a déclaré le SIDA fléau sanitaire mondial. Et pour cause, elle est le plus grand déterminant de la guerre entre peuples et le premier déterminant de la misère et de l'oppression d'un peuple soumis à son joug. Pour punir les crimes des dictatures, la communauté internationale a créé le Tribunal pénal international (TPI), mais à quoi bon châtier l'incendiaire quand on aurait pu prévenir l'incendie ? Comment ? J'explique à un public clairsemé et fatigué (je suis le vingt-deuxième chef d'État à parler depuis le début de la session) l'idée qui me tient le plus à cœur : le projet d'une Cour constitutionnelle internationale (CCI). L'argumentaire est bien rôdé : cela fait des années que je me bats pour voir une telle institution couronner l'édifice grandiose du droit international. L'humanité, dis-je, dispose *de facto* d'une véritable constitution dont les chapitres sont la charte des Nations Unies de 1946, la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de

1966, sans oublier la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de 1984. Mais à quoi sert une Constitution s'il n'y a pas de Cour pour la faire respecter ? Dans un monde de droit, il faut une institution pour faire face à toutes les atteintes à ses règles, acceptées en principe par tous, mais violées systématiquement, notamment par les régimes dictatoriaux. En invalidant leurs élections truquées, en recommandant qu'elles ne soient pas reconnues par les États démocratiques, en étant le recours de toutes les ONG des droits de l'homme, la CCI pourrait contribuer, sinon à éradiquer les dictatures, du moins à leur rendre la vie impossible. Elle serait le couronnement d'un pouvoir supranational mais au service des droits de l'homme et de la paix à l'intérieur des pays et entre eux. Applaudissement polis. Au suivant.

Je n'avais aucune illusion sur le fait de voir aboutir le projet facilement, étant donné le nombre de régimes autoritaires et celui tout aussi impressionnant de leurs parrains démocratiques. Aussi je me répétais, pour me donner du courage, que s'il a bien fallu soixante-dix ans d'efforts aux ONG pour que le TPI voie le jour, il en faudra peut-être autant pour voir naître la CCI.

Même dans le désert, l'homme doit semer : tôt ou tard, la pluie finit par tomber et la patience de la graine et du semeur par payer.

J'écoute l'orateur suivant, d'abord attentivement. Puis je décroche, agacé par un discours laborieux lu d'une voix monocorde. Je me mets à regarder autour de moi, griffonnant ce que le spectacle m'inspire. L'aspect bon enfant de tous ces rassemblements ne constitue que la façade : à l'intérieur de ses frontières, le pouvoir fait face à la foire d'empoigne entre classes sociales, partis politiques, groupes et individus se querellant sur tout et le reste ; et à l'extérieur, il doit faire face à la foire d'empoigne entre États tout aussi querelleurs et égoïstes.

Sous leurs allures débonnaires, les hommes et les femmes sont ici pour obtenir la reconnaissance à laquelle ils estiment avoir droit. Ils veulent avec la même hargne faire respecter les intérêts matériels de leurs peuples. Mais tous doivent accepter à contrecœur l'idée que

leur pouvoir a des limites et qu'ils doivent négocier avec les autres des choses aussi basiques que leur sécurité. Celle de la Tunisie dépendait de ce qui se passait dans les déserts libyen et malien, les montagnes d'Algérie et les champs de bataille de Syrie et d'Irak. Nous n'avions aucun pouvoir sur ces paramètres, mais les grandes puissances occidentales, avec tous leurs moyens, ne faisaient guère mieux ou à peine. Elles pouvaient subir sur leur sol des attaques terroristes aussi meurtrières que celles que nous subissions. On voit ici le vide du concept d'indépendance nationale.

La marge de manœuvre de tous ces présidents et chefs de gouvernements en matière économique est encore plus étroite et parfois totalement inexistante.

De nos jours, petits et grands, faibles et puissants sont englués dans le super pouvoir du système Reagan-Thatcher que d'autres appellent le néo-libéralisme avec parfois le qualificatif de sauvage. Ce système est une toile de croyances naïves, de règles âprement négociées et toujours violées, d'erreurs éternellement recommencées, de choix calamiteux et de rapports de force brute, ordonnant les relations mondiales à l'avantage de quelques-uns et au détriment de la majorité.

En regardant attentivement ces hommes et ces femmes théoriquement les plus influents du monde, je me suis demandé plus d'une fois si je n'observais pas les derniers représentants d'un pouvoir archaïque jetant ses derniers feux.

L'ordre international que nous connaissons encore puise ses origines dans le système Westphalien¹². Mis en place en Europe en 1648 par trois traités, il garantissait la paix par la reconnaissance de frontières stables et définitives entre États souverains et belliqueux. Exporté voire imposé au reste du monde, il est aujourd'hui aussi obsolète que l'esclavagisme ou la traction animale.

¹² Cf. Bertrand Badie, *Nous ne sommes pas seuls au monde*, Paris, La Découverte, 2016.

Qui peut croire réellement aujourd'hui qu'il existe encore un pouvoir avec des prérogatives incontestées, régissant sans partage sur un territoire aux frontières sacrées et organisant la vie de citoyens ne dépendant que de lui ? Tout ceci disparaît progressivement comme brume se dissipant au soleil, révélant une configuration inconnue jusqu'à présent. Se superposant ou sapant les pouvoirs territoriaux, s'étend, par-delà les frontières de plus en plus magiques, la puissance des multinationales, des sectes, des mafias, des ONG, des médias et de l'internet. Chérissez donc vos chefs d'État, même les plus mauvais : car vous pouvez encore mettre des visages humains sur le pouvoir¹³. Bientôt il ne portera plus que des masques et ne sera plus associé à des noms, mais à des acronymes.

Discrètement je me mets à prendre quelques photos avec mon portable. Puis me voilà cherchant l'interprétation de ce que je vois. La première image qui me vient à l'esprit est celle de la réunion de famille : les chefs de lignées sont tous présents à leur rendez-vous annuel, heureux de se retrouver pour échanger les histoires, frimer, raconter les succès des petits derniers et bien sûr se montrer solidaires car, après tout, la famille c'est sacré.

Mais une histoire se raconte à partir de son début. Donc racontons.

Il était une fois, il y a deux cent mille ans, une famille appelée les Homo sapiens qui, pour fuir les lions et courir derrière le gibier et la pluie, émigra de son Afrique natale. Ses mauvais garçons et ses braves filles sont partis dans toutes les directions, cherchant l'aventure, la gloire et la fortune. Depuis, la famille a beaucoup grandi, beaucoup vécu, beaucoup souffert, beaucoup réussi, beaucoup échoué mais l'aventure en valait la peine. Comme dans toute famille pléthorique, on s'est aussi beaucoup disputé, aimé et haï. On s'est snobé, méprisé, mal compris. On s'est fait beaucoup de mal, quelquefois un peu de bien. Comme mus par une sorte d'instinct, on s'est aussi beaucoup recherché, montant les expéditions les plus dangereuses pour retrouver ceux d'entre nous qui s'étaient enfoncés le plus loin, dans

¹³ Cf. Jean Birnbaum, *Où est le pouvoir ?*, Paris, Gallimard, 2016.

les coins les plus reculés du monde. Puis vint le temps où, par les miracles de la technologie, les enfants prodiges purent enfin vaincre l'éloignement, rompre l'isolement et partager régulièrement la joie des dimanches en famille.

Il y a une autre version de l'histoire, nettement moins sympathique.

Changement de décor et d'atmosphère. Assis dans les travées réservées au public, j'observe le déroulement de la séance du Conseil de Sécurité : ici, c'est le club des puissances nucléaires (plus quelques États de moindre importance pour donner le change), se cramponnant au projet absurde de régir un monde qui n'a eu ni n'aura jamais de maître. Tous ces "grands", comme ils aiment se faire appeler, sont en féroce compétition pour le statut, l'influence et les intérêts les plus immédiats et peu leur importe les "dommages collatéraux" subis par des millions d'humains. Il ne tient qu'à une main levée pour que l'holocauste syrien se poursuive indéfiniment ou que les populations civiles de Gaza voient leur captivité prolongée dans cette grande prison à ciel ouvert qu'est devenue la fière enclave. Ici s'étalent les égoïsmes nationaux sans gêne et les rapports de force sans fard. Entre la salle de l'Assemblée et celle du Conseil, on passe brutalement d'une vision de l'humanité à une autre. Exit l'image du dimanche en famille. Celle qui s'impose maintenant à mon esprit est l'image du repas de fauves. Les plus gros se bousculent autour de la viande toute chaude, se montrent les crocs, grognent d'indiscibles et terribles menaces. Les petits se bousculent entre leurs pattes tout en se battant entre eux pour se disputer les miettes.

Alors repas de famille ou repas des fauves ? Les deux mon capitaine, chez les humains rien n'est jamais simple.

Post-scriptum

S'agissant de sommets, quelle ville aurait un jour l'insigne honneur d'organiser le premier d'entre eux réunissant les chefs d'État de l'Abrézie libre, des républiques et empires de Montmartre, de l'île Saint Louis, du Saugeais, de Figuerolles, de

Hutt River, de Christania, de Sealand, de Minerva, de l'Agartha, de Waveland, de Nymark, de Liberland... et j'en oublie ? Ah, vous n'avez jamais entendu parler de ces républiques, principautés et empires¹⁴ ? Je Parions que vos livres d'histoire ne vous ont jamais parlé aussi du destin fabuleux du roi des Canaries, du roi des pirates, des rois Robinson, du roi français de l'Île de Pâques, de Faustin II le roi Vaudou de la Gonâve. Pourtant tous ces États ont existé ou existent.

Prenez par exemple la République indépendante de Figuerolles qui fit sécession de la France en 1956. Elle se trouve au fond d'une calanque près de la Ciotat, sur la côte d'Azur. Sa superficie est de 0,001 kilomètres carrés, sa population se chiffre à 10 personnes. Sa monnaie nationale est la figue mais elle n'a cours que du premier août au premier septembre. Cette République, dont on vous cache soigneusement l'existence, fait partie de toute une myriade d'empires, républiques et principautés créés par des aventuriers, des plaisantins, des fous, sur des lopins de terre privés, des poussières d'îles, des bouts de frontières incertaines et, de plus en plus, dans l'espace virtuel.

Que nous apprend l'existence de tels "États" ?

Deux choses. La première est inquiétante : nous adorons, nous nous battons et nous sacrifions en fait pour des chimères que le pouvoir entretient et consolide. La seconde est rassurante : les humains, capables de toutes les folies meurtrières sont aussi capables de distanciation et de lucidité.

¹⁴ Cf. Bruno Fuligni, *Royaumes d'aventure*, Paris, Les Arènes, 2016.

Entretenir rêves et espoirs

Tout pouvoir doit gérer le legs du passé, les problèmes du présent, les craintes et les espoirs du futur. Quand je pense à tous les rêves vendus par les leaders arabes depuis les indépendances du milieu du siècle dernier ! Tous sont arrivés au pouvoir, l'ont exercé et conservé au nom de promesses faites aux gens par l'une ou l'autre des quatre grandes vagues idéologico-politiques qui ont déferlé successivement sur le monde arabe : le nationalisme, le panarabisme, l'islamisme puis enfin la démocratie, le communisme nous ayant été heureusement épargné.

La première vague, née au XIX^e siècle, vit le peuple simplement changer de maître, le fils du pays remplaçant le fils de l'outre-mer. L'idéologie de libération pour laquelle nos pères se sont tant battus ne produisit pour l'essentiel que des dictatures corrompues qui, dans certains pays comme la Syrie, ont tué, torturé, volé et violé plus que toutes les forces de l'occupation étrangère depuis que ce pays existe.

La deuxième vague eut pour nom le panarabisme. Elle enfla entre les années 1950 et 1990. Mais au lieu d'unir les vingt-deux États pour faire de la nation une super puissance, Nasser, Saddam et Kadhafi ne réussirent qu'à diviser encore plus les Arabes. Quelle ironie de l'histoire ! L'Irak, la Syrie et la Libye, qui ont le plus porté cette idéologie, sont aujourd'hui les États qui ont le plus de mal à garder leur propre unité.

La troisième vague semble suivre le même processus : promettant le retour à la grandeur de l'empire islamique et à une société islamique fantasmée, elle étale presque partout un éclatant échec. Parti d'Égypte dans les années 1950, l'islamisme atteignit son pic dans les années 1990. Nul endroit du monde arabo-musulman – voire du monde – n'a pu lui échapper. Mais voilà, la vague, contrairement aux apparences, amorce son reflux. Le diagnostic n'a pas échappé au

regard d'un fin politologue comme Olivier Roy¹⁵. Son pronostic date de 1992 : "l'islamisme affadi en néo-fondamentalisme n'est pas un facteur géostratégique : il n'unifiera pas le monde musulman ni ne changera le rapport des forces au Moyen-Orient"... Et pour cause. L'islamisme armé – si on exclut les mouvements de résistance à l'occupation étrangère comme le Hamas – a favorisé le retour des armées étrangères en terre arabe et ne les en a pas chassées. Il a renforcé partout les dictatures, trop heureuses de se présenter comme défendant les classes aisées et l'Occident contre le terrorisme. Il suscite dans le monde la haine des Musulmans alors que ces derniers sont ses principales victimes, empoisonnant l'existence de millions d'entre eux qui vivent en Europe, aux USA et ailleurs. La vision de groupes islamistes s'entre-tuant avec une rage inouïe a fini par discréditer totalement ce courant, d'abord et avant tout aux yeux des peuples arabes et musulmans. Là où les islamistes ont gouverné ou gouvernent encore – sauf peut-être en Turquie – les peuples ont dû déchanter. C'est toujours la même violence et la même corruption sous le voile, cette fois-ci, de la *Charia*.

Quant à l'islamisme politique d'opposition, il est en train de finir un peu partout en partis de droite prêts à tous les compromis pour se faire accepter par l'Occident et les pouvoirs corrompus contre lesquels des peuples, toujours aux abois, continuent à se mesurer. Comme pour les communistes sur le déclin, le label signalant l'idéologie disparaît discrètement de l'appellation des partis islamistes, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition. Le temps de l'islamisme honteux est déjà arrivé.

Quid de cette quatrième vague qu'est la démocratie ? Au Liban, où elle est installée depuis l'indépendance en 1943, elle est l'art de se partager le pouvoir entre clans et grandes familles.

En Irak, imposée en 2003 à la pointe des fusils américains, elle a déjà tourné à la tragédie sanglante. En Tunisie, c'est la révolution qui l'a

¹⁵ Olivier Roy, *L'échec de l'islam politique*, Paris, Seuil, 2015.

imposée mais elle n'a servi qu'à redonner le pouvoir à la contre-révolution. Elle est déjà une pratique largement corrompue par l'argent sale et les médias stipendiés. Dans les autres pays arabes, ce n'est qu'un simulacre du plus mauvais goût. Si on analyse le phénomène dans sa globalité, on voit que toutes ces vagues, à l'échelle macroscopique, sont l'équivalent des campagnes électorales à l'échelle microscopique : ce sont d'abord d'immenses machines à vendre de l'espoir aux multitudes désespérées.

Les ambitieux de tout poil savent très bien surfer sur elles pour arriver là où ils veulent. Mais de nouveau, l'épreuve des réalités se révèle impitoyable. Les réalisations sont maigres et décevantes et les grands rêves repoussés aux calendes grecques. Arrive tôt ou tard le temps des dérapages et de la fuite en avant pour masquer l'échec. Le rêve se transforme progressivement en cauchemar. Commence alors en silence le reflux de la vague, d'abord dans les cœurs et les esprits puis dans la pratique. Le discours ne convainc plus personne et on aime de moins en moins ceux qui le manipulent avec de plus en plus d'hypocrisie et de mauvaise foi. En silence et en arrière-plan se prépare déjà la montée en puissance de la vague suivante, la durée de vie moyenne de chaque vague dépassant rarement le siècle.

On voit ainsi fonctionner la machine du pouvoir : vendre du rêve, promettre la Lune en jouant sur la volonté farouche des gens de préparer un meilleur avenir pour eux-mêmes et leur progéniture. Tant qu'on est capable d'assurer le minimum des réalisations promises, le pouvoir peut rester dans les mêmes mains, mais les quittera pour aller se réfugier chez les nouveaux promoteurs et prometteurs. Le pouvoir est messianique par nature ou ne saurait exister. Quelle forme va donc revêtir à l'avenir cet espoir chevillé au cœur de tous les hommes ? Derrière quels projets ou illusions nouvelles nos descendants vont-ils courir et vers où les mèneront-ils ?

IV - Moyens, techniques et stratégies

La violence légale

Tous les matins, pendant mon mandat, j'ai trouvé sur mon bureau le rapport quotidien des services de sécurité — longue litanie de toutes les violences enregistrées dans le pays : meurtres, accidents, suicides, manifestations, grèves sauvages, et, le cas échéant, attaque terroriste. Certains jours, je regarde longuement le dossier, comme si c'était un serpent venimeux prêt à me planter ses crocs dans la main : je le repousse très précautionneusement avec le bout de mon stylo dans un coin du bureau, me promettant de le lire quand j'en aurai le courage. Regarder la réalité en face, c'est comme fixer le soleil de midi : de temps à autre, on a besoin de fermer les yeux.

La question de la violence est toujours le premier point à l'ordre du jour des réunions du Conseil national de sécurité (CNS) qui se tiennent en fonction de l'évolution de la situation, parfois de façon hebdomadaire.

Arrêt sur image. À mes côtés, le chef du Gouvernement, le président de l'Assemblée constituante, les ministres de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères. En face, les chefs militaires et les directeurs des principaux services du ministère de l'Intérieur. Tous ces hommes, comme moi-même, n'auraient pas eu l'insigne privilège de siéger dans la plus belle des salles de réunion du palais, n'eût été l'explosion de violence qui avait emporté la dictature. Nous tous devons affronter en ce lieu celle qui pourrait nous emporter et avec nous, peut-être le pays tout entier : en tête de liste des problèmes, le terrorisme. Le phénomène a commencé sous la dictature puisque les premières grandes attaques datent de décembre 2006. Elles pouvaient être interprétées à l'époque — voire pour certains justifiées — comme une réponse à la violence du régime. Mais comment justifier les attaques qui ont endeuillé des dizaines de familles, que ce soit celles de nos soldats tués dans les montagnes ou

des civils assassinés dans les villes ¹⁶ ? Cette violence était d'autant plus choquante pour les Tunisiens que le pays s'était enfin débarrassé de la dictature contre laquelle les djihadistes avaient pris les armes, arguant de l'inefficacité de la politique. Le nouveau pouvoir ne bannissait-il pas la torture ? Sa volonté de protéger les libertés et de combattre la corruption et l'injustice n'était-elle pas évidente ?

Vaine indignation et surtout vaine tentative de compréhension.

Un jour, l'un de nos plus brillants spécialistes du terrorisme me résuma en quelques phrases l'essentiel du problème :

— "Monsieur le président, un groupe terroriste est souvent composé d'un tiers de petits criminels cherchant revanche et valorisation, d'un tiers d'illuminés et d'un tiers d'agents infiltrés de services de renseignements divers et variés.

— Que faites-vous des jeunes partis tout feu tout flamme pour le *djihad* en Syrie et en Irak, et que mes ennemis m'accusent d'avoir envoyé ?

— Ce sont les dindons de la farce. Leur contingent se renouvelle, mais les individus, eux, ne font pas long feu. Leurs chefs sur le terrain les expédient les premiers au casse-pipe ; on les assassine pour un oui pour un non. Beaucoup finissent par désertir, horrifiés, et par revenir nous raconter leur calvaire."

L'analyse était intéressante car elle nous permettait de saisir les principaux déterminants de la violence terroriste : les petits criminels, presque toujours jeunes, pauvres et chômeurs, et souvent issus du monde de la drogue, retrouvent par le djihadisme une dignité perdue ou jamais acquise ; ils peuvent surtout se venger d'une société qui les a gravement dévalorisés et tenus à l'écart. Les illuminés se servent de la violence qui a été toujours présentée, y compris dans les livres

¹⁶ Il faut rappeler ici que quatre-vingt-dix pour cent des victimes du terrorisme islamiste dans le monde sont les Arabes et les Musulmans. Mais la politique de "deux poids deux mesures" fera le plus souvent d'une attaque terroriste dans une ville européenne ou américaine un problème international et d'une autre en terre arabe, un fait divers.

scolaires, comme le moyen le plus radical pour mettre fin aux injustices. Pour les services secrets, le terrorisme n'est qu'un moyen de plus dans la politique de leur État : ce qu'on ne peut pas faire au grand jour sera fait de nuit, de préférence en utilisant les petites mains tachées de sang. Clausewitz disait que "la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens". Pour le paraphraser, nous pourrions renchérir : "... Le terrorisme étant la continuation de la guerre par des moyens autres".

Pour ce qui est des "dindons de la farce", les motivations peuvent être plus complexes. Certains ne sont ni des petits dealers en recherche de réhabilitation, ni de vrais croyants voulant accélérer le retour de la société au droit chemin tracé par Dieu. Combien d'entre eux ont cédé au romantisme qui a toujours poussé toutes les jeunesses du monde à rejoindre tel ou tel combat jugé juste ? Chez certains, il y a aussi sans doute l'appel de ce que Freud appelle la "pulsion de mort" : on ne part pas pour tuer, mais pour mourir — un suicide en cinémascope n'est-il pas préférable à une fin de vie aussi misérable qu'a été la vie elle-même ?

Reste le casse-tête de tout pouvoir face à ce type de violence aux racines si profondes et aux déterminants si nombreux et si complexes. Que faire ? Au sein du CNS, les militaires sont les premiers à insister sur le fait que la force seule ne règlera pas le problème. La stratégie que le Conseil finit par adopter consiste à renforcer les capacités de l'armée sur les frontières et de la police dans les villes et à mieux intégrer les différents services de renseignement.

Mais pour traiter le problème à la racine, il faut relancer en urgence le développement économique des régions les plus déshéritées afin de tarir le flot des futurs desperados... Encore faudrait-il disposer de deux éléments nécessaires qui nous manquent le plus : le temps et l'argent.

Autre approche, tout aussi impérative : gagner les cœurs et les esprits. Alors que la politique de Ben Ali consistait à mettre tous les islamistes puis tous les salafistes dans le même sac, le CNS souhaite une politique plus subtile. Les apprentis terroristes sortaient souvent de la mouvance salafiste, celle-ci comprenant des "modérés" se voulant

simplement missionnaires et apôtres prêchant aux mauvais musulmans que nous étions devenus le retour au "véritable" Islam, et des "extrémistes", voulant nous y contraindre par la force — et c'étaient eux qui fournissaient la piétaille des djihadistes. Or, modérés et extrémistes se nourrissaient des mêmes écrits et fréquentaient les mêmes mosquées... Nous avons donc décidé de travailler avec les cheikhs de la mouvance pour les convaincre de participer avec nous à sauver leurs jeunes d'une voie aussi dangereuse pour eux que pour le pays. Évidemment, l'opposition s'empressa de m'accuser de recevoir les terroristes, voire d'en être un moi-même ! Mais ces cheikhs, versés dans les études coraniques, pouvaient tout aussi bien enflammer des jeunes crédules, les pousser à la violence que les mettre en garde et ce, au nom de la morale islamique, contre les dangereuses illusions d'un Djihad d'autant plus absurde qu'il ciblait un pouvoir légitime, bien intentionné et décidé à réparer tous les crimes de la dictature.

On touche ici à un aspect important de notre enquête. Le CNS disposait de tous les moyens pour faire tuer ou emprisonner les terroristes pour de très longues années. Mais ce pouvoir exorbitant sur les corps n'avait aucune prise sur les cœurs et les esprits : les cheikhs, eux, avaient justement cet étrange pouvoir sans coercition qu'on appelle "l'autorité". En fait, ce que nous appelons communément "pouvoir", c'est-à-dire la capacité d'obliger les hommes à adopter certains comportements, qu'ils le veuillent ou non, est toujours un mélange de coercition physique et d'influence morale. C'est cette dimension qui devait ne pas être oubliée dans notre approche intégrée du problème. Notre victoire sur le terrorisme devait aussi être éthique. Dans tous les Conseils, j'ai martelé l'ordre de ne pas torturer et prévenu que je ne couvrirai personne et n'accepterai aucune excuse. Par expérience comme par principe, je trouvais que la torture, pratiquée largement sous Ben Ali, était non seulement odieuse, mais dangereuse et contre-productive. Les prisons des dictatures arabes ont toujours été et restent les plus grands pourvoyeurs de criminels et de djihadistes.

Ceci étant dit, la violence terroriste ne doit pas être l'arbre cachant la forêt.

Toutes les morts violentes et non naturelles ne sont-elles pas équivalentes dans leur horreur et leur coût en souffrance humaine ? Les morts par suicide, accidents de la voie publique et meurtres sont de très loin les plus nombreuses, et ce dans toutes les sociétés. Il est donc anormal et malsain de mettre en exergue ces morts par violence terroriste et de banaliser celles qui sont dues à une violence sociale parfois devenue invisible, mais toujours dévastatrice. Celle-ci se déploie surtout dans la sphère privée. La moitié des femmes ainsi que 6 à 13% des enfants en fonction des pays sont victimes de brutalité, d'abus et de négligence. Et n'exonérons pas les gens dits ordinaires ou normaux de leur propre violence froide : le regard haineux jeté à l'étranger, la médisance, la discrimination envers les pauvres, les handicapés, les minorités sexuelles, le harcèlement au travail des subordonnés, etc. Pour avoir une idée de la gravité de cette violence sociétale froide, il suffit de lire ce qui s'écrit sur les réseaux sociaux. L'espace virtuel est aujourd'hui la vraie caverne d'Ali Baba du monde moderne. C'est un trésor à ciel ouvert où on trouve tout ce que l'esprit humain a créé de grand. Hélas, il est aussi le tout-à-l'égout de l'âme humaine. Dans l'espace physique, le système du traitement de nos déchets est soustrait au regard. Dans l'espace virtuel, les déjections psychiques sont exposées à ciel ouvert et cela pue très fort la méchanceté, la bêtise et la haine. Que de lâches et anonymes persifleurs "embusqués derrière leur écran comme des commères derrière leurs rideaux", selon l'expression d'un journaliste du Monde, et ne reculant devant aucune injure, accusation, insinuation ou appel au meurtre !

Deuxième grand pan de la forêt que l'arbre de la violence terroriste occulte : la violence de l'État.

En démocratie, sa violence froide est discrète et bien huilée ; mais, dès que l'on menace un peu trop le système social et économique, l'État dit de droit montre tout ce dont il est capable. Il suffit de voir comment la police américaine réprime la minorité Noire. En dictature,

tous les moyens sont mobilisés sans vergogne. Les agents de police armés jusqu'aux dents que déployait Ben Ali à tous les carrefours jour et nuit et la pléthore d'agents en civil qu'on sentait partout, exerçaient une pression psychologique permanente sur la population. Une bureaucratie tatillonne et méprisante la maintenait en permanence en situation humiliante de populace suspecte, surveillée et souvent rackettée. La forme de violence que nous appellerons "chaude" règne sans limite, quoique dans des endroits soustraits au regard, mais dont on laissera filtrer à dessein quelques bruits effrayants venant des salles de torture... L'Instance Vérité et Dignité (IVD) a donc été mise en place par la Constitution, pour enregistrer toutes les exactions commises sous la dictature et réhabiliter les victimes. Les auditions publiques qu'elle a tenues fin 2016 / début 2017, retransmises en direct à la télévision, ont été l'occasion d'une prise de conscience collective de l'extraordinaire brutalité dont avait usé la dictature. Des femmes dignes ont raconté leur viol, des hommes en pleurs ont raconté les longues séances de torture. Les témoignages étaient parfois insupportables à écouter. Pourtant nous n'en entendîmes que quelques-uns — les victimes de la violence d'État se comptant par dizaines de milliers.

Le pouvoir est donc associé à juste titre à la violence qu'il exerce... jamais à celle qu'il subit. Ce n'est pourtant pas toujours la machine aveugle et sans cœur qu'on imagine.

On condamne facilement les violences physiques dont les serviteurs de l'État peuvent faire l'objet ou l'assassinat d'un homme ou d'une femme politique.

Mais qu'en est-il des critiques systématiques, des insultes permanentes et des rumeurs dont sont victimes les responsables politiques ? On dira que c'est la moindre des choses que de pouvoir exprimer des critiques face à d'imbuables dictateurs ; nul n'en disconvient. Mais que d'infâmes mensonges et insultes gratuites, notamment sur les réseaux sociaux, à propos d'hommes et de femmes politiques honnêtes faisant fonctionner des régimes

démocratiques et des États de droit ! Pourquoi aime-t-on tant insulter le pouvoir et surtout se moquer de lui ?

Est-ce parce qu'on veut dénoncer ses erreurs et corriger ses dérives ?

Si le rire nous guérissait de nos défauts, il y a longtemps que serions tous des anges. Certes, la moquerie peut amener à prendre conscience de ses erreurs et à les corriger. Mais il ne s'agit là que du bénéfice heureux d'une action ayant souvent un autre but. La moquerie n'est pas motivée par le fait que l'autre utilise mal le pouvoir mais par le fait que c'est lui qui l'exerce, et non le persifleur. Ce dernier s'arroge alors, le temps d'une blague ou d'un sketch, un pouvoir sur le pouvoir. L'humour contre les politiciens est la plus souvent, une vengeance magique de ceux qui convoitent ce que les autres possèdent.

Paradoxalement, c'est ce pouvoir, créé par et pour la violence, qui doit juguler celle-ci afin qu'elle ne sème pas le chaos ; voilà la violence patente de l'État devenue un instrument contre la violence latente de la société. À l'usage, cet instrument apparaît comme le plus "délicat" des moyens dont dispose le pouvoir pour s'imposer et imposer la cohésion et la stabilité de la société. Les plus mauvais dirigeants sont ceux qui abaissent ou élèvent trop le niveau de coercition. Seuls les plus mûrs ou les plus aguerris savent le mesurer.

Entre le trop et le pas assez, le bon et le mauvais moment, la bonne et la mauvaise cible, il y a toutes les erreurs possibles dans le maniement d'un outil qui peut aussi bien régler momentanément le symptôme d'un dysfonctionnement sociopolitique qu'aggraver la maladie qui avait donné naissance à ce symptôme.

Post-scriptum

Certains éthologues passent leur vie à étudier les comportements des grands singes, trouvant nombre de similitudes avec nos propres comportements, y compris politiques. Imaginons un gorille échappé d'un laboratoire de recherche et parti observer incognito les humains. Qu'est ce qui frapperait le plus cet animal placide, injustement comparé à certains fonctionnaires de police ?

Notre observateur serait choqué par la propension des êtres humains, quel que soit l'âge, le sexe ou le statut social, à la querelle permanente. Ils se querellent dans les crèches, les écoles, les habitations, les lieux de travail, les assemblées. Ils se querellent à propos de tout et de rien. Ils se débrouillent pour faire de leurs loisirs, qu'il s'agisse d'un jeu qu'ils appellent les "échecs" ou d'un sport qu'ils appellent le "football", des mises en scène de querelles où il faut toujours une lutte sévère se terminant par un vainqueur et un vaincu. La querelle est permanente et universelle, elle ne s'éteint ici que pour s'allumer ailleurs. Le "querellimètre", donc, invention géniale (paramétrée sur l'intensité des cris et la fréquence des injures) équivalente au compteur Geiger que notre gorille promène discrètement, crépite immédiatement devant tout lieu où s'assemblent deux humains ou plus. Même dans les cimetières, la nuit, la machine enregistre un bruit de fond, certes à la limite de la perception mais dont l'existence ne fait pas l'ombre d'un doute. Parfois l'aiguille s'affole au point de sortir du cadran. Ah ! La querelle est passée au stade supérieur de conflit et celui-ci est passé au stade ultime de la violence généralisée. Qu'est-ce qu'une guerre, sinon la poursuite de la querelle par d'autres moyens, comme n'a pas dit un certain Clausewitz ?

Notre gorille n'en finit pas d'être amusé, étonné puis indigné et de plus en plus inquiet. Les humains ne sont pas seulement en guerre permanente, larvée ou ouverte entre eux. Ils s'en prennent à tout ce qui vit : bactéries, moustiques, petits et gros animaux, arbres, fleurs, voire simples herbes qu'ils tondent régulièrement pour les empêcher de pousser à leur aise.

Ce qui frappe le plus notre observateur c'est que ni les lions qui tuent pour manger, ni même les fourmis guerrières et esclavagistes ne pratiquent la torture ni ne construisent des structures de mort lente et de souffrance inouïes comme les goulags, les camps d'exterminations ou des prisons au nom effrayant : Guantanamo, Abu Ghraib, Abu Salim ou Saydnaya.

"Mais qu'est-ce donc que cette espèce calamiteuse ?" conclut-il dans son rapport.

Les contrats tant qu'ils tiennent

Dans la nuit du 26 au 27 Janvier 2014, je suis, comme des millions de Tunisiens, suspendu aux débats de l'ANC retransmis en direct par la télévision. Le dernier affrontement sur les prérogatives du Haut conseil national de la magistrature va-t-il torpiller les interminables conciliabules pour donner au pays sa constitution tant attendue ? Nous en sommes au dernier bras de fer entre les forces politiques représentées à l'Assemblée. La tension est à son comble. Vers une heure du matin, enfin, c'est le dernier accord. Le texte est adopté à une écrasante majorité. Je saute de joie comme un fan de football au moment où le but de la victoire de son équipe est enfin logé dans les filets. Les députés islamistes et d'extrême gauche, à couteaux tirés il y a quelques minutes, se jettent dans les bras les uns des autres. Quel bonheur ! Quel soulagement ! Je savais que, cette nuit-là, mon sommeil serait profond et que je prendrai bientôt avec ma femme les trois jours de vacances que je lui promettais depuis trois ans.

Le lendemain, devant l'Assemblée réunie en session extraordinaire, je signe la promulgation de la première vraie Constitution d'un peuple enfin maître chez lui. Le président de l'ANC Mustapha Ben Jaâfar et l'ancien chef du gouvernement Ali Larayedh apposeront leur signature à côté de la mienne, montrant par ce geste que cette constitution-là n'est pas le fait d'un homme ou d'un parti politique mais l'œuvre de tous.

C'est dans ce genre de circonstances, aussi rares que précieuses, qu'on éprouve avec une incroyable force toute la joie, la fierté et le sentiment du devoir accompli, que l'on comprend la passion qu'ont les hommes pour le pouvoir et pourquoi ils supportent tous les tourments, les frustrations et les dangers qui vont de pair avec lui. C'est dans ces moments, rarissimes il est vrai, qu'on se dit aussi : "le jeu en valait la chandelle". Le moment est on ne peut plus historique. Les objectifs de la révolution sont enfin inscrits dans le marbre. Les

Tunisiens ne vivront plus sous la coupe d'un État qui les asservit mais seront les maîtres d'un État qui les sert.

Durant les trois millénaires de leur histoire, les hommes et les femmes de ce pays ont toujours été assujettis à la loi du plus fort édictée par les maîtres du moment et imposée par les pires violences. En 1861, l'arbitraire fut tempéré par la première Constitution du pays et du monde arabe. Mais c'était une Constitution *octroyée* par un roi à ses sujets et c'était sous la pression de l'étranger. Délesté de sa souveraineté en 1881, le pays dut attendre 1957 pour avoir une deuxième Constitution. Mais cette dernière était, elle aussi, *octroyée* par Bourguiba, ses fidèles excluant du débat toutes les autres composantes politiques marginalisées, décimées par la répression ou contraintes à l'exil.

Le "saut quantique" avec la Constitution de 2014 tenait au fait qu'elle n'était plus le fait du Prince. C'est le peuple, à travers toute sa diversité conflictuelle, représenté par ses députés de tous bords politiques et sa société civile, qui s'est donné librement et collectivement sa loi et ses principes. Et plus que le texte lui-même, c'est le processus de son écriture qui en est l'acquisition la plus significative. Des centaines de réunions, y compris dans les régions les plus reculées du pays, des auditions et des débats d'une rare qualité intellectuelle, des négociations parfois surréalistes sur un simple mot, ont fait de la Constitution une véritable œuvre collective. Et c'est là pour moi la source d'une immense fierté. Je me plais alors à croire que nos martyrs ne se retournent plus dans leurs tombes...

Ce phénomène incroyable, suivi au jour le jour, est l'occasion de rassembler la foule de notes qui ont servi à la rédaction de ce chapitre et à affiner mes représentations sur le pouvoir dans son rapport à la loi. De quoi s'est-il agi, dans tout ce qui s'est passé autour de la rédaction de la Constitution ? De la façon dont des humains aux visions divergentes et aux intérêts contradictoires, si prompts à la violence pour régler leurs conflits, sont parvenus à juguler cette dernière par un accord négocié sur les droits et devoirs de chacun. De ce processus est née ce que nous appelons avec révérence la loi.

Mais de quelle loi parle-t-on ? Les islamistes voulaient une référence à la *Charia* comme source du droit. Mais comment placer la *Charia*, loi énoncée par Dieu lui-même, dans un texte négocié par des humains ? Peut-on mettre les deux paroles sur un pied d'égalité ? À qui donner la primauté ? Au-delà de la question de préséance se posait le problème de fond : les hommes sont-ils de grands enfants qui ont besoin de leur père qui est aux Cieux leur disant ce qu'ils doivent faire ou sont-ils devenus assez adultes pour se prendre en charge ? Ont-ils acquis assez de confiance en eux-mêmes et dans les autres pour n'avoir plus besoin d'asseoir leur accord sur la garantie d'un intermédiaire divin et pour chercher ensemble et librement les règles de vie commune ? Pour les partis laïques, il était hors de question que le mot *Charia* figure dans le texte. De toutes les façons, ils avaient remporté le combat sans même s'en rendre compte : par la diffusion des débats de l'ANC en direct par la télévision, l'origine humaine de la loi était d'emblée pleinement assumée et ouvertement déclarée ; c'étaient bel et bien les représentants du peuple et non ceux de Dieu, les "*Oulémas*" ou théologiens qui étaient en train de rédiger le texte fondateur.

Dans la vie politique, les disputes se passent sur la place publique et les accords derrière les portes closes. Tous les vendredis soir, j'invitais les principaux leaders politiques à dîner. Je leur disais : "vous arrivez en opposants et vous partez en opposants. Je veux simplement que chacun sache ce que l'autre pense au lieu de bâtir nos actions sur des ragots ou des malentendus."¹⁷ Ces dîners du vendredi ne rassemblaient le plus souvent que des politiciens compassés, méfiants et trop polis. Mais parfois, le miracle se produisait. Les hommes sortaient de leur statut et de leur rôle pour redevenir simplement des humains. C'est lors de l'un de ces moments de grâce que les islamistes ont accepté de renoncer à imposer la *Charia* dans le texte en

¹⁷ Kamel Morjane, ancien ministre de Ben Ali, a eu un jour l'honnêteté de rappeler, et ce longtemps après mon départ de Carthage, que le dialogue national avait démarré sous mes auspices dès mon élection, bien avant sa récupération par les associations de la société civile en 2013.

gestation et que les laïques stoppèrent les enchères : tous acceptèrent de reconduire l'Article premier de la Constitution promulguée par Bourguiba faisant de l'Islam la religion d'État, mais sans référence à la *Charia*.

Il faut dire que le débat était ancien et que nous avons l'habitude des compromis. Peu de gens savent qu'en fait, les discussions et marchandages avaient commencé bien avant la révolution. En juin 2003 déjà, nous avons organisé à Aix-en-Provence une réunion discrète entre partis laïques et le parti islamiste Ennahdha : deux jours et deux nuits d'une discussion passionnée avaient permis de rédiger un texte qui était un véritable accord historique scellé par les représentations des deux blocs sociaux antagonistes. Les islamistes adhéraient sans ambages aux valeurs des droits de l'homme, et surtout à l'égalité hommes / femmes. Ils acceptaient la démocratie comme système de gouvernement futur et renonçaient de fait à leurs chimères théocratiques. En contrepartie, les partis laïques acceptaient de reconnaître et de maintenir le caractère arabo-musulman de la Tunisie. Nous ne savions pas alors que nous venions de rédiger le brouillon de la Constitution qui serait promulguée onze ans plus tard.

La question de la *Charia* n'était pas la seule pomme de discorde. L'autre grand sujet de dispute était la répartition du pouvoir. De nombreux élus, lassés par l'autoritarisme de Bourguiba et de Ben Ali, exigeaient un régime parlementaire. Mais les partis laïques voulaient un régime présidentiel au nom de l'efficacité et de la stabilité politique. Derrière le débat théorique où l'on se jetait à la figure arguments et contre-arguments juridiques et moraux, il n'y avait que les calculs des uns et des autres : chaque chef de parti laïque se voyait avec plaisir exerçant les mêmes pouvoirs que ceux dont avaient joui Bourguiba et Ben Ali, mais cette fois-ci, bien entendu, pour servir le bien, le beau et le juste. Le parti islamiste, lui, se battait bec et ongles pour un régime parlementaire, car il savait que la bourgeoisie occidentalisée n'accepterait jamais un président islamiste. Qui plus est, majoritaire dans le pays à cette période, il avait tout intérêt à favoriser un régime parlementaire où le chef de gouvernement serait

le vrai patron de l'exécutif... En fin de compte, c'est un régime hybride ne satisfaisant personne qui fut inscrit dans le texte fondateur.

Quelque chose me disait pourtant que cette idée d'un système bicéphale pouvait être une mauvaise "bonne idée", susceptible de déclencher une compétition sur la prééminence et les prérogatives de chacun — et c'est exactement ce qui s'est passé : l'accord boiteux sur un régime semi-présidentiel, semi-parlementaire traduisait l'équilibre des forces politiques au sein de l'Assemblée et rien d'autre.

Il en fut de même sur beaucoup d'articles de la Constitution, sauf sur les plus fondamentaux, portant sur la protection des libertés fondamentales : aucun désaccord, plutôt une bonne surenchère. Et pour cause ! L'ANC avait été élue à la suite d'une révolution éliminant une dictature caractérisée entre autres par la perversion et l'assujettissement de la loi à la violence de l'État. De toutes les fonctions de la loi (organisation, intégration, facilitation, optimisation des relations interhumaines), la plus importante pour nous tous à cette époque a donc été la prévention et la sanction de toute violence illégitime, c'est-à-dire s'attaquant aux droits et libertés des citoyens. Le résultat fut une des constitutions les plus avancées du monde en matière de protection de la liberté au sens le plus général et le plus spécifique du terme. Mon seul regret fut la non-abolition de la peine capitale, faute de majorité suffisante pour vaincre toutes les résistances et toutes les pesanteurs sociales.

Il nous faut introduire maintenant les autres acteurs indissociables de tout ce qui a trait aux relations difficiles entre loi et pouvoir.

Un jour, alors que les querelles étaient à leur apogée, j'ai vu débarquer dans mon bureau un éminent professeur de droit me tendant un texte : une Constitution toute prête qu'il avait rédigée, me dit-il, avec le plus grand soin. J'ai eu beaucoup de mal à ne pas pouffer de rire. Eh oui, à quoi bon des débats interminables entre ignorants élus par des ignorants, quand la science juridique, incarnée dans cet homme et ses semblables, est là pour nous donner la meilleure Constitution possible ? L'anecdote révèle une constante de la politique depuis les temps immémoriaux : l'éternelle tentative des

hommes de foi, de plume ou de loi de "corner" les hommes politiques... Qui n'a d'égale que celle des hommes politiques des "corner", eux, et le plus longtemps possible. Les rapports entre hommes politiques et hommes en noir — juristes, juges et avocats — ne sont pour l'essentiel que des conflits de pouvoir évoluant, eux aussi, en fonction des rapports de force du moment. Une solide méfiance réciproque et des récriminations croisées sont de règle entre eux, du moins dans la Tunisie d'avant et d'après la révolution. Comment nous les politiques, et moi en particulier, aurions-nous pu oublier ou pardonner que l'appareil judiciaire entièrement soumis sous la dictature avait travaillé en étroite collaboration avec le ministère de l'Intérieur ? Des juges, lâches ou corrompus, condamnant sans états d'âme les opposants que leur amenait la police ? Quant aux juristes, drapés dans leur dignité universitaire, ils faisaient, eux, semblant d'ignorer à quel point les lois qu'ils enseignaient étaient foulées aux pieds : seule une poignée de juges et d'avocats engagés criait à la trahison des grands principes déclarés des juges et des juristes et sauvait l'honneur des professions judiciaires.

Pour les politiques, les hommes en noir ne sont que des professionnels de la chose juridique à utiliser pour énoncer leurs volontés en bon langage technique. Même les tribunaux constitutionnels, qui peuvent mettre fin à la carrière du chef de l'État, ne sont que des instances dont la composition et les compétences ont été âprement négociées entre hommes politiques. La loi est donc de leur point de vue fille du pouvoir politique et ne peut pas plus sortir de son orbite qu'une planète ne peut échapper à son soleil ou une lune à sa planète ; elle est l'habillage et la mise en scène de la volonté politique, la légalité mise en forme qui renforce une légitimité héritée ou acquise par le vote populaire. Mais elle peut tout aussi bien couvrir l'illégitimité existant par la force et lui servir d'écran : ce n'est jamais qu'un moyen au service d'une cause qui la dépasse.

Toute autre est la vision des hommes en noir. La loi, de leur point de vue, n'est pas qu'un instrument ; elle est l'incarnation des valeurs les

plus fondamentales seules garantes d'une société vivable. Elle seule peut fonder et reconnaître la légitimité d'un pouvoir. Les juges et les avocats sont ses protecteurs, à défaut d'avoir pu en être les pères. Pour eux, les politiques — et en ceci ils n'ont pas tort — ne respectent les lois qu'ils ont eux-mêmes édictées que si l'équilibre des forces en leur sein ou dans la société ne leur laisse pas d'autre choix. En démocratie, rien ne fait plus plaisir à un juge que d'envoyer un politicien en prison. Par cet acte, il croit affirmer la prééminence de la loi sur le pouvoir, et donc du sien propre sur celui du politicien. En Italie, on a vu émerger à une certaine époque le concept de la "République des juges", ces derniers étant considérés quasiment comme les sauveurs de la République... donc devenus des acteurs politiques volontairement ou à leur insu.

Ces jaloux protecteurs de la loi aiment parfois faire croire qu'ils sont en dehors et au-dessus des luttes intestines de la classe politique. Ils seraient comme les journalistes "objectifs", au service d'un idéal mis à mal par des politiques, au mieux incompetents, au pire malhonnêtes. Tout cela relève du rideau de fumée cachant une réalité plus complexe et parfois tout simplement sordide.

Il y a d'abord les luttes au sein de la confrérie. On ne s'étonnera pas en apprenant que notre éminent juriste, au moment où il m'a présenté son projet de Constitution "écrit avec le plus grand soin", était en pleine guéguerre avec d'autres confrères qui avaient des points de vue opposés sur le contenu dudit écrit. Cela ne manquait pas de sel et l'homme politique ne peut observer de telles chicaneries sans un gros sourire de satisfaction. Les juges ne sont pas plus désincarnés. Ils ont des opinions, des partis pris, des passions et fonctionnent dans des circonstances sociales déterminantes. Il y a — il doit y avoir — certes une justice plus ou moins indépendante du pouvoir politique, mais l'est-elle du pouvoir des coutumes, habitudes, cultures, rapports de force régissant la société ? Aux USA, au regard des mêmes textes et des mêmes faits, un Noir a plus de risque qu'un Blanc d'être condamné à mort.

Défiance réciproque et instrumentalisation croisée sont les deux constantes du rapport entre pouvoir politique et judiciaire ; mais le contrôle mutuel existe aussi pour le meilleur équilibre possible entre la volonté de puissance des uns et le désir de justice des autres.

Si le dogme démocratique stipule depuis Montesquieu que le Pouvoir doit être divisé en pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, tous sont définis par rapport à la loi. Le législatif l'édicte, l'exécutif l'applique et la judiciaire sanctionne son non-respect. Plus ces trois pouvoirs sont indépendants, complémentaires et se régulent mutuellement, plus la loi a des chances d'être la base d'un pouvoir enfin débarrassé de tous ses démons. Mais le dogme a beau énoncer la nécessité de la séparation de ces trois pouvoirs, la pratique politique en décrète l'impossibilité. Ils ne peuvent être indépendants car ils sont par définition et par nécessité interdépendants. Aucun d'entre eux ne peut exister sans les deux autres dans une relation complexe faite de collaboration, de rivalité et de mutuelle instrumentalisation. C'est dans cette relation tumultueuse que se déroule la vraie vie de la loi, oscillant entre grandeur et misère, tantôt au pinacle, tantôt foulée aux pieds — la règle étant que la loi n'est jamais que l'expression des rapports de force du moment entre les acteurs politiques et/ou sociaux gérant le conflit permanent.

Par rapport à celle de la nature régissant les particules physiques et la vie des plantes, elle est en négociation et en transgression permanente et cela n'est pas prêt de changer. Les tentatives de l'attribuer à une autorité suprahumaine pour qu'elle acquière la force de la loi naturelle ne se sont pas montrées plus efficaces. Les hommes ont désobéi à Dieu tout autant qu'au législateur humain. On peut même dire que leur spécificité est de vivre à cheval sur les règles morales et juridiques qu'ils énoncent eux-mêmes. Ce sont des tricheurs nés. Les humains ont ceci de comique qu'ils ne proclament des principes que pour les violer et n'édicte les lois que pour les contourner. Ils vivent constamment à cheval sur la frontière du légal et de l'illégal, du moral et de l'immoral, du licite et de l'interdit... et ils adorent fonctionner ainsi malgré leurs hypocrites dénégations.

In fine, la loi a toutes les caractéristiques et toutes les limites des hommes qui l'ont fabriquée. Elle n'apparaît pas comme Vénus sortant de l'onde. Elle naît après un accouchement long et douloureux. Elle ne naît pas parfaite et achevée mais ressemblerait plutôt à un gnome trituré par trop de mains créatrices. Elle ne voit pas le jour pour durer. C'est un produit consommable qu'on utilise un temps et qu'on finit par jeter. La loi est un éternel recommencement, un projet à jamais inachevé.

Post-scriptum

Les armoiries de la République tunisienne affichent un lion symbolisant l'ordre, un voilier symbolisant la liberté et une balance représentant la justice

Qui se souvient qu'avant de devenir le symbole universel de la justice des hommes, la balance a été tout simplement un outil génial, inventé en Mésopotamie et largement utilisé dans l'Égypte pharaonique, au service de la justesse des poids ? Dans le fléau d'une balance, une quantité standard de grains d'orge et dans l'autre, la quantité de la marchandise à échanger. Sa diffusion dans le monde entier et sa pérennité ne doivent rien au hasard. On imagine fort bien ce qui se passe quand le poids est faussé par la cupidité d'un marchand voulant prendre plus et donner moins. Ce n'est pas seulement la paix entre individus qui sera menacée mais l'idée même de l'échange, donc la viabilité du commerce. Or, ce dernier est nécessaire non seulement à l'enrichissement des individus et des nations mais aussi à la circulation des idées et des valeurs. Sans la justesse des balances, au mieux la chicane, au pire le conflit et le désordre. C'est donc tout naturellement que l'opprobre fut jeté sur les faussaires, aussi bien dans le Code d'Hammourabi que dans le Coran ou dans la Magna Carta. Les lois punissant les indéliçats dans les sociétés antiques ont été parfois d'une sévérité effrayante. Voilà comment l'outil de travail des épiciers devint le symbole de la justice,

révélant ainsi que l'homme, n'en déplaie à Aristote, est au moins autant un animal économique qu'un animal politique.

Tout aussi importante pour la marche du monde des affaires et du monde tout court est la maîtrise des mesures. Le pouvoir doit connaître de la façon la plus précise son territoire, sa population, ses recettes, ses dépenses et le temps mis à exécuter telle ou telle politique. Pour y parvenir, il lui faut mettre en place des unités de mesure de l'espace, du temps et des richesses échangées. Il lui faut surtout se doter des moyens législatifs et coercitifs pour les imposer.

Les lois fondamentales qui régissent le fonctionnement de la société ne sont donc pas celles qu'on croit.

Certes, le pouvoir doit s'en prendre au désordre apparent dû à la fâcheuse propension de l'homme à convoiter l'âne de son voisin, la femme de son frère et la place de son chef. Mais il lui faut d'abord s'en prendre au désordre sournois pouvant alimenter grandement le désordre apparent par l'absence de règles claires dans l'échange des biens et des services. Imposer et généraliser un système de poids et mesures n'est pas seulement une fonction de toujours du pouvoir. Il ne s'agit pas uniquement d'une prérogative régaliennne qui le définit dès l'origine. C'est le révélateur de son essence

même : une force structurant l'ordre à tous les niveaux et luttant par tous les moyens contre la tendance du monde à revenir au chaos.

Le contrôle des cœurs et des esprits

Jusqu'à une époque récente de l'histoire humaine, pour contrôler les esprits, il suffisait au Prince de s'assurer l'appui des hommes de religion. Question propagande, voire lavage de cerveaux, ils étaient pratiquement en situation de monopole. Aujourd'hui la tâche devient de plus en plus difficile du fait du nombre et de la sophistication grandissante des nouveaux acteurs. Comment se passent les choses et qui sont les principaux protagonistes ?

Dans un régime autoritaire, le problème est simple : pour contrôler les esprits, il faut d'abord contrôler les contrôleurs. Le pouvoir cherche sans états d'âme à soumettre la presse et ses financiers : peu important le prix, les moyens et les récriminations. Sous Bourguiba (1956-1987), comme sous Ben Ali (1987-2011), la domestication de la presse écrite et radiotélévisée en Tunisie était une politique conduite avec la plus extrême rigueur. Les médias, qu'il s'agisse du secteur public ou privé, étaient soumis par l'intimidation et l'argent. Un tout puissant ministère de l'Information régénait des journalistes aux ordres, distillant du matin au soir les mérites du Président et les réalisations de son Gouvernement. C'est d'ailleurs à cause de la mainmise totale du pouvoir sur les médias que les islamistes se replièrent sur les mosquées. Là aussi, le contrôle du pouvoir était on ne peut plus tatillon. Les prêches du vendredi dans toutes les mosquées du pays étaient de la compétence d'un ministère des Affaires religieuses travaillant en étroite collaboration avec le ministère de l'Intérieur. Dans certaines mosquées sensibles, on pouvait avoir plus de policiers en civil que de fidèles.

Pour la dictature, cela n'a été qu'un long combat d'arrière-garde, la radicalisation islamiste se faisant de plus en plus sur Internet, et l'opposition démocratique étant de plus en plus active, notamment sur les télévisions étrangères essentiellement la chaîne "Al Jazeera". Dans une démocratie bien installée ou en gestation, le jeu est plus subtil, difficile, complexe et exigeant. Il s'agit pour les hommes

politiques de séduire et amadouer des professionnels de l'information-propagande qu'on ne peut ni intimider ni acheter. Le souvenir des deux journalistes américains, Bob Woodward et Carl Bernstein du *Washington Post*, qui ont poussé le Président Nixon à la démission en 1974 hante encore bien des esprits. Qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, les politiques savent à quel point ils sont dépendants des radios et télévisions contrôlées par les hommes de l'ombre. Curieuse situation où les supposés maîtres sont les otages de leurs serviteurs.

Quid des magnats de la finance et de l'économie, qui tiennent de plus en plus les instruments du contrôle de l'espace immatériel des idées et des émotions ? Ils n'investissent pas dans des chaînes de télévision de plus en plus coûteuses ou dans des journaux de plus en plus déficitaires par amour de la liberté d'expression. Ils le font pour combattre un pouvoir politique qui dessert leurs intérêts ou pour préparer l'avènement de celui qui sera plus attentif à leurs attentes. Pour eux, les politiques ne sont que des investissements et les journalistes des tâcherons.

Les journalistes aiment l'image qu'ils se sont fabriquée de défenseurs des droits et libertés, de porte-drapeaux de la vérité et de la justice, de voix des sans-voix, etc. L'image n'est pas entièrement fautive. Dans tous les pays du monde, y compris dans le monde arabe, il y a des professionnels honnêtes et courageux qui ont affronté les pouvoirs les plus répressifs pour faire leur métier et l'ont payé chèrement. Les journalistes de la chaîne *Al Jazeera* ont joué un rôle important dans l'émancipation démocratique des peuples arabes, que seuls les historiens jugeront à sa juste valeur. Que ce soit dans une démocratie ou une dictature, une minorité de professionnels honnêtes essaiera de sauver les meubles en restant fidèle à l'honneur personnel et professionnel ; mais son courageux combat n'est-il pas de même nature que celui des hommes politiques honnêtes, jamais perdu, jamais gagné ?

Quid des autres ? Dans les archives de la présidence, nous avons trouvé une longue liste de journalistes appointés par le dictateur ainsi

que leurs émoluments. Quand elle fut publiée dans un "livre noir", ce fut le tollé, non contre les corrompus, mais contre la présidence qui avait dévoilé le pot-aux-roses.

Un journaliste me dit un jour *off the record* : "Mais qu'espérez-vous de gens qui gagnent six cents dinars par mois ?"¹⁸ Outre l'impossibilité de la neutralité politique, voilà posée l'autre grande limite : la difficile indépendance matérielle.¹⁹

Mal payés et soumis à toutes les pressions, coincés entre ces nouveaux journalistes que sont les internautes et les autres professionnels rivaux, ils sont d'une vulnérabilité croissante face aux véritables forces qui décident de l'essentiel. C'est cette catégorie de journalistes qui a été jetée par la contre-révolution contre le pouvoir issu de la révolution. Les télévisions privées, aux mains des barons de l'ancien régime, s'attaquèrent sans vergogne à la révolution, ses symboles et même ses martyrs, relayant en permanence mensonges et rumeurs sur les principales personnalités du nouveau régime. Évidemment j'ai eu droit à un traitement privilégié durant tout mon mandat, et même après mon départ.

Aux informations de vingt heures de la télévision publique, on s'attardait des minutes entières sur les malheurs d'une paysanne comme si la misère avait commencé avec la révolution. L'ordre, la durée, le passage sous silence ou la mise en exergue d'une information étaient des techniques de pure manipulation. Il ne s'agissait pas de critique, droit et devoir de toute presse digne de ce nom, mais de falsification des faits les plus anodins. Au gouvernement, nous étions pris au piège. Faire brutalement le ménage ? Voilà les sbires de la dictature hurlant au retour de la dictature. Laisser faire ? C'était faire courir de grands risques à un pouvoir encore fragile.

Le scénario a été identique en Égypte. Des médias financés essentiellement par l'argent émirati et les corrompus locaux,

¹⁸ Environ 200 € en mai 2018

¹⁹ ACRIMED-7/7/2016 www.acrimed.org/Des-Journalistes-debout-

téléguidés par les services de renseignement nationaux et étrangers, traînèrent dans la boue le président Morsi et préparèrent sa chute²⁰. Et les médias, durant toute la période qu'a duré le Printemps arabe, ont été, aussi bien en Tunisie qu'en Égypte, des instruments de guerre à la solde de la contre-révolution et mobilisés pour une seule mission : abattre la démocratie naissante... qui avait apporté la liberté d'expression. Quelle ironie de l'histoire ! Les sbires de la dictature, financés par l'argent des corrompus locaux et de certaines puissances arabes, utilisant les mécanismes de la démocratie, dont la liberté d'expression, pour abattre les démocrates et rétablir démocratiquement la dictature ! En fait, il n'y avait là rien de nouveau sous le soleil. Dans un dialogue avec Fidel Castro²¹, Allende, le président chilien assassiné en 1973 par la contre-révolution sanglante du général Pinochet, explique les problèmes de la mise en œuvre d'un projet révolutionnaire dans le cadre d'un système installé tenu par un puissant État de l'ombre : "Des obstacles... qui naissent de quoi ? En premier lieu, d'une oligarchie avec suffisamment d'expérience, intelligente, qui défend très bien ses intérêts et qui reçoit l'appui de l'impérialisme, dans un cadre institutionnel où le Congrès a un poids et des attributions et où le gouvernement n'a pas de majorité. C'est ce qui explique que nos difficultés soient si sérieuses et qui fait que le processus révolutionnaire chilien rencontre chaque jour et à chaque instant, dans le cadre de cette légalité, des obstacles à la mise en œuvre du programme de l'Unité Populaire. Vous comprenez, Augusto Olivares, que les difficultés, dans le cas qui est le nôtre, sont aussi en rapport avec quoi ? Avec une liberté de la presse qui est beaucoup

²⁰ Il semble que la recette pour abattre les régimes non conformes aux grands intérêts soit partout la même. Voir l'article de J.C Cartagena : le rôle des média et des journalistes dans la restauration conservatrice en Amérique latine.

<http://www.lesemeurs.com/Article.aspx?ID=1619#.V15-vrvhDrd>

²¹ https://brunoadrie.wordpress.com/2017/08/09/le-magazine-basta-complice-de-la-gauche-molle-internationale-contre-le-venezuela-par-brunoadrie/#_edn1

plus qu'une liberté de la presse, qui est un libertinage de la presse. On déforme, on ment, on calomnie, on tergiverse. Les médias sont puissants, les journalistes liés à des intérêts étrangers et à de gros intérêts nationaux."

In fine, dans ce jeu pour le contrôle de l'esprit des foules, tout le monde doit manipuler tout le monde. Et tous ces gens n'ont qu'une obsession : façonner l'opinion publique dans le sens qui sert le plus leurs intérêts.

Quel résultat ? Commençons par distinguer trois sous-populations de citoyens-sujets dont les politiques, les financeurs et les journalistes veulent configurer l'esprit et influencer le comportement politique. La première est acquise au pouvoir en place car il défend ses intérêts. Elle sera réfractaire à toute remise en cause et le discours négatif des médias sera pratiquement sans effet même s'il est basé sur des faits irréfutables comme la corruption. Il en va de même pour la seconde catégorie, celle qui est hostile au pouvoir en place. Elle a déjà tous les arguments pour justifier sa haine. Les médias ne font qu'entretenir une flamme déjà vigoureuse. Les véritables gains sont à chercher dans la catégorie des hésitants, des sans opinions, des sans parti, des sans parti-pris, parfois des sans grande intelligence ou conscience politique. C'est dans cette frange vulnérable de la population que les médias et les démagogues de toute obédience, grands experts en manipulation, vont sévir et obtenir quelques résultats. Mais, même dans ce groupe fragile par ses conditions socio-économiques ou son faible niveau d'éducation, les hommes finissent toujours par flairer l'arnaque et se fermer aux tentatives de domination douce comme ils le font face aux tentatives de domination brutale.

La résistance à la coercition psychique s'organise selon les mêmes mécanismes que celle qui s'oppose à la coercition physique. En Tunisie, est né après la révolution le concept de "اعلام العار", littéralement : "la presse de l'infâme". Les journalistes véreux ont été repérés et montrés du doigt. Ils sont aujourd'hui la bête noire des réseaux sociaux tout autant que les politiciens corrompus et les hommes d'affaires corrupteurs. Par réaction, on a vu émerger des

journalistes courageux et honnêtes de plus en plus actifs malgré leur faible nombre. Des circuits parallèles d'information se sont mis en place pour court-circuiter la presse de l'infâme, notamment par les réseaux sociaux dont la hardiesse et l'impact grandissent de jour en jour. Les mosquées ignorées et méprisées continuent à faire leur travail de sape et de fourmis. Ce qui a survécu de cette race en voie de disparition appelée jadis "intellectuels" continue à ferrailer, même dans les espaces de plus en plus étroits. Voilà qu'il s'avère à l'expérience que les esprits ne sont pas aussi simples à contrôler que le croient les investisseurs, les vedettes du show-biz ou les politiciens. Les journalistes, qu'ils travaillent pour leur compte, celui d'un pouvoir ou d'un conglomérat, à l'instar des prêtres et des intellectuels d'antan, imaginent l'esprit collectif comme une matière inerte qu'ils seraient capables de pétrir et de conformer comme le ferait un bon potier travaillant son argile. Or, l'esprit collectif n'est ni une matière inerte ni un champ vierge à ensemercer.

La culture n'est que l'immense mémoire active où est stockée toute l'expérience d'un peuple. En son sein naissent en permanence les idées, les croyances, les émotions, les rêves, les exigences contradictoires et les projets conflictuels. Les hommes politiques, les grands patrons d'industrie, les intellectuels, les prêtres tout autant que les journalistes ne vivent que par et pour cet esprit collectif qui les dépasse et les englobe. Ils n'en sont que les expressions et les porte-parole éphémères. Comment pourraient-ils en être les maîtres ? Quelle délicieuse idée : tous ces gens se croyant capables de manipuler l'esprit collectif sont en fait les instruments que l'esprit collectif manipule !

Post-scriptum

Dans cette guerre pour le pouvoir sur les cœurs et les esprits, il ne faut pas oublier les victimes collatérales. La première est ce que nous appelons la "réalité". Le chef de l'État est l'homme le mieux informé du pays, non seulement parce qu'il a accès aux informations les plus secrètes, mais parce qu'il est, par la force

des choses, au courant d'une somme considérable de données concernant tous les domaines de la vie publique. Même avec une telle masse d'informations, la réalité est difficile à saisir et les décisions encore plus difficiles à prendre.

Un jour, j'ai eu l'idée de comparer ce que je savais de la situation avec ce qu'en disait la presse du même jour. La quasi-totalité des informations présentées aux lecteurs des journaux ou des réseaux sociaux étaient incomplètes, fausses ou volontairement tendancieuses. Quelle vision peut se dégager pour le citoyen moyen à partir de ce qu'il voit ou entend dans les télévisions et les radios ? Ne parlons pas des réseaux sociaux, aujourd'hui principale source de rumeurs, mensonges et d'appels à la haine. Ahmed Sheikh, célèbre journaliste d'Al Jazeera dit que nous sommes entrés dans une ère de post-vérité... Mais la vérité a-t-elle jamais existé ? Disons qu'avec les médias de toute nature, nous sommes passés de l'ère de l'ignorance et de la rareté à l'ère de la pléthore et de la confusion.

Deuxième victime : le moral des troupes. Si les religions ne sont pas près de disparaître, c'est bien parce qu'elles sont capables d'offrir au plus grand nombre et au moindre coût le réconfort et l'espoir, diminuant ainsi la charge d'anxiété liée à notre condition d'êtres fragiles et mortels. Or les médias sont de nos jours les principaux vecteurs de cette anxiété contre laquelle nous tentons de lutter. Que l'humanité voie reculer la grande pauvreté et l'analphabétisme, s'allonger la durée moyenne de la vie et s'améliorer partout le sort des femmes et que 90% de la population mondiale vive en paix n'est pas un sujet intéressant. Les manchettes, les "buzz" et les "breaking news" qui font l'audience ne concernent que la moitié vide du verre, ne comptent que les crashes d'avions, les déraillements de trains, les cyclones et surtout les derniers attentats terroristes.

On peut se demander ce qui arriverait si tous les journalistes cessaient de se faire instrumentaliser avec une extrême perversité par les terroristes, en refusant de parler de leurs crimes

et de leur personne. Certes les attentats ne disparaîtraient pas, mais l'ampleur du traumatisme diminuerait de façon considérable. Haine de l'autre, peur, colère, angoisse sont aujourd'hui l'essentiel de ce qui est déversé dans l'espace mental où nous vivons de plus en plus comme des poissons dans une poêle à frire.

Troisième victime : la fragmentation de l'espace culturel commun. Un peuple n'est pas seulement une communauté humaine qui occupe un espace physique appelé pays. Il habite aussi un espace symbolique commun fait des mêmes valeurs et des mêmes idées. La multiplicité des médias et leur exclusivisme conduit à une atomisation croissante de cette réalité déjà très hallucinée : c'est comme si l'espace physique d'un pays était divisé par de multiples frontières séparant villes, villages et quartiers. Si le processus s'emballe encore, on finira par obtenir une infinité d'espaces culturels où seront psychologiquement enfermés des hommes et des femmes qui ne voient le monde qu'à travers leur radio locale, leur chaîne de télévision préférée et les pages Facebook qu'ils consultent. Comment dégager un consensus entre les groupes qui s'affronteront dans tous les domaines avec la plus grande violence, chacun étant persuadé d'être du côté de la vérité et de la justice ? À chaque individu de trouver la parade pour se protéger des effets pervers des médias. La mienne est le "jeûne médiatique" à intervalles réguliers et pour des périodes de plus en plus longues. Comme le jeûne du mois de Ramadan, le début est difficile mais quel bien-être quand on s'y habitue ! La mode fut aux "branchés". Je prévois un grand avenir à celle des "débranchés".

Systemique corruption

À mon entrée en fonction, on me soumet le budget de la présidence. Je découvre que le président dispose d'une caisse noire dont il peut user à sa guise et dont il n'est comptable devant personne. Voilà que je me trouve pour la première fois de ma vie en position d'acheter, avec des dessous-de-table, approbation, silence ou services douteux impossibles à demander aux hommes d'honneur ou aux institutions légales. La manne servira à prendre en charge les soins des blessés de la révolution et à répondre aux appels au secours, qui me parvenaient par milliers, de gens accablés par la misère.

Il ne fallait pas être grand clerc pour deviner à quel usage une telle somme servait par le passé. On s'en doutait, mais j'ai tout de même voulu savoir. Une partie de la réponse se trouvait dans une longue liste de journalistes émergeant chez le dictateur que nous avons découverte dans les archives. J'ai ordonné qu'elle soit transmise à l'Assemblée constituante pour montrer l'étendue de la corruption dans les médias. Mais l'ANC, embourbée dans la rédaction de la Constitution, n'y prêta aucune attention, ne promulgua aucune loi et n'émit aucun jugement sur un phénomène qui était pourtant le cancer de la société depuis des décennies ; Ben Ali était un corrompu et un corrupteur de grande envergure. La caisse noire de la présidence n'était pas sa seule source d'achat des consciences et ses "clients" n'étaient pas seulement des journalistes. Sous sa férule, le mal a pris des proportions sans précédent dans notre histoire. Sa seconde femme et sa pléthorique famille ont fini par représenter pour les Tunisiens la quintessence de ce phénomène ravageur. Mais ce serait aller vite en besogne que de le limiter au cercle étroit du dictateur et de ses proches. Il se fonde sur une tradition qui vient de loin, ayant toujours été un moyen important dans les mains du pouvoir. C'est aussi une pratique sociale plus répandue qu'on ne veut l'admettre. En haut de la pyramide, Bourguiba et Ben Ali distribuaient fermes, concessions commerciales et postes bien rémunérés pour

renforcer leur pouvoir. Au niveau de la base, les citoyens arrosaient douaniers, policiers et petits fonctionnaires pour échapper à leur arbitraire. Le citoyen qui, selon l'expression consacrée, "n'avait pas des épaules" dans l'administration, la police, la justice ou les hôpitaux devait s'attendre à vivre au purgatoire. L'échange des "recommandations" et du réseau de "connaissances" était et reste le marché des biens immatériels le plus dynamique et pourtant le moins étudié de toute l'économie parallèle.

On peut décrire le phénomène de la corruption comme un vaste marché où est échangée une plus ou moins grande quantité de pouvoir. À une extrémité du spectre, le pouvoir de l'infirmier qui peut épargner au policier la file d'attente pour voir le médecin. Il est payé en retour par celui du policier qui peut lui enlever sa dernière contravention.

À l'autre extrémité, c'est le pouvoir des multinationales, capables de maintenir un dictateur au sommet de l'État, payées en retour par la constance du dictateur à protéger leurs juteuses affaires et leurs bénéfiques obscènes.

Les États eux-mêmes peuvent recourir au procédé sans grands scrupules.

Un président africain m'a raconté un jour, balançant entre l'amusement et l'indignation, qu'un ambassadeur avait demandé à le voir pour lui remettre un petit cadeau de la part de son cher frère, le chef de l'État en question : un attaché-case contenant un petit million de dollars. Une erreur d'appréciation qui faillit dégénérer en crise diplomatique entre deux pays. Cette anecdote, et tant d'autres de même nature, lève le voile sur une toute petite partie d'un monde interlope où États, mafias, grandes compagnies, médias, partis politiques, sectes religieuses, honorables ONG et *think-tanks* acquièrent, exercent et maintiennent leur pouvoir en prenant bien des libertés avec les lois et les principes éthiques censés les régir.

Le monde s'avère constituer un vaste marché de consciences à louer et à vendre, rien n'étant plus universel et intemporel que la corruption. Aucune société humaine, aucun régime politique ne peut

prétendre en être indemne ou en être venu à bout. La lutte contre la corruption est aujourd'hui l'objectif proclamé de bon nombre d'hommes politiques, que cela soit sincère ou serve seulement d'argument pour obtenir des parts du marché en question. Mais une telle entreprise, ô combien louable et téméraire, requiert une volonté politique forte et constante. Quand elle existe, il lui faut des instruments à la hauteur de la tâche titanesque. Ces instruments sont toujours une presse libre, une justice indépendante et une police intègre. Que faire quand ces trois instruments sont eux-mêmes plus ou moins gangrenés ?

Or c'est justement la situation dont hérite tout pouvoir démocratique nouvellement promu. Parfois, ce sont les trois instruments qui peuvent être en panne en même temps. Avant de se lancer dans une opération suicide, tout pouvoir politique décidé à faire face à ce type de situation doit d'abord en débarrasser la magistrature, la police et la presse... à ses risques et périls.

Peu d'hommes politiques en ont le courage — et là, retour à la case départ.

Quand la police et la magistrature sont à peu près aux normes comme dans les pays occidentaux, une partie de la presse tenue par les lobbies financiers peut jouer un rôle dangereux en occultant là où on le lui ordonne et en jetant l'opprobre là où on le lui dicte.

Ne varient donc, partout et en tout temps, que les noms des acteurs, les moyens, les montants, les ruses et les sphères où s'exerce en toute impunité le délicieux crime. Un monde libéré de la corruption ? Autant rêver d'un monde sans moustiques, sans mauvaises herbes et sans jours de cafard. Il nous faut donc comprendre le phénomène et, pour cela, nous débarrasser de notre antipathie de principe. Et si ce mal était un mal nécessaire ? Et si ce n'était même pas un mal ? Faisons-nous l'avocat du diable : "Plaidoyer pour une corruption injustement calomniée. Du point de vue économique, la corruption fait circuler des biens et des services qui, bien qu'inégalement et injustement distribués, n'en dynamisent pas moins le système dans sa totalité avec plus de miettes qu'on ne croit pour les plus malchanceux. Elle joue le

rôle de lubrifiant, permettant aux rouages lourds de la bureaucratie de ne pas trop gêner l'économie et ainsi de tourner plus vite au bénéfice de tous. Du point de vue social, la corruption distribue le pouvoir plus que ne le fait la démocratie. Songez un instant à la perte d'influence et d'importance des sous-fifres, des sans-grade, des cousins et des amis bien placés si une loi d'airain égalisait pour tous l'accès à tous les droits et services ? Un vrai crime contre la (petite) humanité. Reste l'aspect politique de l'affaire. Nous avons bien dit que le pouvoir est absolument nécessaire à toute société pour interdire le chaos et réguler en son sein la violence instinctive de ses membres. N'est-il pas vrai que ceux que le pouvoir achète font économiser à la société tout entière le coût humain et financier de la violence qui aurait été nécessaire à leur neutralisation ? Ne vaut-il pas mieux acheter à un traître stipendié les clés d'une forteresse assiégée plutôt que de la prendre d'assaut ? Se pourrait-il que la corruption ne soit pas une maladie du pouvoir mais une partie constituante et un facteur nécessaire à son bon fonctionnement ?".

Tout ceci est sans doute en partie vrai ; mais il n'y a pas que les bénéfices de la chose. Il faut en voir aussi les effets pervers et leurs conséquences. Ce qui fait la gravité de la corruption ne réside ni dans le détournement de quelques milliards de dollars au plus haut sommet de l'État ni dans les petits trafics d'influence au plus bas de l'échelle, mais surtout dans son effet délétère sur les relations sociales. Elle favorise à tous les niveaux de la société et de l'État la triche, l'hypocrisie, l'arrivisme et la malhonnêteté. Elle déconsidère le travail, l'étude et l'effort comme moyens d'accéder à un meilleur statut social.

C'est ce type de système social créé par la corruption généralisée qui a longtemps stérilisé les sociétés arabes sur tous les plans. C'est contre cela que les tunisiens se sont soulevés en 2011 et contre quoi ils vont se soulever encore et encore. Qui plus est, on a tendance à croire que la corruption est une conséquence de la dictature alors qu'elle en est une des causes principales. Ben Ali, frère d'un trafiquant de drogue notoire, et mouillé, lui et sa seconde femme, dans de

sombres trafics, ne pouvait, pour sa protection, que bâillonner la presse, pervertir la justice, intimider ses adversaires par la torture, trafiquer les élections et rester au pouvoir coûte que coûte... Tout cela simplement pour échapper à toute poursuite judiciaire et ne pas finir, lui et les siens, en prison.

Et voilà toute une société réduite à vivre sous la terreur parce qu'un groupe d'hommes vit dans la peur d'être démasqué et puni. Un simple calcul de coût / bénéfice montre que les effets pervers de la corruption l'emportent, et de très loin, sur tous ses avantages possibles. Voilà pourquoi il faut continuer à la combattre, mais comme le médecin combat la maladie : il soigne, fait de la prévention, mais sans illusions sur ses capacités à en débarrasser l'humanité.

La corruption nous apprend une chose essentielle sur les humains : ils sont corruptibles, corrompus et corrupteurs, mais sont scandalisés par la corruption et déploient des efforts gigantesques et constants pour la combattre et l'éliminer... tout en la pratiquent peu ou prou. Ce n'est qu'un aspect supplémentaire de l'extrême plasticité de leurs attitudes et comportements. Moralité et immoralité ne sont pas des antinomies mais des stratégies à utiliser conjointement ou alternativement en fonction des aléas et des pressions de la vie. C'est cette caractéristique fondamentale qui fait de nous les humains que nous sommes.

Ruses et tromperies

Quel est le point commun entre l'incendie du Reichstag à Berlin le 27 février 1933, celui du local du parti au pouvoir à Tunis le 17 février 1991 et la déposition du secrétaire d'État américain Colin Powell devant le conseil de sécurité de l'ONU, le 5 février 2003, sur les prétendues armes de destruction massive détenues par l'Irak et justifiant son invasion ? Ce n'est pas que tous ces événements aient eu lieu au mois de février mais leur appartenance à ce vaste chapitre qu'est la tromperie d'État. À travers l'incendie du Reichstag, Hitler trompa le peuple allemand pour lui faire accepter la répression des communistes, accusés du crime ordonné par lui-même. Reprenant la technique, Ben Ali trompa les Tunisiens en faisant mettre le feu au siège de son propre parti afin justifier la dure répression du mouvement islamiste accusé injustement du forfait. Colin Powell, lui, parlant au nom du tandem Bush-Blair, trompa la communauté internationale en faisant croire à l'existence d'armes de destruction massive en Irak pour justifier une intervention militaire catastrophique qui fit des dizaines de milliers de morts et des millions de réfugiés.

Il ne s'agit pas là d'exceptions, mais d'une règle codifiée dans le livre de chevet de tous les politiciens petits et grands.

Rappelons les paroles de Machiavel dans *Le Prince* :

"Alexandre VI ne fit jamais que tromper ; il ne pensait pas à autre chose et il en eut toujours l'occasion et le moyen. Il n'y eut jamais d'homme qui affirmât une chose avec plus d'assurance, qui appuyât sa parole sur plus de serments et qui les tint avec moins de scrupule : ses tromperies cependant lui réussirent toujours, parce qu'il en connaissait parfaitement l'art²²".

De quoi parle-t-on au juste ? De toutes les actions délibérées menées par le pouvoir au détriment des valeurs affichées, des lois existantes

²² Machiavel, *le Prince*, chap. XVIII.

et des promesses faites aux gens, cachant aux adversaires, amis et public les véritables motivations, moyens et résultats de ces actions et ce afin d'en tirer des bénéfices inavouables.

La tromperie est depuis le début des temps une pratique systématique du pouvoir, les tentatives modernes de manipuler la presse n'étant qu'un de ses nombreux aspects. Illustration. Les Tunisiens ont été systématiquement trompés sur leur histoire contemporaine. Des générations d'élèves ont appris une fable cousue de toutes pièces encensant un héros appelé Bourguiba, tout en cachant soigneusement ses faiblesses, crimes et échecs.

Ils ont été systématiquement trompés par un discours nationaliste prétendant défendre la justice et l'égalité alors que les dirigeants ne développaient que leurs régions d'origine, poussant les autres au désespoir puis à la révolution. Systématiquement trompés aussi sur les résultats des politiques mises en place dans tous les domaines, ils ont vécu longtemps sur le mythe d'une Tunisie championne de tout et du reste, en Afrique et dans le monde arabe. En fait, le pays accusait un retard de plus en plus grand par rapport à des pays proches par leur niveau de développement dans les années 1960 comme la Jordanie, le Maroc, sans parler de la Corée du Sud ou de la Turquie. À l'échelle du monde arabe, la plus grande tromperie a concerné le rapport des régimes en place avec Israël. Pendant que les radios se déchaînaient contre "l'entité sioniste", des rois, princes et présidents étaient à tu et à toi avec Golda Meir, Ariel Sharon, Shimon Peres ou Benyamin Netanyahou. Côté cour, un virulent discours anti-israélien, côté jardin, les plus "extrémistes" négociaient en douce avec "l'ennemi sioniste".

Après mon départ des affaires, j'ai été invité par certaines universités américaines à donner des conférences ou animer des colloques sur le Printemps arabe. À l'université de Caroline du sud, j'ai été invité, après un court exposé, à répondre aux questions d'éminents politologues, tous spécialistes du Moyen-Orient. Le professeur Olmert m'a posé nombre de questions particulièrement incisives. Puis, à la réception qui suivit le colloque, l'homme est venu me parler de façon

informelle : j'ai appris qu'il était le frère de l'ancien Premier ministre israélien (2006-2008) Ehud Olmert. Seconde surprise : il me raconta avoir été le négociateur en chef pendant des années avec... les Syriens.

Je connaissais les rumeurs à propos de négociations secrètes entre Israël et le régime de Bachar El Assad. Info ou intox ? Comment trancher ? Maintenant je savais. J'avais devant moi l'homme qui avait conduit ces négociations pendant des années et qui me racontait, amusé, comment les négociateurs officiels étaient tous sunnites (au cas où éclaterait le scandale) alors que ceux qui tiraient les ficelles de la négociation derrière le rideau étaient des officiers alaouites.

Il faut rappeler que, de tous les régimes arabes, le syrien se présentait aux peuples arabes comme le dernier régime à refuser toute reconnaissance de l'État hébreu. C'était là son fonds de commerce et des millions de gens, souvent de bonne foi, ont appuyé son écrasement de la révolution syrienne sous prétexte qu'il était le dernier rempart dans la lutte antisioniste et anti-impérialiste.

La tromperie, technique du pouvoir, mais seulement en dictatures et pays sous-développés ? Ah, si c'était aussi simple ! Énumérons simplement le *Watergate* de Nixon (1972-1974), l'*Irangate* de Reagan (1980), les écoutes téléphoniques de Mitterrand (1983-1986), les mensonges de Bush et de Blair sur l'Irak (2003), les affaires en cours contre Trump à propos de l'intervention des Russes dans les élections américaines et j'en passe. Ce ne sont probablement là que les parties visibles de l'iceberg de la tromperie d'État dans les démocraties les mieux installées.

La seule différence réside dans le fait que, dans une démocratie, il est possible de temps en temps de découvrir le pot-aux-roses alors que la chose est éminemment plus difficile et plus dangereuse dans une dictature. Faut-il s'étrangler d'indignation et passer directement aux "bonnes pratiques" pour en finir avec ce scandale ? Ah si c'était aussi simple ! Rappelons d'abord que la ligne de partage entre gouvernés et gouvernants est fort poreuse quand il s'agit de tromperie. Quel génial auteur de science-fiction nous dépeindra une société où brusquement

tout le monde deviendrait capable de lire dans l'esprit de tout le monde ? Enfin la transparence absolue et définitive ! Personne ne pourrait plus rien cacher à personne, les politiques seraient à jamais incapables de tromper leurs administrés... Oui, mais resterait-il encore des administrés ? Les voilà tous en train de s'entretuer, les femmes ayant découvert les tromperies de leurs maris et vice-versa, les malades, les tromperies de leurs médecins, les clients, celles de leurs fournisseurs, les fidèles, celles de leurs imams etc. Non, il est vraiment grand temps de cesser de médire de ces grands et nécessaires piliers de la civilisation humaine que sont le mensonge, l'hypocrisie et la tromperie !

Aborder la tromperie du point de vue de la morale n'a ici aucune pertinence. Mais, pour beaucoup de gens, le concept de pouvoir est indissociable des idées de puissance, de capacité de faire, de force, d'énergie, de volonté implacable. Poussé à son paroxysme, il rejoint une certaine conception du pouvoir divin, à savoir l'omnipotence, l'omniscience et l'omniprésence. Mais alors qu'il se conçoit à l'image de ce pouvoir divin idéal, à travers la tromperie, le pouvoir humain prouve qu'il en est encore très éloigné. Qu'est-ce qui l'oblige à recourir à la tromperie sinon la conscience de sa finitude ? Le problème, c'est qu'il est obligé de se travestir sans cesse pour se faire accepter du plus grand nombre face aux sempiternelles et implacables réalités : les attentes bougonnes des administrés, la rareté des ressources, la férocité des adversaires, la complexité des procédures, les effets pervers de tout choix, aussi bon fût-il en apparence. La réussite est rarement au rendez-vous — à la différence des ennuis, erreurs et catastrophes.

Légitimations chimériques

Il n'existe actuellement que deux grands systèmes politiques pour gérer le pouvoir : la démocratie et la dictature. Ce sont pour l'essentiel deux réponses différentes aux mêmes grandes questions : sur quel socle fonder la légitimité du pouvoir ? Qui doit l'exercer ? Quels mécanismes mettre en place pour l'administrer au mieux ?

L'expérience, sur plus de deux siècles et dans plus de 150 pays, montre à ce jour que tous les présupposés sur lesquels a été bâti le système démocratique sont aux mieux des objectifs à long terme, au pire des chimères élevées au rang de vérités intangibles.

On a certes renoncé à l'ancienne ruse cousue de fil blanc raccrochant le pouvoir à une entité supra humaine qui le délèguerait au chef terrestre supposé l'exercer sous son contrôle et sa garantie.

Le problème est que le "peuple" qui a repris le rôle est lui aussi une construction mythique.

Dans le dogme démocratique, il est la source de toute légitimité puisque constitué d'hommes et de femmes libres, conscients et capables de faire les bons choix pour assurer le règne de la justice et de la liberté.

Harari²³ a raison de rattacher ces idées à ce qu'il appelle la "religion humaniste" qui a vu le jour dans l'Europe du XVIIIe siècle, fondant en politique la démocratie, en économie le libéralisme et en idéologie les droits de l'homme.

Religion ou pas, les faits sont de cinglants démentis à toutes les croyances sur lesquelles se basent la démocratie.

Quand on dit à la fin d'une élection : le "peuple" a tranché, n'est-on pas en plein discours magique ? N'est-il pas évident que ce sont les listes électorales et non le "peuple" qui ont été acteurs de la

²³ Yuval Noah Harari, *Homo Deus : A brief history of tomorrow*, London, Vintage books, 2015

consultation ? Or ces listes électorales ne peuvent en aucune façon représenter une communauté complexe et mouvante dont une plus ou moins grande partie se situe en dehors du rituel électoral.

Dans le cas d'élections serrées, c'est l'infime minorité des indécis qui tranche en donnant à un candidat les 51% salvateurs. Voilà que les 49% restants doivent se soumettre à la volonté du "peuple", à savoir 51% des suffrages des listes électorales.

Rien n'est plus naïf en effet que de postuler l'existence d'un citoyen bien informé et conscient des enjeux, ne pouvant que faire le bon choix pour lui-même et sa communauté. Dans la réalité, le citoyen électeur peut être un humain rationnel, informé et qui a bien pesé son choix. Il peut tout aussi bien être une personne trompée, manipulée ou simplement stupide.

Que de sacrifices pour que le suffrage universel devienne un droit inaliénable ! Mais aujourd'hui, plus du tiers du corps électoral ne va pas aux urnes et ce quel que soit le pays. Heureusement, diront les cyniques, car faire voter certains revient à donner une kalachnikov à un enfant. Ne parlons pas de ceux qui monnaient leur vote comme dans nos pays ou de ceux qui votent, comme un peu partout, sur la base de peurs fantasmées, de grotesques préjugés, de haines rancieuses ou d'une solide ignorance.

On a vu comment les Allemands ont "bien choisi" en 1933, les Britanniques et les Américains en 2016 et la liste n'est pas près d'être close.

L'idée que les élections sont le meilleur moyen pour sélectionner les partis politiques et les personnes les plus capables et les plus dignes d'exercer le pouvoir a de plus en plus de mal à convaincre.

Partout, et aujourd'hui plus encore qu'à aucun moment de l'histoire, des stratégies sont conduites par des professionnels de la communication-manipulation pour vendre le produit politique à la population comme n'importe quel produit de consommation.

Basées sur les techniques du marketing et s'appuyant sur des médias fortement contrôlés par l'argent, elles peuvent amener aux plus

hautes fonctions des démagogues sans foi ni loi, de dangereux populistes voire des hommes d'affaires véreux.

L'histoire du système démocratique est celle de changements de constitutions, de lois, de création d'institutions nouvelles, de hauts Conseils de ceci ou de cela, ajoutant ou modifiant des structures déjà pléthoriques et complexes.

Tout cela pour rattraper les erreurs de base. Vaines batailles : toute nouvelle règle sera contournée, tout principe sera foulé au pied, toute structure sera pervertie et corrompue.

En démocratie, la corruption diffuse lentement et reste secrète très longtemps. Quand elle a bien gangrené les médias, les partis, les hommes politiques, les rouages de l'État et les électeurs, la fin n'est pas loin.

Les chimères théoriques qui essayent de légitimer le pouvoir autoritaire sont encore plus grossières que celles de la démocratie. La pensée du Guide suprême, le Sauveur envoyé par la Providence avec ses disciples guidant le peuple de l'obscurité vers la lumière... Tout cela s'avère un jour ou l'autre n'être qu'une macabre et sanglante mascarade.

En dictature, les mécanismes de promotion aux postes clé sont encore plus médiocres qu'en démocratie. Ce sont les plus brutaux, les plus fourbes et les aventuriers les plus dangereux qui s'emparent du pouvoir comme d'un butin de guerre. À la fin, on finira par trouver à la tête des conseils de la révolution et à tous les niveaux de la bureaucratie le même échantillon humain que dans l'autre système : les idéalistes et les arrivistes, les brillants et les imbéciles, ceux venus pour servir et ceux ne vivant que pour se servir.

La dictature, née dans la violence et vivant par elle, peut par son utilisation intensive "calmer" les excités et faire ployer les lâches. Mais elle fonctionne aussi comme un traitement antibiotique mal conduit éliminant les plus faibles et sélectionnant les plus résistants qui, un jour ou l'autre, l'abattront.

Dans les deux systèmes, le pouvoir se trouve vite confronté à un problème sans solution, du moins sans solution pérenne.

Son principal dilemme est qu'il est condamné à gérer une société composée de groupes et d'individus aux intérêts et valeurs qui tantôt s'accordent tantôt s'opposent.

Voilà pourquoi il y a toujours, dans toute société, des hommes incapables (et ne méritant pas) de vivre sous une dictature. C'est dans leurs rangs que le régime dictatorial trouvera ses fossoyeurs. De la même façon, il y a toujours des hommes incapables (et ne méritant pas) de vivre sous une démocratie. C'est dans leur rang que le régime démocratique trouvera les siens.

Ces faits sont parfaitement connus de tous. Pourtant on continue comme si de rien n'était, probablement parce que nul n'a de meilleures idées sur la façon de légitimer et d'exercer le pouvoir. La boutade de Churchill : "la démocratie est le pire des systèmes à l'exclusion de tous les autres" ne peut être qu'une piètre consolation.

Tout se passe comme si le pouvoir était trop subtil, trop complexe ou trop mal compris pour être réductible aux théories sacralisées et aux pratiques courantes.

Il nous faut donc revoir toutes nos croyances et poursuivre notre réflexion, de préférence hors de tous les sentiers battus et surtout en nous méfiant plus de nos propres croyances que de celles de nos pires ennemis.

V - Contraintes, Enjeux et limites

Survivre au conflit permanent

En médecine, le concept de crise définit, comme dans le cas d'une épilepsie ou d'une migraine, un événement désagréable voire dangereux, de début et de fin brusque et survenant de façon espacée. Par conséquent, parler de crise en politique est inapproprié puisqu'elle n'y est pas un événement rare mais la règle : elle ne survient pas de temps en temps, elle est permanente. Qu'est-ce que la crise en politique ? Une situation souvent imprévue pouvant survenir à tout moment, se répétant sans cesse, grosse d'ennuis et de dangers qu'il faut maîtriser d'urgence afin que le désordre qu'elle crée ne se transforme pas en chaos menaçant le système politique, voire toute la société.

Mon mandat, comme celui de tous les chefs d'États du monde, ne sera pour l'essentiel que la longue liste de ces moments difficiles, pénibles et parfois très dangereux.

La crise en politique a de multiples visages, origines et dénouements. Elle peut avoir les origines les plus graves et les plus complexes.

Dès le début de la révolution, plus de trente mille jeunes, profitant de la paralysie de l'appareil policier, émigrèrent illégalement en Europe, laissant pour beaucoup leurs corps aux eaux de la Méditerranée. Les cris des mères refusant la terrible réalité résonnent encore à mes oreilles : "Monsieur le président, nous savons qu'ils sont vivants en Italie. Ils doivent être là-bas en prison, trouvez-les et ramenez-les au pays !". Bien sûr, nous avons beaucoup cherché et les Italiens ont tout fait pour nous aider... hélas en vain. Au mois d'avril 2012, à bord d'un bateau de la Marine nationale au large de la ville de Sfax, je jette à la mer une couronne de fleurs et un Cheikh récite des versets de Coran en mémoire de nos malheureux concitoyens et d'autres Africains, Syriens ou Irakiens, véritables martyrs de la misère. Et quelqu'un dira un jour des dirigeants arabes : "ils n'ont pas su donner du poisson à leurs citoyens mais ils ont su donner leurs citoyens aux poissons".

La crise peut traduire l'exaspération de tout un peuple devant le retard de la réalisation de ses aspirations. Couper les routes pour un oui pour un non devint, pendant toute l'année 2012, un sport national et un casse-tête de plus pour le gouvernement. Des grèves interminables minèrent l'économie déjà chancelante du pays. Un terrorisme aux origines complexes sema dans le pays une sourde anxiété. Le désordre enfla et des gens commencèrent déjà à regretter le temps de l'ordre et de la force brutale sachant l'imposer.

La crise peut démarrer à partir du prétexte le plus futile.

Le 12 décembre 2011, vers 11 heures du matin, je prête le serment d'investiture devant l'Assemblée constituante réunie en grande pompe.

Mon discours, transmis en direct par la télévision nationale, se voulait rassembleur et apaisant : je dis qu'au sein de la République, sous l'égide d'une véritable démocratie, tous les Tunisiens et Tunisiennes sont égaux et doivent vivre en se respectant mutuellement. Ainsi l'État ne doit pas faire de différence entre les femmes portant un voile, un Niqab et les femmes non voilées (safirat en arabe). Et voici la première polémique alors que je n'étais confirmé dans ma fonction que depuis une heure. Le discours à peine terminé, démarra une campagne médiatique d'une férocité, d'une méchanceté et d'une mauvaise foi qui m'ont littéralement sidéré. J'aurais traité nos femmes qui ne portent pas le voile de... putains. Or le mot "safirat" est parfaitement utilisé en arabe classique pour qualifier les femmes non-voilées et il n'a rien de péjoratif : mais mes adversaires firent semblant de le confondre avec "safilat" qui veut dire "femmes de mauvaise vie". Que vaut la vérité pour certains, surtout quand ce sont les thuriféraires de l'ancien régime, habitués au mensonge et élevés dans les coups bas ? Cette entrée en matière dévoilait une petite partie de la haine des anciennes classes dirigeantes et de leur détermination à combattre le nouveau pouvoir par tous les moyens et à tous les niveaux.

La crise peut puiser ses origines très loin de l'endroit où elle s'abat. Le 14 septembre 2012, une foule de salafistes en colère assiègent l'ambassade des États Unis à Tunis pour protester contre un film

américain (Desert Warriors) jugé attentatoire à la dignité du Prophète. De mon bureau, je suis les événements minute par minute. Hillary Clinton — à l'époque Secrétaire d'État — m'appelle à deux reprises dans la journée. Je la rassure sur la base des informations en ma possession à ce moment-là. Son inquiétude était bien compréhensible : des émeutes populaires le 11 septembre à Benghazi, pour le même motif, avaient coûté la vie à son ambassadeur en Libye. En milieu d'après-midi, on m'avertit que la situation dégénère, les manifestants ayant pénétré dans l'enceinte de l'ambassade et commencé à l'incendier. La police est débordée. La vie des diplomates américains est en danger. Le général Ammar, chef d'État-major, à qui je demande d'envoyer l'armée, rechigne manifestement à la faire intervenir. Je lui envoie un ordre écrit mais il continue à tergiverser. Je prends alors la décision d'envoyer la Garde présidentielle pour reprendre la situation en mains, mettre le personnel diplomatique en sécurité et arrêter les fauteurs de trouble. Les assiégés s'en tirent avec une grosse frayeur mais quatre assaillants sont tués. Le soir, je me rends sur les lieux : c'est un véritable champ de bataille. Le pays vient d'échapper à une catastrophe diplomatique et à une mise en accusation du gouvernement pour incompétence.

La crise peut s'abattre n'importe quand, et de préférence au pire moment. Le 6 février 2013, je suis à Strasbourg invité à prononcer un discours devant le Parlement européen. Au petit-déjeuner, j'apprends l'assassinat de Chokri Belaïd, l'un des leaders de l'extrême gauche. Je me sens profondément accablé. Je connaissais l'homme. Il venait régulièrement aux dîners du vendredi et je l'avais reçu à plusieurs reprises en tête-à-tête. Nous n'étions pas du même bord politique mais nous nous respections. À la profonde tristesse s'ajoutait une sourde inquiétude : qu'allait devenir le processus de transition qu'on avait réussi à mettre enfin sur les rails ? Qu'allait devenir le pays ? Je n'avais aucune illusion sur la façon dont l'opposition allait exploiter l'odieux assassinat. Voilà le gouvernement désigné comme coupable : trop heureux de l'aubaine, d'irresponsables cyniques accusèrent Ennahdha du crime sans la moindre preuve — c'était d'ailleurs le but

des officines, non encore démasquées à ce jour, qui avaient commandité l'assassinat. Le 8 février, jour des funérailles, c'est l'émeute et l'appel au départ du gouvernement. Le chef du gouvernement Hamadi Jbali quittera son poste quelques semaines plus tard.

La crise peut être artificiellement créée.

Entre mars et juin 2013, une opposition hétéroclite lance contre moi une procédure d'*impeachment* sous le prétexte que j'aurais menacé, dans une interview à la chaîne Al Jazeera, de faire pendre les opposants. L'affaire prend des proportions incroyables alors que l'enregistrement, à la disposition de tous, dément formellement l'existence de tels propos : j'avais dit textuellement que j'étais pour une transition pacifique, une justice transitionnelle et non de vengeance, mais que si cette approche échouait face aux menées de la contre-révolution, d'autres pourraient un jour dresser les échafauds, comme ce fut le cas dans d'autres révolutions. L'affaire tourna court mais que de stress et d'énergie gaspillée ! L'opposition, au mieux de sa forme, harcelait sans répit le pouvoir en place, la moralité des moyens étant son dernier souci. Il semble aujourd'hui que se débarrasser d'un président élu par des moyens légaux est en train de devenir une technique politique de plus en plus utilisée. Il suffit de voir ce qui se passe en Amérique latine où s'est ouverte la chasse aux présidents de gauche. Chaque fois, la caractéristique principale de l'adversaire politique est la mauvaise foi ; il sait tout de l'impossibilité de faire ce qu'il exige mais n'en a cure ; il peut très bien savoir que ce qu'on raconte sur vous est pur mensonge, mais fera semblant de s'indigner de vos pratiques imaginaires. La crise occasionnée par ces basses pratiques peut mettre en danger tout un peuple et non plus seulement un homme sur lequel on aura lâché les chiens.

Après une révolution, la marge de manœuvre de tout pouvoir est plus qu'étroite, tant sont énormes les attentes et dérisoires les moyens. Les déceptions ne tardent pas et la contre-révolution en profite sans tarder, se mettant immédiatement en ordre de bataille pour

reprendre la place que des "usurpateurs" lui ont prise et pour restaurer l'ordre ancien — le seul qui vaille. Le 3 juillet 2013 survient le coup d'État en Égypte. C'est le début du processus de liquidation du Printemps arabe, pensé et financé par un État du Golfe qui s'est arrogé le statut de gendarme du monde arabe, les Émirats arabes unis, et ce au nom de toutes les dictatures inquiètes d'une possible contagion du fameux "Printemps". À l'époque, seuls deux États nous apportaient un soutien politique et économique aussi massif que désintéressé : la Turquie et le Qatar. Ce n'est pas par hasard qu'une tentative de coup d'État a eu lieu contre le président Erdogan en 2016 et que le Qatar a été soumis à un blocus en 2017 par l'Arabie Saoudite, Les Émirats, le Bahreïn et l'Égypte d'Essissi : il fallait en finir à la fois avec le Printemps arabe et avec ses soutiens. En 2013 déjà, je pressentais qu'une fois l'Égypte "normalisée", ce serait le tour de la Tunisie et, plus tard, de la Libye et du Yémen. La Syrie était déjà à feu et à sang.

Le 25 juillet 2013, jour anniversaire de la République, un député de l'opposition, Mohamed Brahmi, est assassiné en plein jour et en plein Tunis²⁴. J'apprends la nouvelle alors que je quittais le siège de l'Assemblée constituante où je venais de faire un discours à l'occasion de cette fête. Comme lors de l'assassinat de Chokri Belaïd, je suis submergé par la tristesse, l'indignation et l'inquiétude. Cette fois-ci, le coup était encore plus rude : nous étions à deux doigts de réaliser un accord historique qui aurait écourté la phase de transition. En effet, le 22 au soir, à la table du dîner au palais de Carthage, les représentants des principaux partis de l'ANC étaient tombés d'accord pour terminer la Constitution au plus tôt et essayer de tenir les élections avant la fin de l'année 2013.

²⁴ C'est à cette période que j'ai donné l'ordre à la Garde présidentielle de protéger les leaders politiques les plus menacés avec la consigne formelle de ne pas les espionner. Plus tard, cette protection sera étendue à tous les candidats à l'élection présidentielle — une première en Tunisie et dans le monde arabe : dans nos traditions, les services de sécurité n'existent que pour protéger le président et persécuter ses adversaires.

Voilà que l'accord vole en éclats et qu'un climat insurrectionnel s'installe dans le pays. Là aussi, les officines ont bien calculé leur coup: des médias, largement acquis à la contre-révolution et financés par l'argent des mafias locales et des Émirats, s'en donnent à cœur joie. L'opposition réclame la dissolution de l'Assemblée constituante et en fera le siège durant tout l'été — M. Essebsi, le chef de la contre-révolution, appelant à la mise en place d'un Conseil présidentiel dont il ferait partie et qui n'avait aucune base démocratique. Face à la situation, le président de l'Assemblée, Mustapha Ben Jaâfar, fait le choix de suspendre ses travaux et de fermer l'édifice sans consulter ses alliés de la Troïka... Tous les rouages de l'État sont grippés.

L'opposition lance alors une campagne de désobéissance civile. Plus inquiétant, plusieurs appels sont lancés à l'armée pour une solution à l'égyptienne... La situation devient vite extrêmement dangereuse. Le Général Ammar m'avait brusquement donné sa démission au début de l'été 2013. Sentait-il venir la tempête ? Se voyait-il en recours ? Il est hors de question de prendre le moindre risque : des contacts sont pris dans le plus grand secret avec des officiers, en poste à l'étranger, bloqués au grade de colonel-major depuis des années. Deux d'entre eux, assumant la fonction d'attachés militaires, sont ramenés au pays et promus au grade de général. Tout l'État-major est changé, à l'exception du chef de la Marine. Pendant ce temps, Ali Layaredh, le deuxième chef du gouvernement de transition, que j'avais mis au courant de mes projets, ne cesse d'exprimer craintes et réserves.

Oui, c'était risqué, mais en politique comme dans la vie, seule paie l'audace, pour ne pas dire le culot. La prise de risque était nécessaire et le calcul s'avéra juste. Les plus hauts postes de l'armée changèrent de titulaires début août 2013 sans le moindre problème. Exit le scénario à l'Égyptienne.

Cependant, un soir de septembre 2013, Ghannouchi débarque à l'improviste pour exprimer ses vives inquiétudes quant à la fidélité du chef de la Garde présidentielle. L'homme, selon ses informations, devient très dangereux pour ma sécurité et celle du régime. Mes proches aussi me rapportent des paroles entendues de sa bouche qui

leur ont fait dresser l'oreille : rien de tangible mais la prise de risque était hors de question. Le recrutement de son successeur se fait dans la plus grande discrétion car nous étions tous sur écoute. Et au lendemain de mon retour du sommet des chefs d'État à New York, le 30 septembre 2013, je convoque dans mon bureau les hauts cadres de la Sécurité présidentielle et annonce sèchement le changement, entériné par tous sans un mot. C'est aussi pendant cette période que l'opposition, qui avait bloqué la Constituante tout l'été, pensait mobiliser le peuple en l'appelant le 6 septembre à prendre d'assaut les sièges des gouvernorats dans les régions : mais les Tunisiens voyaient d'un œil désapprobateur et inquiet cette tentative d'insurrection conduite par un assemblage hétéroclite de gens unis dans la même haine d'une troïka coupable de compter dans ses rangs des islamistes. Le peuple ne se souleva donc pas. C'est ainsi que sans foules prenant d'assaut les sièges du pouvoir, sans une hiérarchie militaire complice ni Garde présidentielle pouvant arrêter le président à son bureau, le putsch fantasmé par certains fit pschitt.

Mais la contre-révolution n'allait pas rester sur ce cuisant échec. Le 17 juillet 2014, quatorze de nos soldats sont tués dans une énième attaque terroriste. Comme d'habitude, on crie à l'incurie du gouvernement... Et plus tard, ceux-là mêmes qui m'accusent alors de faiblesse voire de complicité avec les terroristes devront expliquer au peuple pourquoi ils n'ont pu empêcher les attentats du musée du Bardo, de Sousse et contre la Garde présidentielle à Tunis en 2015 qui allaient, à eux trois, faire soixante-quinze morts.

Tout pouvoir est donc confronté aux crises en rafales. Pénibles expériences, elles sont aussi des épreuves testant l'endurance et l'habileté de ses détenteurs.

La crise met à nu tous les dysfonctionnements d'une société, d'un système, d'une politique ou d'un leader, mais elle est aussi l'occasion de corriger ces dysfonctionnements : si le politique est à la hauteur, il peut transformer la charge destructrice des crises en une formidable force de création. Et peut-être qu'en fin de compte, la fonction du pouvoir est de résister aux crises, qu'elles prennent la forme de

rumeurs savamment orchestrées, de manifestations violentes, de grèves sauvages ou de véritables complots. Il doit être prédisposé à négocier mais aussi à chercher la faille chez les plus virulents et à sanctionner les erreurs de ses adversaires chaque fois que ce n'est pas trop risqué, mais surtout, il doit continuer d'avancer dans la tempête pour faire aboutir tout ce qui peut l'être. Si les crises sont les monstrueuses vagues de cette tempête chronique qu'est la vie politique, gouverner est l'art de boire la tasse sans se noyer et de faire avancer la nef des fous sans la drosser sur les côtes sauvages du chaos. Survivre aux crises et les dompter est la première des fonctions vitales dont doit s'acquitter tout pouvoir accroché à ses rêves de changer le monde.

Post-scriptum

Élargissons la perspective et remettons nos crises dans le contexte le plus global. En prenant du recul et en examinant la question d'un point de vue macroscopique, nous verrions que la crise est le phénomène le plus constant de l'histoire géologique et biologique du monde et de l'humanité. Si nous disposions d'un sismographe traçant les crises qui ont jalonné notre histoire en tant qu'espèce, nous verrions, mesurés en dizaines de milliers d'années, apparaître à intervalles irréguliers de grands pics traduisant l'impact colossal sur nos sociétés humaines des éruptions volcaniques, des glaciations, des sécheresses et autres calamités naturelles. Encadrée par les grands pics des méga crises avec leurs intervalles longs de dizaines de milliers d'années, on verrait aussi une courbe en dents de scie avec sa rafale de mini crises sociales, économiques et politiques modifiant en permanence et sur des temps courts, mesurés en dizaines d'années, les sociétés humaines. On chercherait à la loupe entre ces petits pics des tracés plats traduisant un équilibre miraculeux enfin atteint, comme les soixante dernières années des populations occidentales qui ont pu jouir d'une relative paix, de

prospérité et de liberté. Mais ces époques sont aussi rares qu'éphémères. L'histoire est par définition convulsive.

La prolongation de la courbe dans le futur ne devrait donc rien montrer de fondamentalement différent. Le changement climatique s'annonce comme une méga crise comme celle qui a failli faire disparaître notre espèce il y a soixante-treize mille ans par l'explosion du Volcan Toba dans l'actuelle Indonésie. En comptant en millions d'années, les cinq grandes extinctions massives sont les super méga crises ayant affecté la planète entière et toutes ses espèces vivantes.

En fait il n'y a qu'un endroit où on peut espérer mettre les hommes à l'abri des mégas et des mini crises : le Paradis. Celui-ci pourrait être défini comme l'espace-temps où l'imaginaire de l'homme tourmenté et harcelé installe une existence enfin sans crises. Mais même là, pourrions-nous vraiment leur échapper ? Personnellement j'en doute ; car si les humains haïssent les crises qui leur sont imposées, ils se débrouillent toujours pour en créer... Peut-être parce que notre pire ennemi n'est pas la souffrance, comme nous ne cessons de le crier, mais l'ennui.

L'obéissance coûte que coûte

Tout pouvoir politique n'a donc le choix, pour parvenir à ses fins, qu'entre quelques grandes stratégies utilisées séparément ou conjointement : contraindre les corps par la violence, conquérir les cœurs et les esprits par une forme ou une autre de propagande, assujettir les volontés par les lois, acheter les consciences par la corruption ou les flatter par la reconnaissance, négocier en permanence sans jamais oublier de promettre la Lune. Que veut-il obtenir par tous ces moyens et subterfuges ? La propagande religieuse ou laïque n'existe que pour pousser les hommes à obéir à certaines règles de base. Le rôle de la violence froide est de prévenir la désobéissance. Celui de la violence chaude est de la punir. Les lois humaines indiquent tout ce à quoi il faut se conformer et fixent la sanction de toute incartade. Les lois divines laissent entendre que les désobéissants ayant su passer au travers des filets des lois humaines ne perdent rien pour attendre... L'Enfer n'est rempli que de gens ayant désobéi à tel ou tel impératif catégorique.

De ce point de vue, violence, loi, corruption, lavage de cerveau, négociation et mélanges grossiers ou subtils de tous ces moyens ne sont que des techniques pour obtenir l'obéissance (ou sa forme supérieure, l'adhésion) ou, à défaut, vaincre la désobéissance (ou sa forme extrême, la rébellion). Réfléchir sur le pouvoir revient donc à réfléchir sur l'obéissance, ses déterminants et ses échecs.

Mais d'abord, qu'est-ce qu'obéir ? C'est se conformer, spontanément ou contre son gré, à un ordre explicite, à une règle connue, à une attente diffuse voire à un désir suggéré. Les psychologues américains ont enfoncé, dans les années 1960 et 1970, beaucoup de portes ouvertes en voulant démontrer et quantifier le phénomène chez les humains²⁵. Pourquoi obéit-on à des ordres aberrants comme délivrer

²⁵ Cf. Milgram Stanley, "Behavioral Study of Obedience" (1963) [archive], *Journal of Abnormal and Social Psychology* 67, 371–8 et C.K. Hofling et al.

des chocs électriques à de faux cobayes ou distribuer des médicaments dangereux à des malades ? Partout, de tout temps et sous tous les régimes, des hommes normaux ont infligé les pires tortures à des gens qui ne leur avaient rien fait, soi-disant par obéissance aux ordres. Dans la machinerie complexe qui a conduit à la Shoah, on ne trouve que ce genre d'humains, invoquant tous leur sens de la discipline. D'ailleurs, de quoi vit la dictature si ce n'est de cette prédisposition de la nature humaine à se soumettre, y compris (et peut-être surtout) aux injonctions les plus absurdes ou les plus criminelles ? Ce comportement n'est que le résultat d'un simple calcul coût / bénéfique dans le cadre de la lutte pour la survie : tant que l'obéissance apporte une sécurité minimum et quelques autres avantages, autant s'y cramponner. Mais les humains sont toujours plus complexes qu'on ne le croit ou qu'on ne l'espère. Leur tendance à l'obéissance est gâchée par une prédisposition tout aussi tenace : un fort penchant à la désobéissance. Voilà le pouvoir en perpétuelle mobilisation pour la réduire coûte que coûte. Combat perdu d'avance : les déterminants de la désobéissance sont comme ceux de l'obéissance : structurels, intemporels et... nombreux.

Examinons d'abord le facteur du genre. Les mâles seraient, du fait d'un excès de testostérone, plutôt portés à l'agressivité, à la rivalité et donc à la désobéissance. On sait aujourd'hui que la violence des femmes a été très largement sous-estimée. Le taux de désobéissants, chez elles, pourrait ne pas être significativement différent de celui observé chez les hommes.

Le facteur de l'âge joue un rôle certain. Dans l'étude de Dunedin effectuée en Nouvelle-Zélande et reproduite ailleurs, la majorité des humains adoptent des comportements déviants pendant l'adolescence et ce quel que soit le pays ou la classe sociale²⁶.

(1966) "An Experimental Study of Nurse-Physician Relationships", *Journal of Nervous and Mental Disease* 141: 171-80.

²⁶<http://television.telerama.fr/tele/documentaire/qui-sommes-nous-la-grande-experience,24118127,emission112714164.php>

Quant au facteur social, tous les jours que Dieu fait, il faut reprendre à zéro l'endoctrinement, l'intimidation et la séduction, chaque nouvelle génération étant une matière brute et résistante qu'il faut façonner pour qu'elle prenne la forme voulue. Et il y a ensuite le conflit permanent autour de la rareté absolue ou relative et de son injuste répartition. L'impossibilité de distribuer de façon acceptable pour tous les ressources matérielles et immatérielles entretient en permanence, dans toute société, des poches de résistance et donc de désobéissance. Cette dernière prendra toutes les expressions depuis la fausse soumission jusqu'à la révolution la plus sanglante. Il faut souligner qu'obéissance et désobéissance constituent en réalité l'essentiel du pouvoir insoupçonné de la société. Par l'obéissance à un gouvernement en place, elle en accepte le maintien, jugeant ses acquis supérieurs à ses effets pervers ou craignant le prix prohibitif de son remplacement ; par la désobéissance larvée et chronique, elle exerce sur lui une pression permanente, le maintenant en recherche anxieuse d'adaptation à ses désirs. Quand l'heure de la relève a sonné, voilà le troupeau bêlant en train de déchiquter le berger et ses chiens.

Pour tout pouvoir, rien n'est plus fragile que d'obtenir l'obéissance nécessaire à son existence. Mais rien n'est plus constant que la propension des humains à la désobéissance qui peut y mettre fin.

Acteurs et rouages invisibles

Au sortir de la révolution, le pays s'est retrouvé envahi par les ordures. Villes, campagnes, plages, forêts reculées sont devenues une décharge publique à ciel ouvert.

Il y avait certes quelques explications, du moins au début. Les municipalités étaient en pleine restructuration, beaucoup de benes furent incendiées durant les bouffées de violence. Les éboueurs se mettaient régulièrement en grève comme tout le monde pour obliger un gouvernement issu du peuple à céder à toutes leurs revendications accumulées et réprimées sous la dictature.

Trois gouvernements déterminés à régler le problème échouèrent lamentablement malgré tous leurs efforts. Les commandes ne répondaient pas. Il y avait anguille sous roche.

Le thème de la "saleté provisoire apportée par la révolution" fut d'ailleurs un des leitmotifs de la campagne électorale de 2014 et joua un rôle dans le retour de l'ancien régime qui, lui au moins, clamait la rumeur "savait garder le pays propre".

Le principal responsable de cette crise peu banale était une partie de la bureaucratie corrompue laissée par l'ancien régime et qui combattait la révolution en bloquant les dossiers et en faisant la grève du zèle.

Ce qui caractérise ce genre de bureaucratie est sa capacité à survivre à tous les régimes et sa résistance à tout changement.

À titre d'exemple, cette histoire incroyable que m'a raconté Aymen Nour, l'un des leaders de l'opposition égyptienne. Il fut, au début des années 2000, l'un des rares députés de l'opposition démocratique membre de la commission ultra-sensible des finances et du budget. En épluchant les dossiers, voilà qu'il tombe sur une curieuse anomalie : le ministère des Affaires religieuses réclame et obtient tous les ans une enveloppe de deux millions de dollars. À quoi peut bien servir cette somme et pourquoi faut-il qu'elle soit allouée en devises alors que le ministère ne fait que gérer des mosquées locales ?

M. le ministre n'en sait rien. La commission insiste. Il promet de se renseigner. Il se renseigne mais, au ministère, personne n'en sait rien non plus. L'administration applique une règle scrupuleusement suivie par des générations de bureaucrates. On doit virer tous les ans, sur un compte en Turquie, la somme de deux millions de dollars, un point c'est tout.

Un problème après l'autre. D'abord depuis quand ? Vertige des contrôleurs. Il en a été ainsi sous les régimes de Moubarak, Sadate, Nasser, les rois Farouk, Fouad. On remonte la filière jusqu'au début du XIXe siècle où se perd la trace. Maintenant pourquoi ? On finit après moult recherches par trouver la réponse. Cet argent était le tribut que payait à la Sublime porte son État vassal l'Égypte, vivant sous le joug de l'empire Ottoman depuis sa conquête par Selim Ier en 1516.

Or l'Égypte était passée sous occupation anglaise en 1879, elle avait proclamé son indépendance en 1936 et l'Empire ottoman a été déclaré mort et enterré par Atatürk, fondateur de la République Turque, en 1923. Il n'empêche que la bureaucratie égyptienne a continué imperturbablement à payer un impôt indu à un empire défunt dont elle ne dépendait plus depuis un siècle.

Ah ! La surprise de Nasser, à couteaux tirés avec les Turcs dans les années 1960 s'il avait su ce que faisait son administration !

On se rend compte ici à quel point est naïve l'image qui réduit le pouvoir politique à son chef du moment, aux institutions et aux hommes qui se bousculent sous les feux de la rampe. Combien de présidents contrôlent réellement - y compris en temps dit normal - ce qui se passe dans la foule des structures constituant l'État profond ?

Cet espace complexe qui gère la vie quotidienne de millions de citoyens est tout autant structuré par son organisation et ses fonctions que par ses propres conflits de pouvoir verticaux et horizontaux.

Les premiers relèvent de la tendance de tout niveau hiérarchique à marchander au niveau supérieur sa collaboration active ou son sabotage passif. Il appartient à tout chef de niveau, qu'il soit chef d'État ou chef de service, de veiller à la bonne entente avec les

subordonnés c'est-à-dire d'être à l'écoute de leurs demandes et de ne pas céder à leur chantage silencieux.

Mais l'État profond est traversé par des conflits horizontaux (ministères aux compétences qui se chevauchent, services de renseignements en concurrence).

Au sein de ces conflits longitudinaux et verticaux de structure à structure, de groupe à groupe, les luttes de pouvoir entre personnes suivent leur bonhomme de chemin passant par les hauts et les bas habituels.

Qui, aujourd'hui, est en mesure de connaître une telle complexité avant de prétendre la contrôler ? Ce n'est que lors d'une catastrophe que "le haut commandement" repère le dysfonctionnement et cherche à le corriger, mais le plus souvent trop tard.

En fait le pouvoir politique, y compris dans les régimes forts et hypercentralisés, ressemblerait plutôt à celui exercé par le Moi conscient sur le reste du corps. Il sait un certain nombre de choses, s'occupe d'un domaine de compétence particulier, arbitre les conflits internes et prend les grandes décisions et puis c'est tout. L'essentiel de la machinerie lui échappe. D'autres mécanismes inconscients et mal identifiés commandent celui qui croit les commander et ce dans la discrétion la plus totale.

Dans les monarchies arabes traditionnelles et jusqu'à l'époque moderne, le "Hajib", portier du roi ou du calife, pouvait avoir plus d'influence qu'un ministre. C'était lui qui autorisait ou refusait l'accès au détenteur de toutes les faveurs. C'était lui qui faisait parvenir une requête ou la jetait à la poubelle. Bien entendu, c'était lui qui rapportait à son maître les ragots sur les uns et les bonnes paroles – grassement payées – sur les autres.

Certes le calife n'est pas dupe du rôle que joue son Hajib et n'en est certainement pas le jouet. Mais ce dernier fait partie de tout un entourage dont aucun prince ne peut se passer et dont l'influence sur le cours des événements peut parfois le dépasser.

Qui peut mesurer l'influence des favorites et des eunuques des palais d'Occident et d'Orient ou celle des confesseurs, garde-malades, sans

oublier les charlatans comme le fameux Raspoutine ? La faune qui s'agite derrière les rideaux de tout pouvoir politique est vaste, complexe et dynamique. On peut y repérer tous les individus auxquels le Prince délègue une partie de son pouvoir de façon officielle, pour des missions secrètes plus ou moins légales ou pour lui rendre des services personnels peu avouables. De ce pouvoir concédé, mais hors de la vue et du contrôle du droit, certains ont usé et abusé parfois au profit et parfois au détriment de leur maître.

À la périphérie du premier cercle, s'agite toute une foule de pique-assiettes, de petits intermédiaires, de seconds et troisièmes couteaux qui vont profiter de leur proximité relative des centres de décision pour exercer et monnayer une quelconque influence, en somme ramasser quelque miettes d'un banquet auxquels ils assistent sans y être conviés.

Le pouvoir n'a pas de rouages passifs représentés par des exécutants obéissant à un ou plusieurs maîtres puissants. Il est constitué d'acteurs visibles et invisibles, responsables et irresponsables, de premier et d'arrière-plan, intervenant en permanence, en synergie ou en compétition, pour imposer leur pouvoir au pouvoir.

À la recherche du Graal

Du prêtre roi, nos ancêtres attendaient qu'il intercède efficacement auprès des dieux pour les bonnes récoltes, la fécondité des femmes et celle des vaches. Aujourd'hui, les citoyens consommateurs attendent de l'État qu'il joue le rôle de la divinité, leur assurant les meilleurs services en matière de soins, d'éducation et de sécurité dans un monde à l'abri des crises.

Quand les hommes politiques s'en montrent incapables, on croit — ou on feint de croire — que c'est une simple question de compétence. On se met à changer de constitutions, de régimes, de président et de ministres. Parfois les choses s'améliorent un peu, mais sans jamais combler le fossé séparant les nantis et les laissés pour compte. Parfois elles empirent et on reprend au début. Germe alors l'idée du gouvernement de technocrates.

La technocratie serait-elle l'ultime solution des problèmes du pouvoir ? Sa légitimité trouverait-elle enfin un socle solide dans le vaste savoir qu'on prête à la technocratie ? Son efficacité, qui est sa raison d'être, serait très certainement mieux assurée que par les politiciens. Qui mieux que de bons managers, honnêtes et compétents, pourrait gérer les affaires de la société ? Eux qui se sont montrés si capables de faire fortune individuellement ne veulent-ils pas partager leur savoir faire ?

Le présupposé naïf de la plupart des gens est que les ministres technocrates sont mieux à même de gouverner car moins corrompus et plus "techniques" que les ministres politiques, bavards et creux. Mais, pour les hommes politiques amenés à accepter une telle "hérésie", le calcul qui leur permet de s'inscrire dans cette absurdité est autre.

La crise de l'été 2013 avait profondément secoué le pays, divisé comme jamais et au sort de plus en plus incertain. L'opposition menaçait de boycotter les élections sous prétexte que le gouvernement était dominé par les islamistes. En septembre 2013,

aucune force politique ne pouvait éliminer l'autre et gouverner seule le pays. On avait le choix entre l'aggravation des tensions pouvant dégénérer à n'importe quel moment et un immobilisme tout aussi dangereux. Alors, pourquoi ne pas avoir recours à un gouvernement de technocrates pour dépasser un cap particulièrement dangereux ? Observant la chose de loin et de haut, je savais que les politiques allaient simplement déléguer à de grands naïfs l'impossible tâche de gérer une économie à l'agonie et qu'ils les renverraient à leurs entreprises ou universités dès qu'ils auraient montré leur échec devant le peuple et qu'un nouvel équilibre politique aurait été trouvé — c'est exactement ce qui allait se passer après les élections de décembre 2014, mais on n'en était pas encore là.

Le 10 Janvier 2014, je nomme chef de gouvernement Mehdi Jomâa, homme d'affaires et ancien ministre de l'Industrie, et ce sur la base d'un consensus élaboré par les partis politiques et les associations de la société civile. C'était le troisième gouvernement depuis l'élection de l'ANC en 2011. Jomâa obtient la confiance du parlement le 29 janvier 2014 et se met au travail : "Poussez-vous les politicards, vous allez voir ce que vous allez voir !" Seulement voilà, on n'a rien vu. L'économie stagne encore plus. L'administration cafouilla davantage. La dette explosa. La saleté envahit le pays. C'était plus que prévisible.

En quoi être un bon neurologue, un excellent pédiatre ou un professeur de physiologie fait-il un meneur d'hommes, un arbitre des conflits incessants, un visionnaire de la Santé publique, un gestionnaire avisé des ressources humaines et matérielles de tout un pays ? Dans ma carrière de médecin, j'avais vu défiler de nombreux ministres de la Santé. Les plus incompetents étaient justement de braves confrères promus à un poste qui dépassait à l'évidence leurs capacités. Tout était à l'avenant dans tous les ministères.

Un juge nommé au ministère de la Défense, mit sens dessus dessous le ministère et entra, dès sa prise de fonctions, en conflit avec les chefs militaires : écœuré, le général Hamdi, chef d'état-major de l'armée de terre, démissionna.

Un jour, je reçus à déjeuner la ministre du Tourisme pour discuter de la situation catastrophique de notre infrastructure hôtelière et des perspectives d'un secteur sinistré depuis la révolution. À la fin du repas, je lui parle des écoliers qui visitent le palais tous les dimanches. Le plus sérieusement du monde, elle me demande : "et combien faites-vous payer l'entrée ?" J'ai alors compris pourquoi cette femme était la risée des réseaux sociaux et j'ai fait mon deuil du tourisme tunisien tant qu'elle serait en poste.

Nous sommes ici face à la plus belle démonstration du principe énoncé par Laurence J. Peter et Raymond Hull : "Dans une hiérarchie, tout employé a tendance à s'élever à son niveau d'incompétence... Et, avec le temps, tout poste sera occupé par un employé incapable d'en assumer la responsabilité"²⁷.

Les ministres technocrates sont la plupart du temps des exemples caricaturaux de cette terrible loi. Le plus cocasse, ou le plus dramatique, dans toute cette histoire, est que ces gens jurent leurs grands dieux qu'ils sont apolitiques. Seulement, vous ne tardez pas à découvrir qu'ils ont tous des a priori politiques, voire des ambitions cachées ; et voilà le pouvoir, déjà si difficile à exercer, encombré par de faux experts en tout doublés de politiciens mineurs en stage de formation intensive. On imagine le résultat : quel que soit le pays, un gouvernement de technocrates n'est pas une panacée mais une parenthèse.

Quid alors de ce qu'on appelle la bonne gouvernance ? S'agit-il encore d'un leurre ?

Définissons-en d'abord l'objectif. Il ne s'agit pas de prétendre changer le monde et de promettre l'impossible au peuple (clause d'honnêteté), mais d'utiliser au mieux les moyens du pays pour créer des richesses matérielles et immatérielles répondant aux besoins fondamentaux d'une société (clause d'efficacité) et de les répartir le moins injustement possible (clause de justice). Une telle affaire est

²⁷ Laurence J. Peter et Raymond Hull, *Le Principe de Peter*, Paris, Stock, 1970, réédition 2011, Le Livre de Poche.

tout sauf une question de sciences de l'organisation et de la gestion. La bonne gouvernance ne peut s'envisager sans de bonnes lois, de bonnes institutions et de bonnes politiques. Or tout cela ne descend pas du Ciel, mais est installé et géré nécessairement par de "bons" hommes et femmes politiques.

Qu'est-ce maintenant qu'un "bon" politique ? Si l'on se penche sur le cas de Mandela, l'homme qui combattit et abattit l'apartheid tout en évitant à son pays une sanglante guerre des races, on voit clairement ce qui fait son "bon" pouvoir : l'alliance de l'éthique et du savoir pratique. L'éthique du pouvoir n'est en rien différente de l'éthique exigée dans tous les secteurs de la vie sociale. Il s'agit toujours de courage, de persévérance, d'intégrité, de sens du devoir et de l'honneur. C'est une condition nécessaire mais non suffisante. Il faut que le détenteur du pouvoir ait aussi de la technique mais c'est de technique politique qu'il s'agit, de savoir pratique et non de la maîtrise d'un champ d'expertise comme l'économie ou la médecine peuvent l'être. L'exercice du pouvoir n'a jamais été une science exacte que seuls peuvent comprendre et bien pratiquer les forts en maths. Son bon usage n'a rien à voir avec une sorte d'ingénierie sociale que peuvent faire fonctionner les brillants économistes, administrateurs et autres spécialistes. La technique politique est le fruit d'un long apprentissage pour savoir comment articuler au mieux les intérêts contradictoires de groupes sociaux et d'individus toujours en féroce compétition dans une situation de rareté, de stress et d'incertitude généralisée. Et pour avoir une chance d'y arriver, il faut apprendre à contrôler son agressivité et celle des adversaires, à travailler avec les autres, à conduire et conclure un conflit, à apprendre vite de ses erreurs, à repartir de zéro après chaque défaite. Cette connaissance pratique du politique n'est enseignée que dans une seule grande école : la vie et, plus précisément, cette vie politique que les technocrates affectent de mépriser.

On peut m'objecter qu'eux aussi ont une éthique et qu'ils ont acquis une certaine expertise de psychologie pratique dans leurs combats feutrés au sein de leurs universités ou de leurs entreprises.

Oui, mais dans la fosse aux lions (ou la fosse à purin) qu'est le champ de la politique, les enjeux, les risques et les coups reçus sont néanmoins d'une toute autre magnitude que tout ce qu'on connaît dans la vie "normale". Les technocrates errants en politique n'ont donc pas d'autre choix que de s'endurcir et devenir des hommes politiques parfois pire que ceux qu'ils se targuaient de ne pas être, ou de s'en retourner, qui à ses chères études, qui à ses juteuses affaires. Il est plaisant de noter que M. Jomâa, qui ne manquait aucune occasion de me signifier sa hâte de quitter le borbier politique et de retourner à ses affaires, a fini en 2017 par fonder un parti politique... Apparemment, le virus a encore fait une victime — ô combien consentante — et ce dès le début.

On peut m'objecter enfin que les Mandela ne courent pas plus les allées de la politique que les Niels Bohr n'encombrent celles de la physique. C'est exact, c'est même de là que proviennent toutes les difficultés de la bonne gouvernance : par déficit d'éthique ou de savoir-faire politique. Il n'en demeure pas moins qu'on ne remplace pas de mauvais médecins par des danseurs étoiles : on les remplace par de meilleurs médecins.

Attention à la prochaine tentation : celle des indépendants.

Profitant de la mauvaise réputation des politiques et de la désillusion envers les technocrates, voilà ces fameux "indépendants" prêts à tromper leur monde et à se tromper eux-mêmes lourdement. Accablé, je vois la montée de tous ces populistes plus ou moins folkloriques dits "antisystème" et promettant la Lune à des électeurs déboussolés. En général, il s'agit d'amateurs, parfois sympathiques, parfois agressifs et aussi prétentieux que les technocrates. Eux aussi proclament haut et fort leur horreur de la politique et leur mépris des politiciens... Sans le dur apprentissage du travail et de la vie en groupe que délivre gratuitement un parti, ils quitteront vite la scène ou en seront expulsés. La gestion des choses humaines, quel que soit le nom qu'on lui donne, se fait en groupe petit ou grand : là vont surgir toutes les rivalités, toute la complexité, toute la difficulté du fonctionnement en commun que ces gens ignoraient ou avaient peur d'affronter.

Certains rattraperont leur retard à marche forcée en apprenant les bases du "métier" sur le tas et en devenant ces professionnels de la politique qu'ils pourfendaient. Consolons-nous en nous disant que ces antisystèmes pourraient devenir, du moins pour les plus brillants, la chance du... système.

VI - Atmosphère, ambiance et vécu

Compétition et rivalité

Par un abus de langage, nous parlons de "système" politique, de "système" de santé, de "système" économique, et ce en référence aux systèmes biologiques, tel le système immunitaire, ou aux systèmes physiques, tel le système solaire. Il y a cependant une différence fondamentale : dans le système immunitaire, les cellules ne se font pas la guerre, n'entrent pas en rivalité pour savoir qui aura l'honneur d'éliminer le premier les virus envahisseurs ou ne passent pas des accords secrets avec eux en trahissant leur propre camp. Or, dans nos prétendus systèmes sociaux humains, tous les acteurs sont en conflit larvé ou violent, chacun essayant de faire fonctionner le système à son propre avantage.

Les causes des problèmes accablant tout détenteur du pouvoir sont innombrables et varient constamment. Mais il en est une qui ne manque jamais à l'appel quels que soient le lieu, l'époque ou les événements en cours : l'hostilité sourde, active et épuisante du rival éternel.

Ah ce rival ! Tout homme a le sien, qui l'accompagne comme son ombre tout au long de sa vie. Celui dont le Prince est accablé est de loin le plus dangereux, au vu de sa détermination constante à détruire l'objet de son courroux et de sa jalousie.

L'affaire Mahmoudi est un cas d'espèce, une histoire parmi tant d'autres, un exemple de la relation éternelle entre deux hommes au sommet du pouvoir, bien décidés à ce qu'il n'en reste qu'un.

Le 24 juin 2012, accompagné par le ministre de la Défense Zbidi et le chef d'État-major le général Ammar, je suis en inspection dans le grand sud où l'armée surveille de très près une frontière poreuse avec une Libye en pleine ébullition. Pour aller visiter les avant-postes disséminés dans le Sahara, c'est un voyage long et pénible à bord d'un avion militaire jusqu'à la base de Rémada puis à bord d'un hélicoptère. Détail important : il n'y a pas de réseau téléphonique dans cette région et mon portable restera silencieux jusqu'à seize heures,

moment où l'hélicoptère nous ramène, exténués, à la base de Rémada pour reprendre l'avion vers Tunis.

Dès ma descente d'hélicoptère, mon portable sonne sans arrêt et je trouve quantité de messages répétant tous la même information : l'ancien Premier ministre de Kadhafi, M. Baghdadi al-Mahmoudi, a été livré ce matin par le gouvernement aux autorités de Tripoli.

Mise en perspective : à la chute du régime libyen en 2011, le Premier ministre, M. Al-Mahmoudi, tente de gagner l'Algérie en passant par la Tunisie. Il est arrêté le 21 septembre, condamné le lendemain à six mois de prison pour franchissement illégal de la frontière puis acquitté en appel une semaine plus tard. Il sera néanmoins gardé en détention. À l'époque M. Essebsi, Premier ministre par intérim, donne son accord à l'extradition réclamée par les autorités libyennes. Mais l'affaire traîne, personne n'étant pressé d'endosser la lourde responsabilité de renvoyer dans son pays un proscrit politique.

C'est l'un des dossiers brûlants que je trouve sur mon bureau en prenant mes fonctions. Sans hésiter, j'interdis l'extradition. Dans une Libye en plein chaos, un procès équitable dans le cadre d'une justice indépendante était inimaginable. De plus, la peine capitale existait et était appliquée dans ce pays. Toutes les conditions rendaient l'extradition illégale au regard du droit international et immorale du point de vue des droits de l'homme.

Les Libyens insistent, font pression sur Jbali, le chef du gouvernement qui, avec certains dirigeants d'Ennahdha, fait à son tour pression sur moi.

— "Nous ne pouvons pas réclamer Ben Ali aux Saoudiens et refuser de livrer Al-Mahmoudi aux Libyens" me disait-on.

— "Oui, répondais-je, mais en Tunisie, il y a une justice indépendante et la peine de mort n'est pas appliquée."

Changement d'angle d'attaque :

— "les Libyens nous feraient un prix avantageux pour le pétrole"

— "Oui, répondais-je, mais la Tunisie ne doit pas défendre ses intérêts en jetant ses principes aux orties. N'est-ce pas ce que n'avons cessé de reprocher aux gouvernements occidentaux pendant des années ?"

Dialogue de sourds.

Le 18 février 2012, mon conseiller juridique me soumet un rapport sur la question pour un avis définitif. J'écris en bas de page la note suivante : "hors de question d'extrader dans les circonstances actuelles". Le 29 mars 2012, Jbali réitère sa demande. Nouveau refus de ma part²⁸.

C'est là qu'il décidera de faire fi de mon opposition et de profiter de mon départ dans le grand sud pour commettre ce que je considère aujourd'hui comme une félonie.

Ma réaction immédiate à l'extradition est un mélange de colère et d'indignation. Cet acte était un coup de poignard dans le dos du militant des droits de l'homme et une grave atteinte à l'autorité du chef de l'État qui avait, seul, de par ses attributions, le droit d'extrader cet homme. Le tribunal administratif le confirmera le 8 octobre 2012²⁹. Encore plus grave était la violation par la Tunisie de ses engagements internationaux en matière de protection des personnes en danger.

Dans l'avion qui nous ramène à Tunis, l'atmosphère est pesante, Zbidi et Ammar- évidemment complices - regardant en silence par le hublot. Aucun avion privé n'étant autorisé à se rendre en Libye sans de multiples autorisations civiles et militaires, Al-Mahmoudi ne pouvait avoir été extradé sans le consentement du ministre de la Justice, de l'Intérieur, de la Défense et du général Ammar, chef d'État-major des armées.

²⁸ Ce document sera plus tard publié sur ma page Facebook

²⁹ <http://tempsreel.nouvelobs.com/topnews/20120625.AFP0616/tunisie-le-gouvernement-extrade-l-ex-premier-ministre-libyen-sans-l-aval-de-la-presidence.html>

De par mes attributions, je ne pouvais ni démettre le chef du gouvernement ni l'obliger à limoger les ministres impliqués dans ce scandale. Seule solution : démissionner. Dans le vacarme assourdissant des hélices du C130 et le silence glacial des passagers, je prends une feuille blanche et commence à rédiger ma lettre de démission à l'intention de l'ANC.

À ma descente d'avion, je trouve mes plus proches collaborateurs avec des mines d'enterrement. Échange bref et tendu. Leur conseil : "Rentrez chez vous à Sousse, prenez 48 heures pour réfléchir et si vous êtes toujours décidé... annoncez votre démission."

Je ne décolère pas pendant ces deux jours. Quelle honte pour la Tunisie, pour moi et pour ces dirigeants islamistes qui n'ont dû leur survie qu'aux lois d'asile qu'ils bafouent aujourd'hui !

Pendant une telle tempête émotionnelle, on pourrait se convaincre qu'il n'y a vraiment rien à espérer des humains. Mais le propre de toutes les tempêtes est de se calmer. Voilà que je suis capable de nouveau de réfléchir et de le faire en homme politique.

En extradant cet homme, Jbali savait que je réagirai très violemment. Soit je démissionnais et débarrassais le plancher, lui et son parti majoritaire à l'ANC choisissant un président plus conciliant, soit je restais jusqu'à la fin de mon mandat mais affaibli par mon "incapacité" à me faire obéir et à défendre mes principes.

Le piège était redoutable³⁰ et chaque choix gros d'effets pervers.

Pour me sortir du traquenard, je me fie à mon instinct, en l'occurrence au plus primitif : fuir ou combattre. Démissionner c'était fuir, rester c'était combattre. J'ai donc déchiré ma lettre de démission et suis revenu au palais plus décidé que jamais à combattre.

La protestation est très vive et embarrasse fortement le gouvernement. Une plainte est déposée devant le tribunal administratif qui me donnera raison³¹.

³⁰ Le 19 février 2013, M. Jbali me remettra sa démission et celle de son gouvernement épuisé par les soubresauts et les difficultés de la transition

Les relations avec le chef de gouvernement allaient devenir encore plus difficiles jusqu'au divorce final.

L'extradition de l'ex-Premier ministre libyen était un drame pour lui et ses proches. Mais elle avait aussi une dimension qu'ils étaient loin de soupçonner : une lutte de pouvoir au sommet de l'État tunisien entre deux hommes obligés de cohabiter.

Le moteur de la rivalité n'est pas uniquement d'ordre personnel. Chaque homme politique est à la fois porteur de ses ambitions, intérêts et projets de personne, mais aussi de ceux du groupe social qu'il représente ou de l'idéologie qu'il défend. Derrière ce bras de fer autour du cas Mahmoudi, il y avait donc aussi la volonté de domination du parti islamiste sur ses alliés laïques.

C'était aussi simple et bête qu'une dispute de ménage. Qui a la haute main et le dernier mot dans le couple ? Qui va se soumettre ?

Les humains, qu'ils soient deux gamins dans le préau d'une école ou deux adultes au sommet de l'État, sont programmés de la même façon pour la compétition et la dispute. Question de biologie, de génétique, de testostérone, de centaines de milliers d'années d'âpres luttes dans la horde primitive — comme dans n'importe quelle bande de primates — pour le statut de mâle alpha.

La difficulté première de l'exercice du pouvoir c'est qu'il n'est pas partageable tout en ne pouvant être qu'exercé collectivement. Conduire un État est comme conduire un attelage de chevaux sur un sentier plein d'embûches, le cheval de gauche voulant aller à gauche, le cheval de droite vers la droite et celui du milieu n'ayant qu'une idée en tête : rebrousser chemin pour retrouver la chaleur de l'écurie.

³¹ Le plus important était le sort de Mahmoudi. Je dépêche à Tripoli une délégation pour signifier à nos amis libyens que le cas nous préoccupe beaucoup. Plus tard, alors que je n'étais plus aux affaires, j'ai appelé le président par intérim M. Nouri Bousehmine pour lui demander de veiller à la sécurité physique de l'homme dont je continuais à me sentir responsable.

Nous étions dans ce cas de figure. Compétition et rivalité sont deux facteurs incontournables et indissociables dans l'économie du pouvoir.

Qu'il s'agisse de le conquérir, de l'exercer ou de le conserver, que ce soit à la base de la pyramide ou à son sommet, pour imposer sa personne ou son parti, la rivalité en politique est incontournable.

La lutte qu'elle génère entre tous les protagonistes est sans merci et sans fin, épuisant l'essentiel de leur énergie et les laissant tous exsangues en fin de parcours.

Avec le temps qui passe, les plaies qui cicatrisent, la capacité retrouvée de rire de ce qui a fait grincer les dents, apparaît enfin le pourquoi de la rivalité.

Quel autre moyen, ou plus exactement, quel moyen plus efficace, aurait pu être utilisé par cette entité mystérieuse que nous appelons le pouvoir, pour maintenir et renouveler en permanence sa vigueur ?

À son échelle, la rivalité semble être une nécessité du système pour ne jamais stagner et dépérir. À l'échelle des acteurs, quelle malédiction !

Traîtres et trahisons

Le théâtre est-il autre chose que le lieu où se jouent des histoires de pouvoir : celui de l'amour, de la haine, du sexe, de la politique, de l'argent ou de l'idéologie ? Qu'est-ce que le champ du pouvoir sinon du théâtre avec décorum, intrigues, héros et personnages secondaires ? Peut-on imaginer des histoires de pouvoir sans trahison et sans traître ?

Mais d'abord qu'est-ce que trahir ? Disons en première approximation que c'est l'acte de nuire gravement à une cause ou à une personne en rompant unilatéralement et secrètement un contrat de confiance pré-existant.

La traque de cette rupture du contrat de confiance occupe une partie de l'énergie du système politique qu'elle sait rendre paranoïaque parfois jusqu'à la limite du ridicule.

À mon entrée en fonction, les services de sécurité passent ma maison au peigne fin pour débusquer micros et caméras cachés. Des spécialistes de l'informatique s'emparent de mes ordinateurs pour voir s'ils ont été infiltrés et examiner leur capacité à résister aux cyberattaques.

Comme souvent, tragique et comique fonctionnent en tandem en la matière. Un jour, l'un de mes proches collaborateurs m'alerte, tout en restant évasif : "les policiers qui fouillent systématiquement tout le personnel quittant le Palais ont arrêté l'un des deux huissiers chargés d'introduire les visiteurs dans votre bureau avec quelque chose dans son sac". Ciel, mes dossiers ! Non, ce n'était pas le rapport quotidien des services de sécurité dans le sac mais un gros poisson indélicatement subtilisé à la cuisine du palais. Je n'avais pas ri depuis longtemps et j'en étais reconnaissant au pauvre bougre. J'ai demandé qu'on ne lui fasse pas de misères, qu'il soit simplement muté dans un autre poste et qu'on lui intime l'ordre de ne plus voler les poissons de la République ou de ne plus se faire prendre bêtement. Le menu fretin de la trahison.

Dans le champ politique il faut distinguer entre deux catégories : les petits et les grands traîtres.

Commençons par les premiers en les classant en fonction de leurs motivations.

Il y a ceux qui trahissent par obligation : céder sous la torture et donner ses camarades à la police est un grand classique.

Il y a ceux qui trahissent par opportunisme. À mon entrée en fonction, on me communiqua mon dossier trouvé dans les archives de la présidence. Parmi les trouvailles, des rapports réguliers sur mes positions et mes activités en tant que président de la Ligue des droits de l'homme (1989-1994) envoyés régulièrement au dictateur ... par l'un de mes quatre vice-présidents. Joli coup des services.

Un vice-président d'une Ligue des droits de l'homme recruté par la police secrète ! Allez savoir ce que le cher collègue a pu obtenir en échange. Quand on m'a demandé si j'étais intéressé par la consultation de mon dossier au ministère de l'Intérieur, le courage me manqua. À quoi bon mettre le nez dans cette autre poubelle ?

Les archives des divers services secrets, aussi bien en démocratie qu'en dictature, débordent de ce genre de rapports où amis, maris et femmes, frères de combat ou voisins de palier rapportent, dénoncent, accusent, on ne saura jamais pour quelle vicieuse jouissance ou autre misérable récompense.

Au sein de ce groupe de traîtres occasionnels, il faut faire une place à une catégorie très spéciale : les traîtres professionnels. Ils ne trahissent pas dans certaines occasions pour un bénéfice immédiat. Ils passent leur existence à trahir tout et tout le monde. Je ne peux pas imaginer qu'ils ne tirent pas de ce style de vie une jouissance quelconque. Est-ce le sentiment de leur supériorité leur interdisant de servir qui que ce soit ? Est-ce simplement le plaisir de rouler tout le monde et de se dire qu'on s'est affranchi de toutes les règles qui lient les mains de tous les imbéciles qui les respectent ?

Aux traîtres par opportunisme aigu ou chronique, il faut ajouter une catégorie encore plus amusante : Les traîtres par jalousie. Dans le regard de certains qui me devaient leur présence dans les cénacles du pouvoir, je pouvais lire parfois leur pensée : "si le monde ne marchait pas sur la tête, c'est moi qui serais dans ce fauteuil et ce type en train de me servir le café." Le traître de cette catégorie, se sachant incapable d'obtenir le pouvoir qu'il désire tant, va essayer de détruire celui qui le possède et au diable la reconnaissance du ventre.

Mais qu'il s'agisse de traîtres occasionnels honteux et contrits ou de traîtres fiers d'être méprisés, la trahison reste à ce niveau une affaire d'individus englués dans des relations compliquées à soi-même et à l'autre.

Les plus intéressants sont les autres : les grands à panache pour qui la trahison n'est qu'un instrument de la grande politique.

Celle qui a mis fin à la première révolution tunisienne, en ramenant l'ancien système contre lequel le pays s'était soulevé, est un véritable cas d'école : aussi mérite-t-elle d'être exposée en détail.

Par définition et par nécessité, la politique est l'art de nouer des alliances pour survivre, voire triompher de temps à autre et réaliser une petite partie de ses rêves. On m'a beaucoup reproché celle que j'ai noué avec les islamistes du parti "Ennahdha " et de son chef Rached Ghannouchi . Comment un laïque, homme de gauche et militant des droits de l'homme, peut-il frayer avec les barbus ? Étais-je un traître aux causes que je prétendais défendre ou un opportuniste de la pire espèce ? En réalité, cette alliance a été forgée, comme c'est souvent le cas, par un mélange de hasard et de nécessité.

Le hasard a fait que j'étais à la tête de la Ligue des droits de l'homme pendant la période où Ben Ali décida d'éliminer les islamistes du paysage politique par les moyens les plus violents. Quand vous êtes en face d'hommes et de femmes qui sont persécutés pour leurs idées, vous ne pouvez détourner votre regard de leur souffrance sous prétexte que ces gens ne vous ressemblent pas. Je ne pouvais décemment faire autre chose que m'opposer à la torture, aux procès préfabriqués et à la confiscation des droits les plus élémentaires de

ces milliers de Tunisiens. Seuls ces intoxiqués de l'idéologie, que sont les extrémistes laïques ou religieux, mettent leur haine d'un Autre diabolisé au-dessus de toute considération de simple humanité. Voilà que vont se tisser des relations humaines transcendant les divisions politiques et les divergences idéologiques.

Mais il y avait aussi les nécessités politiques. D'abord celles du front commun contre la dictature. La ligne de partage ne passait pas pour moi entre laïques et islamistes mais entre démocrates et non démocrates. Dans le camp des partisans de la dictature, il y avait beaucoup de laïques et de gauche en plus. Dans celui des démocrates, des islamistes essayaient de se trouver une place.

Il y avait une raison encore plus impérative. La société tunisienne — comme beaucoup de sociétés arabes et musulmanes — se scindait doucement en deux plaques tectoniques idéologiques s'éloignant inexorablement l'une de l'autre au risque de créer, au sein du même pays, deux peuples n'ayant plus beaucoup de choses en commun. Il était effrayant de voir la haine d'une bourgeoisie occidentalisée et sécularisée vis-à-vis de la composante islamiste de la société... et vice-versa. Rien ne me paraissait plus important que de jeter un pont sur la faille qui s'élargissait alors que les extrémistes des deux bords faisaient tout pour accélérer leur éloignement et approfondir la rupture. C'est donc à partir de ces principes de bon sens que s'est nouée l'alliance totalement nouvelle dans le monde arabe entre laïques modérés et islamistes modérés. On ne peut dire qu'elle a hâté la chute de la dictature mais on peut affirmer qu'elle a préparé la transition démocratique.

La période transitoire de 2011 à 2014 a pu être gérée pour le plus grand bénéfice de la paix civile par une troïka issue en grande partie de ce compromis historique.

Mais le contrat de confiance liant les deux partis laïques et le parti islamiste pour mener à bien la transition et faire avancer la révolution démocratique fut rompu unilatéralement par le parti islamiste et bien entendu dans le plus grand secret.

Le 25 décembre 2015, le gendre de Ghannouchi, révèle dans un entretien radiophonique un secret de polichinelle. Il reconnaissait avoir comme son beau-père, voté contre moi, leur allié supposé lors des fatidiques élections de décembre 2014. Et pour cause M. Ghannouchi avait passé à Paris, l'été 2013, sous la houlette d'un homme d'affaire véreux et un politicien corrompu de la pire espèce, un accord avec M. Essebsi selon lequel il le soutiendrait aux prochaines élections présidentielles.

La raison du revirement de l'ami de trente ans ? Essentiellement la restauration sanglante de l'ancien régime en Égypte par les militaires. Une formidable peur s'empara des chefs d'Ennahdha. Allaient-ils subir le sort des Frères musulmans égyptiens et revivre le cauchemar des années quatre-vingt-dix sous Ben Ali ? Pour eux, le printemps arabe avait vécu. Les puissances étrangères et les bourgeoisies locales avaient décidé que la récréation avait assez duré. Les dirigeants islamistes décidèrent donc de permettre à M. Essebsi, chef incontesté de la contre-révolution, de réaliser ses ambitions personnelles contre l'assurance de ne pas les livrer à la police politique prête à reprendre du service.

Or c'était là une double trahison : celle de la révolution qui leur avait donné le pouvoir, celle d'un pays qui ne pouvait avancer qu'en mettant fin au règne d'une élite corrompue qui l'avait conduit au bord du gouffre.

Si les deux hommes, après leur rencontre de Paris, avaient organisé une conférence de presse pour annoncer leur accord et le justifier devant leurs troupes et devant le peuple tunisien, nul n'aurait eu le droit, moi moins que quiconque, de refuser un renouvellement d'alliance entre forces politiques libres de leurs choix. Mais c'est le fait d'avoir caché puis nié cet accord qui constitue une tromperie à grande échelle tant du peuple que des futurs électeurs. À l'époque, ayant eu vent de ce qui se tramait, j'avais posé la question à mes "alliés" : ils nièrent qu'il y ait eu le moindre accord secret.

Toute la campagne électorale de 2014 de M. Essebsi n'avait pour leitmotiv que la dénonciation des affreux barbus et de leur gestion

"calamiteuse" durant les trois années écoulées. Des centaines de milliers de véritables cocus politiques lui ont donné leurs voix sur la base de ces diatribes, ignorant tout de l'accord passé à Paris en 2013. Chaque fois que je pense à la façon dont cet homme a roulé ses partisans, je ne peux m'empêcher d'éclater de rire.

Encore plus comique le vote de l'extrême gauche, elle aussi obnubilée par l'anti-islamisme. Quel paradoxe ! des hommes et des femmes de gauche votant pour le représentant de la contre révolution allié caché des islamistes contre un homme de gauche que ces mêmes islamistes livraient en pâture à la contre révolution pour sauver leur peau.

Certes les élections présidentielles de 2014 ont été libres mais profondément malhonnêtes. Il ne s'agit pas seulement du parti pris des médias, de l'argent qui a coulé à flot pour acheter les voix, surtout dans les campagnes, ni même du classique vote des morts. Brouilles qui existent partout diront certains. Non, il s'agit surtout de cette grave trahison de la confiance des électeurs. Les laïques croyaient voter pour un candidat anti-islamiste alors qu'il était l'allié caché du parti Ennahdha. Les croyants ou les conservateurs donnèrent leurs voix à ce parti, croyant qu'il était toujours l'alternative à l'ancien régime voulue par la révolution, alors qu'il avait scellé avec lui un pacte secret pour le remettre en selle. La commission électorale indépendante fera fi de tous ces faits, seules l'intéressant les procédures. Bien sûr les observateurs internationaux, en passage éclair, n'y ont vu que du feu. À l'annonce du résultat, la tension dans le pays monte d'un cran. On fait pression sur moi pour ne pas reconnaître le résultat. Le lendemain, Ghannouchi, inquiet, me téléphone pour savoir ce que je compte faire. Je le rassure : ma décision était prise ; je reconnaitrai le résultat car le pays pouvait se scinder en deux et sombrer dans la violence. Tout, sauf le scénario ivoirien. Pour moi, la Tunisie était plus importante que Carthage et la démocratie un long processus qui ne peut se poursuivre et être parachevé que dans un pays indemne. Je n'ai jamais regretté cette décision.

En politique, la trahison comme la haine est systémique, permanente et impersonnelle. Dans la quête du pouvoir, pour la majorité des ambitieux et des arrivistes, illégalité et légalité, moralité et immoralité, trahison ou fidélité sont des stratagèmes utilisés séparément, conjointement ou en alternance en fonction des situations : seul compte le résultat. Ne pas s'étonner ni s'indigner. Pour obtenir le pouvoir et le conserver, il y a les principes quand on peut se le permettre et il y a tous les accommodements le reste du temps.

Post-scriptum

Akira Kurosawa a raconté dans un film magnifique (Rashomon, 1950) une histoire sordide et banale de meurtre et de viol. Son coup de génie est de faire raconter la même histoire au tribunal jugeant l'affaire quatre fois par les quatre acteurs du drame à savoir l'assassin, le fantôme de l'homme assassiné, son épouse violée et un témoin se trouvant par hasard sur le lieu du crime. Voilà que chaque récit est aux antipodes des autres tout en étant aussi vraisemblable. Le bandit affirme que l'épouse s'est donnée à lui et l'a encouragé à tuer son mari. La femme décrit son désespoir de femme violée luttant pour sauver son mari. L'âme du défunt appelée à donner sa version raconte une histoire de suicide pour échapper à la honte du viol de l'épouse, etc. La vérité, elle, on ne la connaîtra jamais. Ne peut-on donc jamais savoir ce qui s'est réellement passé s'agissant d'une histoire publique ou privée ? La réalité objective ne peut-elle pas être dégagée à travers les récits des uns et des autres ? Si, mais elle n'est rien d'autre que ce fouillis de récits, ces multiples points de vue dessinant une réalité floue, incertaine et changeante créée par tous les acteurs et évoluant constamment avec eux.

Appliquons cette quasi-loi à nos propres histoires.

Deux croyances à propos de la "success-story" tunisienne sont largement reprises par certains médias, des centres de recherche universitaires et admises par beaucoup de décideurs occidentaux.

1 - Grâce à l'accord de l'islamiste Ghannouchi et du laïque Essebsi, la Tunisie a pu réaliser un consensus politique qui lui a évité le sort tragique des autres pays du Printemps arabe.

Faux. La Tunisie n'a pas connu le sort de l'Égypte parce que, contrairement à ce pays, elle a une armée républicaine, disciplinée et non corrompue. Elle n'a pas connu le sort de la Syrie parce qu'elle n'est pas une mosaïque ethnique et religieuse dont les composantes sont à couteaux tirés depuis des siècles. Elle n'a pas connu le sort de la Libye et du Yémen parce qu'elle n'est pas une société tribale. Ce sont donc les caractéristiques du pays qui l'ont protégé de la guerre civile et non la "sagesse" de deux hommes politiques, produits d'une société habituée, depuis les Phéniciens, au négoce et à la négociation.

2 - Le consensus qui a sauvé le pays est celui de deux courants politiques ennemis représentés par les deux vieux sages.

Faux : Essebsi et Ghannouchi ne représentent qu'une partie du spectre politique et sont contestés dans leurs propres rangs. Leur prétendu consensus de haute volée politique n'était en fait qu'un accord électoral trahissant la révolution qui leur avait donné, sur un plateau d'argent à tous les deux, un rôle et un statut enviés. Surtout, contrairement à la propagande de l'un et de l'autre, jamais la division du pays n'a été aussi forte qu'aujourd'hui, laissant prévoir de futurs séismes.

Ici on fera remarquer que c'est là MON récit des événements et qu'il sent très fort le dépit, la frustration et la colère.

C'est tout à fait vrai, mais pour garder sa pertinence, la remarque doit être étendue. Qu'est-ce que cette "success story" qu'on vend aux occidentaux sinon le récit de Ghannouchi, d'Essebsi et de leurs supporters, sentant le triomphalisme, la duplicité et parfois la gêne ?

Nous voilà donc dos à dos avec deux récits diamétralement opposés. Pour compliquer encore le tableau, il faut convoquer les autres récits. Celui de l'extrême gauche fait de Marzouki, Ghannouchi et Essebsi un trio de vieux politiciens qui ont volé à

leur propre avantage une révolution faite par les jeunes. Ce ne sont que les pions de l'impérialisme occidental et du grand capital etc. Pour les djihadistes, le prétendu Printemps arabe n'est qu'un épisode des luttes de pouvoirs entre mécréants s'opposant à la mise en place de la Charia, au retour du Khalifat, donc au triomphe de l'islam. Le récit des nostalgiques de l'ancien régime est lui aussi bien charpenté. Tout le prétendu Printemps n'est qu'un complot international mené par le Qatar, Israël et l'Occident pour détruire le monde arabe. Quant au trio, il ne s'agit que d'un ramassis de traîtres etc.

Alors où est la vérité ? Certains croient qu'un grand historien la dégagera un jour à travers le fouillis de récits tendancieux et peu sérieux des uns et des autres. On dit que l'histoire est écrite par les vainqueurs. Mais même leur version finira tôt ou tard par céder la place à celle d'autres vainqueurs.

Dans l'économie du récit, il ne faut pas oublier les consommateurs. Ils vont le comprendre et le répercuter à leur façon. Nous voilà avec une multitude de récits et de sous-récits, constituant une cacophonie déconcertante pour tout esprit qui cherche à s'orienter face à toutes ces façons de présenter la même histoire.

Seuls les esprits les plus solides sont capables d'accepter une telle réalité et de se frayer un chemin dans ses turbulences

Les autres, effrayés ou déboussolés par tant de complexité, d'incertitudes et de changements permanents de la narration, chercheront leur tranquillité dans la croyance naïve en un monde structuré par une réalité objective, absolue et permanente que leur idéologie permet de comprendre et de domestiquer. Tant mieux pour eux... Tant pis pour eux.

Irrationnels haines et amours

Dès les premiers jours de mon mandat, me voilà traité par la rumeur, les faux profils de Facebook et un certain nombre de journalistes, d'ivrogne, de malade mental, de corrompu, d'agent de puissances étrangères, de pantin des islamistes et j'en passe. La haine ne rend pas seulement méchant, elle rend bête. On colporte que je vends les grâces présidentielles. On fait courir le bruit que je communique, sur un téléphone ultra confidentiel, toutes les décisions du Conseil national de sécurité... aux terroristes. On prétend que j'ai libéré les salafistes par centaines³².

La haine politique doit surtout délégitimer le détenteur du pouvoir. C'est ainsi que je me suis retrouvé à mon grand étonnement avec une mère marocaine, un père à la solde des colonialistes et même une nationalité française jusque-là bien cachée, y compris à moi-même. De plus, je n'aurais pas été élu par une écrasante majorité des députés à l'ANC mais seulement par sept mille voix sortant d'on ne sait trop où.

Mes archives se remplissaient en flux continu d'articles que m'envoyaient les services ou les amis indignés et que je n'ai jamais lus. Inutile de s'imposer une expérience désagréable et d'aller titiller les neurones de la colère et de l'agressivité. Chaque fois qu'on glissait à mon oreille la dernière infamie, je haussais les épaules.

Le pire était l'attitude des "amis". S'ils ne relayaient pas les rumeurs et les plus graves accusations, ils n'en démentaient aucune et laissaient faire, probablement avec un malin et discret plaisir. Dans le champ politique, "l'ami" est le premier à croire les rumeurs qu'on colporte sur vous et le dernier à vous pardonner qu'elles se soient révélées fausses. Se chercher un ami en politique, c'est comme chercher une

³²

C'est M. Essebsi qui les a libérés par milliers en sa qualité de Premier ministre par intérim plusieurs mois avant mon entrée à Carthage.

mère pour ses enfants dans un bordel. Non qu'il n'y ait pas de braves gens dans l'espace politique comme de braves filles dans un bordel, mais c'est la nature même de cet espace qui rend insensée la recherche de l'amitié ou du bonheur conjugal en son sein.

Qui a dit : "Dieu protégez-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge" ? Restent les vrais amis, venant toujours du dehors du champ politique. Ils font ce qu'ils peuvent mais, hélas, ne peuvent pas grand-chose sinon apporter un peu de consolation.

L'impact de ces campagnes de diffamation, savamment orchestrées et relayées par les divers médias, était destructeur. Une brave paysanne me dira un jour : "Monsieur le président, jamais je ne voterai pour vous car on dit à la télévision que vous videz les prisons et lâchez sur nous les criminels."

En fait je me contentais de signer une liste, préparée par le ministre de la Justice, de remises de peines et de libérations anticipées pour des raisons humanitaires. Simple coutume et tradition de l'État tunisien à l'occasion des fêtes religieuses et nationales.

Un jour, mon conseiller économique me dit affolé : "Monsieur le président, faites quelque chose, ma mère m'a apostrophé ce matin : "Quoi tu continues toujours à travailler avec cette ordure ?" Vous devez réagir, il faut traîner ces gens devant les tribunaux, toutes les bornes ont été dépassées, c'est de la pure diffamation."

C'est ma famille qui souffrait le plus de cette guerre psychologique permanente et c'était cette souffrance qui me mettait le plus mal à l'aise. Que faire de ce sentiment de culpabilité devant ce que j'ai fait endurer à mes proches durant toutes les années passées dans l'opposition et maintenant au pouvoir ?

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les attaques en politique n'ont rien de personnel. C'est une constante avec laquelle doit composer le Prince quel qu'il soit et quoi qu'il fasse. Même le Prophète, durant sa vie, a eu droit aux tentatives de meurtre, aux jets de pierre, aux attaques contre son honneur et aux persécutions de tous ordres. D'aucuns, ne se reconnaissant toujours pas en lui, continuent de le calomnier quatorze siècles après sa mort. Pourquoi

les serviteurs de Dieu seraient-ils mieux lotis que ses envoyés ? Voilà le Pape d'aujourd'hui³³ pris entre les tirs croisés de ceux qui lui reprochent d'en faire trop et ceux qui lui reprochent de ne pas en faire assez. Il va être accusé de tout et de n'importe quoi. Quelqu'un ira jusqu'à poser gravement le terrible problème : sa Sainteté adore-t-elle le Dieu arc-en-ciel ou le Dieu catholique ? Même la mise en question de sa légitimité ne lui est pas épargnée. Son élection aurait été frauduleuse, comme l'était le certificat de naissance d'Obama le "non-Américain."

Coluche a dit un jour : "les gens critiquent le président de la République tout le temps, tout le temps, tout le temps et pourtant ce n'est pas tout le temps le même !"

Et pour cause ! La haine politique est systémique, structurelle, permanente et impersonnelle. Le détenteur du pouvoir ne peut pas plus lui échapper qu'il ne peut échapper à la gravité. Heureusement que le détenteur du pouvoir a droit aussi à des louanges, voire à des manifestations d'amour. Combien de fois ai-je entendu des hommes et des femmes, voire des enfants me crier au passage du cortège officiel : "On vous aime M. le Président" ? Un jour, de retour d'un bain de foule plus chaleureux que d'habitude, j'ai dit à ma femme en plaisantant : "Quel malheur que mes ennemis ne me connaissent pas bien, ils pourraient me haïr un peu moins, mais heureusement que mes supporteurs ne me connaissent pas mieux, ils cesseraient de m'aimer illico".

Sur les réseaux sociaux, la guerre était et reste sans concessions entre ceux me défendent et ceux qui m'attaquent. Je suis porté aux nues par les uns, voué aux gémonies par les autres. Des deux côtés on est en permanence dans l'outrance et la caricature. Peine perdue que de vouloir être jugé sur ce qu'on est réellement.

³³ "Le pape est-il de bonne foi ?" — *La Stampa* — *Courrier international* — 8-14 décembre 2016

Notre cerveau comprend les manifestations de haine et d'amour venant de la part de personnes avec lesquelles nous avons des relations éprouvées. Mais qu'un parfait inconnu, avec lequel vous n'aviez jamais eu le moindre contact, vous jette à la figure sa haine ou son amour est une situation toujours surprenante. Comment expliquer aux gens que je ne suis pas "lui", que je suis "moi", que lui et moi ne sont pas tout à fait la même personne ? Un homme politique n'a en général d'autre choix que d'accepter sa "multiplicité" et de gérer autant que faire se peut le Moi qu'il se connaît en même temps que les avatars (le bon et le mauvais) que les autres lui ont assignés d'office.

Pourquoi haine et amour du chef sont-ils si violents et si irrationnels ? Parce qu'ils sont régis tous deux par le même mécanisme psychologique : l'identification. Un proverbe arabe exprime finement cette constante de la politique : "la moitié du peuple est contre celui qui gouverne... ceci quand il est juste". Aberration ? Non, pure logique. La moitié qui rejette le Prince juste n'est pas contre la justice mais contre le fait qu'elle soit défendue par ce Prince-là.

Avant d'être une personne, ce dernier est le représentant d'une classe sociale, d'une région, d'une religion, d'une obédience politique ou d'un mode de vie.

Il a été hissé à ce niveau de responsabilité pour représenter au plus strict sens du terme son groupe social et pour défendre ses intérêts.

Ceux qui se sentent représentés en la personne du détenteur du pouvoir tairont ses échecs et magnifieront ses réussites. Ceux qui ne s'identifient pas à lui ne lui pardonneront pas ses échecs et encore moins ses réussites. Pour la plupart des gens n'est légitime que le Prince dans lequel ils se reconnaissent et à travers lequel ils exercent le pouvoir par procuration. Tout autre est un imposteur, quel que soit sa légalité formelle.

Face aux majorités passionnelles aux réflexes primitifs, il existe une minorité rationnelle essayant de sortir du mécanisme de l'identification pour porter un jugement objectif sur les qualités et les réalisations du Prince. Mais, même cette minorité aura du mal à se

départir d'une vague sympathie ou d'une diffuse antipathie qui colorera son jugement. De toutes les façons, que pèse-t-elle devant les majorités passionnelles dont toute cette frange à la haine affreuse ?

De même que le corps agressé par les bactéries sécrète des anticorps, le psychisme crée aussi ses mécanismes de défense devant les agressions que sont rumeurs, calomnies et insultes. Tiens, me disais-je, mais c'est intéressant tout cela... Comment se fait-il que je n'aie pas remarqué cette ruse pourtant bien enfantine ? Ah la belle vilénie, je ne la connaissais pas ! Tiens, pas mal aussi cette rumeur ! Décidément ils sont en verve ces jours-ci ! Encore une volte-face de celui-là : là je perds le compte exact, tant ses retournements ont été nombreux ! Ah toi aussi tu joues à Brutus !

Me voilà en train de consigner mes "découvertes" sur les multiples aspects de la face cachée de mon petit monde. Voilà que se dissipent frustration et colère, que l'antipathie se transforme en amusement voire, parfois, en attendrissement.

On peut se consoler aussi en se rappelant que la haine est un poison psychique qui ronge ses auteurs, non ses victimes. C'est le seul crime immédiatement suivi de sa punition. Alors à quoi bon se venger de gens qui se chargent de vous venger d'eux-mêmes gratuitement ?

Post-scriptum

Le plus terrible, dans la haine politique, est sa capacité à traverser les siècles. Qui se rappelle que le schisme, qui a scindé l'islam en islam sunnite et islam chiite, est tout sauf une querelle de doctrine ? Qui se souvient qu'il démarra suite à une lutte à mort pour le khalifat opposant, dès la disparition du fondateur de l'islam en 632, deux familles patriciennes : celle du Prophète — les Hachémites — et celle, apparentée, des Omeyyades ?

C'est comme si le schisme qui divisa la chrétienté en catholiques et protestants n'était pas dû à une querelle doctrinale mais à une lutte pour le pouvoir entre les Médicis et les Borgia. Ali, le gendre du Prophète, fut assassiné en 661. Hussein, son fils et petit-fils du

Prophète lui-même, fut tué lors de la bataille de Karbala en 680. L'irréparable était commis. Comment peut-on se réclamer du Prophète quand on a fait couler son propre sang ? Le conflit politique dégénéra en guerre religieuse qui n'a jamais cessé. Les adeptes d'Ali, dans leur affirmation qu'ils sont les seuls héritiers légitimes du Prophète et de l'empire, se nommeront chiites. Ceux qui sont restés du côté des vainqueurs, les Omeyyades, seront les sunnites.

Le Chiisme n'est en fait rien d'autre qu'une branche de l'islam née d'un double crime politique, jamais oublié jamais pardonné. Dans les prêches des mosquées chiites, la mort d'Hussein est rappelée comme si elle avait lieu hier et non il y a quatorze siècles. Arrive toujours le moment où l'on pleure tous ensemble la passion d'Hussein, sa douleur symbolisant la douleur du monde. C'est un peu comme si les chrétiens ne se rassemblaient le dimanche que pour pleurer Jésus et préparer la punition de son meurtre. Dans cette vision terrible, les sunnites d'aujourd'hui sont responsables du double crime politique d'antan, comme les juifs ont été considérés longtemps responsables de la Passion du Christ. Face à une telle accusation, les sunnites ont réagi tous ces siècles par une persécution impitoyable des "hérétiques" ce qui n'a fait qu'alimenter la machine infernale qui broie jusqu'à aujourd'hui tant d'innocents des deux communautés.

Peu sont frappés par la cruauté d'une histoire qui a fait, d'un différend au VIe siècle entre deux familles nobles de l'aristocratie arabe, le fondement d'une religion d'État en Iran, la cause de sombres querelles entre Pakistanais et Afghans ou la source de tant de massacres dans la Syrie et l'Irak d'aujourd'hui.

Le chiisme pourrait être décrit comme un messianisme de revanche entretenu par une haine politique tenace. Les miliciens chiites, entrant dans les villes libérées par l'armée irakienne de l'emprise de Daech en 2016, s'en prenaient aux habitants sunnites proclamant qu'ils étaient venus venger l'assassinat de l'Imam Hussein survenu en... 680.

La malédiction d'Alberich

Le Prince de Machiavel est, dit-on, l'ouvrage que lisent tous les hommes de pouvoir. Aujourd'hui, le livre qui m'avait fasciné dans ma jeunesse me paraît très daté. Prenons l'une de ses recommandations les plus connues : le Prince doit se faire craindre et respecter. Comme j'aurais aimé que l'illustre penseur soit là pour m'expliquer comment le détenteur du pouvoir de notre époque doit faire pour se faire craindre et respecter... par les réseaux sociaux !

Certaines pratiques suggérées par Machiavel me paraissent devoir être sagement ignorées par tous les dirigeants actuels et à venir. Se débarrasser de ses ennemis comme suggéré pourrait gravement irriter Amnesty International et même amener l'imprudent devant le Tribunal pénal international.

D'autres conseils sont tout aussi dépassés : "La guerre, les institutions et les règles qui la concernent sont le seul objet auquel un prince doit donner ses pensées et son application et dont il lui convienne de faire son métier"³⁴.

Non, le Prince "machievélique" d'aujourd'hui ne doit donner sa pensée et son application qu'à la communication³⁵ et le reste du temps à l'économie s'il y comprend quelque chose.

Parfois j'ai l'impression que Machiavel se moque tout simplement de son patron : *"Répétons que les grands hommes tels que ceux dont il s'agit rencontrent d'extrêmes difficultés, que tous les dangers sont sur leur route, que c'est là qu'ils ont à les surmonter et que, lorsqu'une fois qu'ils ont traversé ces obstacles, qu'ils ont commencé à être en vénération et qu'ils se sont délivrés de ceux de même rang qui leur portaient envie, ils demeurent puissants, tranquilles, honorés et heureux."*

³⁴ Machiavel, *le Prince*, dans *Œuvres*, Paris, Robert Laffont, 1987, p. 110-178.

³⁵ Percy Kemp, *le Prince – Conseils adressés à nos gouvernants*, Paris, Seuil, 2013.

Si Machiavel était aussi compétent en machiavélisme, il aurait prévenu le malheureux qu'il conseille que, pour lui plus que pour tout autre être humain, il n'y a nul lieu ou moment où il peut demeurer "puissant, tranquille, honoré et heureux".

Il aurait dû insister sur le fait que le prince doit s'attendre, et ce jusqu'à son dernier souffle, à ne connaître que les plus raffinés des ennuis que la vie réserve aux mortels que nous sommes.

Richard Wagner a fait preuve dans sa fameuse tétralogie "*Das Ring des Nibelungen*", de plus de perspicacité. Rappel des faits.

Le gnome Alberich vole l'or du Rhin à des naïades un peu sottes et se fait forger un anneau lui conférant le pouvoir absolu. Un anneau a le mérite d'être plus léger à porter que la chose qu'il représente. Mais il a l'inconvénient d'être plus facile à voler. Le voleur se fait donc voler son anneau magique par un plus grand voleur que lui : le Dieu Wotan en personne.

Au moment de se faire délester de l'objet convoité tant des hommes que des dieux, Alberich lance sa fameuse malédiction qu'on peut résumer ainsi : "Que le tourment ronge l'âme de celui qui détient cet anneau... Que l'envie ronge l'âme de celui qui le convoite"³⁶.

Voilà jeté l'implacable sort qui va poursuivre aussi bien ceux qui cherchent le pouvoir que ceux qui le détiennent et sur lequel Machiavel a fait l'impasse, soit par ignorance du sujet qu'il prétend maîtriser, soit pour ne pas désespérer son prince.

Mais qu'est-ce au juste que le tourment ?

Un gamin n'est pas tourmenté par une fessée énergique de la part d'une mère excédée mais aimante. Par contre il peut l'être par une indifférence continue de sa part.

³⁶ La version du livret : "Malédiction sur cet Anneau (...) Si l'or m'en a valu puissance, une toute-puissance illimitée, que cette vertu magique perde quiconque le porte ! Que toute joie disparaisse pour l'être à qui sourira sa splendeur ! Qu'une déchirante angoisse assassine qui l'aura ! Qu'une dévorante envie ronge quiconque ne l'a pas ! (...) Que le Maître de l'anneau soit le valet de l'anneau."

On n'est pas tourmenté par une forte grippe, agaçante mais passagère. Par contre, on l'est par un diabète fantasque ou une épilepsie mal équilibrée durant des années.

Le tourment est donc un cocktail de sensations désagréables et d'émotions pénibles, dont la principale caractéristique est la durée.

Tout homme politique en marche vers le pouvoir expérimente très tôt une partie de la malédiction : souffrir de l'envie et de la frustration de ne pas posséder cette chose extraordinaire qu'il imagine capable de transformer sa vie et celle de la misérable humanité qu'il va sauver à lui tout seul.

Voilà le pouvoir et la dissipation rapide de toutes les illusions. C'est le temps de la seconde partie de la malédiction : souffrir par le souci et le chagrin qui vont de pair avec les responsabilités, les dangers et tous les inconvénients de la fonction.

Pour moi, c'était d'abord prendre de plein fouet les campagnes de presse orchestrées de main de maître par les sbires de l'ancien régime qui ne me pardonnaient pas le fait d'exister. Il y avait les mauvaises nouvelles du jour : grèves, manifestations, grèves de la faim dans les prisons, attaques terroristes, aggravation de la situation en Libye. Il y avait aussi les querelles chez les conseillers, dans le parti, dans le gouvernement, dans la coalition des trois partis gouvernant le pays. Il y avait les retards au redémarrage de l'économie, le flot incessant d'appels au secours parvenant à la présidence de dizaines de milliers de gens aux abois et impossibles à satisfaire tous.

Il fallait faire face à la souffrance silencieuse de centaines de milliers de chômeurs en attente d'un passeport pour la vie, à celle des boat-people se lançant sur des radeaux de fortune affrontant la nuit angoissante et la mer traîtresse, à celles de toutes les familles endeuillées par les attentats terroristes.

Le tourment est comme la mer, toujours recommencé. La fréquence des crises affrontées et la réduction des intervalles libres entre elles soumettent le corps et l'âme à une tension que peu d'hommes sont capables de supporter sans craquer.

Ce jour-là, la campagne de la région de Béja déploie ses rondeurs verdoyantes d'habitude si plaisantes et apaisantes. Mais le cœur n'est pas à l'admiration du paysage. Dans la voiture qui fonce vers Carthage, je me sens las, accablé et envahi par une indicible tristesse.

J'étais venu en ce début d'après-midi pour assister à l'enterrement d'un soldat de vingt ans tué la veille dans un énième affrontement avec les terroristes.

Un village au bout d'une méchante piste. Un cimetière au bout d'une piste encore plus méchante. Autour de moi des gens très simples. Voisins, parents et officiels se bousculent pour porter quelques instants le cercueil. La mère, une paysanne pauvrement vêtue, est encore sous le choc. Elle marche comme un automate. La tombe béante attend la dépouille. Sur son bord, je me tiens raide en tenant la main de la mère. Elle ne pleure pas et ne dit pas un mot. Elle semble perdue dans son monde prêtant à peine attention à celui dans lequel nous étions tous encore englués. Le corps est enfin couché sur son lit d'éternité. Les fossoyeurs se disputent en chuchotant pour savoir quelle est la direction de la Mecque pour disposer correctement la tête. L'imam commence à réciter des versets du Coran. C'est à ce moment que la vieille femme se met à chuchoter avec une extrême douceur une sorte de mélopée. Je tends l'oreille. Je n'aurais pas dû car cette mère ne s'adressait qu'à son fils. Leur dernier tête à tête. "Hé, Atif mon petit, comme ça tu pars et tu me laisses seule !". Un reproche, un étonnement, une taquinerie, allez savoir. Quelle étrange mélopée ! Etait-ce sur ce ton et sur ce rythme que cette mère berçait son fils quand il n'était encore que l'enfant dans lequel elle mettait tous ses espoirs ? Jusqu'à la fin de la funèbre cérémonie, elle n'a eu aucune larme et c'est moi qui pleurais en silence.

Je vais encore passer une mauvaise nuit, me suis-je dit, en regardant défiler les paysages devenus sans charme. Je vais être poursuivi dans mes rêves par la mélopée de cette mère encore étonnée que son fils soit parti si loin en la laissant toute seule dans la vallée de larmes. Pourvu qu'il n'y ait pas encore un coup de fil en pleine nuit m'annonçant une autre catastrophe.

Non, ce soir-là je ne serai tourmenté que par la souffrance contenue de cette femme. Je ne savais pas que le pire était à venir et qu'un certain jour de juillet 2014 on me réveillerait avant l'aube pour m'annoncer la mort de quatorze soldats dans une nouvelle et sanglante attaque terroriste.

C'est donc l'installation dans la durée de cet état subjectif pénible, et non son intensité, qui caractérise tout tourment dont celui qui accable le Prince.

Tous les jours que Dieu fait, on est assailli par des problèmes surgissant sans arrêt. On est l'objet d'agressions en série, notamment de la part des médias. On est en butte à des chantages odieux, à des menaces sérieuses, à des pressions insoutenables sans parler des sollicitations incessantes impossibles à satisfaire. Tout cela crée un état d'alarme permanent, une tension nerveuse qui ne se relâche que rarement.

Il y a beaucoup de raisons et de chemins menant quelqu'un à la dictature. J'ai de plus en plus tendance à croire que le tourment du Prince pourrait être un déterminant important que nul historien ne peut analyser faute d'accès à des secrets profondément enfouis.

Le plus souvent, l'homme arrivé au sommet de l'État, au départ bien intentionné envers son prochain, se trouve rapidement accablé par des problèmes qui le dépassent, tiraillé entre les voraces appétits de ses proches et leurs conflits chroniques. Le voilà revenu de toutes les illusions sur les êtres qui l'entourent puisque toujours haï, jaloué et critiqué quoi qu'il fasse.

Un tel homme, sans solide sens de l'humour ou aux nerfs fragiles, surtout sans contre-pouvoirs efficaces, ne peut qu'être tenté par la violence. N'est-elle pas une solution rapide et immédiatement efficace pour mettre fin à ses tourments en étouffant les cris stridents de ses tourmenteurs ?

Est-ce ainsi que commence le dérapage et la fuite en avant dans un cercle vicieux infernal ? Pour échapper à leurs tourments, tourmenteur et tourmentés ne font que les aggraver jusqu'à la

conclusion tragique qui attend tout le monde et qui, loin de mettre fin au tourment général, en lance tout simplement un nouveau cycle.

Le vœu pieux est "aimez-vous les uns les autres". L'ordre que tout le monde suit sans même s'en rendre compte est sans discussion possible : "tourmentez-vous les uns les autres".

Le plus étrange est que tant d'hommes et de femmes – et je ne me mets pas en dehors du lot – se battent comme des forcenés pour assumer une fonction qui est probablement la plus riche en tourments divers et variés.

Il faut vraiment une bonne raison à un comportement aussi absurde, mais, de grâce, ne me parlez pas de vulgaires privilèges et de plaisirs vite devenus on ne peut plus fades.

L'expérience de la prison ou de la maladie grave transforme en profondeur une personne. Il en va de même quand prend fin l'exercice du pouvoir.

On se rend compte de l'énormité de ce qu'on a perdu, qu'il s'agisse de vulgaires privilèges ou d'occasions à jamais envolées de réaliser ses rêves pour soi et pour les autres. Mais on a vite fait aussi de réaliser l'importance de ce qu'on gagne. Quel incroyable soulagement avec la fin de cette malédiction attachée au pouvoir qu'est le tourment. Ce n'est pas sans une certaine ironie que j'observe avec quelle fougue certains – comme je l'ai fait moi-même – se battent pour arriver au centre de l'arène où les attendent les vrais coups et la malédiction d'Alberich. Bonne chance les amis, oui bien sûr c'est vous qui allez réussir là où presque tout le monde a échoué.

Dans ce tableau plutôt sombre, cherchez et vous trouverez le rayon de lumière le plus souvent dans une beauté cachée ou un comique en dormance.

Il me suffit d'imaginer à quel point mon existence même tourmente mes "amis" et mes ennemis pour me sentir tout de suite beaucoup mieux.

Post-scriptum

Le pouvoir ne peut être qu'une tension permanente, structurée par la violence physique et psychique et entraînant une souffrance plus ou moins grande pour tous les acteurs. Or, à ce sujet, nous n'avons que les récits des uns et le silence assourdissant des autres.

Il existe de par le monde une foisonnante littérature morbide sur la souffrance des hommes qui subissent les exactions du pouvoir. Les témoignages convergent nécessairement, qu'il s'agisse de l'horreur vécue dans les camps nazis, le goulag soviétique, les prisons arabes, africaines, chinoises, nord ou sud-américaines.

Mais nul ne s'étonne de la rareté des témoignages sur la souffrance des hommes et femmes aux affaires. Pourtant elle existe et ceci tout au long de leur parcours du combattant allant de la "recherche" à la "perte" du pouvoir, en passant par son "exercice". On la subodore derrière les récits des historiens sur la fin des Romanov en Russie ou des Pahlavi en Iran. Mais une véritable analyse de ce en quoi consiste la souffrance des dirigeants n'est pas prête à concurrencer celle de leurs victimes. Les dirigeants ne peuvent ni ne doivent révéler leurs faiblesses, dévoiler leurs peurs, angoisses ou remords puisqu'une partie de leur pouvoir est fondée sur la croyance savamment entretenue en leur supériorité voire en leur infailibilité. Si d'aventure cette souffrance venait à être découverte, elle ne susciterait que moqueries, mauvaise joie ou simple voyeurisme vulgaire.

Pour les sujets-citoyens n'ayant aucun rapport avec la personne réelle de leurs soi-disant "représentants", la souffrance des dirigeants est un non-problème.

Pour les dirigeants, la souffrance des sujets-citoyens est une abstraction. Combien de dictateurs ou de dirigeants démocratiques ont eu le courage d'aller voir comment se traduisent en pratique les décisions qu'ils prennent ?

Pendant mes trois années en fonction, tous les 10 décembre (anniversaire de la Déclaration universelle des droits de

l'homme), je me suis rendu dans les prisons pour signifier que l'État ne considère pas les prisonniers de droit commun ou les terroristes comme le rebut de la société. Je voulais aussi par ce geste tenter de diminuer, autant que faire se peut, la souffrance d'hommes et de femmes accablés par un sort funeste et souvent injuste.

En fait, la négation mutuelle de la souffrance tant chez les dirigeants que chez leurs opposants cache une réalité terrible : le pouvoir en tant que force nécessaire à l'organisation sociale a un coût humain très élevé, payé aussi bien par ceux qui l'exercent que par ceux qui le subissent.

Verrons-nous un jour une société-système où le pouvoir n'aurait qu'une fonction de régulation sans besoin de coercition et où les souffrances communes et les peurs croisées des acteurs seraient obsolètes ? Ce serait bien étonnant.

Le coût de la chose

De tous les lieux du Palais, celui où j'aimais m'attarder est un long couloir au rez-de-chaussée appelé la galerie des Beys³⁷ car, là, sont exposés de gigantesques portraits des derniers rois de Tunisie. Plus d'une fois je me suis arrêté devant ces portraits comme si j'espérais que leurs majestés sortiraient de leur silence bougon et répondraient à mes interrogations sur leur vie difficile et leur fin tragique. Ah, lui, c'est Hussein Bey le fondateur de la dynastie ! Il a été décapité en 1740 par son petit-neveu Ali entré en rébellion. Le même Ali est déposé et étranglé en 1756. Celui qui a régné le plus longtemps, Hamouda Bey, meurt empoisonné en 1814. Le successeur de l'empoisonné, Osman Bey, est poignardé dans son lit par un cousin : son règne fut le plus court de toute l'histoire de la famille (trois mois). Les rois suivants vont mourir dans leur lit mais leur vie n'est qu'une suite de révoltes matées, de complots avortés, de conflits armés avec le voisin algérien et de pressions externes conduisant à l'occupation française en 1881. La fin de la dynastie est aussi triste que son début. L'avant-dernier roi de la lignée, Moncef Bey, est déposé par les Français en 1943 et exilé à Pau où il mourra en 1948 — empoisonné dit-on. Son successeur, Lamine Bey, est chassé par Bourguiba qui proclame la République en 1957. Il mourra seul et pauvre en 1962³⁸.

³⁷ Nom donné aux rois de Tunisie, membres d'une dynastie d'origine turque : la dynastie Husseinite (1705-1957)

³⁸ La démocratie est la plus ingénieuse solution trouvée à la violence politique. Qu'est-elle au fond, sinon une guerre mais où cette violence, de physique, a été déplacée dans l'ordre du symbolique ? On ne s'organise plus en corps d'armée, mais en partis politiques. On ne se lance plus des flèches ou des obus, mais des injures et des phrases assassines. On ne fait plus couler le sang, mais l'encre, la sueur et la salive. Le jour du grand règlement de comptes, on aligne les combattants sur le champ de bataille et on les compte. On déclare vainqueur le camp qui a un soldat de plus que l'autre camp. Le chef perdant est destitué mais il garde sa tête. Le vainqueur est installé dans le grand palais, mais n'est plus condamné à y mourir de peur.

Bourguiba lui-même sera arrêté par sa propre police un certain jour de novembre 1987 et emmené sous bonne garde pour vivre isolé du monde pendant onze ans et mourir seul et abandonné, surtout de ceux qui vont se réclamer de lui sans vergogne comme M. Essebsi qui n'eût même pas le courage d'assister à ses obsèques. Dans les archives du Palais, nous avons retrouvé des lettres pathétiques de Bourguiba à Ben Ali, le suppliant de le libérer et menaçant même de se suicider. En vain, car Ben Ali refusa d'écouter les cris de désespoir d'un vieillard qui ne présentait pourtant plus aucun danger politique.

Ben Ali lui-même détalera un certain 14 janvier 2011 quand les Tunisiens auront cessé de le supporter et de le craindre. Il a été accueilli en Arabie Saoudite où il décèdera le 19 septembre 2019.

Dans ce lieu où flottait l'atmosphère tragique de toutes ces vies brisées, le comique n'était jamais très loin. À sa prise de pouvoir en 1987, Ben Ali fit enlever tous les portraits de Bourguiba, dont celui qui ornait le grand hall d'entrée, et les remplaça par les siens. À la révolution, ce sont les siens qui furent tous enlevés et détruits. Personne n'eut la joie de décrocher mon portrait puisque, prudent et connaissant mon monde, je n'en avais pas fait installer et avais laissé à la place d'honneur celui de Bourguiba. C'est mon successeur qui se hâta de l'enlever, lui qui avait fait toute sa campagne sur le thème de la restauration du bourguibisme. Bien entendu, il le remplaça par le sien et, bien sûr, son portrait sera un jour enlevé et jeté pour être remplacé par celui de la nouvelle victime de ce lieu terrible.

Combien de fois, en arpentant la galerie des Beys, ai-je refoulé la question : comment se terminera mon passage en ce lieu superbe et inquiétant ?

L'été 2013, après le deuxième assassinat politique qui ébranla la Tunisie et que la contre-révolution se mit en ordre de bataille pour abattre le régime, j'ai commencé à envisager sérieusement la possibilité d'une fin "classique". C'est l'époque où j'ai interdit à ma

Enlever le trait

femme de monter dans la même voiture que moi quand nous rentrions pour le week-end dans notre maison de Soussse. À deux reprises en un mois, en pleine nuit sur l'autoroute, le cortège bifurqua à la première sortie sur ordre de la police. Des voitures suspectes avaient été signalées sur le parcours. Un soir d'été 2014, je reçois un coup de fil affolé d'un homme de confiance. Des rumeurs circulent sur une possible attaque du Palais par la mer. J'appelle le chef de la Sécurité militaire : il n'a aucune information en ce sens mais m'assure qu'il va prendre toutes les mesures nécessaires. Longue nuit mais rien ne se passe. Le lendemain, la Sécurité militaire recoupe les informations et reconstitue l'origine de la rumeur : un informateur a entendu dans un café "sensible" à Sfax deux hommes parler d'un "débarquement par la mer sur le Palais par des gars bien décidés". J'éclate de rire en imaginant l'informateur tendant l'oreille pour capter à travers le brouhaha la discussion des deux stratèges de bistrot :

— "Tu sais, moi je te le dis comme je le pense, ce gouvernement de merde n'en a plus pour longtemps !

— Ouais, quand je pense qu'il suffirait de quelques gars bien décidés débarquant tranquillement la nuit derrière le palais pour en finir avec ce salaud !"

Voilà comment deux imbéciles ont mobilisé un escadron de chars, deux corvettes de la marine nationale et gâché la nuit à un président qui ne voulait qu'une chose : dormir et se réveiller dans le monde auquel il était habitué.

Nietzsche disait que vivre, c'est vivre dangereusement. Si la maxime est vraie pour tout un chacun, elle l'est en priorité pour le détenteur du pouvoir : tout Prince vit avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête. Une fois qu'il a réussi à grimper au sommet³⁹, il se retrouve

³⁹ En réalité la "chasse" commence bien avant. Tout homme politique qui se détache du lot dans la course au sommet est immédiatement "pris en charge" par ses ennemis aussi bien que par ses amis. Il aura droit à tous les coups de griffes et aux morsures les plus douloureuses. Ce qui fait que s'il arrive à ce sommet, c'est en général dans un pitoyable état. Or c'est là que le vrai tir de barrage va commencer.

comme un chat haut perché sur un lampadaire, une meute de chiens à ses trousses aboyant très fort pour l'effrayer et le déséquilibrer et attendant sa chute inévitable pour le mettre en pièces.

C'est la règle de tout temps et de tout lieu et il en sera probablement toujours ainsi. Depuis quinze siècles, l'histoire de la Tunisie se confond avec celle de l'Islam et elle a démarré sous les plus mauvais auspices. Des quatre califes (successeurs) qui ont connu le Prophète de son vivant, trois furent assassinés : Omar en 644, Othman en 657 et Ali son gendre en 661.

On peut remonter plus loin dans le passé et c'est toujours le même scénario éternellement recommencé.

À l'entrée de la plus grande salle du palais où ont lieu les cérémonies officielles, trône un buste d'Hannibal, notre plus grande gloire nationale. L'homme, qui était la terreur des Romains et l'un des plus grands conquérants de l'Antiquité, fut accusé de trahison par les oligarques de Carthage qui voulaient protéger leurs privilèges et étaient probablement jaloux du personnage. Il dut fuir la patrie qu'il avait si longtemps et si loyalement servie pour se mettre au service d'un roitelet grec nommé Prusias. Ce dernier le trahit et voulut le livrer aux Romains lancés à ses trousses. Au moins lui ne connaîtra pas le sort infâme de Vercingétorix : il choisit le suicide vers 181 ou 183 av JC. Ah, à propos des Romains ! Entre Auguste (63 av. JC - 14 ap. JC) et Constantin (272 - 337 ap. JC), il y eut cinquante empereurs dont trente-quatre furent trucidés par des objets pointus ou contondants ou par des mets donnant un drôle de goût au dernier repas.

On comprend dès lors la sagesse de certains hommes qui, au lieu de courir derrière le pouvoir, courent devant, le fuyant comme on fuit un tigre lancé à ses trousses. Exemple rapporté par Frazer, un célèbre ethnologue ⁴⁰ : dans le Cambodge des temps anciens, après la mort du roi, tous les hommes susceptibles d'être couronnés s'enfuyaient dans la jungle. Était couronné celui qui courait le moins vite. Comment ne

⁴⁰ James George Frazer, *The Golden Bough, A Study in Magic and Religion*, Avenel Books, 1981.

pas le comprendre et compatir ? Dans les sociétés dites primitives, des pluies régulières et des récoltes abondantes étaient le signe que les dieux étaient contents de leur représentant sur terre. Qu'advienne une sécheresse ou une épidémie et on en concluait que le roi n'avait plus les faveurs des dieux, sans doute parce qu'il les avait offensés d'une façon ou une autre. La seule sortie de crise possible était l'holocauste du coupable et, pour mieux calmer leur courroux, de la manière la plus horrible qui soit. La vie du roi était offerte pour que soit préservée celle du peuple. Les archéologues ont mis au jour voici quelques années dans la tourbe irlandaise le cadavre d'un homme qui a fini sa vie égorgé, dépecé et noyé. La violence de la mise à mort a alerté nos chercheurs : encore un roi – probablement de l'âge du bronze – sacrifié. On raconte qu'un des princes de la dynastie mamelouke (1250 à 1517), qui a régné sur l'Égypte, la Syrie et l'Arabie, fut traîné en pleurant jusqu'au trône. Il n'accepta la couronne qu'à la condition de ne pas être assassiné lorsqu'il serait déposé. Et pour cause : tout sultan ne régnait pas plus de deux ans et finissait égorgé ou décapité.

De nos jours, on préfère clouer le prince défaillant au pilori de la presse ou le sacrifier sur l'autel d'une élection. Là où il fait de la résistance, on peut recourir aux anciennes méthodes comme la corde, le fusil ou le couteau. Ce ne sont pas Saddam, Sadate ou Kadhafi qui me contrediront.

Non, il n'y a pas d'amour heureux et encore moins de pouvoir heureux.

Le plaisir qu'on en tire est du même ordre que celui du mariage : il y a de bons moments, surtout au début ; il y a tous les autres, surtout à la fin.

On peut même en dire ce qu'on dit de la santé : un état précaire qui ne présage rien de bon.

Le pouvoir n'a pas de maître, il n'a que des serviteurs. Il sait appâter les hommes par des gratifications et des privilèges mais il sait tout autant se montrer d'une incroyable cruauté envers eux, qu'ils réussissent ou qu'ils échouent dans leur mission. Tous ceux qui

endossent le rôle du Prince servent un moment, font trois petits tours et puis s'en vont, le plus souvent meurtris dans leur chair et dans leur âme. Si un jour on décide d'élever un temple au pouvoir, il faudra écrire sur le fronton : "Seul l'usage, à vos risques et périls, est permis. La possession est à jamais interdite."

Mais qu'est donc cette chose pour laquelle tant d'hommes sont prêts à risquer leur vie et à disposer sans grands scrupules de celle de tant d'autres ?

VII - Analyse spectrale d'un concept complexe

Un brin de théorie

Les réponses à notre question de départ ne sont souvent que des croyances et des points de vue quand il ne s'agit pas de simples préjugés.

Pour le gamin de cinq ans, le pouvoir c'est faire ce qu'on veut et obtenir ce qu'on désire. Pour l'adolescent boutonneux, c'est l'autorité de son "vieux" et de tous les chefs à laquelle il faut se mesurer pour s'affirmer et exister.

Pour monsieur tout le monde, c'est la capacité de quelqu'un à contraindre les autres à fonctionner comme il l'entend, protégeant ainsi ses intérêts et affirmant sa supériorité.

Pour les penseurs de droite, c'est la force qui sert à imposer et à défendre l'ordre.

Pour les penseurs de gauche, c'est la force qui sert à imposer et à défendre l'injustice.

Pour les politiques, c'est une citadelle à conquérir dans le but d'imposer des idées et faire prévaloir des intérêts.

Pour le dictionnaire : c'est l'ascendance de quelqu'un ou de quelque chose sur quelqu'un... ou bien c'est le droit de quelqu'un de faire tel ou telle chose de par son statut.

La façon dont chacun conçoit la "chose" est certes intéressante mais ne peut nous mener bien loin dans la compréhension d'un concept on ne peut plus flou et complexe.

Guy Rocher écrit ⁴¹: " la notion de pouvoir, malgré les efforts faits pour la définir, demeure ambiguë : un grand nombre d'auteurs s'accordent pour le souligner. L'on peut déceler trois raisons de cette ambiguïté. Tout d'abord, la notion de pouvoir comporte une pluralité de dimensions : l'on peut choisir d'en privilégier une ou quelques-unes

⁴¹ Guy Rocher, "Droit, pouvoir et domination" (1986) Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, <http://pages.infinit.net/sociojmt>

aux dépens d'autres. En second lieu, c'est une des notions les plus soumises à l'influence de la vision de la société du politologue ou du sociologue. Enfin, c'est une notion qui s'appréhende à travers l'expérience d'une société ou de sociétés historiques particulières."

Exact, mais l'impossibilité de définir le concept ne s'explique pas seulement par sa complexité. Qu'est-ce faire prévaloir une conception pour un auteur sinon... une prise de pouvoir dans le champ des idées ? Or un pouvoir sans contestation, y compris dans ce champ, n'existe pas plus qu'un mouvement sans frottement. D'où la multiplicité des écoles et leurs querelles savantes.

L'objectif ne sera pas donc de proposer LA définition que des générations d'étudiants en sciences politiques apprendraient comme des générations d'étudiants en médecine ont appris la définition (très contestée et contestable) de la santé imposée par l'OMS.

Il s'agit plutôt d'extraire du concept toute sa richesse, sa complexité, sa dynamique en sachant pertinemment qu'il n'y pas de fin à un tel processus puisque le pouvoir évolue comme les êtres qui le font exister par leurs pensées et leurs actions.

Comment procéder ?

Le père de la linguistique, Ferdinand De Saussure, nous a légué un outil théorique précieux pour bien conduire une analyse conceptuelle. Tout concept, nous conseille-t-il, doit être examiné en fonction de deux paramètres : la diachronie et la synchronie⁴².

Nous utilisons en permanence des concepts généraux comme la santé, la maladie, la justice, en croyant naïvement qu'ils ont toujours eu le même sens que celui que nous leur prêtons de nos jours. Or il n'en est rien, le sens des mots pouvait être plus ou moins différent de celui que nous leur attribuons. Le mot esclavagisme par exemple qui nous fait sursauter aujourd'hui ne gênait en rien Aristote.

⁴² www.universalis.fr/encyclopedie/diachronie-et-synchronie-linguistique

Le rôle de l'analyse diachronique est donc d'examiner l'évolution du concept à travers le temps pour nous éviter de grossiers contresens. Facile à dire.

Comment connaître la conception du pouvoir chez nos ancêtres chasseurs cueilleurs ? Peut-on tracer du concept une évolution linéaire, repérer les transformations progressives ou brutales qui l'ont conduit à la conception que veulent lui donner, de nos jours, les diverses élites de la culture dominante ?

L'entreprise paraît fort hasardeuse. Prêter par exemple au pouvoir une évolution qui l'aurait amené du sacré au laïque, de l'incantatoire à l'opérateur, du despotique au démocratique, du collectif à l'individuel est une tentation facile mais aux hypothèses et aux conclusions fort douteuses. Les lectures de l'histoire à rebrousse-poil risquent surtout de projeter nos propres conceptions sur le passé et non d'éclairer ces mêmes conceptions par ce passé en grande partie perdu. De toutes les façons, la problématique est à laisser aux historiens des idées, anthropologues, sociologues et autres spécialistes des sciences humaines.

L'analyse synchronique paraît, elle, plus à notre portée puisqu'il ne s'agit que de confronter le mot pouvoir à ses plus proches "parents" pour faire émerger similitudes, complémentarités et différences.

C'est ce que nous avons fait tout au long du texte en analysant le rapport du pouvoir avec la violence, la loi, la justice, etc.

Mais attention, l'analyse synchronique ne nous confronte pas à des concepts différents de celui du pouvoir ou proches en certains points. Elle nous livre, dans le cas d'espèce, les composantes dont le pouvoir est constitué.

Il serait donc plus juste de parler d'analyse spectrale, en référence à la méthode par laquelle Newton a montré que la lumière visible était *in fine* le mélange d'une palette de sept couleurs.

Examinons les principales "couleurs" de l'objet de notre fascination.

Domination/ Autorité -subordination

Max Weber⁴³ définit *le pouvoir comme étant la capacité d'obtenir l'obéissance de quelqu'un en dehors de toute coercition, et ce au nom d'une légitimité historique (l'obéissance au représentant de la tradition), légale (l'obéissance au représentant de la loi ou à un chef hiérarchique) ou par le charisme (l'obéissance à un modèle admiré).*

Il oppose ainsi le pouvoir à la domination définie par une situation qui voit B obéir à A du fait d'une violence physique pure exercée sur lui.

La distinction est de pure théorie. *Le pouvoir est en fait un mélange de force brutale et d'influence morale, oscillant entre les deux pôles en fonction de situations aussi variées que mouvantes. Vers une extrémité du spectre, il peut être coercition physique pure ou domination comme cela se passe dans une dictature pure, dure et jeune. Vers l'autre extrémité, l'obéissance s'obtient, comme dans une église ou une secte, par cette force dépourvue de violence qu'on appelle l'autorité.*

Les deux pôles opposés du spectre ne sont pas des points fixes mais des horizons. On peut toujours tendre vers le maximum d'autorité sans jamais l'atteindre. Même dans une secte ou une église, une certaine violence – ou la menace d'en user - peut être nécessaire pour obtenir l'obéissance.

Dans la dictature la plus absolue, la coercition ne peut toucher tout le monde tout le temps. Aussi le pouvoir essaie-t-il d'acquérir une certaine légitimité lui conférant un tant soit peu d'autorité lui épargnant le recours systématique à la violence.

Tout détenteur d'un pouvoir est en fait en recherche permanente du dosage le plus efficace entre autorité morale et coercition physique.

Qu'en est –il maintenant du statut de celui qui doit obéir à ce pouvoir à l'alchimie complexe et mouvante ?

Le concept le plus approprié pour le décrire est : subordination.

⁴³ Augustin Simard : Légalité et légitimité d'après Max Weber - http://www.fss.ulaval.ca/cms_recherche/upload/aspectssociologiques/fichiers/simard2005.pdf

Elle peut être définie comme la situation dans laquelle un individu dépendant se trouve obligé d'obéir à des ordres contraires à ses intérêts, attentatoires à sa dignité, ou tout simplement avec lesquels il n'est pas d'accord .

L'enfant obéissant à sa mère, l'élève à son maître, le citoyen au code de la route, sont bien entendu exclus du statut. Leur soumission aux ordres ne s'accompagne d'aucune souffrance et les protestations qu'ils peuvent émettre sont de pure forme et sans suite. Ils savent que l'autorité à laquelle ils doivent se soumettre est au pire neutre, au mieux, bienveillante ne cherchant que leur bien. Tout autre est le contexte de la subordination où l'autorité est tout sauf bienveillante et son premier souci l'intérêt du subordonné.

La subordination est à la fois un statut et un vécu. Le statut est celui d'une personne réduite à occuper une place inférieure dans une hiérarchie sociale stricte, avec tout ce que cela implique comme nombreux devoirs et maigres droits.

Chez l'esclave, elle est un statut permanent poussé à ses extrêmes limites. La vie et le corps de ce genre de subordonné sont octroyés par le maître qui peut en disposer à sa guise. Il lui doit donc une obéissance absolue en tout temps et tout lieu. La subordination est moins féroce chez la femme de ménage ou l'ouvrier. Ils ne sont des subordonnés que pendant leur temps de travail réglementaire et retrouvent leur liberté (ou d'autres subordinations) une fois leurs blouses raccrochées au vestiaire.

La subordination est surtout un état subjectif dans lequel vit en permanence ou par intermittence le subordonné avec un retentissement énorme sur sa qualité de vie, voire sur sa durée. Il est conscient, vu sa dépendance plus ou moins totale, que sa marge de manœuvre est extrêmement étroite voire totalement absente. L'ouvrier est bien conscient que son patron peut le remplacer à tout moment et perdre ainsi son unique moyen de subsistance. Le soldat a bien intériorisé qu'il peut être sévèrement puni s'il désobéit aux ordres de ses supérieurs. La femme au foyer n'ayant aucune ressource

propre sait qu'elle n'a d'autre choix que de continuer à supporter un mari violent et volage.

Un tel statut n'est pas réputé pour développer l'estime de soi, le sentiment de dignité et encore moins le bien-être psychologique et physique. Il est toujours source de frustration, de sentiment d'infériorité, d'humiliation, de stress, de colère tue et de rêves tenaces de liberté et de vengeance.

Quand on pense que la subordination permanente ou intermittente, totale ou partielle, est le lot de la grande majorité des humains, on prend conscience que le pouvoir est probablement l'une des grandes causes de la souffrance générale. Pourtant la médecine ne l'identifie pas comme telle, peut-être parce qu'elle n'a rien à proposer pour la prévenir ou guérir. Encore que ! La médecine du travail a commencé à se pencher ces dernières années sur le problème du harcèlement sur les lieux de travail vu l'augmentation des suicides liés aux processus modernes de management, c'est-à-dire aux formes perverses de la domination.

Tant que la souffrance reste dans des limites tolérables par les victimes, la subordination peut continuer et maintenir vivante et fonctionnelle la relation fondant l'existence même du pouvoir. Mais ces limites sont floues, mouvantes et font en permanence l'objet d'âpres négociations pour les nommer, les fixer et accepter de les prendre en considération. Dans le monde du travail les patrons sont obligés de céder aux revendications incessantes pour éviter les grèves. Dans le champ politique, les reculades tactiques du pouvoir essaient d'absorber les dangereuses colères du peuple. La hiérarchie militaire s'impose des règles strictes dans la gestion du pouvoir immense qu'elle a sur les simples recrues pour ne pas se retrouver avec des mutineries sur les bras. C'est une quasi loi *régulant la relation dominant-dominé*. *Dès que le pouvoir- même le plus absolu et le plus craint- dépasse une certaine ligne rouge, la subordination se mue en violence destructrice.*

Le cinéma a beaucoup traité de ce thème dans des films célèbres. Souvenons-nous du film "les révoltés du Bounty" de Lewis Milestone

où le second Christian Fletcher soulève les marins contre l'odieux capitaine Bligh. Dans le film "Full metal jacket" de Stanley Kubrick, un soldat appelé Baleine, ne supportant plus les humiliations et brimades incessantes du sergent instructeur Hartmann, finit par vider le chargeur de sa mitraillette dans la poitrine de son persécuteur et se suicide aux toilettes. C'est la même thématique analysée sous un autre angle de vue qui est traitée par Sidney Lumet dans le film "La Colline des hommes perdus". Encore de Stanley Kubrick, obsédé par la place de la violence dans l'histoire, le film "Spartacus" relatant la révolte des esclaves contre Rome.

Que serait notre histoire sans les grèves, révoltes, révolutions, guerres civiles naissant sans discontinuité de cette tension permanente entre dominants et dominés ? Et pour quel résultat ? On change les acteurs et on se remet à jouer la même pièce car comme nous l'avons déjà vu, la relation domination-subordination n'est pas un état imposé par la méchanceté des hommes mais malheureusement une implacable nécessité du système.

En fait, cette relation qui est l'essence même et le moteur du pouvoir est semblable à celle qui lierait deux corps instables dans une réaction chimique pouvant exploser à la moindre erreur de dosage. Voilà pourquoi tout pouvoir doit manier les subordonnés comme on manie des bombes à retardement tant les humains peuvent se révéler dangereux

Ne jetez donc pas trop vite la pierre aux détenteurs du pouvoir. S'ils en font trop, c'est la catastrophe. S'ils n'en font pas assez, c'est la catastrophe aussi, les subordonnés repérant vite la brèche et s'engouffrant dedans pour l'élargir au maximum à leur profit.

Ces derniers, eux non plus, n'ont pas la tâche aisée. Une forme d'opposition larvée et inquiétante au moins une certaine inertie agaçante, doivent toujours faire partie de la panoplie du subordonné en résistance larvée. Trop de soumission pousserait le donneur d'ordres à augmenter sa pression pour une obéissance encore plus servile et des tâches encore plus prenantes. Mais il ne faut pas que cette opposition suscite la peur ou le soupçon si on n'est pas prêt à

l'affrontement. Quand toutes les lignes rouges ont été franchies, il ne faut se tromper de moment pour organiser le soulèvement, les conséquences pouvant être désastreuses.

On voit à quel point le pouvoir met à rude épreuve aussi bien les dominants que les dominés. Ces derniers doivent faire preuve de ruse, de résistance et enfin de courage et de sens du sacrifice. Pour allonger autant que possible l'intervalle libre entre deux explosions, les dominants doivent faire preuve de fermeté mais aussi de sagesse, de prudence et surtout d'une grande maîtrise de l'art subtil du maniement de la carotte et du bâton.

Responsabilité

Un chef de service hospitalier "règne" sur vingt lits. Le directeur d'hôpital, lui, a autorité sur des dizaines de services. Le directeur régional de la santé supervise plusieurs hôpitaux de tailles diverses ainsi que de multiples autres structures sanitaires. Le ministre de la Santé gère l'ensemble du système de santé avec des dizaines de milliers d'intervenants. Le chef du gouvernement ou de l'État est en charge du fonctionnement de ce système et de tous les autres : le système politique, économique, judiciaire, sécuritaire etc.

Le pouvoir change-t-il de nature en fonction de la taille et de la nature des structures qu'il fait exister et fonctionner ?

Quelles que soient la taille et la complexité de l'organisation en question, on retrouve les mêmes constantes du pouvoir.

L'objectif premier du chef, quel que soit le niveau où il se trouve, est d'obtenir les résultats attendus de lui et de sa structure. Pour ce faire, il doit empêcher le désordre, maintenir la stabilité et obtenir l'obéissance des subordonnés par un mélange complexe d'incitatifs comprenant l'appât de la valorisation et la menace du châtimeur.

Il en va de même pour les contraintes. Partout ce chef est critiqué, jaloué, remis en question. Ses subordonnés se divisent en supporters et adversaires s'épuisant en tensions, querelles, alliances et complots éphémères.

Maintenant la différence fondamentale.

Plus on monte dans la hiérarchie — et ce quel que soit le domaine — plus le pouvoir devient complexe et difficile. On manipule des moyens de plus en plus puissants, donc gros de potentialités aussi bien bonnes que mauvaises.

Les gratifications et les privilèges grimpent en flèche comme les ennuis et les risques. En "sautant" d'un niveau de complexité à un niveau supérieur, le pouvoir révèle une caractéristique fondamentale : la charge de responsabilité.

Un petit avion à hélices comme un Airbus A380 obéissent aux mêmes lois de la physique et sont construits selon les mêmes grands principes. Mais le niveau d'expertise exigé des pilotes est très différent car le crash de l'Airbus et celui du petit avion à hélices n'ont pas du tout les mêmes conséquences en pertes humaines et matérielles.

La charge de responsabilité peut donc être définie comme la quantité de méfaits/ bienfaits qui peut découler de telle ou telle décision prise par le pouvoir en question et ce en fonction des moyens dont il dispose dans le domaine qui est le sien.

Un président américain qui dispose de milliers de têtes nucléaires et intervient sur toute la planète n'a pas la même charge de responsabilité qu'un président d'un petit pays du Pacifique sud.

Reste la face subjective du concept, plutôt mal connue par les observateurs externes : le sens de responsabilité.

Il s'agit d'un patchwork de sentiments divers, complexes et subtils : ne pas démeriter, être digne de la charge, en mettre plein la vue à ses ennemis, obtenir résultats et considération, ne pas se laisser tromper, surtout ne pas se tromper dans le calcul du rapport coût-bénéfice des actions entreprises.

La pratique du pouvoir dans le monde réel est très largement dépendante de ce contrôleur interne et silencieux, plus ou moins efficace selon les individus.

Omnipotence

Le philosophe américain C. Sartwell⁴⁴ pose une question gênante : et si le moteur de l'histoire n'était ni la lutte des races, des nations, des classes sociales ni le génie des grands hommes, mais la bêtise de leaders incompetents ? *L'histoire n'est-elle pas faite pour l'essentiel de leurs faux calculs et décisions catastrophiques qui ont plongé les hommes dans l'horreur de la guerre ?*

Absurde ?

Qu'aurait été la vie de millions de gens si Napoléon n'avait pas pris la décision stupide d'envahir la Russie en 1812 ? Si Hitler n'avait pas recommencé la même grossière erreur en envahissant en 1941 un pays "non envahissable" comme l'Union Soviétique ? Si Mao n'avait pas lancé en 1957 son "grand bond en avant" causant une famine qui a emporté des millions de chinois ? Si le Kremlin n'avait pas envoyé ses troupes en Afghanistan en 1970 ? Si Saddam Hussein avait su calculer les risques de ses folies guerrières contre l'Iran en 1980 et le Koweït en 1991 ?

Les exemples peuvent être multipliés à l'infini montrant a posteriori le prix prohibitif que les peuples ont payé à l'incompétence et à l'irresponsabilité des hommes au pouvoir.

La question est plus que jamais à l'ordre du jour au vu des risques qu'encourt l'humanité après la décision absurde de Donald Trump de se retirer des accords internationaux sur le réchauffement climatique ou de son jeu dangereux avec un pays comme l'Iran. On ne peut qu'avoir froid dans le dos en pensant aux terribles dommages que le pouvoir mal utilisé pourrait infliger au monde étant donné les moyens de plus en plus colossaux dont il dispose aussi bien au niveau des petits que des grands États.

Mais la faillite du pouvoir est-elle simplement la faute d'un homme qui se trouve par hasard au mauvais poste au mauvais moment ?

⁴⁴ Crispin Sartwell, *History, totally destroyed*, New-York Times, November 14, 2017

Oui, semble dire Sartwell, donc haro sur les mauvais chefs. Et si la réalité était plus complexe et moins rassurante ?

Les tenants de la théorie des génies moteurs de l'histoire oublient que Chéops, Confucius, Moïse, Mozart ou Einstein ont été nourris, habillés, protégés et soignés par des hommes et des femmes dont personne n'a retenu le nom alors que, sans eux, les dits génies n'auraient peut-être même pas survécu. Ils oublient aussi que leur génie n'a pas été une création *ex nihilo* mais le fruit de l'éducation et du branchement de leur cerveau sur l'immense savoir collectif dans lequel ils ont pu puiser et voir là où il fallait innover.

Il en va de même pour les leaders politiques.

Comme les génies à qui nous devons tant, ils sont eux aussi le produit de l'éducation, de l'idéologie, des valeurs et des modes de fonctionnement de leurs sociétés.

Certes le pouvoir peut être pour certains un habit trop grand. Certes, derrière les décisions catastrophiques de tel ou tel leader, il peut y avoir de l'incompétence personnelle et de la stupidité bovine. Mais quid du rôle de tout son environnement dont il n'est qu'un produit : la culture ambiante, l'idéologie commune, la pression des circonstances, les mauvais conseillers, les adversaires tout aussi mauvais calculateurs ? Quelle place occupe, dans la genèse des mauvaises décisions d'un leader, un "mauvais peuple" sensible à tous les discours populistes qui le caressent dans le sens du poil ou prompt à applaudir les guerres injustes gagnées par ses armées ?

Qui plus est, à qui revient la faute de l'accession de dangereux imbéciles à des postes si décisifs, si ce n'est à l'échec des mécanismes sociaux et politiques de sélection, de filtrage et de contrôle des dirigeants, y compris ceux de la démocratie ? L'origine de l'incompétence d'un pouvoir politique serait-elle à chercher dans une incompétence plus générale : celle des humains à se conduire de façon rationnelle et à régler leurs conflits de la meilleure façon et aux moindres frais ?

Regardons maintenant la moitié pleine de la coupe. Qu'aurait été l'histoire de l'Afrique du sud de la fin du siècle dernier si une

méchante grippe avait emporté dans les années 60 un certain Nelson Mandela ?

En économie, on dit que la mauvaise monnaie chasse la bonne. Il en va de même en politique. Les mauvais exemples occultent les bons. Les tyrans sanguinaires occupent les manuels d'histoire et la mémoire des peuples. Mais combien d'hommes politiques quasi inconnus ont évité à leurs concitoyens de vraies catastrophes sans que personne ne s'en rende compte ?

En fait, l'histoire n'est pas ce qu'en disait Shakespeare "un récit conté par un idiot, plein de bruit et de fureur et qui ne signifie rien". Elle n'est pas davantage cette montée en puissance de la conscience, de l'intelligence, de la sagesse et du pouvoir de l'humanité.

Elle serait plutôt une marche chaotique et imprévisible faite de bons et de mauvais accidents, déterminés aussi bien par le poids des facteurs environnementaux, économiques et socioculturels que par le génie et la stupidité des hommes.

Liberté

Quand le président des États-Unis dit que toutes les options sont sur la table pour faire face à la Corée du nord, nous savons que ces options sont des choix qui vont de la manière forte à la diplomatie en passant par une panoplie de solutions intermédiaires comme les sanctions économiques.

Nous savons aussi que, s'il choisit la manière forte, il a à sa disposition une gamme très large de moyens militaires allant du simple blocus à la frappe nucléaire en passant par l'invasion maritime et terrestre.

Inversement, un président d'un pays pauvre confronté à une grave crise économique n'a d'autre choix, s'il veut être en mesure de payer ses fonctionnaires, que d'accepter les "réformes" douloureuses imposées par le FMI en contrepartie d'une aide financière immédiate.

Ici, le président a une marge de manœuvre quasi nulle. S'il accepte les conditions léonines de l'aide financière, c'est la crise sociale créée par les "réformes" exigées. S'il refuse, c'est la crise sociale créée par le

refus de ces "réformes" et surtout par l'absence d'alternatives à court et moyen terme.

Qu'est-ce que le pouvoir sinon jauger, choisir et imposer des choix ?

Nous avons dit que, si le pouvoir pouvait être quantifié, l'unité de mesure serait le nombre de vies sacrifiées ou sauvées. On pourrait approcher la question en disant que la quantité de pouvoir dont dispose un homme, un État ou un empire financier est proportionnelle au nombre de choix dont il peut disposer pour résoudre un problème – ou en créer aux autres – et au nombre et qualité des moyens disponibles pour imposer le choix retenu.

Qui dit choix, dit forcément liberté.

C'est parce que nous sommes capables de faire des choix susceptibles de court-circuiter les déterminants socio-économiques et culturels orientant fortement nos comportements que nous nous percevons comme des êtres libres.

La capacité de faire des choix est la condition nécessaire de la liberté. Sa condition suffisante, c'est la création des moyens capables d'imposer tout choix retenu.

Soulignons que c'est cette liberté avec ses deux conditions qui fonde, pour l'essentiel, notre valeur aux yeux des autres et notre respect de nous-mêmes. Le sentiment de dévalorisation et d'autodépréciation dont souffrent beaucoup est toujours en rapport avec la rareté des choix qui leur sont offerts par les aléas de la vie, sans parler des faibles moyens à leur disposition pour les imposer.

Le lien entre pouvoir et liberté est donc évident. Seraient-ils les deux faces de la même pièce de monnaie ? Est-ce pour cette raison que les chemins qui mènent au pouvoir sont si encombrés et jonchés de cadavres, les hommes ne se battant pas en fait pour le maximum de privilèges mais pour le maximum de liberté, synonyme de maximum de valorisation ?

Plus grand serait le pouvoir, plus grandes la liberté et la valeur de la personne ?

Ce n'est pas aussi simple. Un président américain, chinois ou russe a très certainement une plus grande liberté qu'un président africain et que n'importe quel quidam de son peuple.

Mais c'est aussi l'homme le plus entravé qu'on puisse trouver sur terre.

Rappelons que le pouvoir n'existe que par sa relation à la résistance qui lui est opposée. Même le plus absolu des pouvoirs, aux prises avec les problèmes des humains, n'avance pas comme un couteau dans du beurre mais plutôt comme un couteau dans le béton armé. Voilà pour le facteur limitant externe, fait de l'opposition d'une réalité complexe et rétive que nulle force ne peut réduire.

Il y a aussi, voire surtout, le facteur limitant interne.

L'homme aux commandes du plus puissant État ne l'est que pour un temps, exerçant sa fonction au nom et sous la surveillance de diverses forces jalouses de leur statut et de leur influence. Il subit en permanence leur lourde tutelle silencieuse et leur pression, rarement violente mais toujours efficace. Quand, pris d'un coup de folie, il se débarrasse d'une partie de ses empêcheurs de gouverner en rond, c'est pour retomber rapidement sous la tutelle et la pression de nouveaux acteurs de l'éternelle tragédie du pouvoir.

Quant à la valorisation, il suffit de lire et d'écouter ce qui se dit sur les chefs d'État pour comprendre qu'elle se monnaie chèrement. Elle est à chercher, pour chaque détenteur du pouvoir, non dans une puissance apparente et fortement entravée, mais dans la satisfaction du devoir accompli et de la responsabilité assumée.

Volonté de puissance

Frank Herbert est l'un des grands maîtres de la littérature de science-fiction américaine. Son immense roman *Dune* est une réflexion des plus fouillées et des plus pertinentes sur le pouvoir : ses motivations inavouées, ses méthodes inavouables, ses turpitudes, ses luttes et ses dangers.

Là où l'auteur me paraît s'être totalement trompé, c'est dans son affirmation, maintes fois répétée, que le pouvoir n'est pas amendable

car comme la lumière attire les insectes, il n'attire, lui, que les psychopathes.

Les hommes arrivant au plus haut sommet de l'État seraient selon lui nécessairement des êtres mus par une féroce volonté de puissance, révélant un égo surdimensionné et une dangereuse propension à la domination. De plus, ne faut-il pas être un peu "dérangé" pour se croire capable de guider les hommes, voire de les sauver ?

Nul ne peut nier l'existence de Caligula, Néron, Charles VI, Éric XIV, Georges III, Louis II, Mussolini, Hitler, Al Hakim, Mourad III ou Kadhafi.

Quel espoir de voir s'améliorer les sociétés humaines si elles ne font que changer de fous à leurs têtes ?

Mais que se passerait-il si tous les hommes, soudains guéris de cette psychopathie qu'est la volonté de puissance, faisaient la grève du pouvoir ?

Il faut bien que des individus occupent certains postes nécessaires à la gestion des affaires communes.

En fait, Frank Herbert avance une opinion, voire un préjugé partagé par beaucoup, le plus souvent nourri d'ignorance et de secrète jalousie. Son opinion ne pourrait être vérifiée que par une définition précise de cette "folie" qui serait propre aux hommes de pouvoir et par une étude de la prévalence de ce caractère dans une population de dirigeants d'États, d'entreprises industrielles, d'églises puis une comparaison rigoureuse avec une population témoin constituée de Mr et Mme tout le monde.

En attendant les résultats d'une telle enquête, une opinion : la prévalence de la volonté de puissance est probablement la même, à quelques décimales près, dans toutes les sphères sociales, qu'il s'agisse de gouvernements, d'hôpitaux, d'entreprises, de bordels ou de couvents.

Le pouvoir ne concentre pas les êtres les plus dérangés comme les grandes écoles concentrent les plus forts en mathématiques. Ce qu'il concentre, ce sont les êtres les plus volontaires. Et pour cause : hormis les accidents de naissance et les aléas de la vie, ne parviennent

normalement au sommet du pouvoir, et ce quel que soit le domaine, que les plus teigneux.

Il faut d'abord vouloir y arriver à ce sommet et il faut le vouloir très fort. Il faut ensuite s'en donner les moyens. Les postulants pour la gloire et les grands destins doivent mener, souvent de concert, de cruelles luttes avec les rivaux de leur propre camp et de féroces batailles avec les ennemis du camp adverse. L'âpreté de cette guerre permanente décime très tôt la race des velléitaires et ne sélectionne que ceux dont la volonté, comme le roseau de La Fontaine, plie mais ne rompt jamais.

Outre l'intelligence et la chance, le facteur clé de toute réussite est donc cette volonté capable de résister à toutes les pressions, à tous les dangers, à toutes les tentations de fuite et d'abandon, et surtout à toutes les déceptions et à tous les échecs.

Ce n'est qu'une fois arrivé à ce sommet que va se révéler la véritable utilité de cette faculté si chèrement et âprement sélectionnée par la société.

Considérons les créations les plus visibles du pouvoir politique : les pyramides d'Égypte ou d'Amérique centrale, la muraille de Chine, les châteaux de l'Alhambra ou de Versailles, la ville de Saint-Pétersbourg, les rampes de lancement de Baïkonour et du cap Canaveral, le tunnel sous la Manche, la tour Khalifa de Dubaï ou la route de la soie voulue par les autorités chinoises et actuellement en cours de réalisation.

Toutes les grandes œuvres humaines n'auraient vu, ou ne verront le jour dans le futur, sans la volonté inflexible d'un homme, d'un groupe d'hommes ou d'une communauté humaine mobilisée pour réaliser le rêve de certains devenu le projet de tous.

Mais cette règle ne s'applique pas seulement dans l'espace physique et matériel. Que l'on songe à ce qu'aurait été l'espace spirituel de l'humanité sans la détermination absolue du Prophète, de Luther ou de Calvin. Comment aurait été structuré l'espace politique de l'Inde ou de l'Afrique du sud sans la volonté inébranlable de Gandhi et de Mandela ?

Quel que soit l'homme de pouvoir imprimant sa marque dans l'histoire de son peuple et de l'humanité, il incarne toujours la même force vitale acceptant de prendre tous les risques, de s'attaquer à toutes les résistances et d'imposer à tous ses choix, ses méthodes et ses résultats.

Soulignons ici la caractéristique fondamentale de cette volonté. Ce n'est pas tant sa capacité à résister à toutes les pressions et à briser toutes les résistances rencontrées qui est son principal atout. C'est sa capacité d'inscrire un tel effort dans la durée. La volonté n'est pas une crise mais une constante. C'est un "muscle" de l'âme qui ne se détend jamais ou presque.

Le pouvoir est tout simplement inconcevable sans cette volonté puissante. Elle est pour lui ce qu'est l'énergie à un être vivant ou une machine.

Mais revenons à "l'accusation" faite aux hommes politiques d'être victimes d'une pathologique volonté de puissance.

En réalité, cette dernière n'est que la manifestation visible de quelque chose de plus profond qui est le désir de puissance. Or ce désir est présent chez tous les humains exactement comme le désir sexuel. Là aussi, le plaisir de la puissance comme le plaisir du sexe n'est qu'un appât et une récompense. Mais la force qui appâte et fait miroiter la récompense se moque des bénéfiques qu'en tirent les individus appâtés et récompensés. Son projet est infiniment plus grand : perpétuer la vie et créer ce "plus être" dont Nietzsche a fait d'ailleurs le noyau dur de sa conception de la volonté de puissance.

Le sexe et le pouvoir ne sont donc que des instruments aux mains et au service de quelque chose d'infiniment plus grand et plus important que les amoureux et les ambitieux ou des plaisirs qu'ils peuvent tirer au passage de leur précaire statut.

VIII - Archéologie, fondations, abysses.

Strate biologique

N'en déplaise à Aristote, l'homme n'est pas le seul animal politique. Le chimpanzé l'est presque autant et serait, d'après ses fins connaisseurs, un être politique particulièrement machiavélique⁴⁵. Tous les primates, spécialement les grands singes, connaissent aussi bien que nous — à des degrés de sophistication variables — alliances, luttes de pouvoir, complots voire coups d'État.

L'éthologie⁴⁶ qui nous introduit dans leur monde est de plus en plus riche en enseignements.

Elle montre que les comportements de prise et d'exercice du pouvoir ont des racines profondément inscrites dans notre patrimoine d'animaux sociaux. Comme tous les autres primates, nous sommes programmés génétiquement pour des rapports de dominants-dominés, la possession exclusive d'un territoire ou d'un partenaire sexuel, voire pour la guerre comme chez nos cousins les plus proches, les chimpanzés.

Attention à ne pas assigner aux gènes une connotation de droite comme le font certains darwinistes sociaux et quelques racistes un peu simplets. Les gènes sont politiquement neutres et semblent ne pas avoir des choix fixes et définitifs valables pour toutes les espèces. La société bonobo, contrairement à celle des humains et des chimpanzés, est matriarcale et peu encline à la violence. C'est la solidarité entre femelles qui organise la vie du groupe, une vie plutôt calme et agréable où le sexe est un moyen d'apaiser les tensions tout autant qu'un moyen de reproduction.

Mais l'éthologie peut aussi nous laisser sur notre faim.

Quand Pascal Picq promène son regard scientifique sur les intrigues de Mama le chimpanzé et de Sarkozy l'humain, montrant la grande

⁴⁵ F. De Waal, La politique du chimpanzé. Sexe et pouvoir chez les singes, Odile Jacob, Paris, 1995.

⁴⁶ Pascal Picq, Qui va prendre le pouvoir ? Les grands singes, les hommes politiques ou les robots ?, Odile Jacob, Paris, 2017.

similitude de leur comportement politique, il élargit nos horizons, amuse les uns et indigné les autres, mais ne nous renseigne en rien sur l'essence de la chose appelée pouvoir.

Il nous faut donc continuer à réfléchir au sens et à l'explication de ce qui fait courir nos deux primates.

L'observation des macaques suggère une autre piste de réflexion. Ceux de la station de Shiga Kogen au Japon sont célèbres dans le monde entier. Non seulement ce sont les singes les plus septentrionaux de la planète mais ils sont surtout les seuls à utiliser les sources thermales qui existent dans leur habitat. Quand la température chute en dessous de -5°C, les voilà batifolant dans les eaux chaudes de véritables piscines à ciel ouvert alors que la neige couvre autour d'eux les roches et les arbres des montagnes. La scène où on les voit se prélasser dans les eaux fumantes est plaisante à voir hormis un détail qui gêne notre empathie. Hors de la source, d'autres macaques tremblants de froid, assis sur la berge, jettent un regard qu'on devine triste et envieux sur les heureux baigneurs.

Pourquoi ne se jettent-ils pas eux aussi dans les eaux bienfaites ? À l'évidence parce qu'il y a au sein du groupe une hiérarchie invisible imposant et maintenant des droits inégaux et répartissant l'ordre de priorité dans l'accès aux ressources et autres objets du désir.

On peut imaginer facilement que la soumission à cet ordre des choses a été obtenue par quelques morsures bien douloureuses dont le souvenir est régulièrement entretenu par des menaces ou des passages à l'acte. Prolongeons par l'imagination cette peur de la douleur physique à celle d'être tué et, encore plus, à la terreur première qui habite tous les êtres vivants : être mangé vivant.

Le pouvoir dans son expression la plus brute et la plus brutale n'est-il pas la capacité d'un individu de manger l'autre, seul comme l'aigle, ou en meute comme chez les loups ?

L'origine la plus lointaine dans la soumission au pouvoir serait-elle la peur du plus faible d'être mangé ou de subir la souffrance physique ?

Que peuvent nous apprendre les insectes sociaux ?

Dans la société des fourmis, la hiérarchie est à peine perceptible alors que la spécialisation y est poussée à l'extrême. Il y a bien une reine

mais ce n'est qu'un individu spécialisé dans la ponte. Pour le reste, toutes les fourmis sont égales au sein des deux groupes asexués à savoir les ouvrières et les soldates.

Au sein de la fourmilière, chaque individu est totalement soumis au groupe, connaissant instinctivement sa place, son devoir et s'en acquittant sans marchander. L'égalitarisme total, en supprimant l'injustice, rend sans objet toute violence interne et peut de ce fait l'orienter vers l'extérieur, dans ces guerres de défense et de conquête, qui font que les fourmis nous ressemblent plus qu'on ne le croit.

Les sociétés humaines par contre s'organisent selon une forte et complexe hiérarchie (dont l'exemple le plus démonstratif est le système des castes en Inde) et d'une non moins complexe et mouvante spécialisation qui s'exprime dans la vaste palette des métiers.

Même dans les sociétés "primitives" les plus égalitaires, il y a toujours le chef, la femme du chef, les parents du chef et des jaloux qui veulent devenir chefs à la place du chef.

La hiérarchie, source d'injustice, génère une violence interne qu'il va falloir gérer en même temps que l'inévitable violence orientée vers l'extérieur. Voilà qu'apparaît le pouvoir comme une nécessité de système.

Nous avons déjà vu que, malgré son coût humain, la hiérarchie résistera à toute velléité d'élimination car elle est la conséquence d'une autre caractéristique fondamentale de l'espèce humaine : l'individuation forte.

À la différence des sociétés de fourmis, les nôtres sont constituées de membres conscients de leur différence, de leur originalité et se voulant toujours plus libres. Les idéologies de l'individualisme qui ont fleuri en Occident ne sont pas les causes d'un phénomène culturel mais bel et bien l'expression d'un état de fait biologique.

Les individus originaux, supérieurs à la moyenne et inventifs, font évoluer la société vers davantage de complexité et donc de plus grandes chances de survie, voire de vie meilleure pour tous. Mais de tels individus, même obligés à s'entraider pour survivre, sont

forcément en lutte perpétuelle entre eux et en conflit avec les êtres moins doués qu'ils veulent soumettre à leur volonté et à leurs intérêts, notamment par l'invention des mythes aliénants. D'où domination, injustices, conflits, violence, religions du Salut, marxisme-léninisme, printemps arabes et *tutti quanti*.

L'individuation est pourvoyeuse de sociétés au dynamisme créateur mais vivant dans le conflit permanent qui s'exprime aussi bien dans les misérables querelles domestiques que dans les terribles combats politiques.

Par contre, les sociétés myrmécéennes ne connaissant pas les effets pervers de cette individuation réalisent, elles, un vrai miracle social et politique. En fonctionnant sans hiérarchie et avec des membres interchangeables totalement conformes à une norme stable, elles assurent la paix civile et un système politique qui est à la fois une parfaite démocratie et une parfaite dictature.

En comparaison, nos sociétés ne peuvent produire que des dictatures imparfaites puisqu'il y aura toujours des rebelles s'attaquant à toute hiérarchie établie. Elles ne peuvent aussi produire que des démocraties imparfaites puisqu'il y aura toujours des tyrans pour vouloir imposer la volonté d'un ego surdimensionné.

Nous voilà condamnés, par notre propre nature, à vivre sous des démocraties bancales ou des dictatures vacillantes et à en organiser l'alternance.

On subodore ici l'amour de la nature pour l'expérimentation à travers l'incroyable diversité des espèces et de leurs modes de fonctionnement pour survivre.

Laquelle des deux sociétés va-t-elle sélectionner à long terme ? Le choix a peut-être déjà été fait et nous refusons de le savoir. Les fourmis existent depuis cinquante millions d'années et elles sont toujours aussi vaillantes. Alors que nous... avec notre modeste passé de quelques centaines de milliers d'années et notre futur qui pourrait ne pas aller très loin dans le temps !

Poussons plus loin la réflexion avec les données que nous livre l'observation d'autres insectes sociaux encore plus intéressants : les termites.

Ces sympathiques insectes ont un point commun avec nous. Elles élèvent au-dessus du sol d'extraordinaires structures en terre comme nous le faisons avec nos propres maisons et immeubles. Gaudi, le plus naturaliste des architectes humains, n'aurait pas tari d'éloges sur ces merveilles d'ingénierie et d'architecture fonctionnelle que sont les termitières. Sauf qu'il n'aurait personne à remercier ni avec qui échanger plans et expertise. Dans la société des termites, il n'y ni architecte ni entreprise de construction ni syndicats ouvriers ni services de police pour les infiltrer et les matraquer lors des manifestations. Mieux, il n'y a aucune structure visible de pouvoir. La reine ne donne pas d'ordre aux soldats ni aux ouvrières. Elle ne décide pas du moment de l'envol nuptial. N'exerçant aucun pouvoir tangible, elle n'a rien à craindre d'éventuels agitateurs préparant l'avènement d'une nouvelle dynastie. Et pour cause ! Elle est effectivement la mère de son peuple, tous les individus qui s'agitent autour d'elles n'étant que ses rejetons. Quant à ces derniers, ils sont effectivement frères et sœurs, égaux en droits et devoirs, s'ajustant parfaitement les uns aux autres et faisant ainsi l'économie aussi bien d'embouteillages que de querelles ou de conflits meurtriers. Le rêve absolu des utopistes et des anarchistes réunis.

Une grande leçon est à tirer de l'observation de ces sociétés étonnantes.

Violence, contrats, lavage de cerveaux, corruption, tromperies et négociations, qui constituent la trame du pouvoir humain, apparaissent comme des moyens plutôt grossiers et des solutions plutôt imparfaites dont disposent les sociétés humaines pour fonctionner et imposer l'ordre à leurs membres complexes et compliqués.

Échec relatif par rapport à des sociétés plus efficaces ou prix à payer pour quelque chose de plus important que la simple survie de masses de "clones" biologiques ?

Strate psycho-sociale

Octobre 1704. Drame sur un navire britannique voguant sur le Pacifique. À la suite d'une obscure querelle avec son capitaine, un marin écossais du nom d'Alexandre Selkirk est abandonné sur l'île Mas-a-Tierra, dans l'archipel Juan Fernandez, à quelques 600 km des côtes chiliennes.

L'homme vivra sur l'île quatre ans et douze jours sans la moindre compagnie humaine avant d'être secouru par un bateau de passage.

C'est cette histoire qui inspira le célèbre roman de Daniel Defoe "Robinson Crusoé" paru en 1719.

Situation expérimentale fort intéressante. Que reste-t-il du pouvoir, mieux a-t-il encore le moindre sens ?

Notre naufragé n'est plus en situation de recherche conflictuelle de statut ou d'intérêt l'opposant à d'autres humains fonctionnant sur le même registre.

Tout ce par quoi le pouvoir se manifeste disparaît : partage inégal de la charge de vie, rivalité, violence, recherche de compromis etc.

C'est dans le cadre d'une telle situation, exceptionnelle, qu'on comprend à quel point le pouvoir est une interaction qui ne peut exister que dans un système comprenant au moins deux individus.

D'où l'importante modification introduite par Defoe dans la véritable histoire du marin écossais : l'introduction, dans le récit, d'un humain appelé Vendredi. L'esprit ne peut concevoir l'humanité de l'homme que dans le rapport à un Autre semblable et différent.

Cet Autre est pour toujours la condition nécessaire de l'existence du Soi : l'apparition de la première forme de dépendance et de distribution des rôles et des statuts : le mâle alpha et le mâle ou la femelle dominé(e), le fort et le faible, le maître et l'esclave.

Ce serait simplifier à l'extrême la question du pouvoir en la réduisant à un effet automatique de l'interrelation entre deux êtres où l'un des deux est forcément lésé dans la transaction.

Il y a dès le départ un subtil équilibre entre les deux êtres, le fort dépendant du faible tout autant que le faible du fort. Le maigre pouvoir de l'un et de l'autre sur le monde nécessite une collaboration obligatoire pour leur survie à tous les deux.

Comment se passe l'interaction quand elle se complexifie à l'extrême c'est-à-dire quand elle met face à face une multitude et non une paire ?

Du point de vue psychologique, le vécu et l'exercice du pouvoir ne sont qu'un ensemble d'attitudes et de comportements propres à ce champ des relations humaines. On ne peut donc en comprendre la rationalité et la raison d'être sans les remettre dans le cadre de l'ensemble plus vaste des attitudes et des comportements humains définissant, pour certains, ce que l'on appelle la nature humaine.

Les généticiens ont déchiffré la totalité de notre génome qui commande l'essentiel de nos caractéristiques biologiques.

Imaginons maintenant que les plus grands psychologues, sociologues, ethnologues, anthropologues, criminologues, historiens et poètes se mettent à répertorier toutes les attitudes et tous les comportements possibles depuis les plus communs jusqu'aux plus rares ou plus extravagants.

Exemple : l'homme est capable de s'enchaîner à un arbre pour empêcher qu'on "sacrifie" ce dernier ; l'homme est capable d'enfermer un autre homme dans un cercueil et de l'enterrer vivant⁴⁷.

Appelons "psychome" cette longue liste, véritable logiciel psychosocio-culturel, où est consigné tout ce que les humains sont capables de ressentir et de faire.

Les analystes ne manqueront pas de relever, là aussi, que les variations entre individus, quels que soient le lieu ou l'époque, sont minimales. Par contre la différence avec le génome est fondamentale :

⁴⁷ Cela s'est passé en Afrique du sud durant l'apartheid. Deux contremaîtres blancs ont fait subir ce sort à un ouvrier noir et ont été jugés pour ce crime après plus de vingt ans.

dans ce dernier, le "logiciel" ne stipule pas "tu marcheras sur tes pieds de préférence, tu marcheras sur la tête si nécessaire". Or c'est souvent le cas dans le "psychome" qui, lui, autorise la chose et son contraire. Dans la longue liste des instructions du "logiciel" sans lesquelles aucune action ne serait possible, on pourrait lire : "tu ne tueras point... tu tueras..." "Tu ne convoiteras point la femme et l'âne de ton frère... tu les lui prendras tous les deux si vraiment tu en as trop envie..." "Achève les prisonniers blessés, soigne les prisonniers blessés..." "Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'ils te fassent... Fais leur tout le tort que tu pourras..." "Sois juste si tu le peux... Ne crains pas d'être injuste si tu te sens obligé ou même pour ton propre plaisir..." "Pratique l'intégrité... Mais quand il le faut, n'hésite pas à être malhonnête," etc.

Ce qu'on appelle la nature humaine n'est donc pas la somme de caractéristiques fixes et universelles comme le serait la nature du cuivre réduite à ses propriétés physiques et chimiques. Elle est un ensemble d'attitudes, de comportements et d'aptitudes qui va de l'extrême bonté à l'extrême méchanceté, de l'égoïsme le plus méprisable à l'altruisme le plus admirable, du génie à la bêtise bovine, de l'équilibre le plus fin à la folie la plus fantasque, de la rationalité la plus sage à l'irrationalité la plus folle et bien entendu de l'agressivité d'un doberman à la douceur d'un lapin. De plus, toutes ces attitudes et ces comportements sont dans une dynamique permanente.

L'homme est donc un être moral, immoral et amoral. En lui, le bien et le mal ne sont pas antinomiques et exclusifs l'un de l'autre. Ce ne sont pas des caractéristiques mais des stratégies de vie et de survie qu'il utilise ensemble ou en alternance en fonction de ses intérêts et des situations affrontées. L'homme est bon, méchant et indifférent au bien et au mal. Ces dispositions "naturelles" seront exprimées différemment en fonction des individus mais aussi selon les situations affrontées par un même individu. Les comportements dits immoraux ne sont donc pas des erreurs de transcription du code de conduite inscrite dans le "psychome" mais une partie intégrante de ce code.

Voilà le véritable problème. Le pouvoir ne peut jamais faire l'économie de cette nature ambivalente des hommes. Il est ce qu'ils sont et ne sera jamais rien d'autre.

Deleuze disait que le diable est un concept personnalisé représentant le mal qui est en nous mais que nous avons "externalisé", pour nous prétendre victimes d'un être étranger qui nous induit en erreur. En fait, le diable est bien chez lui au plus profond de chacun d'entre nous. L'ange aussi. Voilà le problème et voilà pourquoi le pouvoir ne peut être que bon **et** mauvais à l'image des anges démoniaques ou des démons angéliques qui le portent en eux et l'expriment sous toutes sortes de formes dans leurs rapports à eux-mêmes et au monde.

Et le rôle du genre ?

Les hormones joueraient-elles un rôle dans la façon dont le pouvoir s'exerce dans les sociétés humaines ?

Pourquoi le pouvoir se conjugue-t-il au masculin dans notre espèce alors qu'il se conjugue au féminin chez les bonobos, les éléphants ou les baleines ? Pourquoi le pouvoir politique, hormis quelques exceptions (Hatchepsout, Cléopâtre, Didon ou Catherine de Russie) a-t-il toujours été une affaire d'hommes ? Pourquoi les sociétés matriarcales comme celles des Khasi au nord-est de l'Inde sont-elles si rares, marginales et vouées à l'extinction ?

Le mystère rappelle celui en apparence plus simple qui a fait beaucoup réfléchir les scientifiques : pourquoi les femmes – et ce en tous temps et en tous lieux – sont-elles plus petites que les hommes ? Les explications foisonnent : les gènes, la pression de la sélection sexuelle, celle de la sélection naturelle, l'alimentation (accaparée par les mâles), la nécessité d'avoir un corps moins lourd à entretenir compte-tenu des dépenses énergétiques allouées à la grossesse et à l'allaitement, etc.

Il est probable que la liste des facteurs expliquant pourquoi ce sont les hommes et non les femmes qui sont aux commandes serait plus longue et plus sujette à discussion. Les explications par la génétique, les hormones, la psychologie ou la mythologie sont toutes à disposition. On pourra revenir à Scott expliquant que le pouvoir, dès la naissance des premiers Etats, était lié à la guerre et que, la guerre étant une affaire d'hommes, le pouvoir ne pouvait que leur appartenir.

Nous devons accepter que les choses se soient passées ainsi alors qu'elles auraient peut-être pu se passer autrement. Allez savoir quand et pourquoi l'aiguillage s'est fait dans la bonne ou la mauvaise direction, selon le point de vue où l'on se place, et pourquoi nous avons fini par être embarqués dans la solution chimpanzé au lieu de la solution bonobo.

Une chose est néanmoins certaine. Il ne s'agit pas d'une fatalité biologique puisque les choses changent, même si c'est de façon très lente. Partout dans le monde, les femmes exigent et obtiennent une plus large participation au pouvoir, qu'il s'agisse de pouvoir économique ou politique. Cette tendance est en marche dans le monde entier, y compris dans les pays les plus rétrogrades comme l'Arabie saoudite et c'est tant mieux. Actuellement un dixième seulement des chefs d'Etat sont des femmes mais on peut raisonnablement espérer qu'elles seront de plus en plus nombreuses.

D'où la grande question : *la féminisation du pouvoir conduira-t-elle à un changement radical dans la façon dont il s'exerce ? Deviendrait-il plus pacifique, moins porté sur la domination et la violence ?*

Nous avons beaucoup de raisons d'en douter.

En 2015, Aung San Suu Kyi remporte les élections législatives au Myanmar. J'en profite pour lui écrire afin de la féliciter et de lui rappeler tous les espoirs des militants des droits de l'homme du monde entier de la voir mettre fin au calvaire de la minorité musulmane. Cette dernière appelée Rohingya était terriblement discriminée et durement traitée par la majorité bouddhiste et la dictature militaire. La dame ne bougea pas le petit doigt et c'est sous son gouvernement que les militaires parachevèrent en août 2017 un véritable génocide. Exprimant mon indignation devant un ami, quelle surprise de l'entendre rétorquer : "et dire que c'est une femme !"

Je fais partie des millions d'hommes qui ont ressenti de l'accablement devant la défaite d'Hillary Clinton et du soulagement devant celle de Marine Le Pen. Cela n'avait rien à voir avec leur genre ou celui de leurs adversaires.

Ce qui me scandalisait n'était pas le fait qu'un génocide soit toléré voire conduit par une femme mais qu'il le soit par une personne longtemps persécutée pour laquelle nous, militants des droits de l'homme des années 1990 et 2000, nous étions mobilisés et qui reçut en 1991 le prix Nobel de la paix.

Mme Thatcher, ainsi que Mme Ghandi ou Mme Golda Meir, braves épouses, mères et grand'mères ont envoyé des hommes à la guerre

comme l'auraient fait tous les chefs d'États masculins confrontés aux mêmes situations.

Elles aussi se sont endurcies à l'exercice du pouvoir et leur position de femmes, donc soupçonnées de faiblesse, a dû renforcer leur détermination à faire plus et mieux que les hommes.

Certes la féminisation — dans tous les secteurs et à toutes les échelles — peut avoir des effets bénéfiques comme un meilleur climat voire une plus grande efficacité dans le travail. Mais ces bénéfices sont marginaux au regard des obligations et des nécessités des systèmes en place.

La féminisation de l'enseignement n'a pas modifié profondément l'enseignement et celle des professions médicales n'a pas été à l'origine d'une profonde mutation de la médecine ou d'une amélioration significative de la santé des populations.

Il en ira probablement de même en politique.

Le pouvoir ne changera pas ses objectifs et ne renoncera à aucune de ses méthodes, dont la violence, qu'il soit exercé par une femme ou un homme. Les humains femelles ne sont pas des femelles bonobo. Elles partagent avec les humains mâles le même "logiciel" pour le meilleur et pour le pire.

Non, malheureusement, ce ne sont pas les femmes qui risquent de changer le pouvoir, c'est plutôt le pouvoir qui risque de changer les femmes.

Posons-nous une dernière question. À quel genre le pouvoir est-il le plus profitable ? La réponse semble évidente : aux hommes bien sûr ! Vraiment ?

Rappelons-nous que le pouvoir est le pivot de l'ordre social, que cet ordre social partage les richesses matérielles et immatérielles ainsi que les honneurs et les responsabilités de façon inégalitaire en créant des perdants et des gagnants, de très gros perdants et de très gros gagnants.

Ceci étant bien présent à l'esprit, voyons à qui profite réellement l'ordre social, dont l'existence est garantie par le pouvoir en place.

L'épidémiologie, partant d'indicateurs on ne peut plus objectifs comme l'espérance de vie à la naissance, l'espérance de vie en bonne santé, l'accès à l'eau potable, à la nourriture, au logement, à l'éducation, au travail et au loisir, classe l'espèce humaine en quatre grandes "sous-espèces".

La plus privilégiée est celle des femmes riches, qui — quelles que soient leur race, leur religion, leur pays — vivent le plus longtemps (au-delà de 80 ans), le plus longtemps en bonne santé (au-delà de 65 ans) et ont accès au nécessaire comme au superflu. Elles souffrent rarement du pouvoir qui protège leurs privilèges, ceci quand elles n'y participent pas de façon directe ou indirecte.

Vient ensuite la "sous-espèce" des hommes riches vivant un peu moins longtemps que leurs conjointes, mais tout aussi branchés sur les ressources nécessaires au bien vivre.

En troisième position la "sous-espèce" des femmes pauvres. Là, l'espérance de vie chute brutalement, oscillant entre 50 et 60 ans. Les problèmes de santé sont plus fréquents et plus lourds. L'accès aux ressources est limité et le pouvoir qu'on peut avoir sur son corps et son environnement l'est encore plus.

Enfin la dernière "sous-espèce" à savoir les hommes pauvres. Ici l'espérance de vie peut ne pas dépasser 40 ans et tout est à l'avenant. Inutile de broder. Cela ne date pas d'aujourd'hui. Les hommes pauvres ont, de tout temps, rempli les prisons, les mines de sel, les camps de travail et ce sont leurs corps à eux qui ont toujours jonché les champs de bataille.

Le pouvoir, bien que très largement détenu par les hommes, profite donc aux femmes riches et accable surtout les hommes pauvres. Une donnée à méditer par les féministes radicales. La vraie fracture ne passe pas entre les genres mais entre les classes sociales.

Strate idéologique

Une bande de chimpanzés, qui ne peut jamais dépasser cent individus, peut être gérée par la force brute. Le mâle dominant a tout son petit monde sous les yeux. Il connaît tous les individus et peut remettre à sa place tout fauteur de troubles et, surtout, tout prétendant au poste suprême.

Il pourrait en aller de même avec une horde humaine primitive composée de quelques dizaines d'individus. Mais comment imposer une unité hiérarchisée dans des groupes se comptant par milliers puis par millions disséminés sur des espaces de plus en plus vastes ?

La violence ne suffit plus, il faut un facteur autre qui va jouer dans l'histoire des hommes un rôle fondamental.

Examinons le cas de la pyramide de Chéops. La réalisation est là, patente, visible, indéniable, défiant le temps, ridiculisant opposants, jaloux, ennemis dont nul ne se souvient, alors que le nom du Prince et sa gloire sont sur toutes les lèvres depuis quatre mille ans. Mieux, le prix effroyable de cette réalisation a été effacé des mémoires.

Il ne s'agit plus ici, comme chez nos cousins primates, de priorité en matière d'accès à la nourriture et aux femelles. L'enjeu est le droit d'un seul, vivant à l'abri du soleil et de la faim, de se voir préparer par des milliers de ses semblables ce qu'il croit être sa rampe de lancement vers la vie éternelle et à laquelle ils n'ont bien entendu pas accès. L'érection d'un tel monument montre aussi la profondeur du fossé hiérarchique chez les humains.

Comment une telle "anomalie" a-t-elle été rendue possible ?

La violence seule ne peut tout expliquer. Elle est très certainement la condition nécessaire du pouvoir, mais elle n'en est pas la condition suffisante.

Yuval Harari⁴⁸ propose une hypothèse séduisante.

Une hiérarchie, plus ou moins durable dans un réseau d'individus disséminés dans l'espace et le temps, ne peut exister que par l'adhésion à un mythe commun qu'Harari appelle la glue symbolique.

Les ouvriers égyptiens ne pouvaient accepter la situation qui leur était faite et mener à bien leur travail que par leur adhésion à un mythe commun faisant de Pharaon un dieu sur terre et de son service une forme d'adoration et de participation à l'ordre cosmique.

Pour Harari, seul le pouvoir du mythe peut rassembler des individus, inconnus les uns des autres, en grand nombre et longtemps.

Quoi de mieux pour créer et justifier l'existence des castes, de l'inégalité des genres, des classes sociales et des "races", que de faire croire à tous, surtout aux plus lésés, que les rapports hiérarchiques ainsi imposés ne le sont pas par les hommes mais par des puissances auxquelles on ne résiste pas appelées les dieux ?

Le mythe fondateur de toute société serait-il une arnaque sacrée, une sacrée arnaque ? Peut-être, heureusement pas pour toujours ?

Quel est le point commun entre les révolutionnaires russes de 1917, les suffragettes anglaises des années 20, les émeutiers de Soweto ou de Watts des années 60 et 70, les révoltes des intouchables du Tamil Nadu en Inde des années 60 ou celles des insurgés d'Irlande du nord des années 80 ? Il s'agit dans tous les cas du rejet d'une hiérarchie imposée par le mythe fondateur, du refus de se conformer à l'arnaque sacrée ayant imposé la supériorité fictive d'une caste, d'un genre, d'une race ou d'une classe sociale. Qu'est-ce que notre histoire sinon la lutte incessante pour créer, maintenir ou abattre une hiérarchie considérée comme injuste ?

Les mythes fondateurs de la hiérarchie ne sont donc pas une fatalité culturelle comme la mort est une fatalité biologique. Ce sont des instruments que les hommes inventent pour s'organiser et survivre,

⁴⁸ Yuval Noah Harari, *Sapiens, a brief History of Humankind*, London, Vintage books, 2011

mais qu'ils ne vont cesser, sur le long terme, de questionner et d'améliorer.

L'objectif : un "bon" mythe, assurant la cohésion sociale, une organisation et une hiérarchie ne sacrifiant pas les individus constituant le système social ?

Une partie de notre histoire est faite de la recherche d'un tel mythe. Démocratie et droits de l'homme sont la dernière mouture de cette recherche à jamais inachevée.

Systeme

James C. Scott⁴⁹, professeur de sciences politiques à l'Université de Yale, a décrit dans un livre passionnant la naissance des premiers États et l'émergence du pouvoir tel que nous le connaissons de nos jours.

L'histoire pourrait être racontée ainsi : il était une fois l'Homo sapiens qui, pendant 95% de son histoire (environ deux cent mille ans), vécut en petites bandes de "chasseurs cueilleurs", mobiles, dispersées et relativement égalitaires, donc sans État.

La sédentarisation d'une partie de ces bandes, vivant de l'agriculture et de l'élevage, amorça un changement radical dans leur existence et leur organisation sociale. C'est ainsi que sont nées il y a six mille ans – en Mésopotamie et plus tard le long du Nil, de l'Indus et du fleuve Jaune – les premières villes-États.

Pourquoi les hommes se sont-ils rassemblés dans des espaces clos, faisant désormais dépendre leur existence de récoltes aléatoires de céréales et d'animaux domestiques qui leur ont transmis toutes sortes de maladies, en lieu et place d'un mode de vie ancestral plus sain, plus libre et moins coûteux en effort physique ?

S'agit-il d'un changement climatique brutal qui aurait décimé la faune et la flore sur lesquelles vivaient ces bandes, les obligeant à chercher d'autres solutions pour leur survie ? Ou bien le mode de vie ancestral aurait-il été beaucoup moins sain, libre et égalitaire que veut bien nous faire croire le récit du "bon sauvage" heureux dans son Eden perdu ? Qui sait ?

Toujours est-il qu'agriculture et élevage se sont imposés progressivement comme mode de production économique avec tous les acquis et les effets pervers d'un tel changement.

⁴⁹ James C. Scott, *Against the grain - A deep history of the earliest states*, Yale university press, 2017

S'agissant de l'agriculture, la récolte, dont dépend la survie de la population, doit être préparée, moissonnée, quantifiée, stockée, distribuée, taxée et échangée.

Ces exigences incontournables ont donné naissance à la technologie agricole, à l'écriture, au calcul et au commerce. Elles ont eu aussi d'autres effets nettement moins sympathiques.

Un être humain normal n'aime pas la corvée des champs ni l'effort physique exigé par le déboisement et encore moins céder une partie de sa récolte en taxes plus ou moins légitimes.

L'érection de fortifications nécessaires à la défense de la récolte, la conscription pour attaquer les autres cités ou s'en défendre ou le creusement de canaux d'irrigation n'ont jamais été, eux non plus, du goût de tout le monde.

Le bâton a toujours des résultats plus rapides que la carotte et il est surtout moins coûteux. Mais, utilisé seul, trop longtemps ou de façon systématique et intensive, ce choix est gros d'un risque mortel : la rébellion ou la fuite des hommes de somme.

L'implacable nécessité imposée par la nature du nouveau modèle de production va ajouter du mal au mal. Il faut recourir à la guerre dont le principal objectif n'est pas de voler la récolte des voisins mais surtout de se procurer les esclaves nécessaires aux travaux les plus pénibles sans lesquels la nouvelle économie ne saurait prospérer.

Ces effets pervers ne sont pas à mettre sur le compte de la méchanceté des hommes, bien qu'ils aient besoin de cette méchanceté pour continuer à exister. Ils ne sont que le prix à payer pour tous les bénéfices et les acquis du mode de production économique dont dépend la survie.

Scott ne dit pas que la révolution agraire est responsable de l'apparition de la guerre et de l'esclavage. Ils ont très probablement existé bien avant elle sous d'autres formes. Il dit simplement que le nouveau mode de vie et de production imposés par cette révolution agraire les ont portés à un niveau inconnu auparavant.

Pour faire la guerre et gérer la paix, le nouveau modèle de production doit nécessairement se doter d'une organisation capable d'effectuer et de coordonner les actions nécessaires.

L'organisation requise va se révéler autrement plus complexe que celle régissant les rapports humains dans une bande de chasseurs-cueilleurs.

Cette organisation, c'est l'État agraire, ancêtre de tous nos États, apparu il y a six mille ans dans les plaines alluviales du sud de l'Irak actuel sous formes de villes indépendantes comme Ur ou Uruk.

Si l'État est une nécessité incontournable du nouveau modèle de production, le pouvoir est une nécessité tout aussi incontournable de l'État puisqu'il en est à la fois l'effet premier et le maître d'œuvre nécessaire à son fonctionnement.

On ne sait pas grand'chose de l'exercice du pouvoir dans les bandes de chasseurs-cueilleurs. Il a bien dû exister car même un petit groupe d'humains ne peut vivre sans règles et sans quelqu'un pour en imposer le respect.

Par contre, on sait presque tout sur le type de pouvoir apparu avec l'État agraire.

Nous avons déjà vu sa propension à la violence extrême face à des sujets récalcitrants, des ennemis en embuscade ou des esclaves à maintenir en domination perpétuelle.

Mais le pouvoir est aussi d'une extrême fragilité. L'État dont il est le principe moteur peut être rayé de la carte par une sécheresse, une inondation, une guerre ou une épidémie.

Voilà qui explique la brève durée de vie des États de l'Antiquité qui ont disparu aussi vite qu'ils sont apparus.

Le pouvoir est donc dès le départ en stress permanent, car piégé dans une lutte sans fin contre des facteurs puissants, exogènes ou endogènes, humains et naturels ne semblant avoir qu'un seul objectif : sa destruction.

Comment se structure un tel pouvoir pour faire face à tous ces défis ? Scott reste évasif sur la question.

Ce dont on est certain, c'est que les citoyens d'Ur ou de Babylone ne se sont pas constitués en "soviets" de quartier, de ville ou d'une confédération de cités, régulièrement et pacifiquement choisis et remplacés. L'histoire ne nous rapporte pas que ces hommes ont veillé à la distribution de la corvée, de la récolte et du cheptel animal de façon équitable entre tous les membres de la communauté. Aucun document historique ne nous est parvenu décrivant comment les villes-États de Mésopotamie ou du fleuve Jaune ont partagé les maigres récoltes d'une mauvaise année avec les cités voisines en danger de famine.

L'Histoire rapporte hélas d'autres histoires, aussi semblables et tragiques les unes que les autres. Une minorité que Scott appelle l'élite – apparue dans le texte comme par génération spontanée – s'empare du système à son seul profit. Elle va prélever de force un lourd tribut sur toute récolte en s'appuyant sur les deux principaux piliers de l'État naissant : les collecteurs de taxes et les gendarmes chargés de les protéger.

Comment apparaît l'élite qui s'empare du droit de diriger l'État et de qui est-elle constituée ?

Dans son magnifique film, *Les sept samouraïs*, Akira Kurosawa nous donne une très bonne description de la nature du pouvoir premier, c'est-à-dire du pouvoir à l'état brut, débarrassé de ses oripeaux idéologiques et juridiques.

Rappel de l'intrigue : dans le Japon médiéval, les paysans pauvres d'un hameau perdu dans la montagne sont régulièrement dépouillés de leur récolte par des bandits sans foi ni loi. Trop peu nombreux pour se défendre, ils n'ont d'autre choix, pour ne pas mourir de faim, que de faire appel à des mercenaires.

Voilà le destin de ces misérables entre les mains sanglantes des bandits et des samouraïs. Les deux groupes peuvent être considérés comme l'incarnation de ce pouvoir brut et absolu : celui dont dépendent la vie et la mort.

Qui peut le mieux vous dépouiller de votre vie sinon un pouvoir contre lequel vous ne pouvez rien ?

Pour les bandits, les paysans ne sont rien d'autre que des proies faciles, dont il faut tirer le maximum pour leur propre survie, toute autre considération étant ignorée. L'homme n'est-il pas depuis toujours "un loup pour l'homme" selon la formule du très perspicace Hobbes et, avant lui, de Pline l'ancien, Plaute, Rabelais et de combien d'autres ? N'avons-nous pas trop vite effacé de nos mémoires le fait qu'il y a deux siècles à peine se tenaient encore dans le monde des marchés d'esclaves, souvent pas très éloignés des marchés aux bestiaux ?

Les samourais, eux, considèrent les paysans comme des êtres faibles et puérils, devant être protégés des menaces et des dangers qu'ils sont trop faibles ou trop lâches pour affronter seuls.

Le pouvoir, dans sa forme brute, peut donc en première analyse être réduit à ses deux capacités ou fonctions essentielles : la prédation et la protection.

Les bandits sont essentiellement des prédateurs prélevant un lourd tribut sur le travail des paysans. Mais attention aux simplifications et au dualisme tranché. Il se trouvera toujours en leur sein des brutes assez intelligentes pour refuser de dépouiller totalement les paysans-proies et risquer ainsi de les faire disparaître par la famine. On ne tue pas la poule aux œufs d'or. Ces bandits pourraient même protéger "leurs" paysans contre des bandes rivales venues chasser sur leur territoire.

Les samourais sont certes davantage dans la protection. Seulement ce n'est certainement pas par amour de la justice qu'ils risquent leur vie mais bel et bien pour une partie substantielle de la récolte. Eux aussi sont, quoique dans une moindre mesure, dans la prédation, puisqu'ils vont vivre sans travailler mais nourris par des gens qui travaillent.

Installés à demeure, les samourais comme les bandits, auraient très bien pu constituer cette élite incarnant et exerçant les deux fonctions du pouvoir en jouant habilement sur leur alternance et leur dosage.

Avec Francis Ford Coppola, dans son film *Le Parrain*, on va plus loin dans l'analyse de la nature de l'élite c'est-à-dire dans l'analyse des traits de caractère de ses membres.

Le décor est celui d'une grande cité moderne de la civilisation industrielle mais, à l'ombre des gratte-ciels du XXe siècle, continue à se jouer la même pièce où seuls les costumes des acteurs ont changé.

Le Parrain, l'une des nombreuses figures du chef, s'impose à tous par sa violence mais aussi par son courage, son ambition, son sens de l'initiative et de l'organisation. Il prend vite la tête d'une bande de jeunes mâles aussi agressifs et ambitieux que lui et qui vont constituer sa force de frappe. Puis il passe à la seconde phase : imposer sa "protection" – dont il fixe lui-même le tarif – à la population d'un quartier, d'un secteur de l'activité économique, voire d'une ville.

De quoi vont être "protégés" les victimes de cette offre imposée ? Bien sûr des agressions, voire des assassinats perpétrés par la "famille" du Parrain, mais aussi du danger que constituent les "familles" rivales capables d'être encore plus voraces. Situation difficile pour cette cohorte soumise par la peur et faite d'une poussière d'hommes du commun, de femmes, d'enfants et de vieillards ne retrouvant un semblant de parité avec l'élite que dans les moments où ils se révoltent et acceptent eux aussi de mettre leur vie en jeu.

N'avons-nous pas là les acteurs, les caractéristiques et les fonctions du pouvoir quelles que soient l'époque et la société ? Le pouvoir serait-il mafieux par essence, les mafias des caricatures d'États et les États des mafias qui auraient réussi ?

On m'objectera ici que la gamme de services que l'État offre à ses sujets est infiniment plus large que celle proposée par les mafias, même les plus sophistiquées. C'est exact mais il faut rappeler que l'État n'en est venu à prodiguer des services comme l'éducation ou la santé que très tard dans son histoire. De plus, il y a été contraint à la fois par la pression interne des sujets mécontents et par la pression externe d'États rivaux. Comment vaincre ces États ou leur résister si sa propre population est en mauvaise santé ou sans les qualifications nécessaires à la production des richesses sur lesquelles prélever son "dû" et bâtir sa puissance ?

L'analyse, pourrait-on rétorquer, est peut-être valable s'agissant d'États agraires. Mais elle est obsolète et sans prise sur la réalité s'agissant des États industriels apparus il y a deux siècles ou des États post-industriels sous lesquels vivent de nos jours les peuples les plus riches.

Vraiment ?

Pierre Rosanvallon⁵⁰ raconte la frayeur de la bourgeoisie française du XIXe siècle devant la perspective du suffrage universel... et son soulagement quand elle a constaté que son adoption n'a pas rempli l'hémicycle de pauvres et de prolétaires mais de la même élite, à peine remaniée.

Ici on peut avancer une autre définition de la révolution : c'est le moment où la masse des dominés met fin au règne d'une élite qui a abusé de son pouvoir, remettant le compteur à zéro pour une nouvelle représentation de la même tragi-comédie.

Ainsi, ni la mutation technologique qui a permis le passage de la civilisation agraire à la civilisation industrielle, ni la mutation politique qui a permis le passage de la dictature à la démocratie n'a pu abolir la division sociale en privilégiés-non privilégiés, dominants-dominés, sujets-citoyens, exploités-exploiteurs, "have-have not", castes supérieures-intouchables.

Certes l'ensemble de la population humaine a pu, au long de l'histoire, améliorer ses conditions de vie mais le rapport dominants-dominés, lui, est resté inchangé, même au sein des sociétés les plus avancées.

Bernard Werber écrit⁵¹ : "Se pourrait-il que, pour chaque espèce animale, il existe une sorte de grille d'organisation spécifique ? Quels que soient les individus choisis, dès qu'ils sont plus de deux, ils s'empressent de tenter de reproduire cette grille pour s'y intégrer. Peut-être que l'espèce humaine est tributaire, elle aussi, d'une telle grille. Et que, quel que soit le gouvernement, anarchiste, despotique,

⁵⁰ P. Rosanvallon, *La démocratie inachevée*, Gallimard, Paris, 2000

⁵¹ http://www.bernardwerber.com/unpeuples/ESRA/hierarchie_rats.html

monarchiste, républicain ou démocratique, nous retombons dans une répartition similaire des hiérarchies. Seules changent l'appellation et le mode de désignation des exploités."

Il faut rester prudent face aux explications sociobiologiques et au darwinisme social. Il faut surtout garder toujours à l'esprit le terrible prix payé par des hommes et des peuples à leurs excès, pour ne pas dire à leurs élucubrations. Mais il ne faut pas non plus les rejeter d'un revers de main pour continuer à nous bercer d'illusions et de fallacieux espoirs.

Le pouvoir serait-il *in fine* la force qui crée l'inégalité, la pérennise en l'imposant à ses victimes avec tous les moyens dont il dispose... tout le reste n'étant qu'écran de fumée ?

Aux implacables exigences du mode de production agricole a succédé le mode de production industriel encore plus dur et plus inhumain. Le mode de production post-industriel qui se profile à l'horizon va peut-être aller encore plus loin que la division des humains entre "have" et "have-not". Il pourrait, pour la première fois dans l'histoire d'Homo sapiens, scinder l'humanité en deux espèces différentes.

Si l'on considère l'inégalité comme le meilleur indicateur de la prédation des élites, donc du fonctionnement du système, on verra qu'elle aussi ne recule pas mais qu'elle atteint des niveaux à peine croyables⁵².

Sur les 197 États de l'ONU, 20 détiennent 80% des richesses de l'humanité, les autres se partageant le reste. Les 10% les plus riches de notre planète possèdent 83% de la richesse mondiale. Soixante-deux super-riches possèdent autant que 3,6 milliards de personnes. Dans certaines villes, de tristes individus se promènent en portant au poignet une montre de huit cent mille euros... de quoi nourrir des millions d'enfants mangeant aujourd'hui dans les poubelles ou mourant de faim comme au Yémen.

⁵²<https://www.lexpress.fr/actualite/monde/les-inegalites-explosent-dans-le-monde-la-preuve-en-cinq-zones-geographiques-1968983/html>

La prédation n'en est plus aujourd'hui uniquement au prélèvement injuste sur le travail physique des esclaves dans les champs ou des prolétaires dans les usines. Elle s'est élargie aux richesses de la planète entière et, de plus en plus, au génome des êtres vivants que les grandes compagnies internationales veulent breveter et privatiser. La protection, c'est-à-dire le contrôle des corps et des esprits, n'a fait que s'affiner et le pire est à venir avec le contrôle intégral que rend possible l'alliance de la dictature la plus déterminée et de la technologie la plus avancée.

Donc, quoi que l'on fasse, le système produit et reproduit la même fracture sociale avec des gagnants et des perdants. Si la tâche des gagnants est relativement facile, car ils sont du bon côté du manche, la tâche des perdants est beaucoup plus difficile pour ne pas dire quasi-impossible. Même en faisant la révolution, ils ne s'attaquent qu'aux apparences du système à savoir ses gardiens du moment et leurs politiques, mais ses fondements profonds sont au-delà de leurs capacités de manœuvre.

Il y a en arrière-plan presque comme une fatalité, une technologie spécifique d'un moment de l'histoire produisant les biens matériels dont dépend la survie et imposant de ce fait ses lois d'airain aussi bien aux individus qu'aux sociétés.

Le pouvoir de cette technologie dépasse celui de toute religion, de toute politique, de toute révolution. L'agriculture à grande échelle, notamment de la canne à sucre ou du coton dans l'Amérique des XVIIIe et XIXe siècles, exigeait l'esclavage et elle l'a imposé. C'est l'apparition de la machine à vapeur qui le rendit obsolète et en autorisa la disparition. Ce n'est pas Abraham Lincoln qui a libéré les esclaves américains mais James Watt.

Le propre de toute technologie dominante est de se doter d'une multitude d'idéologies de justification, de consolation ou de propagande que l'élite va manier pour vendre le système aux perdants.

Il faut enfin considérer le noyau de nos comportements et attitudes et accepter que nous ayons un psychisme complexe et plastique capable de générer et de gérer aussi bien la justice que l'injustice.

Consolons-nous comme nous le pouvons.

Rien n'est plus faux que de croire que le Parrain, même affublé de titres ronflants comme *Führer*, *Caudillo* ou *Petit père des peuples*, possède le pouvoir absolu. Le pouvoir qu'il détient lui est concédé par ses sbires, ses alliés du moment, ses victimes consentantes, sans parler d'une foule de personnages glauques dont il sert les intérêts suspects car ils le tiennent par des moyens plus ou moins avouables. Mais tout ceci n'est que la façade du système.

L'essentiel est, comme nous l'avons dit, invisible ou inconnu car s'étant constitué au long des siècles, fait d'exigences imposées par la technologie et de leur justifications imposées par l'idéologie. Certes il peut user et abuser des possibilités et capacités inouïes du système. Il peut les pousser là où on ne les a pas encore testées. Il peut essayer d'en changer telle ou telle composante. Mais il ne sera *in fine* que le simple administrateur dont le système a besoin et qu'il remplacera – souvent dans des conditions dramatiques – par un autre administrateur, appelé lui aussi à faire les fameux trois petits tours et à s'en aller. Le Parrain n'est parrain que par la volonté d'un système qui l'englobe en tant que rouage nécessaire à son fonctionnement mais qui n'est pas plus irremplaçable que ses nombreux autres rouages. En somme, le Parrain, quel qu'il soit et quel que soit son pouvoir, n'est jamais rien d'autre... qu'un fondé de pouvoir provisoire du seul et unique pouvoir : le système.

Le pouvoir dans tous ses états

À l'instar de l'iceberg, le pouvoir est froid, glacial, fascinant et effrayant. Comme lui, il présente une partie visible mais l'essentiel en lui est soustrait à la vue.

Il ne s'agit pas bien sûr de ce que nous avons appelé l'État profond mais de quelque chose de bien plus complexe et d'encore plus profond.

La partie visible du pouvoir est représentée par ses symboles, rituels, structures, serviteurs et officiants, ses luttes bruyantes qui occupent tous les soirs nos journaux télévisés. Ajoutons-y les images de ses guerres incessantes et celle de ses grandes réalisations, témoins de l'œuvre constante des forces qui font et défont en permanence notre réalité.

Appelons cette partie visible le pouvoir patent. Bien entendu, il n'est pas que politique. Il est économique, technologique, militaire ou religieux avec les visages, les réalisations et les failles qui sont propres à chaque type de pouvoir.

Examinons maintenant ce sur quoi il repose, ce qui revient à décrire les strates qui forment la partie invisible de notre iceberg conceptuel.

Commençons par la plus superficielle, celle qui ne se voit pas mais qui est très facile à deviner et à décrire.

Soit la situation des hommes sans lesquels le pouvoir n'existerait pas puisqu'il n'est qu'un produit de leurs multiples interactions.

Ces hommes sont en permanence en butte aux cinq grandes épreuves que la vie leur impose, l'une ou l'autre pour les plus chanceux, plusieurs voire toutes à la fois pour les plus malheureux. Énumérons.

La misère physique : par le handicap, la maladie chronique physique et/ou psychique.

La misère économique : par le chômage, la pauvreté, le travail pénible mal rétribué et mal valorisé, la vie quotidienne dans un environnement laid et pollué.

La misère affective/sexuelle : par la mauvaise qualité des rapports aux autres ou la trop forte dépendance vis-à-vis d'eux.

La misère politique : par la marginalisation et l'oppression sous une dictature ou par le sentiment d'impuissance et d'absence de toute influence réelle dans une démocratie.

La misère culturelle/spirituelle : par le faible accès aux trésors culturels et spirituels de l'humanité et/ou par les entraves à la création de ces mêmes richesses.

Or que sont ces misères, cause des souffrances inouïes, sinon un déficit de pouvoir sur soi et/ou sur son environnement ?

Les pauvres n'ont pas assez de pouvoir pour en finir avec la pauvreté qui les limite et les humilie. Les citoyens n'ont pas assez de pouvoir pour peser sur les décisions qui les affectent. Les malades du corps n'ont pas assez de pouvoir pour guérir par eux-mêmes. Les blessés de l'âme n'ont pas assez de pouvoir pour trouver la paix intérieure. Les croyants n'ont pas assez de pouvoir pour entrer en contact avec Dieu ou pour en supporter sans souffrir le silence et l'apparente indifférence.

Au regard de ce déficit de pouvoir sur nous-mêmes et sur le monde, nous sommes tous logés à la même enseigne quoique à des degrés divers.

Revenons un instant à nos sommets de chefs d'État ou imaginons un rassemblement des dirigeants de la banque mondiale ou du FMI.

À l'évidence, ces hommes et ces femmes, rassemblés en ces lieux sévèrement gardés, ne souffrent ni de la misère politique ni de la misère économique. Mais quid de leur statut en regard des trois autres misères ? Sont-ils totalement maîtres de leurs corps ? Ont-ils le temps et la patience de jouir des richesses culturelles et spirituelles et non seulement de la richesse matérielle dans laquelle ils se vautrent ? Sont-ils capables d'aimer et savent-ils accepter sereinement de ne pas l'être ? On peut en douter, du moins pour la majorité.

Soit maintenant, non plus les individus un à un, mais les composantes de la société : les femmes, les étrangers, les jeunes, les ouvriers, les paysans etc.

Tous ces groupes sociaux souffrent et se plaignent en permanence d'un déficit de pouvoir, mais à une échelle collective. En réclamant plus de droits, ils réclament en réalité plus de pouvoir sur eux-mêmes et sur leur environnement.

Appelons ce déficit le pouvoir manquant et examinons-le de très près. Nous savons tous que c'est bien le sentiment douloureux de l'impuissance qui a toujours été le plus puissant stimulus poussant les hommes à agir, c'est-à-dire à détruire ceci ou cela et construire du neuf en remplacement. Peut-on imaginer le développement de la science, de la technologie, de la médecine, de l'économie ou des États et empires sans l'ambition dévorante de tous les frustrés du pouvoir ? Le pouvoir manquant est donc la source d'énergie première qui fait exister et croître le pouvoir patent.

Mais il est plus qu'un stimulus pour les plus ambitieux et les plus doués. C'est une force colossale quiescente dans toute société, semblable à celle d'une bombe dont la puissance silencieuse n'apparaît qu'au moment de son explosion.

Tous les dictateurs vivent dans la peur du réveil du monstre tapi au sein des foules. Tous les leaders démocratiques vivent dans l'espoir de se voir adoués par le même monstre suspicieux et exigeant. Et pour cause.

Ce sont les foules apparemment impuissantes qui détiennent l'essentiel du pouvoir politique dans toute société, y compris dans la pire dictature. Cette dernière ne dure que par l'acquiescement, l'indifférence, la tolérance des sujets-citoyens. Mais que ces derniers décident qu'il est temps de changer d'attitude et de comportement et le régime le plus violent s'écroule comme un château de cartes. De façon générale, les citoyens surestiment le pouvoir dont dispose leurs dirigeants et sous-estiment celui dont ils disposent eux-mêmes.

In fine ce sont les hommes en déficit apparent de pouvoir qui font et défont empires et régimes, décidant de façon active ou passive de leur sort.

Mais le pouvoir patent ne tire pas seulement son énergie de la frustration et de l'ambition des plus doués et de la force potentielle

des foules. Il se nourrit dans une couche plus profonde de notre inconscient individuel et collectif.

Descendons plus en profondeur sous la ligne des partages des eaux pour "voir" ce qui porte et supporte pouvoirs manquant et patent.

La littérature de science-fiction pullule d'humains immortels sachant lire dans les pensées, prévoir l'avenir, communiquer par télépathie, vivre dans des réalités parallèles, etc. Avant cette littérature de plus en plus sophistiquée, nombre d'écrits se sont lancés dans la description de cités idéales où les hommes vivront enfin heureux, en paix et réconciliés avec le monde. Si les démocraties dans les pays riches nous semblent bien imparfaites, pour nos ancêtres elles ressembleraient à leurs rêves les plus fous devenus réalité. En l'espace d'une vie, ma génération a vu nombre "d'élucubrations" de nos auteurs de science-fiction se réaliser comme marcher sur la Lune ou communiquer à distance par le son et l'image. Nos rêves les plus fous apparaissent de plus en plus comme nos capacités en jachère ou en gestation. À travers nos rêves éveillés, notre esprit commande de les exploiter et d'en chercher la réalisation afin d'accroître de façon exponentielle notre pouvoir sur nous-mêmes et sur le monde.

Appelons cette deuxième strate invisible, le pouvoir latent.

Est-ce la base ultime portant tout l'édifice ? Non, car il faut bien que ce pouvoir latent tire lui-même son énergie de quelque pouvoir encore plus profond et plus mystérieux.

Nous avons vu que tous les pouvoirs existant dans le monde, y compris le pouvoir humain, ne sont que les manifestations *hic et nunc* de ce que nous avons appelé, à défaut de meilleure appellation, le pouvoir de la nature.

Qu'est-ce que ce pouvoir originel dont les deux forces universelles sont les instruments à tout faire ?

Sur le marché des idées, l'offre est plutôt maigre puisqu'on ne vend depuis longtemps que deux représentations antagonistes.

La représentation religieuse, plutôt optimiste, postule que le pouvoir premier nous connaît individuellement et s'intéresse à notre salut. La représentation laïque, elle, est plutôt pessimiste considérant que le pouvoir premier, totalement incarné dans des lois et processus, ne

s'intéresse nullement à nos personnes. On ne peut rien lui soutirer par la prière, mais on peut le forcer par la science à dévoiler certains de ses secrets et partager un peu de ses prérogatives.

Au-delà de cette différence qui relève plus de l'humeur que de la pensée, les deux représentations s'accordent sur deux points fondamentaux.

Tout d'abord, Dieu et Nature ont les mêmes caractéristiques fondamentales : l'omnipotence, l'omniscience et l'omniprésence. C'est donc, encore et toujours, une question de pouvoir.

Ensuite et surtout, Dieu et Nature sont des entités-forces extérieures à l'homme qui l'écrasent de leur toute puissance.

Aujourd'hui, nous avons des matériaux et des idées nouvelles pour construire une représentation où le pouvoir premier n'est plus à l'extérieur des êtres mais profondément enfoui en eux. D'étranger, il devient consubstantiel.

La règle est que, derrière tout pouvoir, il y a un savoir et que, derrière tout savoir, il y a un pouvoir. Le pouvoir est en fait le savoir en action. Le savoir est le pouvoir en puissance. On peut même raisonner ici comme les physiciens pour qui matière et énergie ne sont que les deux facettes de la même entité.

Nulle part, plus que dans notre corps, le lien n'est aussi évident. Nous "savons-pouvons" être vivants avec tout ce que cela signifie comme capacités extraordinaires : savoir-pouvoir marcher, boire, dormir, équilibrer nos constantes biologiques et bien sûr réfléchir. Heureusement aussi, nous savons et donc pouvons mourir. Imaginez ce que signifierait brusquement la perte de cette capacité.

Cet énorme savoir-pouvoir n'a nécessité la fréquentation d'aucune école ou l'apprentissage auprès d'aucun maître. Il est acquis à la naissance et de plus entièrement gratuit. Le fait le plus extraordinaire, rarement souligné et compris à sa juste valeur, est que l'immense savoir-pouvoir inscrit dans le génome de tout homme — de tout être vivant — n'est rien d'autre que l'immense savoir-pouvoir de la vie elle-même, donc de Nature-Dieu ou de Dieu-Nature.

Pour s'emparer du puissant gisement d'où ils tirent l'essentiel de leurs capacités conscientes, les hommes ont adopté, à travers l'histoire et les cultures, deux stratégies dérivant de leurs deux principales représentations. À grande échelle, ils ont créé la religion et la science. À petite échelle, ils ont fondé les sociétés savantes et les sociétés secrètes.

Les sociétés savantes explorent pour s'en emparer le savoir-pouvoir secret par les moyens rationnels de la science. À travers les sociétés secrètes, les hommes se l'approprient de façon magique.

Tout cela est d'autant plus dérisoire que le savoir-pouvoir est inscrit au plus profond de nous-mêmes. La source de tous les pouvoirs qu'on cherche à s'approprier par des voies aussi puériles est déjà nôtre mais à "sa" façon, pas à la nôtre.

Ici s'impose l'image chère au bouddhiste à propos de l'Homme aliéné : celle du cavalier lancé à la poursuite de la monture qu'il chevauche.

Appelons cette base la plus large, la plus solide et la plus profonde et portant tout le poids de l'iceberg, le pouvoir immanent.

Descartes dit : "je pense donc je suis" mais penser n'est que le produit du pouvoir-penser, lui-même étroitement lié au pouvoir-faire, tous les deux conséquences et causes du pouvoir-exister. On peut donc affirmer : "je peux donc je suis" tout autant que " je suis donc je peux".

Dans le puissant fleuve qui creuse les vallées et fait tourner les turbines, le pouvoir est dans les faibles gouttes tout autant que dans le puissant torrent qu'elles génèrent ensemble.

Quelqu'un demanda un jour à un sage : qui possède tout le savoir ? La réponse fut : nous tous.

On peut donner la même réponse à la question qui détient tout le pouvoir ? Nous tous.

Fondations

Qu'il s'agisse d'humains, de macaques, de fourmis ou de termites, le pouvoir **dans** la nature semble être une question de rapport de force entre animaux sociaux dominants/dominés assurant leur survie par la compétition-collaboration.

Déplaçons la problématique en nous posant la question du pouvoir **de** la nature.

Nous la voyons à l'œil nu lors de violentes tempêtes ou d'éruptions volcaniques. Nous mesurons sa terrible puissance à travers l'horreur des nuées ardentes ou des rivières de lave détruisant tout sur leur passage. Nous savons ce qu'il en est de cette puissance libérée par les cyclones, tornades, ouragans, inondations et tremblements de terre.

Nous sentons les terribles effets destructeurs de ce pouvoir quand le feu détruit les forêts et menace d'engloutir des quartiers entiers. Nous savons néanmoins que ce feu maléfique est celui-là même qui nous a donné le pouvoir sur toutes les espèces vivantes et la capacité de créer notre civilisation.

Car c'est là une règle intangible du fonctionnement du monde. Le pouvoir de la nature est aussi bien créateur que destructeur. Ainsi le voyons-nous à l'œuvre dans la naissance des enfants, la régénération des terres stériles ou la poussée de récoltes plantureuses.

Au sujet du cosmos, les scientifiques nous racontent sa terrible puissance dévolue à construire, maintenir en fonctionnement un certain temps galaxies, étoiles, planètes et autres corps célestes... puis à les détruire poursuivant une création qui ne semble jamais devoir se terminer.

Sur notre planète toujours en ébullition, convulsions et évolution, c'est bien le pouvoir de la nature qui fait naître et disparaître, au fil des périodes géologiques, un nombre considérable d'espèces végétales et animales.

À l'échelle des individus, ce pouvoir mystérieux maintient en vie des créatures et les remplace à fur et à mesure de l'épuisement de leur élan vital.

Nous autres médecins subodorons depuis toujours sa puissance et son extraordinaire intelligence. On commence à peine à comprendre comment il opère.

Les radiations ou les virus malmènent le génome, les dégâts causés pouvant déclencher un cancer. Heureusement, des enzymes spécialisées sont là pour réparer autant que faire se peut les brins lésés de l'ADN.

L'état de notre ossature est toujours la résultante de l'action de deux types de cellules : les ostéoclastes détruisent en permanence le tissu osseux tandis que les ostéoblastes le régénèrent. Quand les ostéoblastes dominent, vous avez les os solides de la jeunesse. Quand, dans le grand âge, les ostéoclastes l'emportent, attention à la fragilité de votre col du fémur.

Dans les deux cas, nous voyons à l'œuvre deux forces. En fonction du résultat terminal, on appellera l'une "constructrice" à défaut d'autre vocable et l'autre "destructrice" en faisant semblant de savoir de quoi on parle quand on les nomme.⁵³

Ce sont ces deux mêmes forces, repérées partout et à toutes les échelles, ressenties mais non comprises, qui semblent constituer l'essentiel de la boîte à outils de ce pouvoir de la nature, apparemment le plus grand de tous les pouvoirs.

Question embarrassante : revenons-nous au dualisme ancien de la religion et de la philosophie... à Dieu et Satan des monothéistes, à Ahura Mazda et Angra Maingy des Zoroastriens, au mal et au bien des moralistes ?

Non bien sûr, car les radiations cosmiques qui détruisent des séquences de l'ADN ne sont pas porteuses d'intentions hostiles, pas plus que les enzymes qui les réparent ne le font par amour du bien et de la justice. Nous sommes ici face à des processus naturels propres à

⁵³ Le ruban de Moebius avec ses deux faces s'abouchant l'une dans l'autre sans la moindre discontinuité peut nous suggérer l'idée qu'en fait les deux forces pourraient n'être que les deux faces d'une seule entité qu'on pourrait appeler, à défaut de meilleure idée, la force créatrice.

des systèmes complexes qui essaient de garder leur organisation intacte et fonctionnelle le plus longtemps possible.

Oui, mais nous dira-t-on, quel rapport avec notre problème ?

Il est évident. Ce détour dans le cosmique et le biologique nous aide à replacer le pouvoir humain dans son contexte général et ce faisant, à dévoiler une partie de sa nature profonde.

Nous avons tendance à considérer ce pouvoir comme étant de nature spécifique. Or nous ne sommes ni une exception ni une anomalie isolée soustraite au fonctionnement global du monde.

Que font les prophètes, les grands conquérants ou les industriels novateurs ? Ils donnent naissance à une nouvelle religion, à un nouvel empire politique, à un nouvel empire industriel, créent des ensembles humains qui n'existaient pas auparavant... en général sur les ruines fumantes d'autres structures et systèmes détruits parfois par le feu et le sang.

Que font les chefs d'États, d'entreprises, des églises et des mafias ? La même chose ou presque. Le chef mafieux doit éliminer ses rivaux en détruisant leurs "familles", c'est-à-dire en détruisant des structures existantes. Il doit veiller à la survie de sa "famille" et à sa place dans le concert des mafias. Le chef d'entreprise doit développer son affaire, conquérir de nouveaux marchés et si possible ruiner ses concurrents.

Les révolutions et les crises, leurs formes à minima, ne sont que les moments forts d'une dynamique universelle où il s'agit chaque fois de détruire quelqu'un ou quelque chose et de reconstruire par-dessus les débris en attendant de subir le même sort un jour ou l'autre.

Le pouvoir humain, quel que soit son champ d'action, ne fait rien d'autre lui aussi qu'user de moyens de destruction et de construction pour créer, maintenir en vie ou détruire des systèmes appelés régimes politiques, États, cultures voire civilisations.

Comment ne pas voir dès lors qu'il est une forme locale et particulière de ce pouvoir infiniment plus grand ?

On comprend dès lors la raison d'être de l'aura de sacralité qui l'accompagne et des rituels quasi religieux dont il ne peut jamais se passer.

Il ne s'agit pas de subterfuges visant à renforcer la domination comme le croient certains, mais bel et bien d'un hommage rendu à la volonté mystérieuse dont les deux forces ne sont que l'expression tangible.

Alors peut-on dire que, si les grands hommes politiques sont prêts à jouer leur vie et à disposer généreusement de celles des autres, s'ils supportent et pratiquent toutes les turpitudes de la vie politique la plus détestable... c'est parce qu'ils se disent au fin fond de leur être : "Quel plus grand honneur que d'être, l'espace d'un instant, l'incarnation de ces forces mystérieuses, quel plus grand privilège que de servir leurs desseins mystérieux ?"

Voilà donc achevée la représentation cherchée pendant des années.

Parti d'une réflexion sur le pouvoir politique d'une vulgaire dictature, dans un petit coin de la planète, durant un laps de temps très court au regard de l'histoire du pays concerné et insignifiant au regard de l'histoire du monde, je me suis trouvé confronté, de fil en aiguille, aux plus grandes questions que se pose l'esprit humain. Quand on tire le fil d'une pelote de laine, il faut aller jusqu'au bout et cela peut mener très loin des terrains arpentés habituellement par les hommes politiques.

Mais je ne me fais aucune illusion. Ma représentation du pouvoir est très certainement faite de tout ce que je crois, du fait de l'expérience et de la réflexion, mais aussi de tout ce que j'interprète mal ou que j'ignore tout simplement.

Et pour cause. Le pouvoir est un concept-clé où convergent ce que Dostoïevski appelait les maudites questions, c'est-à-dire toutes celles ayant trait à la nature des êtres que nous sommes et au destin de nos sociétés.

Voilà pourquoi nous ne sommes pas près d'épuiser le sujet ou de trouver LA réponse et il est mieux qu'il en soit ainsi pour que le processus créatif de nouvelles idées ne s'arrête jamais.

Epilogue

L'histoire humaine est un vaste champ d'expérimentation, qu'il s'agisse de tester des religions, des technologies, des organisations sociales et familiales ou des types de gouvernement.

Comment pourrait évoluer le pouvoir politique, l'histoire ayant expérimenté jusqu'aujourd'hui la royauté d'essence divine et la République populaire en passant par toutes les possibilités du spectre ?

Scénario 1

Génération après génération, des leaders sans originalité et sans créativité se contentent de jouer les mêmes rôles avec plus ou moins de brio.

On verra des démocraties épuisées paver le chemin à de jeunes et vigoureuses dictatures... des dictatures épuisées paver le chemin à de jeunes et vigoureuses démocraties.

Pourraient naître des hybridations encore plus avancées que celles que nous observons de nos jours. La démocratie, démocratie côté cour, dictature côté jardin, deviendrait la forme de gouvernement la plus répandue dans le monde. Les élections seraient un rituel obligatoire permettant aux foules manipulées par des consortiums médiatico-économico-militaro-religieux de choisir entre blanc bonnet et bonnet blanc. Les détails sur lesquels se disputeront en toute "liberté" les uns et les autres permettront aux constantes du système de se maintenir au profit des mêmes malins et margoulins.

On pourrait avoir au contraire une séparation plus marquée menant les deux systèmes à des formes à peine reconnaissables pour nous, humains de ce siècle.

Les États de nos jours disparaîtraient totalement ou ne seraient plus que des structures-paravent. La dictature, qui était facile à identifier en une personne et des mécanismes connus, pourrait alors se

transformer si radicalement qu'elle n'aurait plus rien à voir avec les formes primitives des origines. Le pouvoir passerait de façon insidieuse aux mains d'entreprises ayant leurs hommes politiques, leurs religieux voire leurs religions, sans oublier leurs propres armées comme du temps de la Compagnie des Indes Orientales. De nombreux Big Brothers règneraient en maîtres lointains et mystérieux sur des zombies accros à leurs gadgets électroniques et contrôlés à travers eux. Ainsi la société serait dominée de façon infiniment plus efficace que la grossière violence des dictatures de Papa.

L'avenir de la démocratie pourrait connaître lui aussi des modifications tout aussi profondes.

Lassés de voir les élections ramener au pouvoir des populistes, nationalistes et autres fascistes, mais tenant à garder les libertés fondamentales, les ingénieurs sociaux de demain convaindraient les peuples échaudés de renoncer aux élections et de choisir autrement les dirigeants du moment.

Une banque de CV serait nourrie par les citoyens proposant, comme pour le prix Nobel, des noms pour les postes à grandes responsabilités. Un logiciel ultra protégé identifierait en fonction du profil de poste les dossiers retenus... puis tirerait au sort. Imaginez la tête des démagogues, des financeurs louches, des patrons de médias corrompus, des spécialistes de la communication-manipulation ! La démocratie nouvelle version ne s'épuiserait plus à les combattre. Par ses choix hardis, elle les mettrait hors-jeu et rendrait leurs magouilles inutiles.

Mes lecteurs pourraient faire remarquer à juste titre que, comme tous les prospectivistes, je ne fais que projeter le présent dans le futur alors que ce dernier est une rupture non une continuité.

Soit. Critiqué pour critiqué, autant l'être pour une prospective plus hardie.

Scénario 2

Ici, on appellera à la rescousse les grands maîtres de la science-fiction qui ont réfléchi sur le pouvoir beaucoup plus qu'on ne le croit.

Un matin, un génie en herbe se réveille avec un mal de tête terrible tant l'idée lumineuse qui a éclaté dans son esprit a grillé neurones et synapses. Mais oui ! hurle-t-il dans sa baignoire : le vrai problème c'est que nous voulons sauver les humains PAR les humains alors qu'il faut les sauver DES humains et dans la foulée seront sauvés les animaux, les plantes et toute la planète. Confions le pouvoir aux robots. Débarrassés de nos travers, ils sauront, eux, gérer le monde et nos sociétés. Voilà qu'enfle la vague de l'Azimovisme triomphant.

Ici je vous épargne les querelles, guerres et excommunications croisées entre Azimoviens de gauche et de droite, extrémistes et réformateurs.

L'essentiel, c'est l'arrivée des Azimoviens modérés au pouvoir. Mais voilà que tout le monde fait grise mine devant les résultats. Ni les chefs d'États dernier modèle, ni même le pape robot n'ont pu régler les vieux problèmes. Pire, ils en ont rajouté. On avait malheureusement oublié que toutes ces machines hyper-intelligentes étaient construites et programmées par ces êtres faillibles, corrupteurs et corruptibles que sont les hommes. On avait sous-estimé surtout l'opposition anti-azimovienne et sa redoutable capacité à introduire des programmes malveillants dans les circuits des machines les plus sophistiquées.

Encore un amer échec. Les temps sont mûrs pour la sixième vague.

Quelqu'un se réveille lui aussi avec un mal de tête terrible en criant : mais oui ! Il faut libérer l'humanité de la tyrannie prétendument éclairée des robots. Le jihad Butlérien⁵⁴ est déclaré sur la planète-mère dix mille ans plus tôt que prévu. Résonne partout le cri de ralliement des héros de la nouvelle cause sacrée : tout le pouvoir aux humains ! Les nouveaux djihadistes se lancent dans l'éradication des machines-humanisées. Ils sabotent partout les lignes de l'internet comme leurs ancêtres sabotaient les lignes du télégraphe ou du chemin de fer. La mode est à l'éclairage à la lampe à huile et au retour

⁵⁴ Franck Herbert, *Le cycle Dune*, Paris, Robert Laffont, 1970.

à l'âge d'avant la grande illusion. Nous voilà revenus aux vieilleries d'antan : royautes, républiques, révolutions, restaurations, Machiavel, Lénine et Bokassa !

L'histoire baille d'ennui et les hommes bataillent avec les mêmes ennuis.

Scénario 3

La société humaine, comme tout être vivant, change grâce à deux mécanismes. Par petits changements successifs, c'est le mécanisme gradualiste. Par changements brusques et profonds, c'est le mécanisme par mutation.

Après la séparation d'avec les autres espèces de primates il y a deux cent mille ans, les temps sont arrivés pour qu'Homo sapiens change de palier d'évolution. L'humanité que nous connaissons ne va pas disparaître mais se transformer, devenant méconnaissable pour nous tous, les derniers des Mohicans.

Son avenir ? La scission en deux nouvelles espèces que nous appellerons la néo-H et l'archéo-H.

La néo-H est constituée des descendants de tous ceux qui ont vécu dans les quartiers chics des anciennes grandes métropoles du nord et du sud du monde. On les appelle maintenant les néo-sapiens. Ce sont les anciens Hommes, mais bardés de puces électroniques implantées dans le cerveau. Leur corps est renouvelé en permanence grâce aux organes démontables et remplaçables à volonté. Ils sont super intelligents, télépathes, télé-portables, vivant à plusieurs endroits à la fois, et bien entendu quasi-éternels. On les appelle aussi les hommes augmentés.

L'archéo-H, elle, c'est la vieille humanité constituée des mêmes anciens humains qui n'ont pu embarquer sur la vague des grandes mutations biologiques et technologiques des XXIe et XXIIe siècles.

On les appelle maintenant les archéo-sapiens et ce sont les descendants des hommes qui ont peuplé les villes de l'ex-tiers monde et les faubourgs des anciennes villes des pays riches. Par rapport à leurs ancêtres, ils sont, du fait de leurs conditions de vie, plus petits,

plus chétifs, plus craintifs et montrent des signes bizarres d'involution vers plus d'animalité.

Ils n'ont que leur corps biologique, leur brève espérance de vie et leur intelligence limitée pour mener leur misérable existence.

La néo-H a décidé de ne pas faire disparaître l'archéo-H, comme nos ancêtres ont fait disparaître l'homme de Néandertal, mais d'en contrôler la démographie. Les grands mammifères tant marins que terrestres ayant disparu, les archéo-sapiens sont conservés dans les anciens parcs nationaux pour les mêmes besoins qu'autrefois : le tourisme, la recherche et la chasse.

Maintenant que le décor est planté, voyons quel type de pouvoir va gérer les deux humanités.

Dans les parcs mondiaux et les réserves nationales, les archéo-sapiens ne connaissent que le pouvoir du plus musclé, du plus tatoué et du plus violent. La boucle est bouclée. Partis de ce mode d'exercice dès l'apparition des États agrariens, nous y voilà revenus.

Dans la néo-H, les choses se passent différemment bien sûr.

Les plus hauts dirigeants dans toutes les sphères (politique, économique, culturelle et religieuse) sont tous garnis de puces (ou de leurs équivalents encore non inventés). Ils ne peuvent qu'être sous le contrôle des superordinateurs ou de leurs équivalents encore non inventés.

En fait, de dirigeants, ils n'ont que le titre. Le vrai pouvoir est concentré dans un réseau complexe de machines qu'aucun néo-sapiens ne comprend ou ne maîtrise réellement⁵⁵.

Quel abîme entre le règne du gros biceps tatoué et celui du Dieu-machine ! En apparence seulement. Qu'il soit exercé par des humains revenus à la barbarie originelle ou par des humains maîtres-esclaves de la technologie la plus magique, le pouvoir garde les mêmes objectifs : détruire un ordre, en construire un autre, tenir au loin tout

⁵⁵ Eric Brynjolfsson, Andrew Mac Afee, *The second machine age*, New-York-London, WW Norton and Compagny, 2014.

chaos dans les périodes intermédiaires, imposer et maintenir les règles régissant la distribution des ressources, des honneurs et des responsabilités.

Dans les deux cas, me direz-vous, la perspective pour l'humanité est un avenir de cauchemar.

Selon Marx, l'humanité ne rêve que de ce qu'elle est capable de réaliser. On peut dire tout autant qu'elle n'entrevoit que les cauchemars qu'elle risque de rendre tout aussi réels.

Alors, tant que nous sommes encore à la croisée des chemins, la tâche du pouvoir n'est-elle pas d'empêcher l'humanité justement de s'engager sur la route nous menant vers cet avenir dont les prémisses, hélas, sont déjà présentes ?

Certes, nous sommes dans un monde où il est interdit d'espérer à cause de la force de destruction ruinant tout ce que nous sommes capables de construire. Mais nous sommes dans un monde où il est interdit de désespérer à cause de la force de création prête à tout reconstruire sur les ruines encore fumantes.

Si nous avons besoin de puiser du courage quelque part, cherchons et trouvons-le dans un fait avéré et indiscutable : les deux forces fonctionnent toujours en tandem, l'une pavant le chemin à l'autre. Si l'humanité devait tomber un jour sous la coupe d'un Deus ex-machina, elle finirait par le détruire et reconstruire un monde respirant de nouveau la liberté. Si elle devait revenir à un état primitif, les hommes mettraient fin au règne du plus musclé et du plus brutal et créeraient des régimes politiques tendant vers le règne du droit et de la justice.

Rassurons-nous aussi en nous rappelant que l'avenir n'accouche ni de ce qui nous craignons le plus ni de ce que nous espérons le plus mais, fort heureusement, de ce qui nous surprend le plus.

TABLE DES MATERES

PROLOGUE	7
I - PETITES ET GRANDES HISTOIRES.....	12
DE QUOI PARLONS-NOUS ?.....	13
LA FACE SOMBRE DE LA CHOSE	16
L'ANTAGONISTE STRUCTUREL.....	21
QUAND LE POUVOIR CHANGE DE MAINS	24
DE L'AUTRE COTE DU MIROIR	28
II - APPARAT, SIGNES ET SYMBOLES.....	32
LIEUX DE POUVOIR	33
RITUELS ET SYMBOLES	37
MAGNIFICENCE, GRANDEUR ET MESSAGES CODES	41
QUAND LE PRINCE JOUE A DIEU.....	46
III - FONCTIONS, OBLIGATIONS ET RAISONS D'ETRE.....	49
NAITRE PAR LE FORCEPS, SURVIVRE PAR L'EPEE.....	50
MOI OU LE CHAOS.....	54
L'INVENTION D'UN PEUPLE	58
PROMETTRE LA JUSTICE, PERENNISER L'INJUSTICE.....	63
NEGOCIER LA PAIX DES FAUVES.....	69
ENTRETENIR REVES ET ESPOIRS	78
IV - MOYENS, TECHNIQUES ET STRATEGIES	81
LA VIOLENCE LEGALE	82
LES CONTRATS TANT QU'ILS TIENNENT.....	90
LE CONTROLE DES CŒURS ET DES ESPRITS.....	100
SYSTEMIQUE CORRUPTION	108
RUSES ET TROMPERIES	113
LEGITIMATIONS CHIMERIQUES.....	117
V - CONTRAINTES, ENJEUX ET LIMITES.....	121

SURVIVRE AU CONFLIT PERMANENT	122
L'OBEISSANCE COUTE QUE COUTE.....	131
ACTEURS ET ROUAGES INVISIBLES	134
À LA RECHERCHE DU GRAAL	138
VI - ATMOSPHERE, AMBIANCE ET VECU	144
COMPETITION ET RIVALITE	145
TRAITRES ET TRAHISONS.....	151
IRRATIONNELS HAINES ET AMOURS	160
LA MALEDICTION D'ALBERICH.....	166
LE COUT DE LA CHOSE	174
VII - ANALYSE SPECTRALE D'UN CONCEPT COMPLEXE 180	
UN BRIN DE THEORIE	181
VIII - ARCHEOLOGIE, FONDATIONS, ABYSSES.	198
STRATE BIOLOGIQUE	199
STRATE PSYCHO-SOCIALE.....	204
ET LE ROLE DU GENRE ?	208
STRATE IDEOLOGIQUE.....	212
SYSTEME	215
LE POUVOIR DANS TOUS SES ETATS	225
FONDATIONS.....	231
EPILOGUE	235

Titre

Qu'est-ce que le pouvoir ?

Témoignage et réflexions d'un ancien président

Auteur

Moncef Marzouki

Maison Paradigme Editions

1 rue Borj Bourguiba – Tunis- Tunisie

Téléphone : (+216) 54 098 333

E-mail : paradigme.editions@gmail.com

Toute reproduction intégralement ou partiellement, du présent ouvrage
est interdite sans autorisation de l'éditeur.

ISBN : 978-9938-916-04-1

© Paradigme Éditions, Tunis, 2^{ème} Edition -2019

Imprimé en Tunisie - Tous droits réservés